



LA CULTURE POLITIQUE DE LA DEMOCRATIE EN HAÏTI ET DANS LES AMERIQUES, 2016/17

Une Étude Comparative de la
Démocratie et de la Gouvernance

François Gélneau, Ph.D.
Département de Sciences Politiques, Laval University

Claire G. Evans
Département de Sciences Politiques, Université de Vanderbilt

Carole Wilson, Ph.D.
LAPOP, Université de Vanderbilt

María Fernanda Boidi, Ph.D.
Coordinatrice Régionale et Éditrice de Rapports de LAPOP

Elizabeth J. Zechmeister, Ph.D.
Directrice de LAPOP et Éditrice de Séries
Université de Vanderbilt



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

LAPOP

La culture politique de la démocratie en Haïti et dans les Amériques, 2016/17:

**Une étude comparative de la démocratie et de la
gouvernance**

Par

François Gélneau, Ph.D
Département de Sciences Politiques, Université Laval

Claire G. Evans
Département de Sciences Politiques, Université de Vanderbilt

Carole Wilson, Ph.D
LAPOP, Université de Vanderbilt

María Fernanda Boidi, Ph.D.
Coordinatrice Régionale et Éditrice de Rapports de LAPOP
Université de Vanderbilt

Elizabeth J. Zechmeister, Ph.D.
Directrice du LAPOP et éditeur de la série
Université de Vanderbilt

Mai 2020

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de cette étude relève de la seule responsabilité des auteurs et du LAPOP et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.



Table des matières

Liste des figures.....	vii
Préface.....	xiii
Prologue: contexte de l'étude	xv
Remerciements.....	xxi
Introduction.....	xxvii
Chapitre 1. Le soutien à la démocratie électorale dans les Amériques	1
I. Introduction.....	1
II. Les principaux résultats	2
III. Les principes de base de la démocratie libérale	3
Le soutien à la démocratie dans l'abstrait	5
Les règles du jeu: le soutien aux coups d'État dans le cadre de la haute criminalité et de la corruption	8
L'appui aux coups d'État exécutifs.....	11
IV. Le soutien aux institutions démocratiques : élections et partis.....	14
La confiance dans les élections	15
La participation aux élections.....	18
La confiance dans les partis politiques.....	20
L'identification partisane.....	24
V. Conclusion	27
Chapitre 2. l'offre de libertés fondamentales dans les Amériques	29
I. Introduction.....	29
II. Les principaux résultats	30
III. Les médias	30
L'offre de la liberté de la presse.....	31
La confiance dans les médias	34
IV. La liberté d'exprimer des opinions	36
Perceptions de la liberté d'exprimer des opinions en général	36
Les perceptions de la liberté d'exprimer des opinions politiques	38
V. Les droits de l'homme	40
VI. L'indice de déficit des libertés fondamentales.....	43
VII. Conclusion.....	47

Chapitre 3. La qualité de vie en Haïti	49
I. Introduction	49
II. Les principaux résultats	49
III. Les biens et services	50
IV. Aide financière du gouvernement et de l'extérieur	53
V. Évaluations de la situation économique personnelle	55
VI. Conclusion	63
Chapitre 4. Criminalité, corruption et État de droit en Haïti	65
I. Introduction	65
II. Les principaux résultats	66
III. Criminalité, insécurité et confiance dans le système judiciaire	67
La victimisation par le crime	67
L'insécurité du voisinage	71
La conviction que les criminels seront arrêtés et punis	75
IV. La corruption	79
Les perceptions de la corruption chez les politiciens	79
La victimisation par la corruption	82
La tolérance vis-à-vis de la corruption	86
L'application légale des codes de la construction	88
V. Conclusions	90
Chapitre 5. La Politique locale dans les zones cibles de l'USAID	93
I. Introduction	93
II. Résultats Principaux	93
III. L'échantillon des zones cibles USAID	93
IV. La participation aux organisations locales	97
V. La participation au gouvernement local	111
VI. Satisfaction à l'égard des services	115
VII. L'application des réglementations locales	120
VIII. Les taxes, la confiance et la satisfaction à l'égard de la démocratie	122
IX. Conclusion	123
Chapitre 6. Les orientations démocratiques dans les Amériques	125
I. Introduction	125
II. Résultats Principaux	127
III. Les prédispositions démocratiques à travers la région et au fil du temps	127
L'appui au système politique	128
La tolérance politique	130



Les orientations propices à la stabilité démocratique.....	134
IV. Conclusion	136
Bibliographie	139
Annexes	147
Annexe A. Comprendre les figures dans cette étude	149
Annexe B. Fiche d'information sur l'étude.....	151
Annexe C. Questionnaire	153



Liste des figures

Figure 1.1. Appui comparé à la démocratie	6
Figure 1.2. Soutien à la démocratie au fil du temps à Haïti	7
Figure 1.3. Corrélats socioéconomiques du soutien à la démocratie à Haïti.....	8
Figure 1.4. Soutien aux coups d'État militaires dans le cadre d'une forte criminalité et d'une corruption élevée.....	9
Figure 1.5. Évolution du soutien aux coups d'État militaire à Haïti.....	10
Figure 1.6. Prédicteurs démographiques et socio-économiques du soutien aux coups d'état militaires en Haïti	11
Figure 1.7. Le soutien aux coups d'État exécutifs.....	12
Figure 1.8. Évolution du soutien aux coups d'État exécutifs en Haïti.....	13
Figure 1.9. Prédicteurs démographiques du soutien aux coups d'État exécutifs en Haïti.....	13
Figure 1.10. Pourcentage de répondants ayant confiance dans les élections	16
Figure 1.11. Évolution de la confiance dans les élections en Haïti	17
Figure 1.12. Les prédicteurs démographiques et socio-économiques de la confiance dans les élections en Haïti	18
Figure 1.13. Taux de participation dans les pays de la région	19
Figure 1.14. Les prédicteurs démographiques et socio-économiques du taux de participation en Haïti	20
Figure 1.15. Confiance envers les partis politiques dans les pays de la région.....	22
Figure 1.16. Évolution de la confiance envers les partis politiques en Haïti	23
Figure 1.17. Prédicteurs démographiques et socioéconomiques de confiance envers les partis politiques en Haïti.....	23
Figure 1.18. Identification partisane dans les pays de la région	25
Figure 1.19. Évolution de l'identification partisane en Haïti.....	26
Figure 1.20. Prédicteurs Démographiques Et Socio-économiques de l'identification partisane en Haïti.....	26
 Figure 2.1. Évaluations de la liberté de la presse, 2016/17.....	 32
Figure 2.2. Correspondance entre les évaluations d'experts et la proportion d'individus déclarant très peu de liberté de la presse dans les Amériques	33
Figure 2.3. La confiance envers les médias par pays, 2016/17	35
Figure 2.4. Évolution de la confiance dans les médias en Haïti, 2016/17	36
Figure 2.5. Évaluations de la liberté d'expression 2016/17.....	38
Figure 2.6. L'offre de libertés d'expression en Haïti, 2016/17	39
Figure 2.7. Évaluations de la liberté d'expression politique, 2016/17	40
Figure 2.8. Évaluations de la protection des droits de l'homme, 2016/17.....	42

Figure 2.9. Prédicteurs démographiques et socioéconomiques des répondants considérant qu'il y a très peu de protection des droits de l'homme en Haïti.....	43
Figure 2.10. Score du déficit de libertés fondamentales, 2016/17	44
Figure 2.11. Le déficit de libertés fondamentales et l'approbation pour l'exécutif.....	45
Figure 2.12. Insuffisance de libertés fondamentales et intention de vote en Haïti.....	46
Figure 3.1. Connexion au réseau électrique public	50
Figure 3.2. Heures d'électricité par jour	51
Figure 3.3. La richesse matérielle et les caractéristiques des ménages, Haïti 2017.....	53
Figure 3.4. Évolution du pourcentage de personnes recevant l'aide gouvernementale et des transferts de fonds au cours du temps	54
Figure 3.5. L'aide gouvernementale et les transferts de fonds dans les Amériques, 2017.....	55
Figure 3.6. Revenu familial suffisant en Haïti, 2017	56
Figure 3.7. Revenus insuffisants à travers la richesse et l'éducation, 2017.....	57
Figure 3.8. Revenus insuffisants à travers les Amériques, 2017.....	58
Figure 3.9. Pourcentage de personnes ayant déclaré une baisse de revenu en Haïti, 2010-2017	59
Figure 3.10. Diminution des revenus dans les Amériques, 2017.....	60
Figure 3.11. Diminution des revenus comparé à la richesse et l'éducation, 2017.....	61
Figure 3.12. Évaluations financières personnelles, 2017 et dans le temps.....	62
Figure 3.13. Évaluation selon laquelle la situation financière personnelle est pire que celle de l'année précédente	63
Figure 4.1. Taux de victimisation par le crime par pays, 2016/17	69
Figure 4.2. Taux de victimisation par le crime dans le temps, Haïti.....	70
Figure 4.3. Victimisation par le crime par sous-groupes démographiques et socio-économiques en Haïti, 2017.....	71
Figure 4.4. L'insécurité en Haïti, 2017	72
Figure 4.5. Pourcentage de personnes se sentant relativement ou très en danger en Haïti, 2006-2017.....	73
Figure 4.6. Pourcentage de personnes se sentant quelques peu ou très en danger selon les sous-groupes de genre et urbains/ruraux dans les Amériques et en Haïti (2017)	74
Figure 4.7. Pourcentage de personnes qui se sentent relativement ou très en danger, par région en Haïti, 2017.....	75
Figure 4.8. La conviction que le système judiciaire punira le coupable, 2016/17.....	76
Figure 4.9. La conviction que le système judiciaire punira le coupable, au cours du temps en Haïti	77
Figure 4.10. Variation par sous-groupes démographiques et socio-économiques dans la conviction que le système judiciaire punira les coupables en Haïti, 2017.....	78
Figure 4.11. Variation selon les sous-groupes urbains/ruraux dans la conviction que le système judiciaire punira les coupables en Haïti, 2017	78
Figure 4.12. La perception de l'étendue de la corruption parmi les politiciens, 2016/17	80

Figure 4.13. Pourcentage de personnes estimant que plus de la moitié ou tous les politiciens sont corrompus, 2016/17	81
Figure 4.14. Victimisation par corruption dans un bureau de la police et du gouvernement, Haïti 2017	83
Figure 4.15. Sollicité pour un pot-de-vin par la police en Haïti 2006-2017	83
Figure 4.16. Sollicité pour un pot-de-vin par un employé du gouvernement, Haïti 2006 - 2017	84
Figure 4.17. Victime de corruption par la police et par sous-groupes démographiques et socio-économiques en Haïti, 2017	85
Figure 4.18. Victime de corruption par les fonctionnaires gouvernementaux selon les sous-groupes démographiques et socio-économiques en Haïti, 2017	86
Figure 4.19. La tolérance envers la corruption (2016/17)	87
Figure 4.20. La tolérance envers une demande de pot-de-vin par sous-groupes démographiques et socio-économiques, 2017	88
Figure 4.21. Probabilité que les agents du gouvernement punissent les personnes construisant sans permis en Haïti, 2017	89
Figure 4.22. Probabilité que l'obtention de permis de construire nécessite le versement de pots-de-vin en Haïti, 2017	90
Figure 5.1. Distribution par sexe dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	94
Figure 5.2. Distribution Urbain/Rural dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	95
Figure 5.3. Répartition par âge dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	95
Figure 5.4. Distribution de l'éducation dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	96
Figure 5.5. Répartition de la richesse dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	96
Figure 5.6. Participation à des réunions d'organisations religieuses au moins une fois par an, Haïti 2017	97
Figure 5.7. Participation à des réunions d'organisations religieuses par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017	98
Figure 5.8. Participation à des réunions d'organisations religieuses dans les zones cibles de l'USAID et le reste du pays, Haïti 2017	99
Figure 5.9. Participation à des réunions d'organisations religieuses par zones cibles de l'USAID et le reste du pays, Haïti 2012-2017	99
Figure 5.10. Participation aux réunions d'associations de parents au moins une fois par an, Haïti 2017	100
Figure 5.11. Participation aux réunions d'associations de parents par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017	101
Figure 5.12. Participation aux réunions d'associations de parents dans les zones cibles de l'USAID et le reste du pays, Haïti 2017	102

Figure 5.13. Participation aux réunions d'associations de parents d'élèves dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017	102
Figure 5.14. Participation aux réunions d'associations de femmes au moins une fois par an, Haïti 2017.....	103
Figure 5.15. Participation aux réunions d'associations de femmes selon les sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017.....	104
Figure 5.16. Participation aux réunions d'associations de femmes dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	105
Figure 5.17. Participation aux réunions d'associations de femmes dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017.....	105
Figure 5.18. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire au moins une fois par an, Haïti 2017.....	106
Figure 5.19. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017.....	107
Figure 5.20. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	108
Figure 5.21. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017.....	108
Figure 5.22. Formes de participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire, Haïti 2017.....	110
Figure 5.23. Réunion d'amélioration des communautés pour une meilleure connaissance de la communauté, Haïti 2017	111
Figure 5.24. Participation à une rencontre municipale des 12 derniers mois, Haïti 2017.....	112
Figure 5.25. Participation à une rencontre municipale au cours des 12 derniers mois par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017.....	112
Figure 5.26. Participation à une réunion municipale au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017	113
Figure 5.27. Participation à une réunion municipale au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017.....	114
Figure 5.28. Participation des ménages à la planification et à la budgétisation municipale, Haïti 2017.....	115
Figure 5.29. Évaluations de la qualité des services, Haïti 2012 et 2017.....	117
Figure 5.30. Satisfaction à l'égard des services, Haïti 2017	118
Figure 5.31. Satisfaction à l'égard des routes, Haïti 2012-2017.....	119
Figure 5.32. Satisfaction à l'égard des écoles publiques, Haïti 2012-2017	119
Figure 5.33. Satisfaction à l'égard des services de santé, Haïti 2012-2017	120
Figure 5.34. Sensibilisation au code du bâtiment et aux règlements d'utilisation de la terre, Haïti 2017.....	121
Figure 5.35. Application des codes du bâtiment et de la réglementation de l'utilisation de la terre, Haïti 2017	122
Figure 5.36. Confiance envers le gouvernement et la satisfaction à l'égard de la démocratie, Haïti 2017.....	123



Figure 6.1. La relation entre l'appui au système et la tolérance politique.....	128
Figure 6.2. L'appui au système et ses composantes en Haïti, 2006-2017.....	129
Figure 6.3. L'appui au système dans les Amériques 2017	130
Figure 6.4. La tolérance politique et ses composantes en Haïti, 2006-2016/17.....	132
Figure 6.5. La tolérance politique dans les Amériques 2017	133
Figure 6.6. Les orientations démocratiques dans le temps en Haïti, 2006-2017	134
Figure 6.7. Les prédispositions démocratiques dans les Amériques, 2017	135



Préface

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) est fière de soutenir le Baromètre des Amériques. Bien que l'objectif principal de l'enquête soit de faire entendre la voix des citoyens sur un large éventail d'enjeux, le Baromètre des Amériques sert également de guide à l'USAID dans sa programmation et devient ainsi une source d'information pour les responsables politiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Baromètre des Amériques renseigne de diverses manières sur les débats portant sur la qualité et la force de la démocratie dans la région.

Les agents de l'USAID utilisent les conclusions du Baromètre des Amériques dans l'identification de leurs priorités et l'élaboration des programmes. Les enquêtes sont souvent utilisées comme outils d'évaluation, en comparant les résultats de régions sélectionnées avec les tendances nationales et/ou les données à travers le temps. Le Baromètre des Amériques prévient également les décideurs politiques et les organismes d'aide internationale de problèmes régionaux et il informe les citoyens sur les valeurs démocratiques et la situation de leurs pays par rapport aux tendances régionales.

À chaque étape du développement du Baromètre des Amériques, l'équipe réalise un autre objectif du projet: renforcer les capacités. Au cours du projet, des personnes expérimentées et expertes dans le domaine de la recherche par sondage travaillent en parallèle et transfèrent leurs connaissances et compétences aux étudiants, aux chercheurs locaux et à d'autres personnes. Ces opportunités découlent de discussions sur l'élaboration du questionnaire principal, de collaborations transnationales sur la conception d'échantillons, de sessions de formation pour les équipes de terrain et le personnel de bureau participant aux enquêtes, ainsi que d'ateliers et de présentations sur l'analyse et la communication des données d'opinion publique.

Le Baromètre des Amériques est coordonné par une équipe de l'Université de Vanderbilt, qui héberge le Projet d'opinion publique latino-américain (LAPOP), ainsi que par des chercheurs qui consacrent une partie importante de leur temps à ce projet. Le Baromètre des Amériques est aussi un projet international collaboratif. En premier lieu, l'équipe d'experts basée à l'Université Vanderbilt (LAPOP Central), suite à de nombreuses consultations avec les partenaires locaux, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et les autres donateurs, développe le contenu du questionnaire qui sera présenté dans l'ensemble des pays participants. Pour les enquêtes menées dans chaque pays, des experts en la matière, des équipes locales et des responsables de l'USAID fournissent des suggestions de modules spécifiques au pays étudié qui sont ajoutés au noyau. Dans chaque pays, LAPOP collabore avec des équipes locales pour effectuer des pré-tests du questionnaire afin d'affiner l'instrument de sondage tout en s'assurant qu'il est écrit dans une langue accessible pour une personne moyenne du pays concerné. Une fois le questionnaire rempli, il est programmé dans un logiciel de travail sur le terrain et chaque équipe d'enquêteurs est formée selon les mêmes normes rigoureuses. L'échantillon est conçu et examiné par LAPOP et les partenaires locaux. À ce stade, les équipes locales mènent des entretiens chez les personnes sélectionnées dans les régions d'Amérique latine et des Caraïbes. Tout au long du processus, LAPOP et ces partenaires locaux restent en contact permanent pour surveiller la qualité du travail, la sécurité des enquêteurs et les progrès de l'entreprise. Une fois les données recueillies, LAPOP vérifie et traite les fichiers tout en échangeant avec un groupe de personnes et



d'institutions, incluant l'USAID, sur les plans de diffusion des données, les conclusions et les rapports. Un large réseau d'experts de la région contribue aux rapports élaborés après chaque série du Baromètre des Amériques.

La nature collaborative du Baromètre des Amériques enrichie le projet et le rend possible. Alors que l'USAID a été le plus fidèle partenaire des enquêtes qui constituent le cœur du Baromètre des Amériques, l'Université Vanderbilt fournit également un appui important et permanent. De plus, chaque phase du projet est appuyée par de nombreuses autres personnes et institutions. Grâce à ce large réseau de généreux donateurs, le Baromètre des Amériques fournit un bien public à tous ceux qui sont intéressés par la compréhension et l'amélioration de la gouvernance démocratique dans la région.

L'USAID remercie l'équipe de LAPOP, qui travaille avec assiduité et rigueur dans la production de chaque série du Baromètre des Amériques sous la direction de Mme Elizabeth Zechmeister (directrice), de M. Noam Lupu (directeur associé) et de M. Mitchell Seligson (fondateur et Conseiller principal). Nous exprimons également notre profonde gratitude à leurs remarquables anciens et actuels étudiants, basés à Vanderbilt et dans l'ensemble de l'hémisphère, aux équipes locales de terrain, à tous ceux qui ont pris le temps de répondre au sondage, ainsi qu'aux nombreux experts et institutions de la région qui contribuent et qui s'engagent dans le projet.

Christopher Strom
ALC / RSD / Démocratie et Droits de l'homme
Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Agence américaine pour le développement international



Prologue: contexte de l'étude

Elizabeth Zechmeister, Ph.D.
Cornelius Vanderbilt Professeure de science politique
Directrice du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine (LAPOP)

et

Noam Lupu, Ph.D.
Professeur associé de science politique
Directeur associé du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine (LAPOP)

Université de Vanderbilt

Le Baromètre des Amériques du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine (LAPOP) est un outil unique pour évaluer les expériences du public en matière de gouvernance démocratique. L'enquête permet des comparaisons valables entre les individus, les régions, les pays et à travers le temps, au moyen d'un questionnaire commun de base et des méthodes standardisées. La recherche comparative sur la gouvernance démocratique est d'une importance capitale pour comprendre les réalités d'aujourd'hui, anticiper les grands défis politiques et identifier des solutions concrètes. Partout dans le monde et dans les Amériques, la démocratie est en danger face aux désillusions du public à l'égard de ses résultats. Géographiquement, ce rapport marque une expansion importante du projet dans les Caraïbes, une région souvent négligée et peu étudiée dans les enquêtes par sondage. Méthodologiquement, ce rapport marque notre transition vers l'utilisation d'appareils électroniques pour le travail sur le terrain, ce qui nous permet d'améliorer le contrôle de la qualité à une autre échelle, dans tous les pays participants au projet. Sur le fond, ce Baromètre des Amériques représente une première dans l'histoire du projet avec des baisses remarquables et troublantes du soutien moyen des citoyens à l'égard de la démocratie à travers des indicateurs clés.

Le Baromètre des Amériques 2016/2017 est la septième enquête régionale réalisée par le LAPOP et la plus importante à ce jour, couvrant 29 pays des Amériques. La série a commencé au début de l'année 2016 dans sept pays des Caraïbes et la collecte de données dans le 29^e pays s'est achevée au printemps 2017. L'ensemble des données de cette série comprend plus de 43 000 entretiens, menés à partir d'échantillons nationaux et mis en œuvre avec l'aide de partenaires à travers la région.

Avec à l'origine des enquêtes d'opinion datant des années 1970, le LAPOP est basé à l'Université de Vanderbilt depuis 2004. Il a été fondé par le Dr Mitchell A. Seligson, actuellement conseiller principal de l'organisation LAPOP. L'organisation de recherche LAPOP comprend huit membres du personnel professionnel, deux boursiers de recherche et 15 étudiants en doctorats affiliés, un certain nombre d'étudiants de premier cycle dans divers rôles et une longue liste de collaborateurs

et de commanditaires de l'université Vanderbilt et de plusieurs autres universités, d'ONG et d'autres institutions dans l'ensemble des Amériques.

Le Baromètre des Amériques comprend des enquêtes par pays basées sur des échantillons probabilistes nationaux composés d'adultes en âge de voter. La première série d'enquêtes a été menée en 2004 dans 11 pays; la seconde a eu lieu en 2006 et représentait les opinions de 22 pays de la région. En 2008, le projet comprenait 24 pays et en 2010 et 2012, 26 pays de l'hémisphère. En 2014, le Baromètre des Amériques a été mis en œuvre dans 28 pays. Le cycle 2016/17 est le plus important à ce jour, couvrant 29 pays des Amériques.

LAPOP met gratuitement les rapports du projet à la disposition du public, ainsi que l'ensemble des données par pays qui sont disponibles et téléchargeables sur son site internet www.LapopSurveys.org. La disponibilité de ces rapports et des données est rendue possible par les partenaires du projet, qui sont mentionnés et remerciés dans les pages suivantes.

Notre objectif principal à travers la réalisation du Baromètre des Amériques est de fournir un ensemble de données permettant d'améliorer les descriptions et les compréhensions précises de l'opinion publique et du comportement à travers les Amériques. Nous avons réussi cet effort dans la mesure où le Baromètre des Amériques présente un intérêt et une pertinence pour les citoyens, les ONG, les fonctionnaires et leurs gouvernements, les donateurs internationaux et les communautés de développement, les journalistes et les universitaires. Nous nous efforçons de créer des ensembles de données et des rapports qui répondent aux normes rigoureuses imposées par nos collègues des associations académiques et professionnelles, tout en veillant à ce que ces rapports soient accessibles et utiles pour ceux qui évaluent et façonnent la gouvernance démocratique à travers les Amériques. Nos progrès dans la production du Baromètre des Amériques 2016/2017 et plus particulièrement la production de ce rapport peuvent être classés en quatre domaines: l'élaboration du questionnaire, le plan d'échantillonnage, la collecte des données et le rapport.

En ce qui concerne l'élaboration du questionnaire, notre première étape dans le développement de l'édition 2016/2017 du Baromètre des Amériques était de développer un nouveau questionnaire de base. Nous croyons que la démocratie est mieux comprise en prenant en compte de multiples indicateurs et en les plaçant dans une perspective comparée. Pour cette raison, nous avons maintenu un noyau commun de questions au fil du temps et à travers les pays. Ce contenu partagé se concentre sur des thèmes qui sont devenus et sont considérés comme standards pour le projet : la légitimité politique, la tolérance politique, le soutien pour la stabilité démocratique, la participation de la société civile, le capital social, la règle de droit, les évaluations des gouvernements locaux et la participation au sein de ceux-ci, la victimisation par le crime, la corruption et le comportement électoral. Pour faire place à de nouvelles questions, nous avons éliminé certains anciens éléments de l'enquête de 2016/2017. Pour ce faire, nous avons sollicité les suggestions de nos partenaires dans la région et nous avons soigneusement examiné le compromis entre perdre une série chronologique pour une enquête et libérer de la place pour instaurer un nouveau contenu. Ce processus a abouti à une première version d'un questionnaire réduit; nous avons ensuite procédé à la collecte d'informations sur le nouveau contenu commun, les questions spécifiques à chaque pays et d'autres révisions.



Pour développer un nouveau contenu commun, nous avons sollicité les contributions des sujets, des pays ainsi que des experts du projet du Baromètre des Amériques travers tout le continent américain. Un certain nombre de ces personnes ont généreusement accepté de participer à une série de comités consultatifs organisés par thème, qui ont élaboré des propositions de révision du questionnaire. Une liste de ces membres figure ci-dessous. Sur la base des idées développées au cours de cette période d'activité, nous avons mené une série d'expériences de formulation de questions et de commandes d'expériences, avec le soutien du laboratoire de recherche sur les individus, la politique et la société de l'université Vanderbilt. Nous avons présenté certains de ces résultats à des collaborateurs réunis à New York au printemps 2016. À la suite de cette réunion et aux demandes supplémentaires de commanditaires, nous avons revu le questionnaire. Toutes les nouvelles questions ont été mises à l'essai lors de prétests qualitatifs à travers les Amériques. Les versions finales des questionnaires du projet sont disponibles en ligne sur www.LapopSurveys.org et à la fin de chaque rapport.

LAPOP se conforme aux meilleures pratiques en matière de méthodologie d'enquête et de traitement de sujets humains. Ainsi, dans une autre partie de notre processus de développement de matériel d'étude, nous avons développé un formulaire d'«consentement éclairé» commun et chaque étude a été examinée et approuvée par le comité d'éthique de la recherche de l'Université Vanderbilt (IRB). Tous les chercheurs impliqués dans le projet ont reçu une formation et passé des tests certifiés liés à la protection des sujets humains exigée par l'Université Vanderbilt. Toutes les données publiquement disponibles pour ce projet sont dépersonnalisées, protégeant ainsi l'anonymat garanti à chaque répondant. Le formulaire de consentement éclairé se trouve dans le questionnaire, en annexe de chaque étude.

Concernant la conception de l'échantillon, nous avons continué notre approche en élaborant un plan d'échantillonnage commun pour faciliter la comparaison. Les études nationales de LAPOP sont basées sur des échantillons aléatoires stratifiés d'un minimum de 1 500 adultes en âge de voter et non incarcérés dans chaque pays. En 2016, nous avons introduit une exception à cette règle avec l'inclusion de six pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS); dans ces cas-là, la taille des échantillons est d'environ 1 000 adultes. Pour que les enquêtes soient à la fois représentatives au niveau national et rentables, nous avons organisé les pays en fonction des principales sous-régions et des divisions urbaines et rurales, et nous avons utilisé une méthode d'appariement pour la sélection des individus par sexe et par âge. Des descriptions détaillées de tous les échantillons sont disponibles sur notre site Web.

En ce qui concerne la collecte de données, nous avons continué d'innover et de développer l'utilisation de la technologie sur le terrain. Pour la première fois, le Baromètre des Amériques 2016/2017 a utilisé des appareils électroniques (tablettes et téléphones) pour la collecte de données dans 100 % des pays étudiés. L'utilisation d'appareils électroniques pour les entretiens et la saisie des données sur le terrain réduit les erreurs, facilite l'utilisation de plusieurs langues et permet à LAPOP de suivre les progrès de l'enquête en temps réel, jusqu'au moment et à l'endroit des entretiens (qui sont suivis, mais pas enregistrés dans des ensembles de données publics afin de préserver la vie privée des personnes sondées). Pour la phase de 2016/2017, nous avons développé et transféré aux sociétés partenaires un ensemble de procédures de contrôle de la qualité, que nous appelons l'algorithme de travail sur le terrain pour le contrôle LAPOP des opérations et normes d'enquêtes (FALCON ©). Grâce à FALCON, les équipes travaillant sur des

projets LAPOP sont en mesure de vérifier l'emplacement des entretiens dans les zones géographiques programmées autour des zones de travail; vérifier l'identité des intervieweurs à l'aide de photos et de signatures; et vérifier la qualité de l'interview à travers des fichiers audio et de chronométrage. FALCON permet de réviser le travail sur le terrain en temps réel, plutôt qu'après son achèvement, ce qui signifie que les erreurs peuvent être corrigées de manière plus efficace et efficiente, ce qui permet d'obtenir des données de meilleure qualité. Nous croyons que FALCON représente une avancée révolutionnaire dans les enquêtes de sondage technologiquement sophistiquées et scientifiquement rigoureuses, et nous nous engageons à continuer à transférer les connaissances de nos avancées à d'autres.

Une autre innovation introduite dans le Baromètre des Amériques 2016/2017 est le suivi automatisé des réponses LAPOP (SAR, ART en anglais), qui facilite l'enregistrement précis des taux de participation. Alors que les taux de participation sont des métadonnées utiles dans les études d'opinion publique, la lourde tâche qui incombe aux équipes de terrain d'enregistrer systématiquement ces informations peut donner lieu à des erreurs et à une information incomplète ou de mauvaise qualité. Le suivi automatisé des réponses (ART) surmonte ces difficultés en effectuant un suivi systématique de la participation aux enquêtes. En demandant aux recenseurs de consigner ces informations électroniquement au moment de chaque tentative de contact, nous sommes en mesure de faciliter et d'assurer des données de haute qualité sur les taux de participation.

La standardisation est essentielle à la valeur d'un projet comparatif et l'un des moyens de garantir l'atteinte de cet objectif consiste à former toutes les équipes de terrain sur le protocole du projet du Baromètre des Amériques. Chaque équipe de travail sur le terrain local est formée par un membre du personnel de LAPOP ou un affilié expérimenté. Nos manuels d'intervieweur sont disponibles sur notre site Web.

Les questions de sécurité sur le terrain constituent une préoccupation constante pour tous ceux qui travaillent dans le domaine de la recherche sur l'opinion publique. Les tendances changeantes de la criminalité, de l'insécurité et de l'instabilité dans certaines parties de la région ont créé des défis supplémentaires pour la sécurité du personnel travaillant sur le projet. Nous prenons ces questions très au sérieux et comme lors des séries précédentes, nous avons travaillé avec les équipes locales au cours de l'enquête de terrain du Baromètre des Amériques 2016/2017 pour mettre au point des protocoles de sécurité et dans un petit nombre de cas, pour remplacer l'échantillon initial du fait d'emplacements que les équipes sur le terrain ont identifiés comme particulièrement dangereux.

Enfin, concernant le rapport, nous avons poursuivi notre pratique consistant à établir de longs rapports, des infographies et des présentations basés sur des données d'enquête accessibles et lisibles par un lecteur non-expert. Cela signifie que nos rapports utilisent le plus possible des graphiques simples à comprendre. Et, lorsque l'analyse est plus complexe, comme dans le cas des analyses de régressions linéaires ou de l'analyse de régressions logistiques, nous présentons les résultats sous forme de graphiques faciles à lire. Les auteurs travaillant avec LAPOP sur les rapports pour le Baromètre des Amériques 2016/2017 ont reçu un nouvel ensemble de fichiers de syntaxe générés par notre exceptionnelle analyste de données, Carole Wilson, qui leur permet de créer ces graphiques en utilisant les plus récentes versions du logiciel Stata. Les analyses



présentées dans nos rapports sont sophistiquées et précises: elles tiennent compte de la conception complexe de l'échantillon (c'est-à-dire stratifié par grappe), des intervalles de confiance autour des estimations ainsi que de l'importance statistique. Dans l'annexe A de ce rapport, nous expliquons comment interpréter les résultats de nos analyses de données.

Les rapports régionaux et nationaux du Baromètre des Amériques sont le fruit de collaborations entre des chercheurs du LAPOP et un ensemble d'experts affiliés au LAPOP. Le rapport régional (comparatif) se concentre sur les tendances générales et les conclusions relatives aux questions de gouvernance démocratique. Comme ces dernières années, nous avons eu la chance de collaborer avec Ryan Carlin, Gregory Love et Matthew Singer pour le rapport régional. Le contenu sélectionné du rapport régional apparaît dans nos rapports de pays. Dans les rapports par pays, l'accent est mis sur les tendances et les résultats spécifiques à chaque pays, mais nous nous référons souvent au paysage des opinions publiques comparées. Nous le faisons parce que les comparaisons entre pays fournissent souvent des connaissances approfondies sur les résultats spécifiques au pays. Nous sommes reconnaissants envers les experts qui ont contribué à la série de rapports de pays 2016/2017. Dans les cas où l'USAID a commandé le rapport, nous avons sollicité – et nous avons bénéficié de – l'apport de l'USAID dans la sélection des sujets et des commentaires sur une ébauche du rapport. Tous les rapports régionaux et nationaux du Baromètre des Amériques peuvent être téléchargés gratuitement à partir de notre site Web.

Chaque série du Baromètre des Amériques implique un processus pluriannuel et les efforts de milliers de personnes à travers les Amériques. Dans chaque pays, nous travaillons en partenariat avec une entreprise locale et nous bénéficions de la contribution de chercheurs, d'experts nationaux, de commanditaires et d'experts spécialisés implantés dans des institutions sur tout le continent américain. Ce réseau est essentiel à la qualité du Baromètre des Amériques et à sa disponibilité en tant que bien public. Au nom de toute cette équipe, nous exprimons l'espoir que les rapports et les données de projet soient utiles et atteignent le plus grand nombre de personnes intéressées et travaillant dans le domaine de la démocratie et du développement.



Remerciements

La réalisation d'enquêtes nationales dans chaque pays indépendant sur tout le continent américain, et dans un nombre important d'État dans les Caraïbes exige de nombreuses planifications, coordinations et efforts. L'effort le plus important est celui fourni par les citoyens des Amériques, qui, en tant que répondants au sondage, ont patiemment travaillé avec nous pendant que nous effectuions des pré-tests, ou ont pris le temps de répondre au questionnaire final. C'est grâce à leur générosité que nous sommes en mesure de présenter cette étude et nous avons donc commencé par un mot de gratitude pour chaque participant à l'enquête du Baromètre des Amériques.

Le projet du Baromètre des Amériques a été rendu possible grâce au soutien de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et de l'Université Vanderbilt. Nous avons une dette de gratitude envers ces deux institutions. Au cours du dernier Baromètre des Amériques, notre contact principal à l'USAID, Vanessa Reilly, a changé de fonction au sein de l'organisation. C'est Chris Strom qui est devenu notre nouveau point de contact pour le projet. Vanessa et Chris ont tous deux eu un impact positif sur le projet, en particulier en renforçant sa valeur et son utilisation comme outil pour les décideurs politiques. À l'Université Vanderbilt, Lauren Benton, doyenne de la Faculté des arts et des sciences, et David Lewis, directeur du département de science politique, ont défendu et soutenu le projet de manière constante. Nous sommes reconnaissants de l'intérêt et du soutien du personnel, des étudiants et des professeurs du département de science politique et d'autres unités de recherche tels que le Centre pour les études latino-américaines, le Bureau des contrats et de l'administration de la recherche ainsi que le leadership à l'Université Vanderbilt. Le soutien à certains efforts du Baromètre des Amériques 2016/2017 est le fait de collaborations avec des organisations et institutions telles que Ciudadanía (Bolivie), le Centre de coopération internationale avec les médias (CIMA), l'Université de Dartmouth, Environics (Canada), la Florida International University, la Banque américaine de développement, National Endowment for Democracy, Open Society Foundation (en partenariat avec Igarapé), Pontificia Universidad Católica de Chile, Programme des Nations Unies pour le développement, Universidad Católica Andrés Bello (Venezuela), Université de l'Illinois et à l'Université Vanderbilt: le Centre pour l'étude des institutions démocratiques, le Bureau pour l'équité, la diversité et l'inclusion, le Laboratoire de recherche sur les individus, la politique et la société et l'initiative des programmes trans-institutionnels (TIP) (et le TIPS- Projet brésilien).

Nous remercions les personnes à l'origine de toutes ces collaborations pour leur travail visant à soutenir, à façonner et à maintenir le Baromètre des Amériques. Sur la page suivante, nous présentons les logos de certaines des institutions partenaires qui ont contribué au succès de cette présente série du Baromètre des Amériques.

Mexique/Amérique Centrale



Cône du Sud/des Andes



Caraibes, États-Unis et Canada





Nous remercions le personnel de LAPOP qui a consacré des dizaines de milliers d'heures de travail à ce projet, employant habilement de nouvelles compétences et veillant consciencieusement sur les moindres détails. Par ordre alphabétique, Rubí Arana, Nicole Hinton, Sebastián Larrea, Seung Yong Lee, Daniel Montalvo, Georgina Pizzolitto, Mariana Rodríguez et Carole Wilson sont au nombre de ces exceptionnels collaborateurs. Ce groupe a reçu l'aide précieuse et compétente de deux chercheurs, Mollie Cohen et Zach Warner. Nous restons, comme toujours, reconnaissants à Tonya Mills, qui partage généreusement son temps avec nous et le département de science politique, alors qu'elle s'emploie à gérer un ensemble vaste et complexe de contrats et de subventions. Nous remercions Dr. Fernanda Boidi, qui collabore avec LAPOP depuis son bureau en Uruguay, pour son travail remarquable sur de nombreux aspects de notre projet. Nous remercions également Eduardo Marengo, qui travaille de chez lui au Nicaragua, pour son aide dans de nombreuses activités de projet et nous remercions Roody Reserve pour son travail hautement efficace avec nous dans l'étude sur Haïti.

Nous prenons au sérieux l'opportunité de développer de nouvelles capacités de recherche et de former de nouveaux chercheurs de haut niveau dans le domaine de la recherche sur l'opinion publique. En retour, nous bénéficions immensément de l'intelligence et des efforts fournis par nos étudiants. Le Baromètre des Amériques 2016/2017 était soutenu par un groupe exceptionnel de jeunes chercheurs, incluant les assistants de recherche et boursiers suivants: Jaymee Cole, Miguel Cuj, Pawel Durakiewicz, Julia Gabriel, Caleb Harper, Shelby House, Claire Larson, Alexandra Lynn, Morgan Marquez, Noemi Monnerville, Lizzie Naylor, Lachanda Reid et Hannah Stack Waller et Michael Zoorob. Nous souhaitons particulièrement remercier Christine Huang, qui a assisté le LAPOP de nombreuses façons au cours des dernières années et qui a relu des parties importantes de ce rapport. Ce groupe de jeunes chercheurs comprend également plusieurs personnes ayant récemment achevé leur thèse avec succès : M. Fred Batista, M. Mollie Cohen, M. Matt Layton, M. Trevor Lyons, M. Arturo Maldonado et M. Daniel Zizumbo-Colunga. D'autres parmi nos étudiants diplômés continuent de travailler énergiquement sur leurs projets de recherche et leurs cours tout en s'engageant dans des discussions et des travaux liés au projet: Gabriel Camargo, Kaitlen Cassell, Oscar Castorena, Claire Evans, Whitney Lopez-Hardin, Sebastián Meyer, Georgia Nilsson, Daniela Osorio, Juan Camilo Plata, Gui Russo, Facundo Salles, Laura Sellers, Bryce Williams-Tuggle et Adam Wolsky.

La coopération des nombreuses personnes et institutions des pays étudiés a été essentielle au succès du projet. Pour le Baromètre des Amériques 2016/2017 nous avons demandé à plusieurs de ces personnes de faire partie d'un ensemble de comités consultatifs qui ont formé un caucus de planification pour la conception de questionnaires. Nous énumérons les membres du comité consultatif à la page suivante et les remercions pour leur travail au sein des comités et, dans un certain nombre de cas, pour d'autres aspects de la conception et de la mise à l'essai de questionnaires. Nous souhaitons également remercier d'autres personnes dont la contribution a été très utile, que ce soit pour la phase de conception ou la mise en œuvre d'une étude de pays particulière et/ou pour la diffusion de ses résultats. Avec des excuses sincères pour ceux que nous aurions peut-être omis par inadvertance de cette liste, ces personnes sont : le Dr. Benigno Alarcón (Université catholique Andrés Bello, Venezuela), Leticia Alcaraz (CIRD), Mark Bynoe (Conseillers en politique de développement et en gestion, Guyana), Dr. John Carey (Dartmouth), Dr Ricardo Córdova (FUNDAUNGO, El Salvador), Dr Rosario Espinal (Université Temple), M. Mario Fuks (UFMG, Brésil), M. François Gélneau (Université Laval, Canada), Marciano Glasgow (Consultants

en politique de développement et de gestion, Guyana), Dr Anthony Harriott (UWI, Jamaïque), Balford Lewis (Centre de leadership et de gouvernance, UWI, Jamaïque), Dr Mary Malone (Université du New Hampshire), Dr Keith Neuman (Environics). Institute, Canada), Brendon Nyhan (Dartmouth), Richard Olson (CRF), Manuel Orrego (CIRD), Nathalia Porto (anciennement affiliée à UFMG, Brésil), Nat Stone (POR et Collège Algonquin, Canada), Dr Juan Manual Trak (Université catholique Andrés Bello, Venezuela) la), Patricia Zárate (Instituto de Estudios Peruanos, Pérou) et M. Thomas Zeitzoff (Université américaine). Les procédures rigoureuses du LAPOP pour contrôler la qualité des travaux sur le terrain en temps réel exigent des efforts considérables; Nous remercions le Dr Juan Carlos Donoso, le Dr Arturo Maldonado et leurs équipes à 50 + 1 à Quito et à Lima pour leur aide dans le contrôle de la qualité de plusieurs enquêtes incluses dans ce cycle.

À toutes les nombreuses personnes qui ont contribué au projet, nous exprimons notre sincère gratitude. Sans votre soutien, nous ne pourrions pas atteindre la portée, la qualité et l'impact du Baromètre des Amériques.

Liz Zechmeister
Noam Lupu

Nashville, Tennessee
Août 2017

Membres du Comité Consultatif du Caucus sur la Planification du Baromètre des Amériques 2016-17

- Dr. Ronald Alfaro, Programa Estado de la Nación, Costa Rica
- Dr. María José Álvarez Rivadulla, Universidad de los Andes, Colombie
- Dr. Dinorah Azpuru, Wichita State University, États Unis
- Dr. Frederico Batista Pereira, University of North Carolina, Charlotte, États Unis
- Dr. María Fernanda Boidi, LAPOP Consultant, Uruguay*
- Dr. Damarys Canache, CISOR Venezuela and University of Illinois, États Unis
- Dr. Ryan Carlin, Georgia State University, États Unis
- Dr. Julio Carrión, University of Delaware, États Unis
- Kaitlen Cassell, Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Mollie Cohen, LAPOP/Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Ken M. Coleman, Association of American Universities, États Unis
- Dr. Margarita Corral, Brandeis University, États Unis
- Dr. José Miguel Cruz, Florida International University, États Unis
- Dr. Alejandro Díaz-Dominguez, Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM), Mexique*
- Dr. Katharine M. Donato, Georgetown University, États Unis
- Dr. Juan Carlos Donoso, University of Michigan, États Unis
- Claire Evans, Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Pablo Fernández-Vásquez, Instituto Carlos III-Juan March, Espagne
- Dr. Miguel García Sánchez, Universidad de los Andes, Colombie
- Nicole Hinton, LAPOP/Vanderbilt University, États Unis *
- Dr. Jonathan Hiskey, Vanderbilt University, États Unis *
- Dr. Matthew Layton, Ohio University, États Unis
- Dr. Germán Lodola, Universidad Torcuato Di Tella, Argentine
- Whitney López, Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Greg Love, The University of Mississippi, États Unis *
- Dr. Juan Pablo Luna, Pontificia Universidad Católica de Chile, Chile*
- Dr. Arturo Maldonado, LAPOP Consultant & 50+1, Peru
- Sebastian Meyer, Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Daniel Montalvo, LAPOP/Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Daniel Moreno, Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Social, Bolivie
- Dr. Jana Morgan, University of Tennessee, États Unis
- Dr. Mason Moseley, West Virginia University, États Unis
- Dr. Diana Orcés, Oakland University, États Unis
- Dr. Pablo Parás García, DATA Opinión Pública y Mercados, Mexique
- Dr. Nara Pavão, Universidade Federal de Pernambuco, Brésil
- Juan Camilo Plata, Vanderbilt University, États Unis *
- Dr. Orlando Pérez, Millersville University, États Unis *
- Georgina Pizzolitto, LAPOP/Vanderbilt University, États Unis *

Membres du Comité Consultatif du Caucus sur la Planification du Baromètre des Amériques 2016-17

- Dr. María del Rosario Queirolo, Universidad Católica del Uruguay, Uruguay
- Dr. Mariana Rodríguez, LAPOP/Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Juan Carlos Rodríguez-Raga, Universidad de los Andes, Colombie
- Dr. Vidal Romero, Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM), Mexique
- Dr. Vivian Schwarz-Blum, Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Social, Bolivie
- Dr. Mitchell Seligson, Vanderbilt University, États Unis *
- Laura Sellers, Vanderbilt University, États Unis Dr. Matt Singer, University of Connecticut, États Unis
- Dr. Amy Erica Smith, Iowa State University, États Unis
- Dr. Mariano Torcal, Universitat Pompeu Fabra, Espagne
- Dr. Carole Wilson, LAPOP/Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Michael P. Vandenbergh, Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Jorge Vargas, Programa Estado de la Nación, Costa Rica
- Dr. Elizabeth Zechmeister, Vanderbilt University, États Unis
- Dr. Daniel Zizumbo-Colunga, Centro de Investigación y Docencia Económica (CIDE), Mexique

*Désigne le président du comité



Introduction

La démocratie est en danger dans les Amériques et dans le monde. À différents endroits des Amériques, des pays ont dû faire face à des crises sécuritaires et économiques et à des scandales émanant de gouvernements et de partis. Parmi le grand public, le scepticisme commence à gagner les esprits quant à la capacité de la démocratie à répondre aux attentes des citoyens et à améliorer la qualité de leur vie quotidienne. Le Baromètre des Amériques 2016-2017 puise dans cette frustration et permet de l'étudier dans une perspective comparative à travers différents sous-groupes de population, pays et temps. L'enquête documente également certains signes notables de résilience. Dans le même ordre d'idées, l'enquête révèle d'importantes nuances dans les défis posés à la gouvernance démocratique dans une région hétérogène. De cette manière, le Baromètre des Amériques fournit un outil raffiné avec lequel il devient possible d'établir des types de diagnostics et des distinctions qui sont tellement importants pour la conception et la mise en œuvre de politiques efficaces.

Le Baromètre des Amériques s'intéresse principalement aux évaluations de la « gouvernance démocratique » par les citoyens. La gouvernance démocratique fait référence à un système politique dans lequel la participation directe, indirecte et représentative des citoyens est privilégiée et rendue possible à travers les libertés fondamentales dans le but de veiller à ce que les États soient tenus responsables de leurs actes. Comme l'a défini l'USAID (2013), « la gouvernance démocratique est la gouvernance qui prend place dans un contexte de système politique démocratique, qui représente la volonté et les intérêts du peuple et qui est imprégnée des principes de participation, d'inclusion et de responsabilité » (p. 37). L'attrait de la gouvernance démocratique découle de son potentiel d'améliorer la qualité de vie des citoyens en facilitant les efforts visant à réduire la corruption, à accroître le développement économique (et à réduire la pauvreté) et à bâtir des communautés fortes. La légitimité de la gouvernance démocratique dépend, du moins en partie, de la manière dont elle répond à ces attentes (Booth et Seligson 2009). Pour cette raison, dresser le bilan de ses réussites et de ses faiblesses nécessite d'analyser les expériences variées des citoyens et leurs évaluations de la gouvernance démocratique.

Dans le dernier cas d'une série de rapports régionaux sur le Baromètre des Amériques, nous examinons l'appui du public aux institutions au cœur de la démocratie, la mesure dans laquelle les citoyens estiment que leurs pays parvient à assurer les libertés fondamentales requises par la gouvernance démocratique, les expériences et les évaluations des citoyens concernant la corruption et les relations entre la police et la communauté, leur évaluation de l'escroquerie à la loterie, du trafic d'êtres humains et de la décriminalisation de la marijuana ainsi que leurs prédispositions démocratiques générales. Pour ce faire, nous utilisons les données du Baromètre des Amériques 2016/2017, souvent en association avec des données de cycles précédents de l'étude. Dans le rapport, les principales conclusions sont présentées au début de chaque chapitre et, dans la présente introduction, nous présentons un aperçu des principales conclusions. Bien que les chapitres 1, 2 et 6 fournissent des détails sur les importantes différences constatées entre les pays tout en soulignant le cas d'Haïti, les chapitres 3, 4 et 5 portent exclusivement sur ce pays.

La démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes est confrontée à un ensemble de défis critiques, allant du faible niveau de confiance du public dans les élections, les partis politiques, et

les dirigeants politiques, jusqu'aux insuffisances en matière de respect des libertés fondamentales, de l'État de droit, de la sécurité des citoyens et de la fourniture de services fiables. Tel qu'indiqué dans les chapitres qui suivent, et comme le montrent les ensembles de données du Baromètre des Amériques et les rapports par pays basés sur ce projet, les expériences des différents pays varient considérablement les unes des autres; chacun des composants de la gouvernance et des valeurs démocratiques décrites dans ce rapport, entre autres, peut être analysé plus en détail à l'aide de ces ressources. Cependant, dans l'ensemble, nous pouvons conclure que l'appui continu du public pour la gouvernance démocratique dépend essentiellement de la capacité des systèmes politiques de la région à tenir ses promesses. Alors que le Baromètre des Amériques 2016/2017 identifie un certain nombre de tendances et de résultats préoccupants dans les expériences et évaluations de citoyens de la gouvernance démocratique dans la région, il constate également des signes importants de résilience dans la mesure où les prédispositions démocratiques favorables à une démocratie stable ont montré une légère reprise. Cette volonté de s'impliquer et ces engagements vis-à-vis de certaines valeurs fondamentales sont des atouts sur lesquels les décideurs politiques peuvent s'appuyer pour identifier des moyens de renforcer et de maintenir la gouvernance démocratique en Haïti et dans la région.



Chapitre 1.

Le soutien à la démocratie électorale dans les Amériques

Mollie J. Cohen avec LAPOP

I. Introduction

Depuis les transitions démocratiques de la Troisième vague des années 1970 et 1980, la démocratie électorale est devenue le système de référence dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). Plus de 100 élections à des postes exécutifs (pour la plupart) libres, compétitives et équitables ont été organisées dans la région depuis les années 1980, nombre d'entre elles ayant été observées par l'Organisation des États américains, des ONG internationales et des organisations de gouvernance nationales. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les élections sont devenues « la seule possibilité » (Linz et Stepan 1996) pour accéder au leadership politique.

Cependant, les chercheurs ont récemment évoqué une «récession» démocratique dans les pays en développement et plus particulièrement dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (Diamond 2015; Puddington 2012; mais voir Levitsky et Way 2015). Les dirigeants de plusieurs pays ont restreint les droits des citoyens et la liberté de la presse (voir le chapitre 2 de ce rapport). Une série de scandales de corruption¹ dans la région de l'ALC a alimenté le scepticisme déjà grand des citoyens à l'égard des politiciens (voir le chapitre 3 de ce rapport). En Bolivie, en Équateur et au Venezuela, les présidents ont cherché à plusieurs reprises à prolonger leur mandat au-delà des limites établies par leur constitution (BBC 2015; Guardian 2016a; Sonneland 2016).

Le défi d'une grande qualité de gouvernance a été exacerbé, dans certains contextes, par le ralentissement économique et la persistance de la violence criminelle (voir également le chapitre 4 du présent rapport).² Par exemple, la rareté des produits de base au Venezuela a provoqué de violentes manifestations en 2014 (Rodríguez 2016). En 2017, l'administration en place a pris des mesures probablement illégales pour renforcer le pouvoir du régime chaviste (BBC 2017; Rodríguez et Zechmeister 2017). Considérée par les citoyens comme un «auto-coup» d'État, cette action a déclenché de nouvelles manifestations. Les militaires ont réagi en réprimant les manifestants, entraînant de nombreux décès (Cawthorne et Ulmer 2017). Autre exemple, les niveaux élevés de violence criminelle au Mexique, en Bolivie et dans une grande partie de l'Amérique centrale,

¹ Plusieurs scandales à fort impact ont été révélés par les *Panama Papers*, divulgués en avril 2016 et qui impliquaient des politiciens de toute la région dans le plus grand scandale mondial de corruption de l'histoire (voir Guardian 2017). Le scandale du *Lava jato* au Brésil a entraîné l'éviction du président, l'enquête sur plus d'une centaine de politiciens (y compris son successeur) et a sans doute aggravé les perceptions déjà élevées de la corruption au Brésil. Même avant ces scandales politiques, Layton (2014) a fait valoir que la participation des Brésiliens aux manifestations massives dans le cadre de la Coupe du monde était en grande partie due à la perception de la corruption.

² En 2016-2017, 59% des répondants du Baromètre des Amériques dans les pays «ALC-21» (voir note 11) ont déclaré que l'économie nationale s'était détériorée- les perceptions économiques nationales les plus faibles observées depuis la création de l'étude en 2004 et une augmentation notable (10 points de pourcentage) depuis 2014.

combinés à une faible confiance dans l'application de la loi, ont conduit certains citoyens à se faire justice eux-mêmes (Bateson 2012; Zizumbo 2017). Cette exécution sommaire de criminels présumés sans procès ébranle l'État et son monopole sur l'usage légitime de la force (Zizumbo 2017).

En résumé, le déclin progressif des libertés fondamentales, les épisodes dans lesquels la corruption politique a été révélée et avérée ainsi que les crises économiques et sécuritaires qui constituent une entrave à une bonne gouvernance suggèrent que les citoyens des Amériques ont de bonnes raisons d'être désabusés par la démocratie. Ce chapitre évalue le soutien du public aux exigences minimales de la démocratie, c'est-à-dire la présence et la persistance d'élections comme moyen de sélectionner des représentants au pouvoir, à Haïti et, plus généralement, dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

II. Les principaux résultats

Ce chapitre évalue le soutien du public aux exigences minimales de la démocratie en Haïti et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Certains constats émergent de l'analyse:

- Dans toute la région, le soutien à la démocratie est nettement inférieur en 2016/17 par rapport aux années précédentes. Haïti ne fait pas exception: 50% des répondants ont déclaré soutenir la démocratie en 2017, contre 57% en 2014. Au plus le niveau de richesse matérielle augmente, au plus le pourcentage de personnes soutenant la démocratie augmente. Ce sont les plus âgés qui offrent le plus de soutien à la démocratie.
- Le soutien aux coups d'État militaires à Haïti a progressé de 4,3 pour cent en 2016/17. L'appui aux coups d'État perpétrés par l'exécutif a également augmenté, mais dans une moindre mesure (3.9 pour cent). En général, le soutien aux coups d'État a tendance à diminuer à mesure que les individus vieillissent. Alors que l'appui aux coups d'État militaires est plus important chez les personnes ayant le moins d'instruction et dans les zones urbaines, l'appui aux coups d'État perpétrés par l'exécutif est légèrement plus présent chez les femmes.
- La confiance dans les élections est très faible en Haïti : seul 18,5 % de la population ont exprimé leur confiance dans cette institution. C'est le plus bas niveau de soutien dans l'hémisphère. Cependant, il a augmenté par rapport à la moyenne régionale de 14,8 % en 2014.
- La confiance dans les partis politiques est demeurée relativement stable à Haïti au fil du temps, bien qu'elle soit tombée de 18,8 % en 2014 à 13,5 % en 2017. Les citoyens plus âgés et ceux qui ont peu d'instruction font davantage confiance aux partis politiques que les plus jeunes et les personnes éduquées.
- L'identification partisane est restée relativement stable en 2017. Environ un tiers de la population haïtienne interrogée a déclaré s'identifier à un parti politique



III. Les principes de base de la démocratie libérale

Ce chapitre examine le soutien aux principes de la démocratie minimaliste (ou électorale) dans la région ALC.³ Les définitions minimalistes de la démocratie suggèrent que la présence d'élections compétitives (c'est-à-dire avec une réelle possibilité d'alternance du pouvoir) suffit à définir une démocratie.⁴ Par exemple, dans son ouvrage classique, Schumpeter (1942) définit la démocratie comme « ... cet arrangement institutionnel pour parvenir à des décisions politiques... au moyen d'une lutte concurrentielle pour le vote du peuple » (p. 260). Huntington (1991) définit de la même manière les démocraties comme des systèmes dans lesquels « les puissants décideurs collectifs sont sélectionnés au moyen d'élections justes, honnêtes et périodiques au cours desquelles les candidats sont en compétition pour obtenir des votes » (p. 7). Diamond (1999) appelle les systèmes avec « des élections régulières, compétitives et multipartites au suffrage universel », des démocraties électorales (un niveau minimal de démocratie, qu'il contraste avec les démocraties « libérales », p. 10).⁵

En cherchant à mesurer la démocratie « minimaliste », les chercheurs se concentrent souvent sur la compétitivité des élections. À la suite des transitions démocratiques de la Troisième vague, plusieurs États autoritaires ont mis en place des élections pour apaiser la demande de démocratie du public et apaiser les demandes de la communauté internationale de libéralisation des institutions politiques. Cependant, les élections dans de tels contextes ont souvent lieu sur un terrain de jeu inégal. Il est connu que les dirigeants en fonction et les partis dominants manipulent les règles de la concurrence (par exemple, en appliquant inégalement la loi électorale aux

³ Ce chapitre utilise les termes « démocratie » et « démocratie électorale » pour faire référence au même concept.

⁴ Contrairement à cette définition minimaliste de la démocratie, les définitions « maximalistes » soutiennent que la protection des libertés civiles est nécessaire à l'épanouissement de la démocratie. Dahl (1971) a théorisé que l'inclusion, ou la participation publique, et la libéralisation, ou la contestation publique, sont des caractéristiques clés d'une démocratie ou « polyarchie » (p.7). La contestation publique et la participation comprennent le vote comme minimum, mais impliquent également une presse libre et la participation des citoyens par le biais de canaux non électoraux (par exemple, manifestation). Les chapitres ultérieurs de ce rapport traitent de l'offre de libertés civiles et d'une gouvernance de qualité - deux éléments clés des définitions maximales de la démocratie. Ce chapitre se concentre plus précisément sur le soutien et les attitudes concernant les élections compétitives, ce qui, selon les chercheurs, est nécessaire, si ce n'est suffisant, pour la démocratie.

⁵ L'introduction de conditions de participation complique la tâche de classification des démocraties électorales. Dans le monde entier, de nombreux systèmes reconnus comme démocratiques ont, ou ont eu, un accès limité au droit de vote. Par exemple, aux États-Unis, les criminels ne peuvent pas voter dans de nombreux cas et en Suisse, les femmes ne pouvaient pas voter avant 1971. Cependant, la plupart des spécialistes considèrent encore que les États-Unis et la Suisse avant 1971 sont des démocraties électorales. Une deuxième complication vient de l'exigence du « suffrage universel » : est-il suffisant que tous les citoyens aient accès au droit de vote, ou tous les citoyens doivent-ils participer via le droit de vote (c.-à-d. Par la mise en œuvre du vote obligatoire, voir Lijphart 1999) ?

opposants face aux candidats en fonction) et dans les cas extrêmes les résultats des élections (par fraude pure et simple).^{6 7}

En bref, les démocraties électorales minimalistes ou électorales sont des pays dans lesquels des élections compétitives sont organisées et ont conduit (ou sont susceptibles de conduire) à une alternance du pouvoir au niveau national. Dans les années qui ont suivi les transitions démocratiques de la Troisième vague, la grande majorité des élections présidentielles dans la région de l'ALC ont satisfait à cette norme minimale de concurrence démocratique. Cependant, au fil des années et même récemment, certains présidents de la région ont pris des mesures pour consolider le pouvoir derrière des partis politiques et des individus influents. Par exemple, les présidents de la Bolivie, de l'Équateur, du Honduras, du Nicaragua et du Venezuela ont cherché à prolonger ou à éliminer les limites à la durée de leurs mandats (BBC 2015; Guardian 2016a; Sonneland 2016). En considérant le contexte des définitions minimalistes de la démocratie, ces étapes peuvent potentiellement nuire à la gouvernance démocratique en limitant la compétitivité des élections.

La légitimité et l'intégrité des élections ont à plusieurs reprises été remises en question dans la région. En 2016, le tribunal électoral péruvien a été accusé de favoritisme lorsqu'il a écarté des candidats favorisés des sondages à l'élection présidentielle pour des démêlés concernant des erreurs mineures dans les documents de campagne (Cohen 2016; RPP 2016). Les élections de 2016 au Nicaragua ont été accompagnées d'accusations de fraude et de conditions de concurrence inégales en faveur du parti en fonction; les circonstances ont entraîné un boycott des élections par l'opposition (et une victoire écrasante pour le président sortant, voir Baltodano 2016). Donald Trump a remis en cause l'intégrité des élections américaines en déclarant à plusieurs reprises qu'il avait perdu le vote populaire en raison d'un vote frauduleux lors de la campagne présidentielle de 2016 (BBC 2016). Lors du second tour en Équateur en 2017, le candidat de l'opposition en perte de vitesse a affirmé que les résultats des élections avaient été manipulés et il a refusé de concéder la victoire à son adversaire, ce qui a conduit à des manifestations de masse (BBC 2017). Enfin, au Venezuela, les dirigeants associés au régime chaviste ont été accusés de limiter l'accès des partis d'opposition aux ressources de campagne et, en 2016, le gouvernement a annulé les élections des gouverneurs. Certains y ont vu une tentative d'empêcher l'opposition de prendre le pouvoir (Cawthorne 2016).

Aucun de ces incidents ne signifie la chute imminente de la démocratie; cependant, chacun d'eux rappelle que la démocratie électorale ne persiste pas toujours. La démocratie est le système politique de référence en Amérique latine et dans les Caraïbes depuis les années 1970 et 1980 et

⁶ Les chercheurs ont appelé ces systèmes dans lesquels les élections ont lieu, mais où les possibilités d'alternance de pouvoir sont limitées, les régimes « autoritaires compétitifs » (voir, par exemple, Levitsky et Way 2010).

⁷ En particulier, une fois qu'ils ont identifié la présence d'élections, les universitaires demandent généralement si deux options partisans viables ou plus sont présentes et si un système a produit une alternance au pouvoir au sien de l'exécutif pour identifier la compétitivité électorale et distinguer les démocraties des non-démocraties (voir Przeworski 1991, Przeworski et al. 2000). Przeworski et al. (2000) indiquent que les régimes post-transitionnels doivent inclure l'alternance au pouvoir et traiter les systèmes dans lesquels les élections sont organisées, mais les candidats sortants ne perdent jamais le pouvoir en tant que despotes (p.27).



depuis lors, les chercheurs se sont demandé dans quelle mesure la démocratie s'était-elle « consolidée », c'est-à-dire si la démocratie électorale dans ces pays est « la seule possibilité » (Linz et Stepan 1996).⁸ La stabilité relative du système politique est au cœur de la consolidation démocratique. En termes simples, les régimes « consolidés » ont plus de chance de persister dans le futur (Diamond 1994; Schedler 1998).⁹

La continuité des institutions démocratiques repose en grande partie sur les attitudes citoyennes. En effet, en définissant la consolidation du régime en terme de « seule possibilité », les chercheurs impliquent directement les citoyens et font allusion à deux ensembles d'attitudes distincts. Premièrement, les citoyens des démocraties consolidées doivent soutenir les normes et institutions démocratiques (par exemple, la démocratie comme idéal, le transfert pacifique du pouvoir entre les partis, des élections libres et équitables). Deuxièmement, et tout aussi important, les citoyens des démocraties consolidées doivent rejeter le remplacement des dirigeants politiques par des moyens autres que des élections (par exemple, par le biais d'un coup d'État). Les sections suivantes évaluent l'état de la consolidation démocratique à Haïti en examinant le soutien des citoyens à la démocratie et leur rejet des coups d'État.

Le soutien à la démocratie dans l'abstrait

Dans quelle mesure les individus dans les Amériques considèrent-ils que la démocratie est le meilleur système politique et comment leur soutien à la démocratie en 2016/17 se compare-t-il aux années passées ? Depuis sa création, le projet du baromètre des Amériques a posé aux personnes interrogées à travers les Amériques la question suivante pour évaluer le soutien à la démocratie¹⁰:

ING4. Changeons encore de sujet. La démocratie peut avoir des problèmes, mais c'est mieux que toute autre forme de gouvernement. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette déclaration?

Les répondants ont fourni une réponse sur une échelle allant de 1 à 7, la valeur « 1 » signifiant un « fort désaccord » et « 7 » désignant un « accord total ». La figure 1.1 montre le pourcentage de répondants dans chaque pays ayant déclaré un soutien à la démocratie (valeurs de 5 à 7 sur l'échelle de 7 points). Les réponses vont de 48,4 % au Guatemala à 82,4 % en Uruguay. Le pourcentage de la population qui soutient la démocratie est à son niveau le plus élevé dans certaines des démocraties les plus anciennes et les plus stables de la région (Uruguay, Canada, Argentine, États-Unis et Costa Rica), alors qu'il est significativement plus faible dans des pays ayant connu de récentes crises démocratiques, politiques ou de sécurité, comme par exemple au Guatemala, au

⁸ Les discussions sur la « consolidation démocratique » peuvent être problématiques, car elles supposent souvent que tous les pays en transition d'une dictature et tous les pays qui organisent des élections compétitives cheminent vers « l'approfondissement » de la qualité démocratique (voir par exemple, Levitsky et Way 2012).

⁹ L'expression « consolidation démocratique » a été utilisée pour décrire la prévention de la rupture démocratique et de la dégradation des normes démocratiques, ainsi que pour « l'approfondissement » de la démocratie (par exemple, à travers la protection accrue des libertés civiles et autres) (voir Schedler, 1998). Tout comme dans la définition de la démocratie électorale, nous définissons la consolidation « de manière minimale » (et, sans doute, « négativement »), comme l'évitement de la rupture du régime.

¹⁰ Cette question est souvent qualifiée de question « Churchillienne » du soutien démocratique, car elle découle du discours souvent cité de Winston Churchill à la Chambre des communes, dans lequel il a noté que « la démocratie est la pire forme de gouvernement excepté pour toutes les autres formes qui ont été essayées de temps à autre ».

Paraguay, au Mexique et au Honduras. Haïti fait également partie de ce groupe. Seule la moitié des citoyens haïtiens soutien l'idée de la démocratie dans l'abstrait. Haïti est le quatrième pays avec le plus faible soutien dans la région, après le Guatemala, le Paraguay et le Mexique.

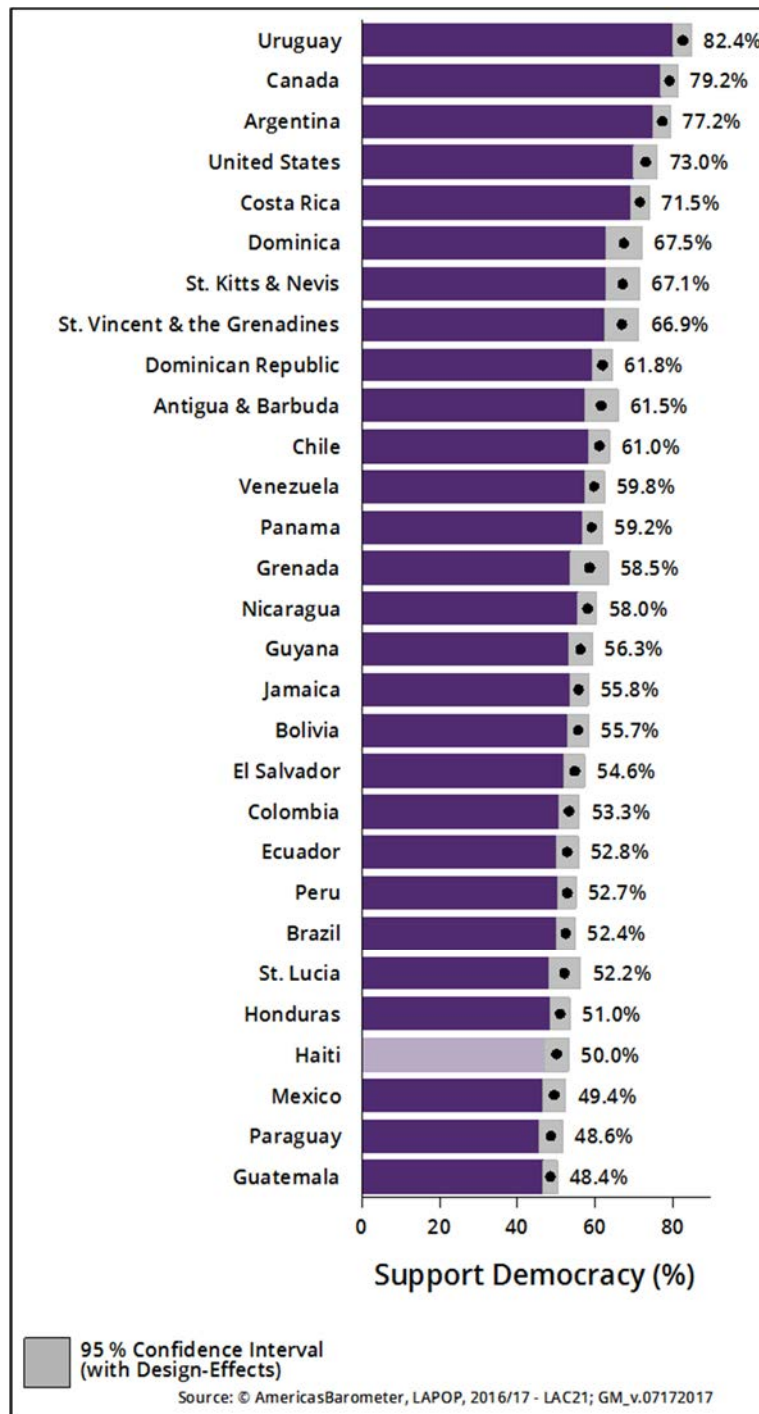


Figure 1.1. Appui comparé à la démocratie

La figure 1.2 présente le niveau de soutien à la démocratie à Haïti, du fait de son évolution au fil du temps. Cette analyse, ainsi que toutes les analyses au fil des années et de sous-groupes de ce chapitre, utilise des données d'Haïti. Le soutien à la démocratie en Haïti en théorie a atteint son

plus bas niveau depuis 2006. La figure 1.2 montre que le pic de soutien a été obtenu en 2012 (75,1 %), pour redescendre à ses niveaux les plus bas en 2014 et en 2017 (respectivement 57 % et 50 %).

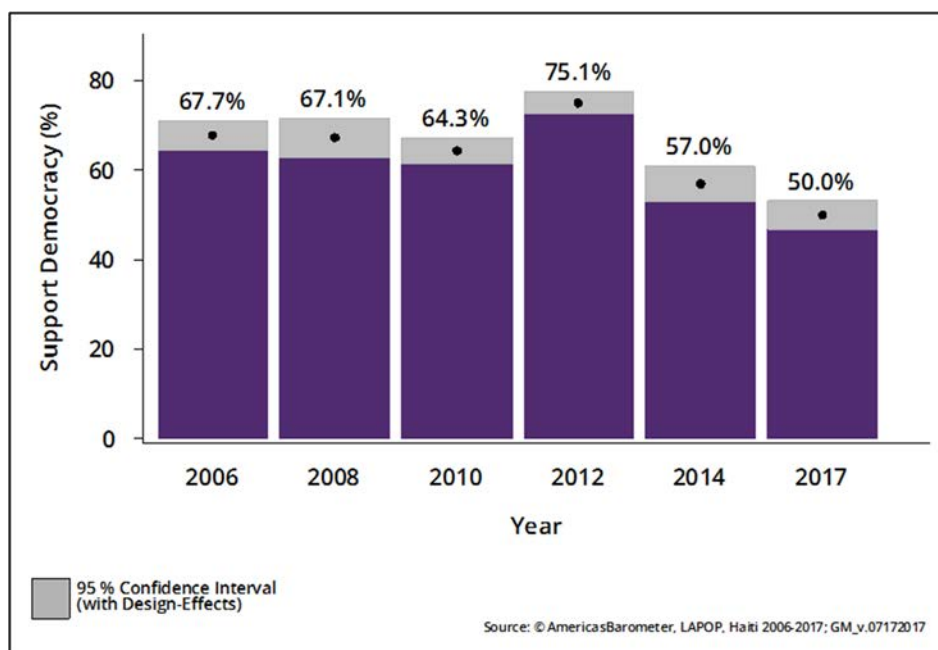


Figure 1.2. Soutien à la démocratie au fil du temps à Haïti

Qui est le plus susceptible de soutenir la démocratie ? La figure 1.3 montre les relations statistiquement significatives entre cinq sous-groupes démographiques et socioéconomiques (éducation, richesse matérielle, résidence urbaine/rurale, sexe et âge) et le soutien à la démocratie à Haïti. Dans toutes les figures de ce chapitre, nous montrons uniquement les relations statistiquement significatives avec un niveau de confiance de 95 %. Si une catégorie est exclue, cela signifie qu'elle ne contribue pas de manière significative à expliquer la variation d'une variable dépendante particulière.

Deux facteurs socioéconomiques sont significativement associés à l'appui à la démocratie en Haïti : la richesse matérielle et l'âge.¹¹¹² En général, les individus les plus riches sont plus susceptibles de soutenir la démocratie que les moins aisés. De plus, à mesure que les individus vieillissent, ils sont plus susceptibles d'appuyer la démocratie. Alors que 56,9 % des individus du cinquième quintile de richesse expriment leur soutien à l'idée de démocratie, seuls 43 % des individus du premier quintile le font. En ce qui concerne l'âge, 43,9 % des Haïtiens âgés de 18 à 25 ans soutiennent la démocratie, contre 55,6 % dans la cohorte des plus de 66 ans.

¹¹ D'autres facteurs socioéconomiques et démographiques, tels que l'éducation, la résidence en milieu urbain et le sexe, ne montrent pas de différences statistiquement significatives en ce qui concerne le soutien à la démocratie en Haïti.

¹² Voir les tableaux de régression avec les résultats complets en annexe.

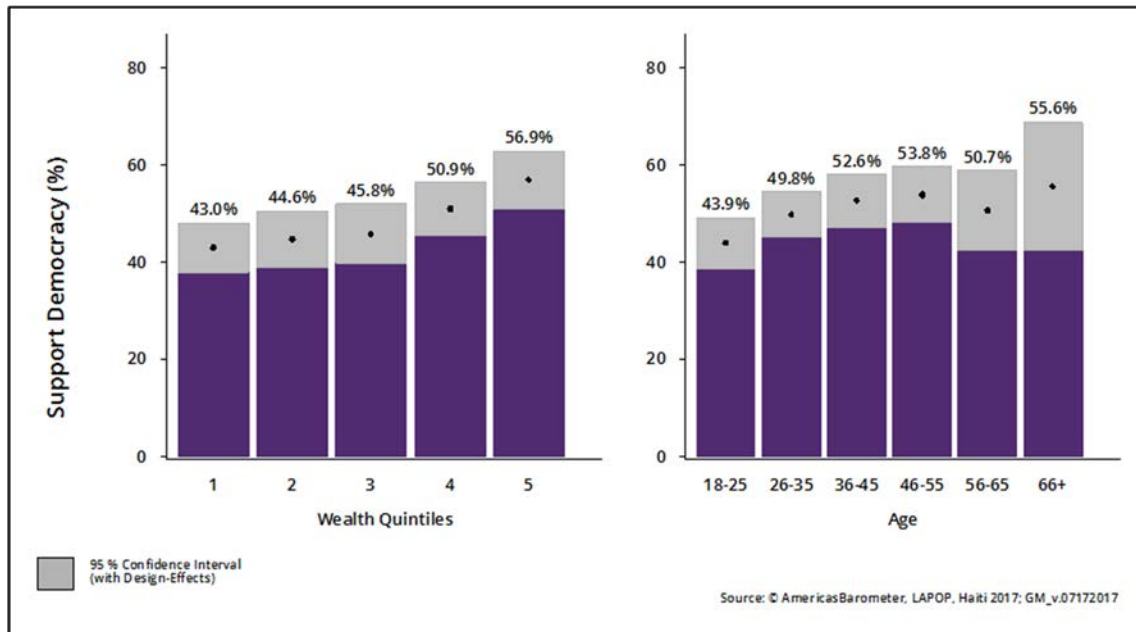


Figure 1.3. Corrélat socioéconomiques du soutien à la démocratie à Haïti

Les règles du jeu: le soutien aux coups d'État dans le cadre de la haute criminalité et de la corruption

Au-delà de soutenir la démocratie en théorie, l'acceptation de la démocratie comme « la seule possibilité » est la clé de la stabilité et de la continuité de la gouvernance démocratique. Cela signifie, en bref, que les citoyens des sociétés démocratiques ne devraient pas soutenir les coups d'État militaires qui remplacent le gouvernement élu démocratiquement par des dirigeants militaires. Le Baromètre des Amériques 2016/17 comprend deux éléments qui marquent la volonté hypothétique des participants de soutenir une prise de contrôle militaire du gouvernement. La moitié des personnes interrogées ont reçu la première des questions suivantes, tandis que l'autre moitié a été assignée au hasard pour recevoir la seconde:

Maintenant, changeons de sujet. Certains disent que dans certaines circonstances, il serait justifié que les militaires de ce pays prennent le pouvoir par un coup d'État militaire. Selon vous, un coup militaire serait-il justifié dans les circonstances suivantes? **[lire les options après chaque option]** :

JC10. Lorsqu'il y a beaucoup de crimes.

- (1) Une prise de contrôle militaire de l'État serait justifiée
- (2) une prise de contrôle militaire de l'État ne serait pas justifiée

JC13. Lorsqu'il y a beaucoup de corruption

- (1) une prise de contrôle militaire de l'État serait justifiée
- (2) une prise de contrôle militaire de l'État ne serait pas justifiée

La figure 1.4 montre le pourcentage d'interviewés de chaque pays qui ont répondu qu'ils soutiendraient un coup d'État militaire dans l'une ou l'autre de ces circonstances. Le soutien aux

coups d'État militaires commis dans le cadre d'un niveau de criminalité élevé va de 23,3 % aux États-Unis à 59,3 % en Jamaïque. Le soutien aux coups d'État dans le cadre d'une corruption élevée va de 23 % en Argentine à 53,2 % au Costa Rica et en Jamaïque. Dans le cas particulier d'Haïti, 28,9 % des répondants soutiennent les coups d'État en raison de la forte criminalité et 31,7 % en raison du niveau élevé de corruption. Dans les deux cas, Haïti se classe parmi dans le tiers des pays avec le plus faible soutien aux coups d'États.

De façon plus générale, les niveaux de soutien aux coups d'État militaires sont les plus bas en Argentine, en Uruguay, aux États-Unis et au Nicaragua. L'appui aux coups d'État est toujours élevé comparé au reste de la région en Jamaïque, au Pérou et au Mexique.

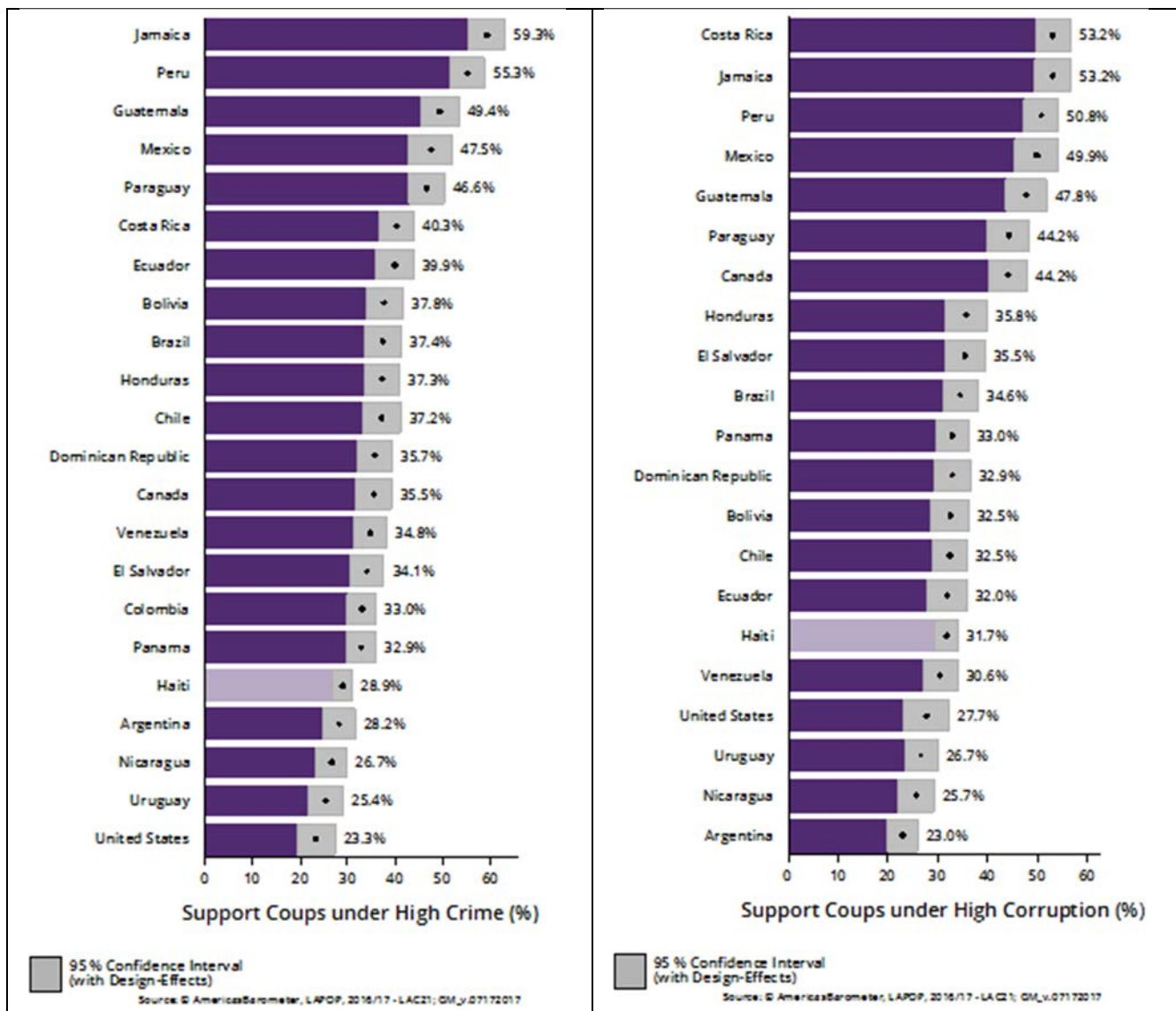


Figure 1.4. Soutien aux coups d'État militaires dans le cadre d'une forte criminalité et d'une corruption élevée

Pour les analyses croisées (variables socioéconomiques et démographiques), nous évaluons généralement le soutien aux coups d'État militaires en créant un indice de ces deux variables.¹³ Bien que le soutien aux coups d'État militaires est relativement faible en Haïti par rapport aux autres pays, il a augmenté avec le temps. La figure 1.5 montre que le pourcentage d'Haïtiens qui appuie les coups d'État militaires a doublé de 2012 à 2017, passant de 15,4 % à 31 %.

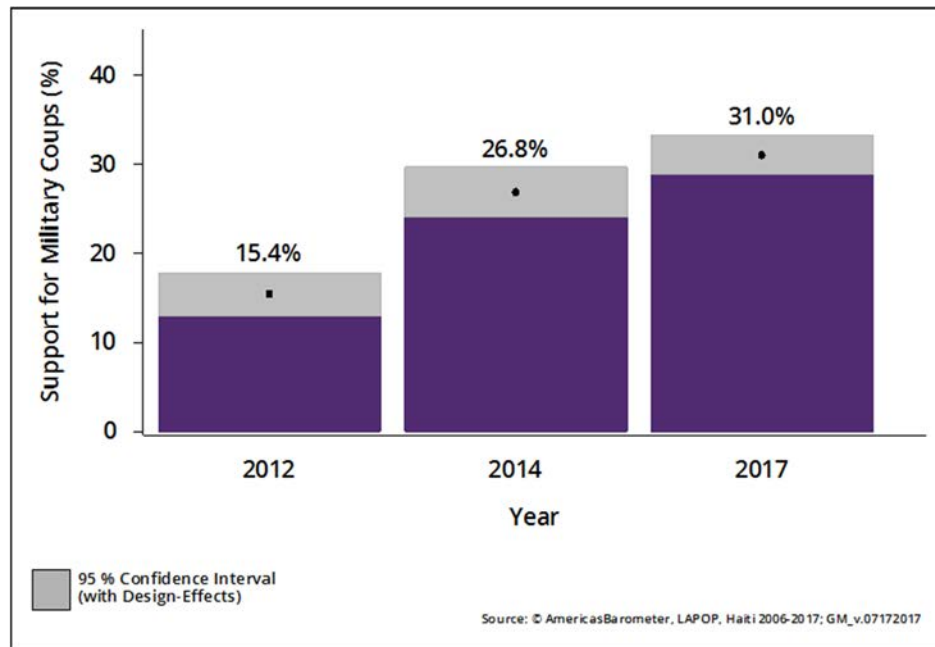


Figure 1.5. Évolution du soutien aux coups d'État militaire à Haïti

La figure 1.6 montre le soutien aux coups d'État militaires par sous-groupes démographiques et socioéconomiques. Nous trouvons un appui relativement plus élevé parmi les jeunes (âgés de 16 à 35 ans), les personnes sans éducation secondaire et les Haïtiens vivant dans les zones urbaines.¹⁴ Plus précisément, 40,1 % des personnes âgées de 18 à 25 ans appuient les coups d'État militaires. En revanche, seulement 17,4 % des personnes âgées de 66 ans et plus le font. Alors que 18,5 % des Haïtiens ayant fait des études universitaires appuient les coups d'État militaires, 29,9 % à 33,7 % des personnes sans instruction ni enseignement primaire ou secondaire seraient favorables à ce que l'armée prenne le pouvoir dans le pays. Enfin, 36,1 % de la population des zones urbaines soutiennent les coups d'État militaires. Seulement 26,2 % le font dans les zones rurales.

¹³ Lors des sondages, lorsque les deux questions ont été posées à tous les répondants, nous avons généré un indice additionnel, en ajoutant des réponses aux deux éléments et en les divisant par deux pour chaque individu. En 2016/17, nous avons en général évalué le soutien au coups d'états militaires, que ce soit dans un cadre de forte criminalité ou de forte corruption, selon la question reçue par l'interviewé.

¹⁴ Nous n'avons trouvé aucune différence dans l'appui aux coups d'État militaires selon le sexe du répondant ou sa richesse.

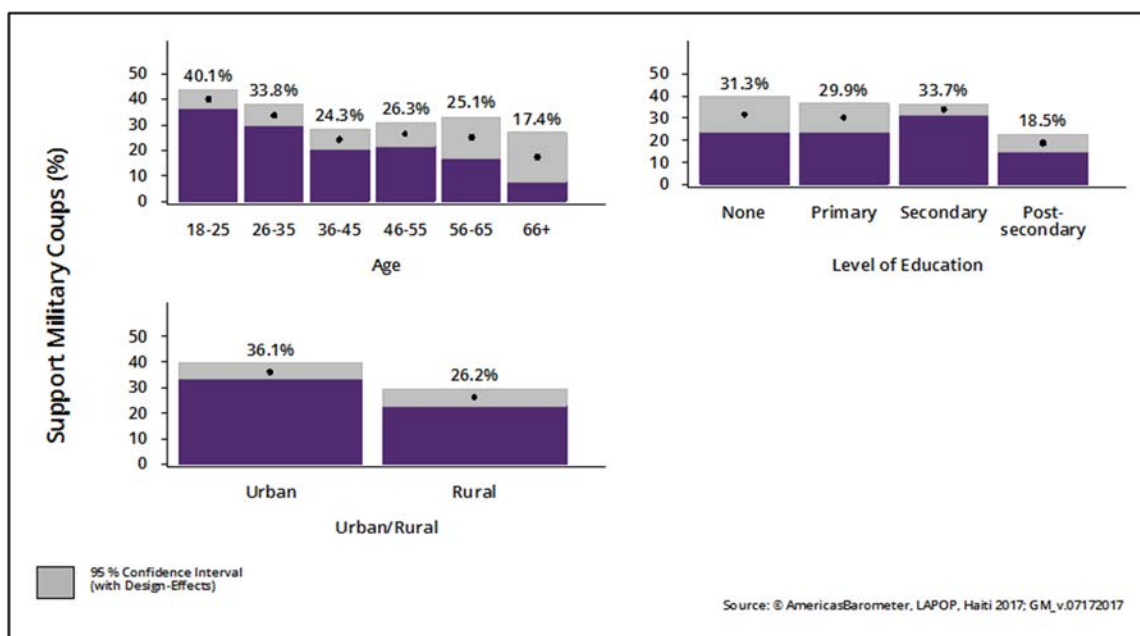


Figure 1.6. Prédicteurs démographiques et socio-économiques du soutien aux coups d'état militaires en Haïti

L'appui aux coups d'État exécutifs

En plus des questions évoquées ci-dessus, le Baromètre des Amériques en 2016-2017 a posé à tous les répondants la question suivante, évaluant le soutien aux coups d'État exécutifs – à savoir la dissolution des organes législatifs par la branche exécutive:

JC15A. Pensez-vous que lorsque le pays traverse des moments très difficiles, il est justifié que le président du pays ferme le Congrès/Parlement et gouverne sans congrès/parlement ?
 (1) Oui, c'est justifié (2) Non, ce n'est pas justifié

Comme les prises de contrôle par l'exécutif ou celles de l'armée impliquent l'action de différents acteurs gouvernementaux, nous analysons ces questions séparément. La figure 1.7 montre la répartition du soutien aux coups d'État exécutifs dans des moments très difficiles à travers les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en 2016/17. Avec une moyenne de 20,5 % dans la région, le soutien aux coups d'État exécutifs est nettement inférieur à celui des coups d'État hypothétiques commis dans des conditions de grande criminalité ou de corruption élevée. Le soutien aux coups d'État exécutifs est à son plus faible en Uruguay (8,7 %) et il est de loin le plus élevé au Pérou (37,8 %), pays qui a connu un coup d'État de l'exécutif en 1993. En Haïti, 30 % de la population appuient les coups d'État exécutifs.

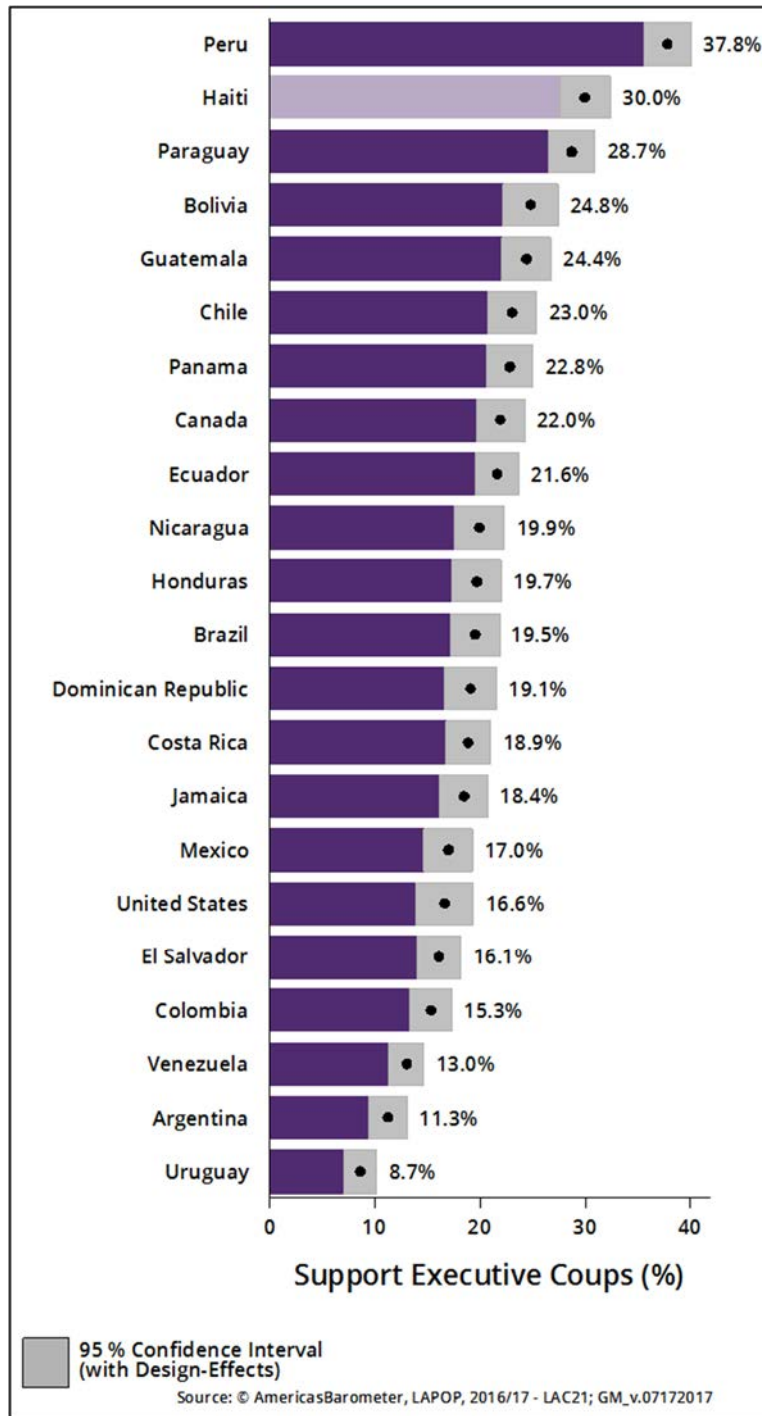


Figure 1.7. Le soutien aux coups d'État exécutifs

Alors que le soutien aux coups d'État exécutifs est plus faible que le soutien aux coups d'État militaires en cas de forte criminalité ou de corruption élevée, en Amérique latine et dans les Caraïbes, le graphique 1.8 montre que les niveaux de soutien à la fermeture par l'exécutif du corps législatif, dans le Baromètre des Amériques de 2016/17, ont progressé de 3,9 % par rapport à 2014.

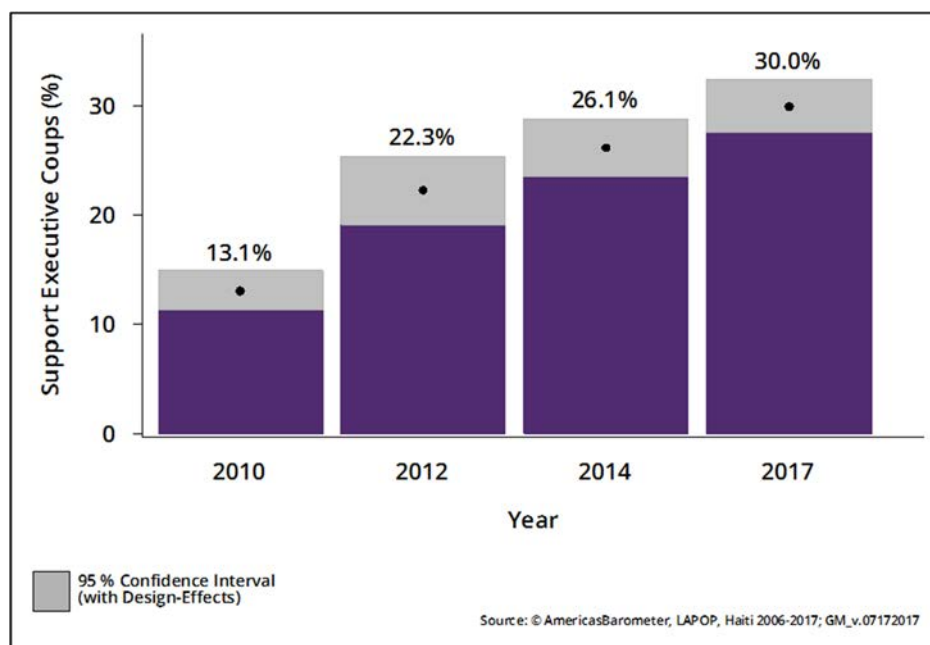


Figure 1.8. Évolution du soutien aux coups d'État exécutifs en Haïti

La figure 1.9 montre que deux facteurs sociaux entrent en corrélation avec le soutien aux coups d'État exécutifs. D'une part, les plus jeunes manifestent un plus grand soutien aux coups d'État exécutifs que les répondants plus âgés. Alors que 40,1 % des personnes âgées de 18 à 25 ans appuient les coups d'État exécutifs en Haïti, seuls 17,4 % des personnes âgées de 66 ans et plus le font. Par ailleurs, les femmes ont tendance à davantage appuyer l'idée d'un coup d'État par l'exécutif que les hommes. Comme le montre la figure 1.9, la différence n'est néanmoins que de trois point de pourcentage.

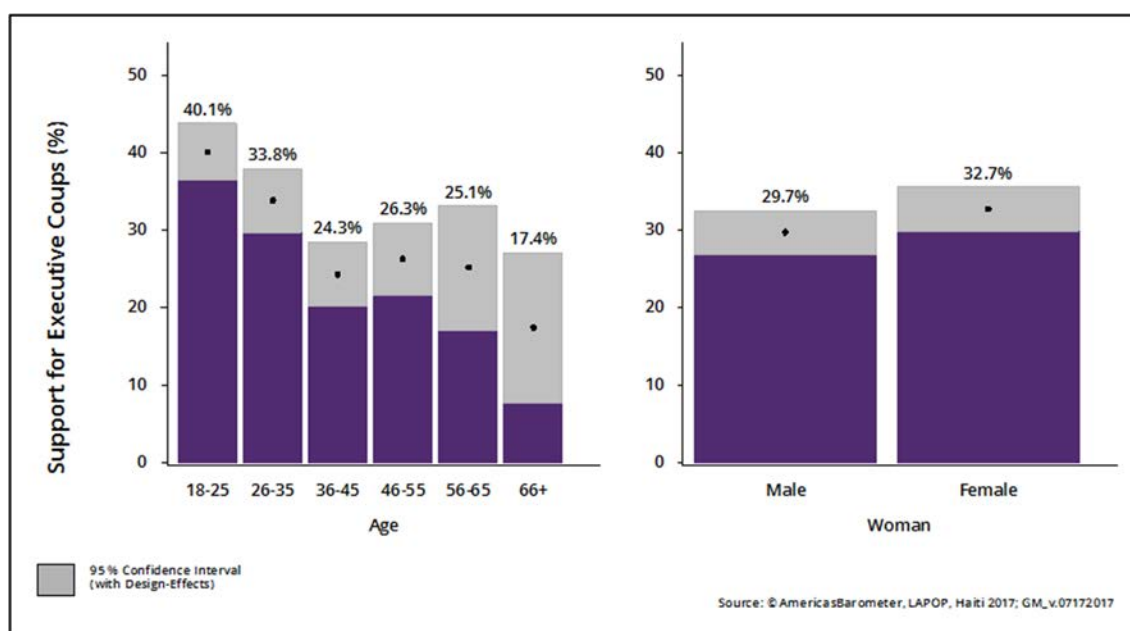


Figure 1.9. Prédicteurs démographiques du soutien aux coups d'État exécutifs en Haïti

Dans l'ensemble, ces mesures de l'appui minimaliste à la démocratie, de l'appui à la démocratie en théorie et du rejet des coups d'État, suggèrent un déclin du soutien populaire à la démocratie dans la région. Haïti ne fait pas exception. Le soutien à la démocratie en théorie, par exemple, a diminué de 7 points de pourcentage dans ce pays à partir de 2014. Bien que les niveaux de soutien aux coups d'État hypothétiques soient généralement faibles et que le soutien aux coups d'État ait augmenté de 3,3 pour cent depuis 2014, le soutien aux coups d'État exécutifs a augmenté de 3,9 points de pourcentage en 2016/17 dans le pays. Bien que ces chiffres soient remarquables, ils sont également hypothétiques, abstraits et généraux. Bien que les répondants expriment un soutien plus faible à la démocratie en moyenne, ou un plus grand soutien pour les coups d'État hypothétiques, ces analyses ne permettent pas de savoir si ce mécontentement global envers la démocratie reflète dans l'opinion qu'ont les citoyens sur les institutions dans leur contexte politique national. Le reste de ce chapitre aborde cette question.

IV. Le soutien aux institutions démocratiques: élections et partis

La démocratie électorale repose sur la participation des citoyens au fil des élections : les électeurs sélectionnent leurs représentants et expriment directement leurs préférences dans les urnes. La confiance publique et la participation à ces institutions sont donc importantes pour comprendre le soutien des citoyens à la démocratie dans son fonctionnement réel mais aussi sert de signal de l'attachement des citoyens à la démocratie (élément fondamental de la consolidation démocratique).

Les électeurs choisissent ceux qui gouvernent grâce à leur participation aux élections compétitives. Ce processus permet aux citoyens de jouer un rôle indirect dans l'élaboration des politiques au sein d'une démocratie électorale, ce qui se produit «... par la concurrence et la coopération des représentants élus » (Schmitter et Karl 1991, 76). Les préférences des citoyens sont ainsi considérées par leurs interactions avec les institutions politiques (par exemple, les élections) et les acteurs (par exemple, les politiciens et les partis) dans une démocratie. La confiance des citoyens envers un processus électoral intègre, compétitif et équitable est donc fondamentale pour établir la légitimité de la démocratie.¹⁵

Pour les électeurs, les élections démocratiques sont une occasion de punir ou de récompenser les résultats du mandat précédent et de signaler leurs préférences éventuelles (voir par exemple, Ferejohn 1986; Lewis Beck 1986; Manin, Przeworski et Stokes 1999; Powell 2000). Pour que les élections fournissent des gagnants et des mandats électoraux, une partie du public doit y participer en votant¹⁶. Partout dans le monde, les chercheurs ont observé des inégalités en matière de participation: les abstentionnistes sont souvent moins intéressés et plus éloignés de la politique que les autres citoyens (voir Karp et Banducci 2008; Carreras et Castañeda-Angarita 2014), et ceux

¹⁵ Les chercheurs soutiennent que la confiance envers les élections parmi les perdants est potentiellement plus importante que le soutien démocratique parmi les gagnants (voir, par exemple, Anderson et al. 2007).

¹⁶ Il y a débat sur le taux de participation idéal. Alors que certains soutiennent que la pleine participation est un bien normatif (voir, par exemple, Lijphart 1997), d'autres (par exemple Rosema 2007; voir aussi Schumpeter 1942) affirment qu'une faible participation électorale peut indiquer la satisfaction des citoyens avec le statu quo et peut produire de meilleurs résultats représentatifs (voir aussi Singh 2016).



qui votent sont plus riches et plus éduqués que ceux qui s'abstiennent (Carlin, Singer et Zechmeister 2015; Carreras et Castañeda-Angarita 2014; Nadeau et al. 2017)¹⁷.

En résumé, les citoyens légitiment la démocratie électorale en faisant confiance aux élections en tant que mécanisme de sélection des dirigeants et en participant à ces élections. Les sections suivantes examinent la confiance des citoyens et leur participation aux élections en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le but de mieux comprendre l'appui à la démocratie électorale dans la région.

La confiance dans les élections

En 2004, et lors de chaque sondage depuis 2012, le Baromètre des Amériques a posé la question suivante aux personnes:

B47A. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux élections dans ce pays?

Les réponses sont classées sur une échelle de 1 à 7, la valeur « 1 » indiquant « pas de confiance du tout » et « 7 » indiquant « une forte confiance ». La figure 1.10 montre le pourcentage de personnes qui font confiance aux élections (valeurs de cinq à sept sur l'échelle de sept points). La question a été posée dans l'étude du Baromètre des Amériques 2016/17 dans chaque pays. Le pourcentage de répondants qui déclarent avoir confiance dans les élections varie largement, passant de 18,5 % en Haïti à 73 % en Uruguay. Il n'y a pas de tendance claire dans le classement des pays. Par exemple, les élections de 2016 au Nicaragua ont été accompagnées d'accusations de fraude qui ont abouti à un boycott des élections par les partis d'opposition ; cependant, la confiance dans les élections dans ce pays est la quatrième des plus élevées de la région. En Colombie, en revanche, seuls 24 % des personnes interrogées déclarent avoir confiance dans les élections, bien que les élections aient été régulièrement qualifiées de frauduleuses par les observateurs internationaux au cours des dernières années. Haïti se classe bonne dernière dans l'échelle.

¹⁷ Plusieurs pays d'Amérique latine ont cherché à minimiser ces inégalités et à faire du vote à la fois un droit et un devoir en mettant en place des lois prévoyant le vote obligatoire (Fornos et al. 2004). Les lois sur le vote obligatoire réduisent assurément l'inégalité de la participation selon le revenu, et les chercheurs ont également suggéré que le vote obligatoire peut accroître l'engagement cognitif des citoyens (concernant leur connaissance et leur intérêt pour la politique, voir Carlin et Love 2015; Singh 2015; Söderlund et al. 2011). Cependant, une participation accrue des sous-groupes démographiques ne signifie pas nécessairement une participation positive accrue aux élections. Les électeurs de la région ALC se rendent régulièrement aux urnes et votent blanc ou annulent leur vote pour montrer leur mécontentement face à la politique du statu quo, et le nombre de vote blancs ou nuls est particulièrement élevé lorsque le vote est obligatoire (Cohen 2017; Power et Garand 2007).

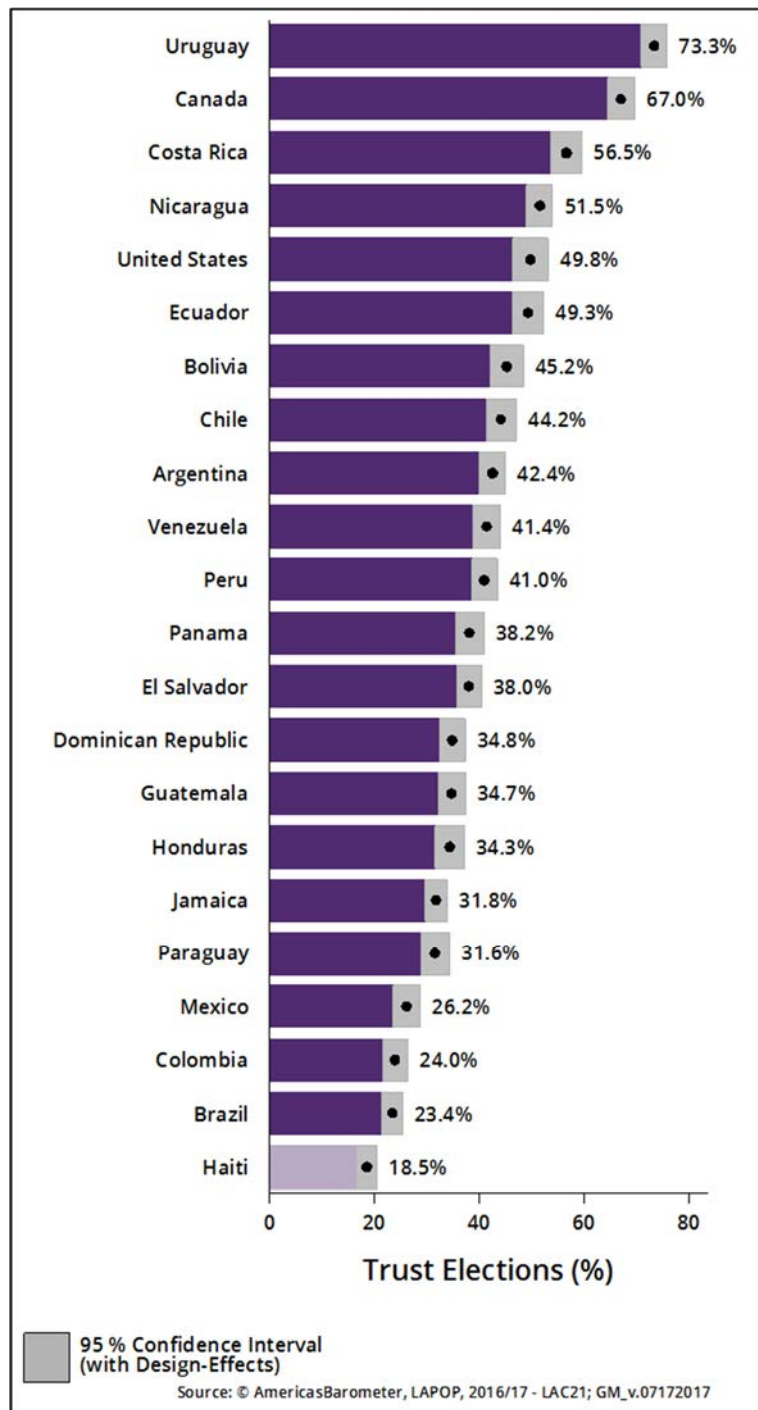


Figure 1.10. Pourcentage de répondants ayant confiance dans les élections

En Haïti, en moyenne 18,5 % des citoyens font confiance aux élections en 2017. Bien que ce taux de confiance très bas soit le plus bas niveau de confiance dans les élections de la région, il était de 14,8 % en 2014, ce qui correspond au niveau de 2012(Figure 1.11).¹⁸

¹⁸ Le LAPOP indique maintenant le pourcentage de répondants qui indiquent des réponses positives à des questions telles que celles-ci (pourcentage qui ont répondu 4 ou plus sur l'échelle de confiance de 7 points).

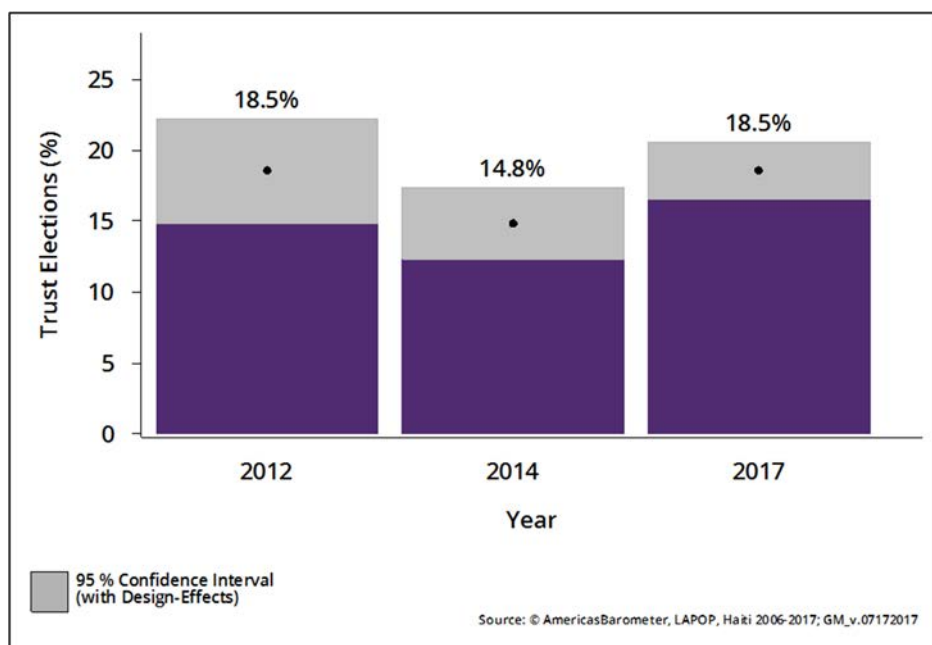


Figure 1.11. Évolution de la confiance dans les élections en Haïti

En ce qui concerne les personnes les plus susceptibles de faire confiance aux élections, les résultats de la figure 1.12 montrent que l'âge et le niveau de scolarité sont des facteurs importants. À mesure que les individus vieillissent, la probabilité de faire confiance aux élections augmente. Seulement 12,0 % des individus âgés de 18 à 25 ans font confiance aux élections, contre 33,9 % dans la cohorte des plus de 66 ans. À l'inverse, le niveau de scolarité est associé négativement à la confiance dans les élections en Haïti. Alors que 37,1 % des personnes sans éducation ont confiance dans les élections, seul 12,9 % des personnes ayant fait des études universitaires affirment avoir confiance dans les élections.

Il s'agit d'un changement par rapport aux rapports antérieurs où l'échelle était transformée en une échelle de 0 à 100 et où la réponse moyenne était indiquée.

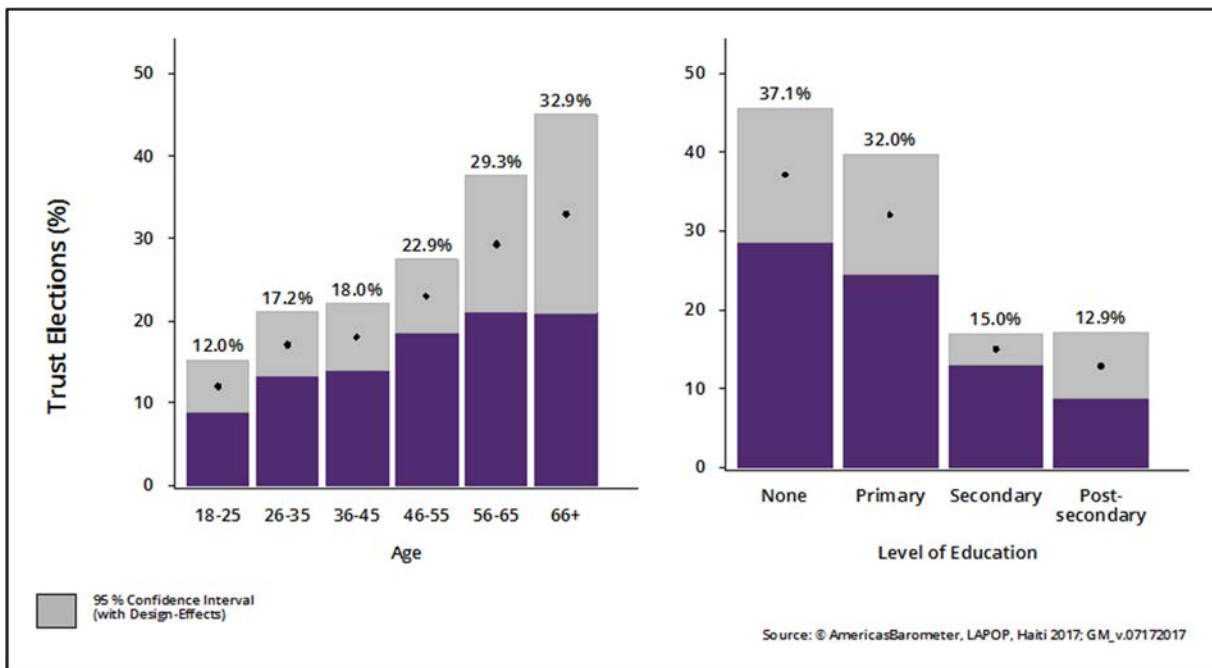


Figure 1.12. Les prédicteurs démographiques et socio-économiques de la confiance dans les élections en Haïti

La participation aux élections

En plus de soutenir et d'avoir confiance dans les élections en théorie, la démocratie exige la participation des citoyens aux élections pour sélectionner les vainqueurs. Pour mesurer la participation électorale, le Baromètre des Amériques demande aux répondants de chaque pays de répondre à la question suivante:

VB2. Avez-vous voté (au premier tour) de la dernière élection présidentielle (de l'année de la dernière élection présidentielle)?

(1) a voté

(2) n'a pas voté

La figure 1.13 montre la répartition des taux de participation déclarés dans chacun des pays étudiés. Le taux de participation déclaré se situe entre 52,5 % lors des élections générales de 2016 en Jamaïque et 89,3 % lors des élections générales de 2016 au Pérou¹⁹. Sans surprise, le taux de participation déclaré est plus élevé dans les pays où des lois sur le vote obligatoire existent et sont

¹⁹Comme dans la plupart des études sur le comportement électoral, le taux de participation est surévalué de plusieurs points de pourcentage dans l'étude du Baromètre des Amériques. Par exemple, le taux de participation officiel au premier tour des élections péruviennes en 2016 était de 81,8% des électeurs éligibles, et le taux de participation officiel aux élections américaines de 2016 était de 60,2% des électeurs éligibles. La surévaluation du taux de participation peut être causée par la désirabilité sociale (le vote est considéré comme désirable sur le plan normatif et les personnes interrogées mentent pour paraître être de bons citoyens) et la mémoire défaillante (les individus ne se souviennent pas ce qu'ils ont fait lors de la dernière élection donc ils pensent à tort qu'ils sont allés voter).

strictement appliquées (Pérou, Uruguay, Équateur; voir Fornos et al. 2004) et il est nettement plus faible dans les pays où le vote est volontaire (Chili, Jamaïque, Nicaragua, Colombie). Avec 56,1 % des répondants déclarant avoir voté, Haïti se classe parmi les pays ayant le plus faible niveau de participation électorale déclarée.

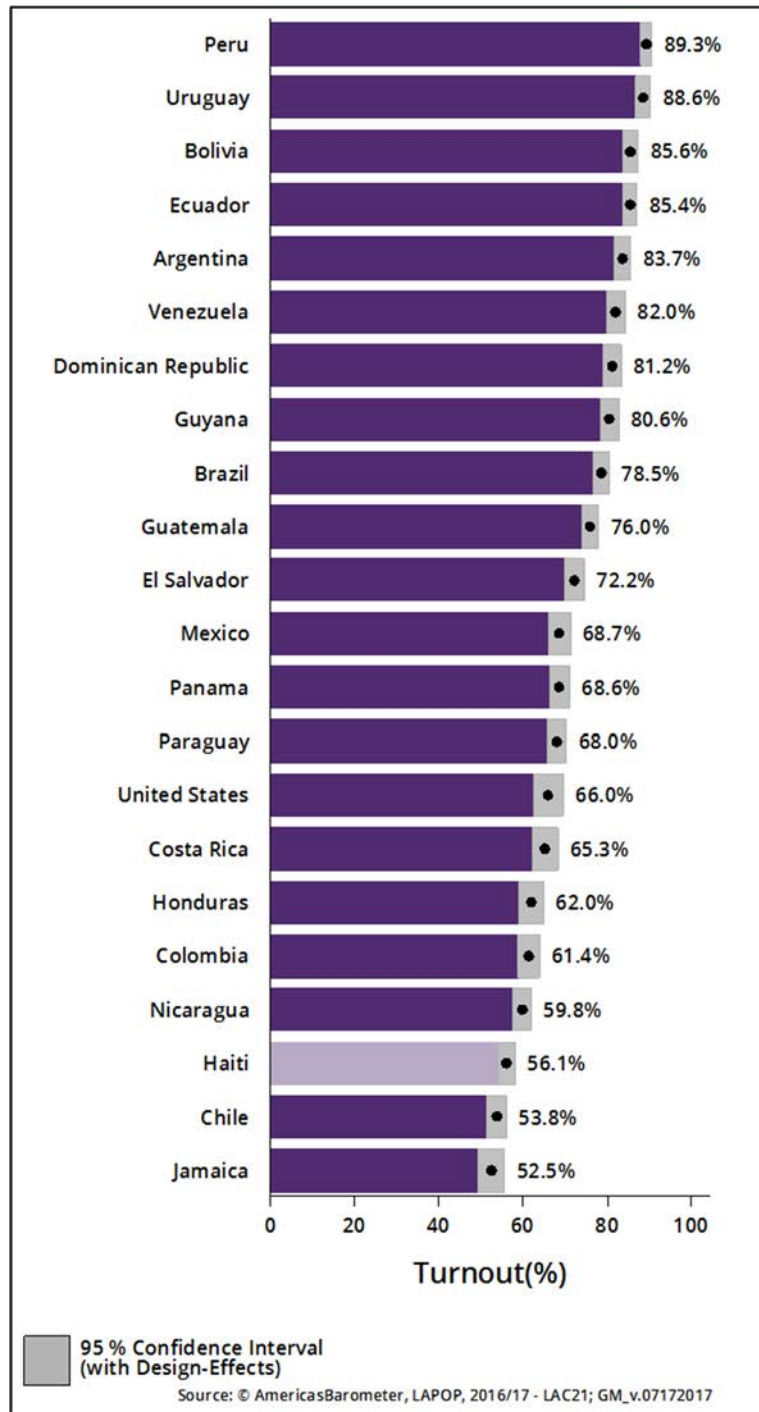


Figure 1.13. Taux de participation dans les pays de la région

Qui participe aux élections ? La figure 1.14 présente des tendances intéressantes. Premièrement, moins de personnes (36,5 %) dans la tranche d'âge des 18-25 ans participent aux élections par rapport au reste des Haïtiens (les autres tranches d'âge affichent en moyenne un taux de participation de 61,9 %). Cela signifie que la majorité des jeunes Haïtiens choisissent de ne pas voter. Les femmes (46,1 %) participent également beaucoup moins que les hommes (65,8 %). Enfin, les personnes ayant fait des études universitaires (67 %) participent davantage que les personnes ayant moins d'années d'études.

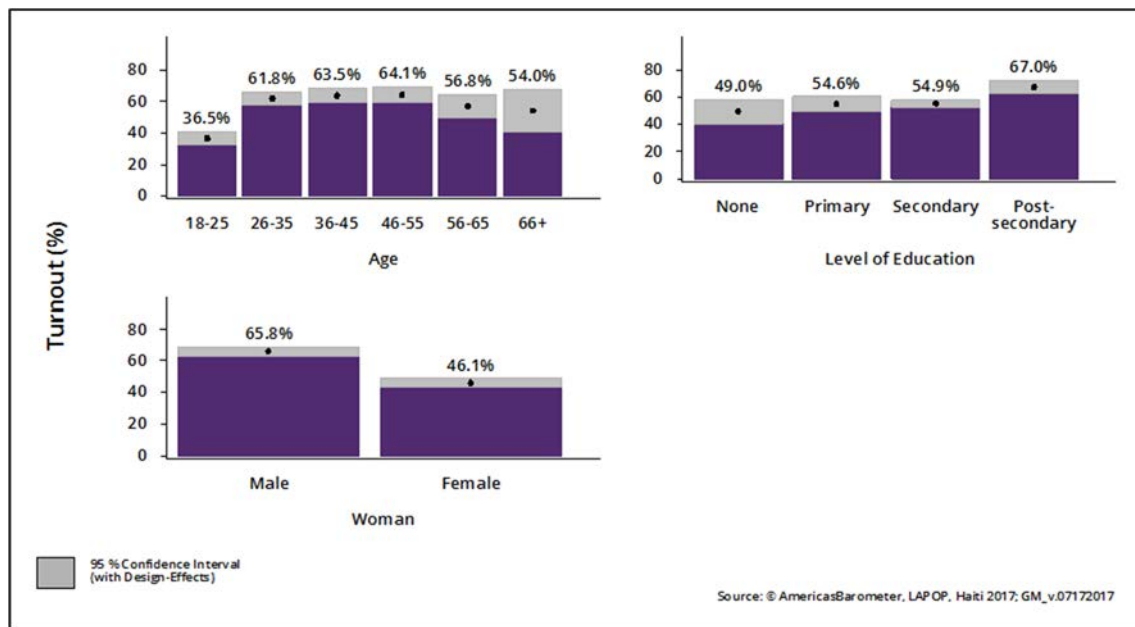


Figure 1.14. Les prédictors démographiques et socio-économiques du taux de participation en Haïti

Seulement un sixième des Haïtiens déclare avoir confiance dans les élections, qui constituent le système de référence pour la sélection des dirigeants depuis plus de 30 ans en moyenne dans la région. Ce chiffre est quelque peu déconcertant compte tenu du rôle central des élections dans la gouvernance démocratique. Pourtant, malgré la méfiance généralisée, les citoyens continuent de participer aux élections à des taux élevés dans la région. Alors que le taux de participation a baissé de près de 10 % par rapport à 2014, plus de 56 % des personnes en âge de voter en Haïti déclarent avoir participé aux dernières élections présidentielles.

La confiance dans les partis politiques

Les préférences des citoyens en matière de politique sont filtrées non seulement par des élections, mais aussi par l'intermédiaire des représentants élus et des partis politiques dans lesquels ils sont organisés. Les Pères fondateurs des États-Unis considéraient la présence de « factions » comme indésirable, mais inévitable dans une république (voir le *Federalist Paper* numéro 10). Bien que les partis politiques ne soient pas explicitement évoqués dans les constitutions de la majorité des pays (Stokes 2002), les spécialistes s'accordent à dire que les organisations en partis sont importantes à la fois pour les politiciens et les électeurs. En regroupant les législateurs en groupes parlementaires ayant des préférences politiques similaires, les partis sont en mesure de surmonter les problèmes de coordination et de légiférer efficacement plutôt que de créer de nouvelles



coalitions pour chaque projet de loi (Aldrich 1995). Cela a conduit certains (voir, par exemple, Schattschneider 1967) à soutenir que la démocratie représentative nécessite d'avoir des partis politiques, et notamment des partis institutionnalisés (voir Mainwaring et Scully 1995).

Les partis jouent également un rôle important pour les citoyens. En organisant la sphère politique sur des lignes politiques, les partis permettent aux électeurs d'identifier une « équipe » qui correspond à leurs préférences. Au mieux, les partis facilitent la participation des citoyens au processus démocratique et garantissent une représentation de qualité.

Cependant, les partis politiques ne sont pas toujours associés à des résultats positifs. Dans le pire des cas, les partis forts divisent les politiciens et les citoyens en groupes extrêmement opposés, ce qui entraîne un blocage législatif. D'autre part, les partis ne sont pas en mesure d'organiser de façon efficace l'espace politique lorsqu'ils manquent de leadership et de pouvoir. La fréquence de transformation (ou « volatilité ») des options partisans dans le temps est particulièrement pertinente dans certains systèmes de partis d'Amérique latine, où les niveaux de remplacement des partis politiques sont très élevés (voir Cohen, Salles et Zechmeister 2017; Roberts 2014). En outre, la perception que la politique est un milieu corrompu et que les partis protègent leurs membres qui se livrent à la corruption pourraient conduire à un niveau de confiance relativement faible envers les partis à l'ère des grands scandales de corruption (Canache et Allison, 2005).

Cette section examine les interactions des citoyens avec les partis politiques, en particulier la confiance envers les partis politiques dans les Amériques. Depuis 2004, le Baromètre des Amériques a posé la question suivante

B21. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux partis politiques?

Les catégories de réponse variaient de un à sept, où la valeur « un » signifie aucune confiance et « 7 » indique un niveau de confiance élevé envers les partis politiques. La figure 1.15 montre le pourcentage de personnes interrogées qui ont déclaré faire confiance aux partis (valeurs de cinq et plus). Le pourcentage de participants déclarant faire confiance aux partis politiques varie de 7,5 % au Pérou à 35 % au Nicaragua. En Haïti, le pourcentage en 2017 est de 13,5 %.

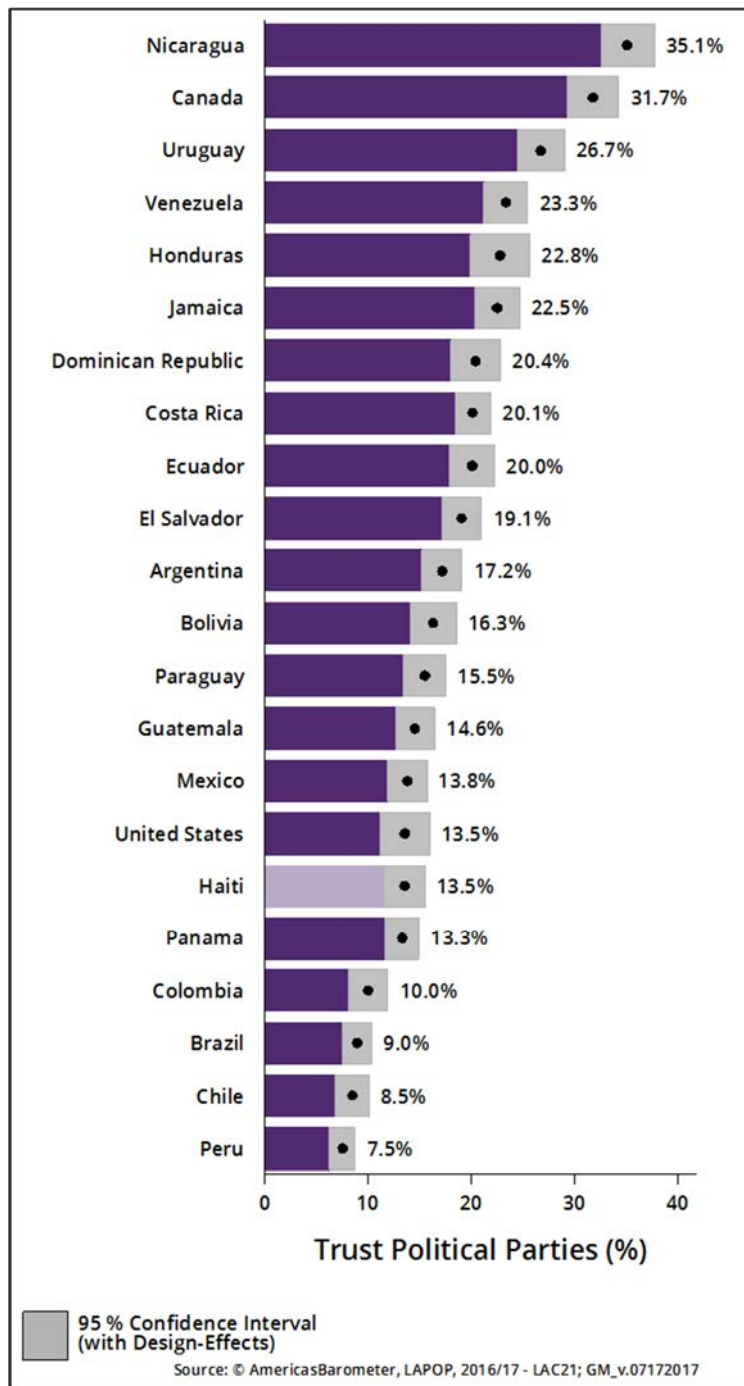


Figure 1.15. Confiance envers les partis politiques dans les pays de la région

La figure 1.16 montre que la confiance envers les partis politiques a constamment fluctué en Haïti. Alors que le plus haut niveau de confiance a été observé en 2008 (22,9 %), le niveau le plus bas a été obtenu en 2010 (12,9 %). En 2017, cet indicateur est tombé à 13,5 %, contre 18,8 % en 2014.

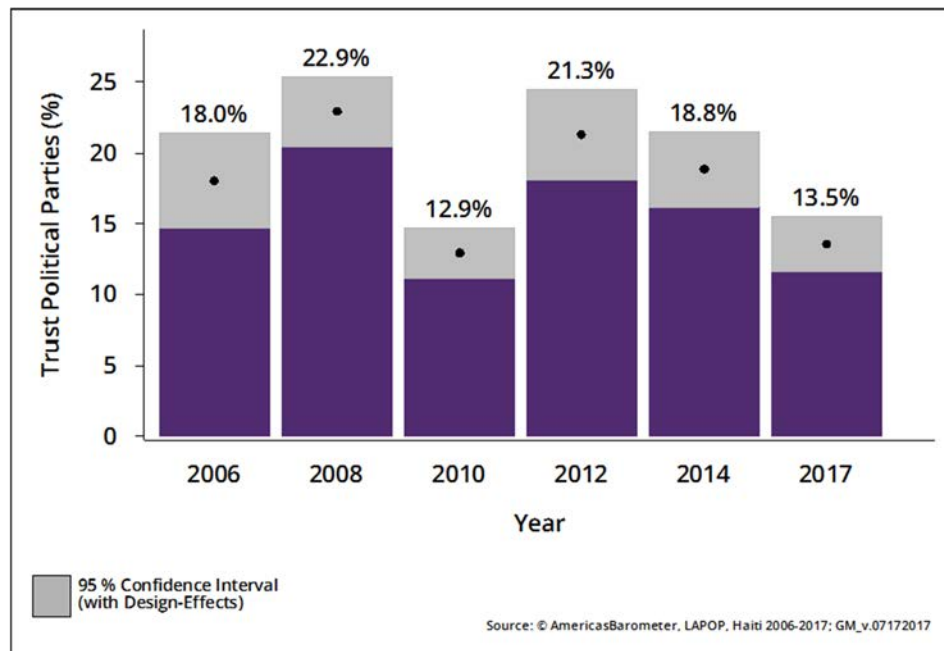


Figure 1.16. Évolution de la confiance envers les partis politiques en Haïti

En ce qui concerne les personnes plus ou moins susceptibles de faire confiance aux partis politiques, la figure 1.17 montre que près du double des personnes n'ayant pas été à l'école ou ayant eu une éducation primaire font confiance aux partis politiques comparé aux personnes ayant fait des études secondaires ou universitaires. En outre, les moins jeunes font davantage confiance aux partis politiques que les Haïtiens plus âgés. Le pourcentage de confiance le plus élevé se manifeste chez les personnes de 56 ans et plus.

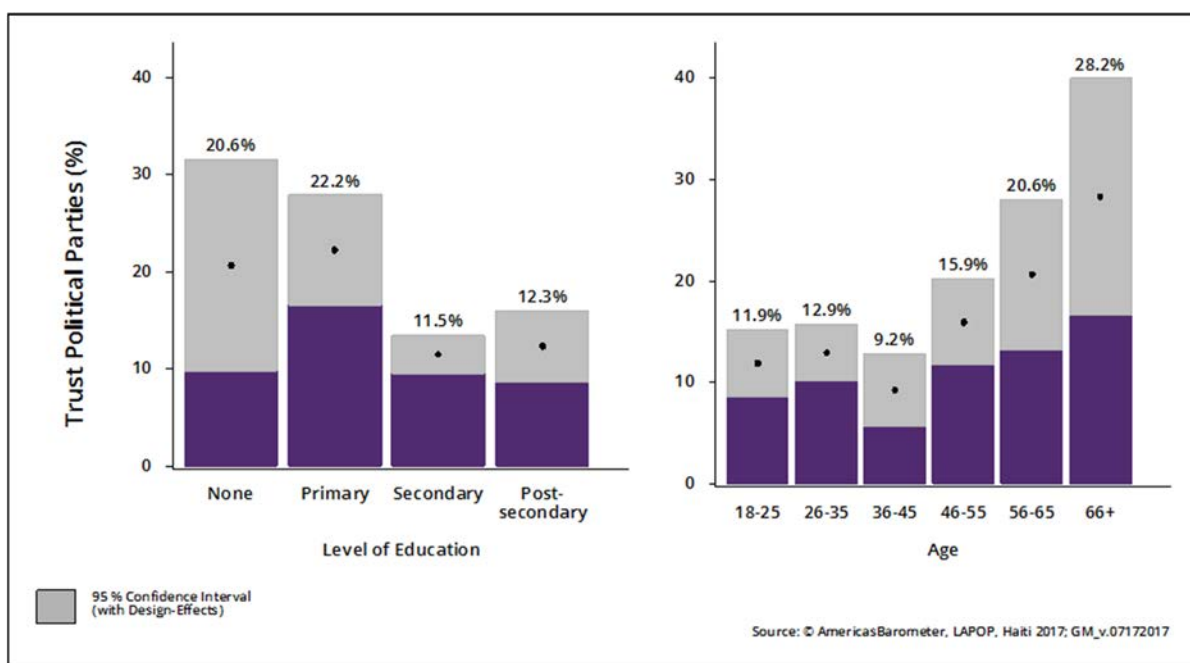


Figure 1.17. Prédicteurs démographiques et socioéconomiques de confiance envers les partis politiques en Haïti

Le faible niveau de confiance envers les partis politiques correspond aux faibles taux de participation électorale en Haïti. Les gens semblent généralement indifférents aux principes fondamentaux de la démocratie électorale. En général, cette apathie est encore plus grande chez les jeunes gens. Dans le reste de ce chapitre, nous étudions l'identité partisane en Haïti dans le temps et dans une perspective comparative.

L'identification partisane

La confiance envers les partis est une expression relativement peu représentative de l'engagement politique d'une personne. Il est beaucoup plus facile d'exprimer un soutien aux partis en général que d'exprimer une identification avec une organisation partisane. La section suivante examine cette variable à coût plus élevé, soit l'attachement à une organisation partisane. Depuis 2004, les sondages du Baromètre des Amériques ont posé la question suivante:

VB10. Vous identifiez-vous actuellement à un parti politique?

(1) Oui

(2) Non

La figure 1.18 montre que les niveaux d'identification partisane dans les Amériques varient considérablement, allant de 5,9 % des Guatémaltèques à 44,4 % des Uruguayens. Comme on pouvait s'y attendre, les niveaux d'identification partisane sont les plus élevés dans les pays où les systèmes de partis sont relativement stables, les mêmes partis et coalitions étant en concurrence dans le temps (par exemple, Uruguay, République dominicaine). En revanche, ces niveaux sont les plus faibles dans les pays où les partis changent d'une élection à l'autre (par exemple, Guatemala, Pérou). Cependant, il existe quelques exceptions notables à cette règle : par exemple, le Chili et le Mexique, deux des systèmes de partis les plus stables de la région, affichent des niveaux d'identification partisane parmi les plus faibles de la région. Cela peut être dû au sentiment d'aliénation des citoyens par rapport aux options du parti et, en particulier, à la conviction que les partis sont trop stables et ne représentent pas le spectre approprié des préférences des électeurs (voir par exemple Siavelis 2009). En Haïti, 30,4 % des individus ont déclaré être proche d'un parti politique, ce qui est supérieur à la moyenne régionale.

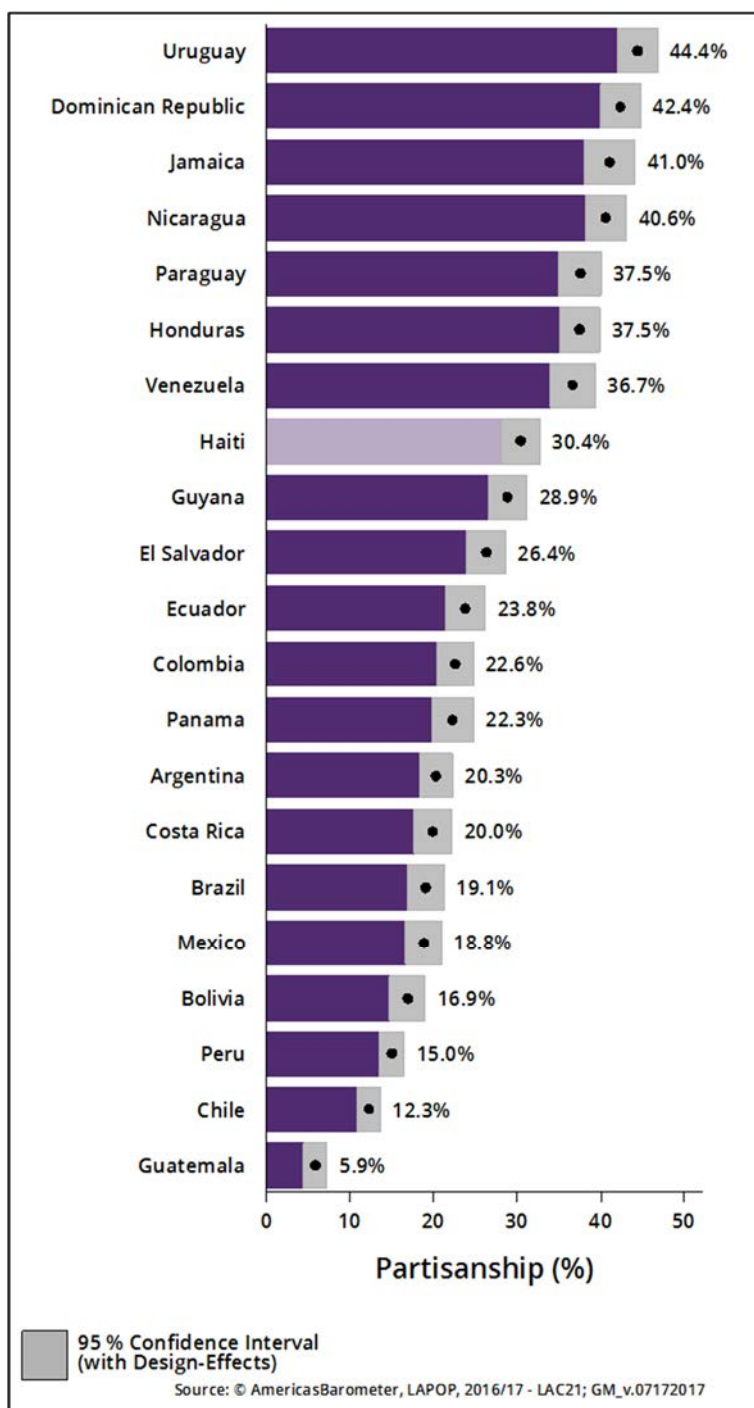


Figure 1.18. Identification partisane dans les pays de la région

La figure 1.19 montre l'évolution dans le temps des taux d'identification partisane en Haïti. En moyenne, l'identification partisane est restée relativement stable en Haïti au cours du temps. Environ un Haïtien sur trois déclare s'identifier à un parti politique; le pic d'auto-identification ayant été atteint en 2006 (37,9 %). Le plus faible degré d'identification partisane a néanmoins été enregistré en 2010, avec 27,8 %.

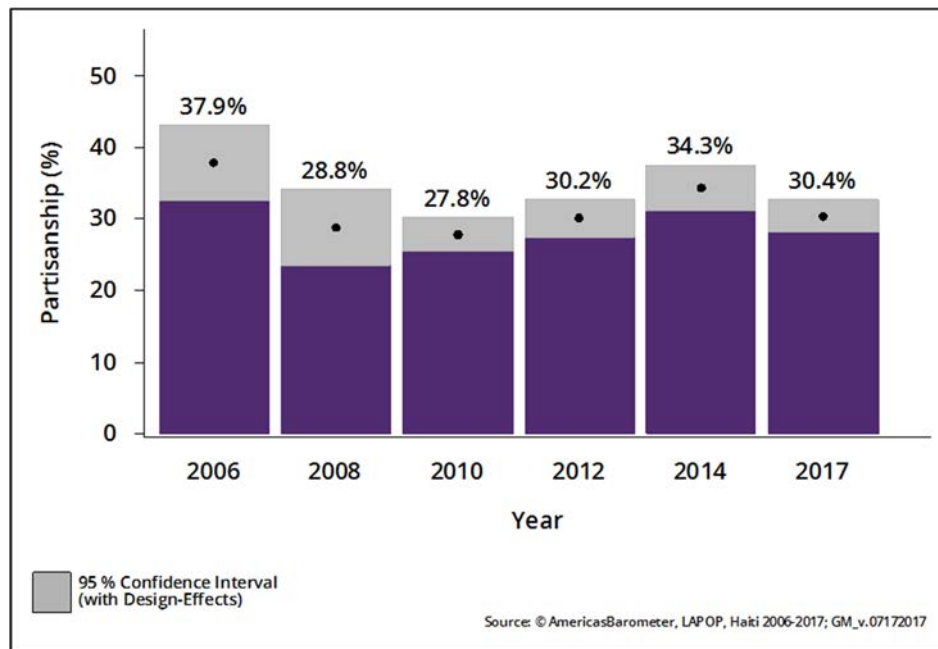


Figure 1.19. Évolution de l'identification partisane en Haïti

Compte tenu de ces niveaux moyens d'identification partisane, quels sont les citoyens qui déclarent se sentir proche d'un parti politique ? La figure 1.20 montre les caractéristiques démographiques et socioéconomiques associées à l'identification partisane en Haïti. Moins d'un Haïtien sur cinq sans éducation déclare s'identifier à un parti politique, comparativement à 41,7 % de ceux qui ont fait des études universitaires. Le tiers des habitants des zones rurales ont déclaré s'identifier à un parti, contre 26,8 % des personnes vivant en zone urbaine. Enfin, alors qu'une femme sur cinq s'identifie à un parti politique, 39,1 % des hommes le font en Haïti.

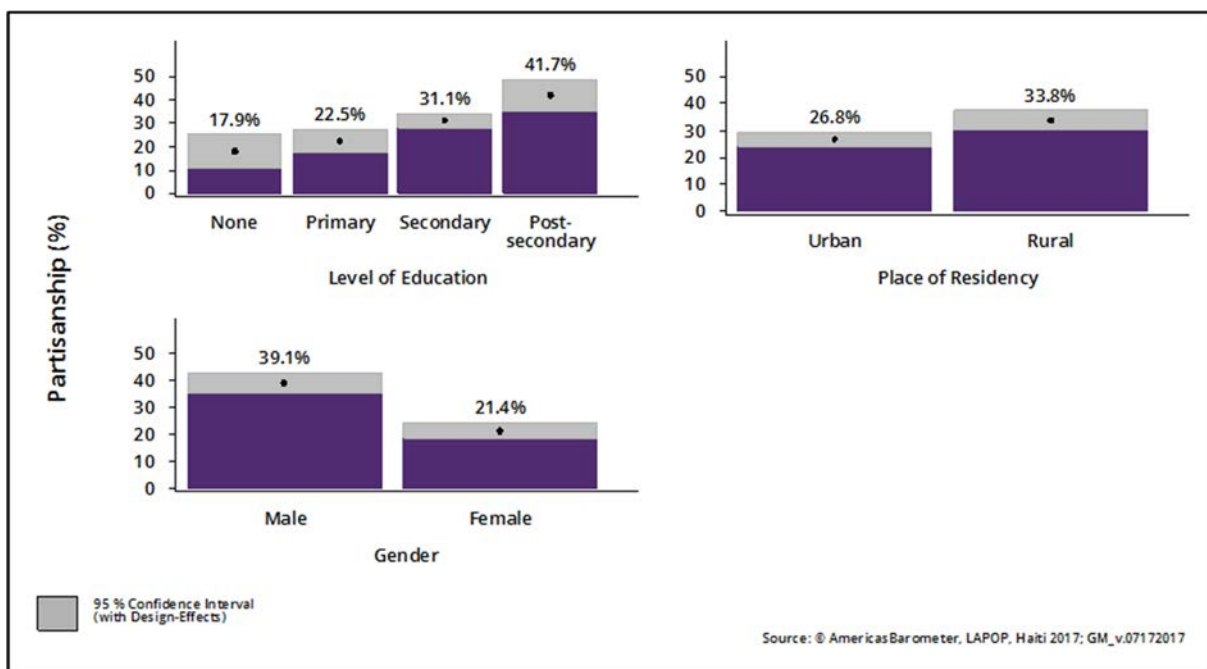


Figure 1.20. Prédicteurs Démographiques Et Socio-économiques de l'identification partisane en Haïti



V. Conclusion

Dans quelle mesure le soutien à la démocratie électorale en Amérique latine et dans les Caraïbes est-il solide en 2017 ? Les analyses présentées dans ce chapitre donnent quelques raisons de s'inquiéter du manque de profondeur de l'engagement des citoyens pour la démocratie en tant que système de sélection des dirigeants politiques. En moyenne, dans la région, le soutien à la démocratie a chuté précipitamment au cours des deux dernières années, tandis que le soutien aux coups d'État de l'exécutif a sensiblement augmenté. Haïti ne fait pas exception. Ces tendances en baisse du soutien des valeurs démocratiques de base suggèrent que le public est devenu plus cynique dans ses conceptions de la démocratie électorale en tant qu'idéal.

En ce qui concerne les attitudes à l'égard des institutions essentielles à la démocratie représentative, de la confiance du public et de l'engagement, elles ont également décliné en Haïti. En examinant les données dans une perspective optimiste, nous notons que la confiance dans les élections et l'identification à un parti sont restées relativement stables au fil du temps, même si elles ont diminué à partir de 2014. Ces dernières années, moins d'une personne sur cinq a exprimé sa confiance dans les élections. Il est clairement possible de mieux faire.

En Haïti, l'âge et le niveau de scolarité semblent jouer un rôle important dans l'explication de la tendance en baisse. Les Haïtiens les plus jeunes et les moins éduqués sont moins favorables à la démocratie. Ils sont également moins susceptibles de s'identifier aux partis politiques.

Il convient de noter que le faible soutien apporté aux principales institutions démocratiques n'est pas le seul moyen de mesurer l'engagement des citoyens envers les valeurs et les pratiques démocratiques. Alors que l'opinion publique sur les indicateurs explorés dans ce chapitre est faible et/ou a baissé, le chapitre 6 montre qu'une mesure d'engagement envers les valeurs démocratiques, la tolérance aux droits des groupes minoritaires et des points de vue, a augmenté dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes en 2016/17. Cela peut être, de fait, une révélation de la frustration des citoyens envers les élections et le menu d'options qu'elles proposent: lorsque les individus trouvent leur confiance dans la démocratie, les élections et les partis dégradés, ils peuvent, dans une grande proportion du public, soutenir davantage la participation politique.



Chapitre 2.

l'offre de libertés fondamentales dans les Amériques

Elizabeth J. Zechmeister et LAPOP

I. Introduction

L'accès à une diversité d'informations, la liberté d'expression et le droit de participer sont essentiels à la démocratie. Ces libertés élémentaires sont fondamentales pour la capacité des citoyens à former, à exprimer et à envoyer leurs préférences au gouvernement (Dahl 1971, pp. 2-3; voir également Beetham 2005, Bollen 1991, Bollen et Paxton 2000, Diamond et Morlino 2004, entre autres).¹ En d'autres termes, l'offre et la protection des libertés civiles sont essentielles au fonctionnement d'une démocratie représentative et réactive.

L'espace public pour l'échange ouvert d'informations sociopolitiques s'est érodé dans plusieurs pays d'Amérique latine, comme dans d'autres régions du monde (Cooley 2015). Les raisons sont variées et, en outre, les rapports suggèrent des différences significatives entre les pays et au fil du temps. L'organisation Freedom House est l'une des sources d'information sur l'état des libertés fondamentales. Freedom House demande à des experts d'évaluer dans quelle mesure les pays fournissent un éventail de libertés civiles, en y incluant la liberté d'exprimer des opinions, de participer à la vie sociale et politique et d'être traité de façon équitable par les institutions publiques.

Freedom House regroupe ces évaluations des libertés fondamentales dans une échelle des libertés civiles. Depuis 2004, année du lancement du baromètre des Amériques de LAPOP, Freedom House a déclassé l'évaluation des libertés civiles de sept des 32 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC).² En d'autres termes, plus d'un cinquième de la région ALC a connu une diminution de l'offre de libertés fondamentales au cours des 14 dernières années. Et pourtant, d'autres pays de la région n'ont pas connu la même trajectoire négative en ce qui concerne leur score de libertés civiles. Fait important à noter, les évaluations d'experts ne sont pas basées sur les expériences du citoyen moyen. En fait, nous savons peu de choses sur la façon dont le citoyen moyen ressent et perçoit l'offre de libertés fondamentales dans les Amériques.

La question centrale de ce chapitre est la suivante : dans quelle mesure les citoyens de la région estiment-ils que leurs systèmes politiques ne parviennent pas à assurer un degré suffisant de liberté des médias, d'expression, d'expression politique et des droits de la personne ? Bien que

¹ Il existe de nombreuses autres externalités positives des médias libres et de la liberté d'expression; voir la discussion dans Färdigh (2013)

²Source: Freedom House. L'analyse est basée sur la soustraction de la note moyenne des libertés civiles pour chaque pays au cours de 2004-2005 par rapport à la note moyenne pour 2016-2017. Les pays dont la cote des libertés civiles a été abaissée en 2016-2017 par rapport à 2004-2005 sont la République dominicaine, l'Équateur, la Guyane, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Venezuela. Huit pays ont amélioré leur cote au cours de cette période: le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, Haïti, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

cette question attire notre attention sur l'insuffisance de libertés fondamentales, il est également possible que les individus perçoivent qu'il y a trop de liberté, et le Baromètre des Amériques 2016/17 a anticipé cela en permettant aux individus de réagir de cette manière. Ces données sont présentées dans certains graphiques du chapitre, mais l'accent principal est mis sur l'ampleur avec laquelle le public constate un déficit dans l'offre de libertés fondamentales. En guise d'analyse supplémentaire à la fin du chapitre, nous examinons la mesure de la perception des manques dans l'offre de libertés fondamentales (négativement) prédit l'approbation au président, le soutien électoral au candidat sortant et la propension des individus à participer aux élections.

II. Les principaux résultats

Les analyses de ce chapitre révèlent que de nombreuses personnes dans les Amériques perçoivent des insuffisances importantes dans l'offre des libertés fondamentales, de la liberté de la presse, du droit d'exprimer des opinions sans crainte, de la protection des droits de la personne. Le chapitre présente également des variations significatives selon les pays, les individus et le temps. Le chapitre montre une forte relation négative entre les perceptions d'insuffisance dans l'offre de libertés fondamentales et le soutien à l'administration en place. Les démocraties sont non seulement plus fortes dans la mesure où les gouvernements supervisent davantage des espaces politiques ouverts et des libertés plus étendues, mais les gouvernements eux-mêmes le sont également. Les principales conclusions des analyses présentées dans ce chapitre peuvent être résumées comme suit:

- En Haïti, 34 % des individus déclarent qu'il y a très peu de liberté de la presse. En moyenne, 44 % des individus dans les Amériques estiment qu'il y a très peu de liberté de la presse
- La mesure avec laquelle les citoyens perçoivent l'insuffisance en matière de liberté de la presse varie considérablement d'un pays à l'autre; ces résultats par pays sont fortement corrélés aux évaluations des experts concernant le manque de liberté de la presse.
- En Haïti, 39,5 % déclarent faire confiance aux médias. La confiance envers les médias est restée plus ou moins la même en Haïti dans le cadre du Baromètre des Amériques.
- Près de la moitié de la population des Amériques estime que la liberté d'expression est très faible dans leur pays; un peu plus de la moitié des personnes interrogées pensent qu'il y a très peu de liberté d'expression politique. En Haïti, 36 % déclarent qu'il y a très peu de liberté d'expression (en générale) et 48 % affirment qu'il y a très peu de liberté d'expression politique.
- En Haïti, 79 % des individus déclarent qu'il existe très peu de protection des droits de l'homme. En moyenne dans la région, près des deux tiers de la population estiment que les droits de la personne sont très peu protégés.

III. Les médias

La liberté de la presse s'est détériorée dans le monde entier au cours des dix dernières années. En 2016, seulement 31 % des pays du monde étaient caractérisés par l'organisation Freedom House



comme disposant d'une presse « libre » (Freedom House 2017).³ Les Amériques se portent mieux que la moyenne mondiale : sur 35 pays classés par Freedom House, 16 (46 %) ont des environnements médiatiques « libres ».

Cependant, la liberté de la presse est restreinte (notée par Freedom House comme étant « partiellement libre ») dans 14 pays de la région ALC (Antigua et Barbuda, la Guyane, El Salvador, le Panama, la République dominicaine, le Pérou, l'Argentine, le Brésil, la Bolivie et le Nicaragua, la Colombie, le Guatemala, le Paraguay ainsi qu'Haïti), tandis que dans cinq pays — le Mexique, l'Équateur, le Honduras, le Venezuela et Cuba, la presse est classée comme « non libre » (Freedom House 2017). De plus, à travers les Amériques, les préoccupations concernant la concentration de la propriété des médias sont devenues importantes (voir, par exemple, Mendel, Castillejo et Gómez 2017). En outre, en mars 2017, l'Association interaméricaine de la presse a dénoncé toute une série d'attaques, allant du harcèlement au meurtre, contre ceux qui travaillent à la production et à la distribution des médias dans la région.⁴ Les journalistes ont connu des niveaux alarmants de violence, notamment des homicides, en particulier au Brésil, en Colombie, au Guatemala, au Honduras et au Mexique.⁵ Les dirigeants populistes ont menacé et ciblé des membres critiques de la presse dans des pays tels que la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et le Venezuela.⁶

L'offre de la liberté de la presse

La série 2016-2017 du Baromètre des Amériques comprenait plusieurs questions sur les perceptions des citoyens à l'égard des médias. Une question portait sur la mesure du fait qu'il y ait très peu, assez, ou trop de liberté de la presse.⁷ Le libellé était le suivant :

	Très peu	Assez	Trop
LIB1. Croyez-vous que nous avons actuellement dans le pays, très peu, assez ou trop de liberté de la presse?	1	2	3

En moyenne, à travers les Amériques, 44 % des personnes interrogées déclarent que la liberté de la presse est très faible, 24 % pensent qu'il y a trop de liberté et 32 % du public se contente de la liberté accordée à la presse.⁸ Ces proportions varient considérablement d'un pays à l'autre, comme

³ La Freedom House classe les niveaux de liberté de la presse des pays comme « libre », « partiellement libre » ou « non libre » sur la base des données fournies par les analystes qui attribuent des scores aux pays selon 23 questions relevant de trois catégories d'environnement : juridique, politique et économique. (voir freedomhouse.org/report/freedom-press-2017-methodology)

⁴ www.clarin.com/mundo/sip-denuncio-amenazas-hostigamiento-prensa-americ-latina_0_BlakCElpg.html

⁵ cpj.org/killed/

⁶ www.washingtonpost.com/world/americas/in-tiny-ecuador-populist-president-restrains-press/2012/01/23/gIQAHBmQNN_story.html?utm_term=.70b0c54a5d8e; cpj.org/2017/04/journalists-covering-venezuela-protests-harassed-a.php; freedomhouse.org/report/freedom-press/2016/nicaragua; voir aussi Freedom House (2017).

⁷ La question n'a pas été posée dans les six pays de l'OECD inclus dans le Baromètre Amériques 2016/17 ni en Guyane.

⁸ En excluant les États-Unis et le Canada, dans les seuls pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans lesquels la question a été posée, la proportion moyenne de répondants considérant qu'il y a, très peu, assez ou trop

le montre la figure 2.1. Au Canada, seulement 11 % déclarent qu'il y a très peu de liberté de la presse; près de trois personnes sur quatre (74 %) estiment que la liberté de la presse est suffisante. À l'autre extrémité du graphique, on retrouve neuf pays dans lesquels au moins un individu sur deux, ou plus, déclare qu'il y a très peu de liberté de presse : le Salvador, la Bolivie, le Panama, le Guatemala, la Colombie, le Mexique, l'Équateur, le Honduras et le Venezuela. Dans le cas de ce-dernier, le Venezuela, 67 % de la population considère qu'il y a très peu de liberté de presse dans le pays.

Haïti se situe près du milieu du classement des pays dans la figure 2.1. Trente-quatre pour cent des Haïtiens déclarent qu'il y a très peu de liberté de presse, 32 % disent qu'il y en a trop et 34 % déclarent qu'il existe un niveau de liberté de presse suffisant dans le pays.

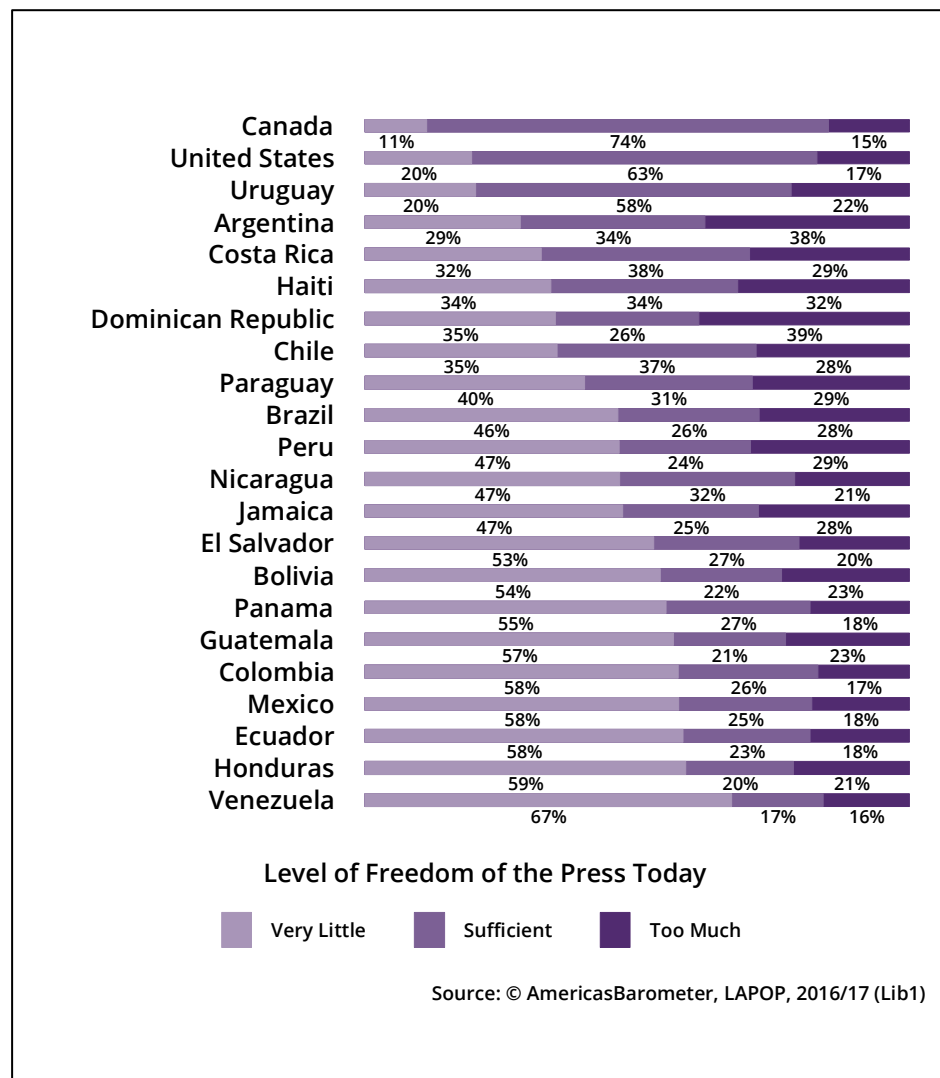


Figure 2.1. Évaluations de la liberté de la presse, 2016/17

Dans quelle mesure les perceptions du grand public correspondent-elles aux évaluations d'experts de l'environnement médiatique dans chaque pays ? Il est important de poser cette question, car il

de liberté de la presse est respectivement de 47%, 29% et 25% (le total ne correspond pas à 100 en raison des arrondis).

n'est pas certain que les évaluations faites par des universitaires ou d'autres praticiens correspondent aux perceptions des citoyens quant à la qualité de la démocratie (Pinto, Magalhaes et Sousa, 2012). Pour tester la correspondance entre experts et citoyens, nous examinons la relation entre le pourcentage de citoyens qui indiquent un déficit en matière de liberté de presse (voir figure 2.1) et la liberté de presse pour chaque pays selon Freedom House (données de Freedom House 2017 : des valeurs plus élevées indiquent des niveaux plus faibles de liberté de presse). Comme le montre la figure 2.2, les perceptions du public concernant les limites de la liberté de presse ont tendance à correspondre très correctement aux évaluations des experts quant à la mesure dans laquelle la liberté de la presse est limitée. La corrélation entre les deux mesures est modérément élevée: 0,76.

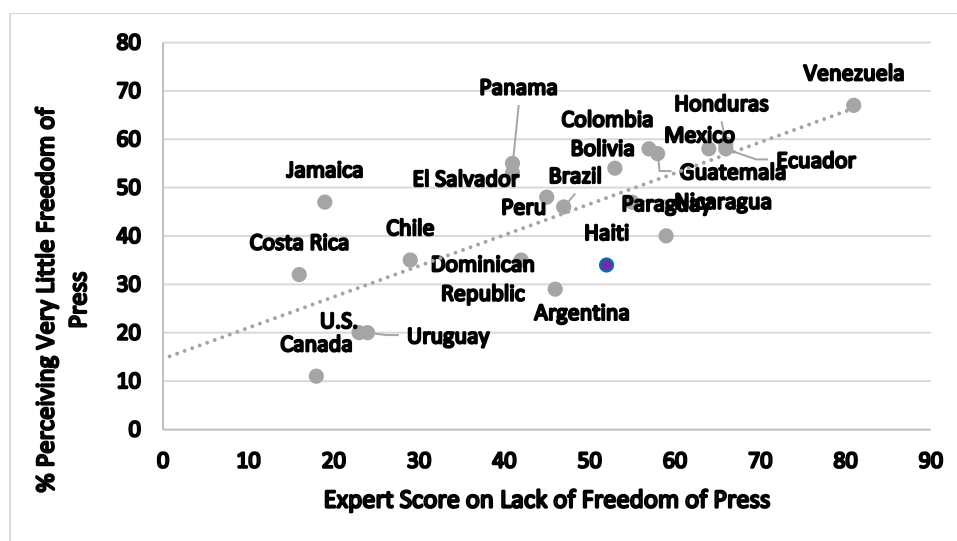


Figure 2.2. Correspondance entre les évaluations d'experts et la proportion d'individus déclarant très peu de liberté de la presse dans les Amériques

En Haïti, qui est plus susceptible de percevoir un degré de liberté de presse insuffisant? Pour répondre à cette question, nous analysons dans quelle mesure il existe des différences dans la proportion d'Haïtiens qui déclarent qu'il y a « très peu » d'offre de liberté des médias par sous-groupes démographique et socioéconomique principaux : le sexe (féminin et masculin), la résidence urbaine (contre rurale), l'âge, la scolarité et la richesse. Comme c'est le cas tout au long de ce chapitre, seules les différences statistiquement significatives sont représentées dans les graphiques. Si l'un de ces cinq facteurs démographiques et socioéconomiques n'est pas représenté sur un graphique, il ne s'agit pas d'un facteur prédictif statistiquement significatif.

Dans le cas particulier d'Haïti, nous n'avons trouvé aucune différence statistiquement significative entre les prédictors décrits ci-dessus. En d'autres termes, les données suggèrent qu'environ 32 % des Haïtiens déclarent qu'il y a très peu de liberté dans les médias et qu'il n'y a pas de différence fondée sur le sexe, le lieu de résidence, l'âge, la scolarité ou la richesse. Dans les lignes suivantes, nous passons à l'étude de la confiance dans les médias.⁹

⁹ Les résultats complets de la régression peuvent être trouvés dans l'annexe en ligne.

La confiance dans les médias

De 2004 à aujourd'hui, les sondages du Baromètre des Amériques ont porté sur la confiance envers les médias en utilisant la question reproduite ci-dessous. Les répondants se sont positionnés sur une échelle de « 1 » à « 7 », où la valeur « 1 » indique « pas du tout » et la valeur « 7 » indique « beaucoup » de confiance. Dans l'intérêt des analyses présentées ici, les répondants qui se sont positionnés aux valeurs « 5 », « 6 » ou « 7 » sont considérés comme confiants, tandis que ceux qui se sont positionnés à la valeur moyenne de « 4 » et moins sont considérés comme ne faisant pas confiance aux médias.

B37. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux médias?

La figure 2.3 montre le pourcentage de personnes dans chaque pays qui font confiance aux médias, selon les données du Baromètre des Amériques 2016/17. La confiance dans les médias est à son niveau le plus élevé au Nicaragua, en République dominicaine, au Paraguay et au Costa Rica, et à son niveau le plus faible en Haïti, en Jamaïque, en Colombie et aux États-Unis. Au niveau individuel dans l'ensemble des Amériques, il n'existe qu'un faible lien entre la confiance dans les médias et la conviction qu'il y a très peu de liberté de la presse (corrélation de Pearson = -0,04). En Haïti, la relation entre ces deux variables semble même être en contradiction. Si la liberté de presse est relativement élevée en Haïti, la confiance dans les médias est parmi les plus faibles de la région. Cela suggère que les faibles niveaux de liberté de presse ne réduisent pas nécessairement ou n'augmentent pas autrement la confiance du public envers les médias. Il se peut que, dans de nombreux cas, les citoyens ne voient pas la presse comme un complice de la fermeture de l'espace médiatique.

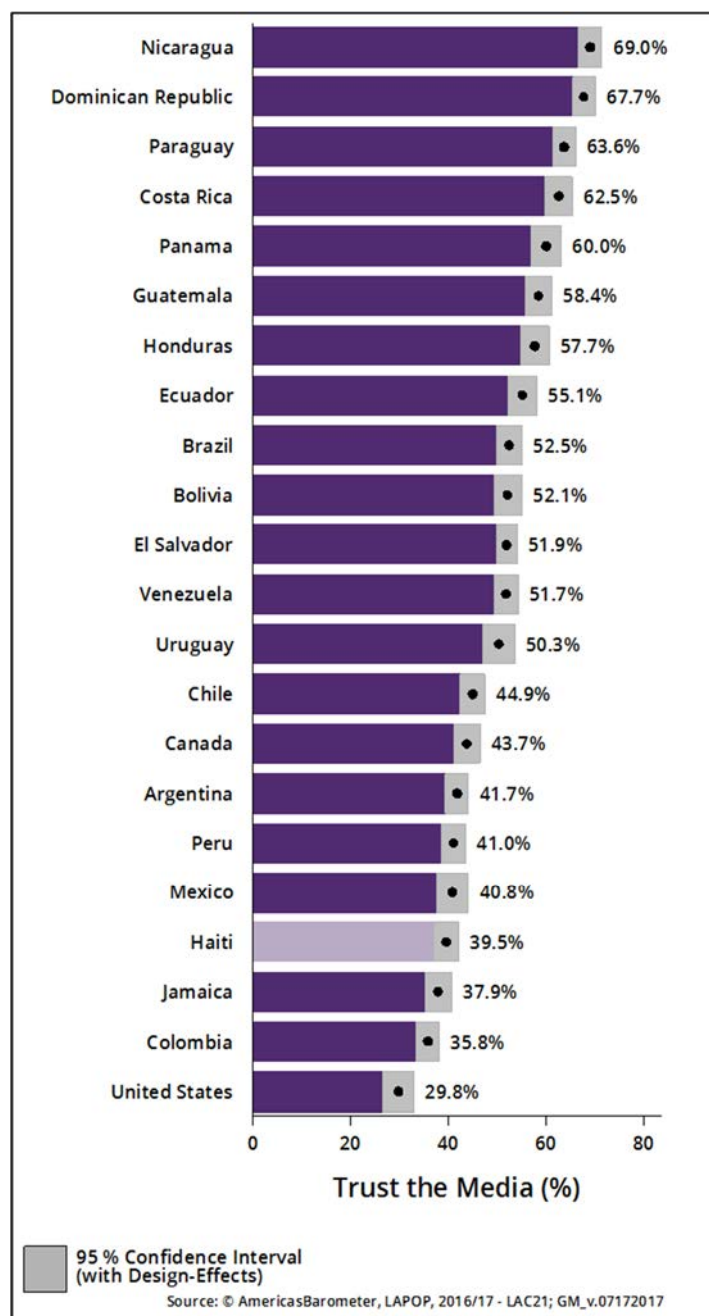


Figure 2.3. La confiance envers les médias par pays, 2016/17

Selon le rapport régional 2016/17 du Baromètre des Amériques de LAPOP, la confiance envers les médias en Amérique latine et dans les Caraïbes a diminué en moyenne depuis 2004. Qu'est-il arrivé à la confiance au cours du temps envers les médias en Haïti ? Pour répondre à cette question, la figure 2.4 montre la proportion moyenne d'Haïtiens qui font confiance aux médias dans toutes les séries du Baromètre des Amériques depuis 2006. La question n'ayant pas été posée dans le questionnaire de base en 2014-2015, celui-ci n'est pas inclus. Alors qu'en 2006, 40,2 % des personnes ont exprimé leur confiance envers les médias en Haïti, 39,5 % le font aujourd'hui. Le niveau de confiance actuel a baissé de plus de cinq points de pourcentage depuis 2012.

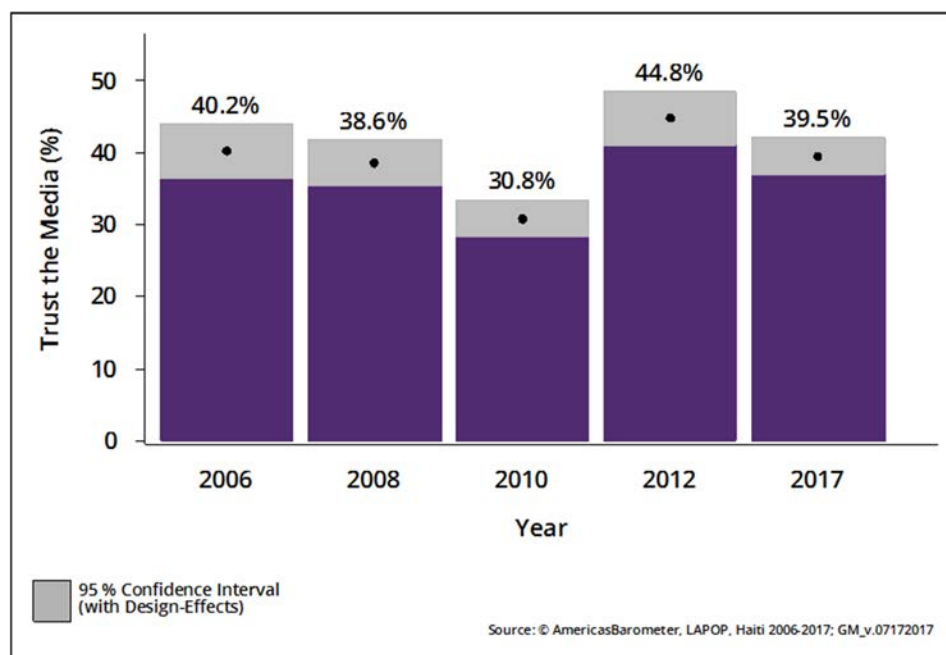


Figure 2.4. Évolution de la confiance dans les médias en Haïti, 2016/17

IV. La liberté d'exprimer des opinions

Une autre liberté fondamentale est celle de l'expression individuelle. Dans le Baromètre des Amériques 2016/17, on a demandé aux répondants d'évaluer s'il y avait très peu, assez ou trop de liberté d'expression dans le pays.¹⁰ La question a été posée sur la liberté d'expression en général et sur la liberté d'expression politique, comme suit:

	Très peu	Assez	Trop
LIB2B. Et la liberté d'expression. En avons-nous très peu, assez ou trop?	1	2	3
LIB2C. Et la liberté d'exprimer une opinion politique sans crainte. En avons-nous très peu, assez ou trop?	1	2	3

Les deux sous-sections suivantes présentent les résultats sur ces deux mesures. Encore une fois, la discussion est centrée sur la compréhension du degré et de la perception d'un déficit de liberté.

Perceptions de la liberté d'exprimer des opinions en général

Près de la moitié de la population des Amériques (49 %) estime qu'il y a très peu de liberté d'expression dans leur pays. En revanche, 34 % déclarent qu'il existe un degré suffisant de liberté

¹⁰ Comme pour toutes les questions de la série LIB, la question n'a pas été posée dans les six pays de l'OECD ni en Guyane.



d'expression et 17% disent qu'il y en a trop.¹¹ Bien sûr, ces moyennes masquent d'importantes variations transnationales.

La figure 2.5 montre la proportion d'individus qui donnent chaque évaluation – très peu, suffisante ou trop – pour chaque pays dans lequel la question a été posée dans le Baromètre des Amériques 2016/17. Comme dans le cas de la liberté des médias, la plus faible proportion d'inquiétude concernant le « très peu » de liberté de presse se trouve au Canada, où seulement 14% des répondants signalent un déficit en matière de liberté d'expression dans le pays. Encore une fois, les perceptions des déficits en matière de liberté sont également relativement faibles aux États-Unis et en Uruguay: respectivement, 19% et 23% estiment que la liberté d'expression est très faible. En revanche, dans 12 pays, plus de 50% des personnes déclarent qu'il y a très peu de liberté d'expression : au Panama, au Pérou, au Brésil, en Colombie, en Jamaïque, en Équateur, au Mexique, au Salvador, en Bolivie, au Guatemala, au Venezuela et au Honduras. En Haïti, un peu plus du tiers (36 %) de la population pense qu'il y a très peu de liberté d'expression, ce qui place le pays dans le premier groupe.

¹¹ Ces valeurs sont calculées en incluant les États-Unis et le Canada; pour la région ALC (le LAC-21, en excluant la Guyane), 52% des individus déclarent très peu de liberté d'expression, 31% déclarent que cela est suffisant et 17% déclarent qu'il y a trop de liberté d'expression.

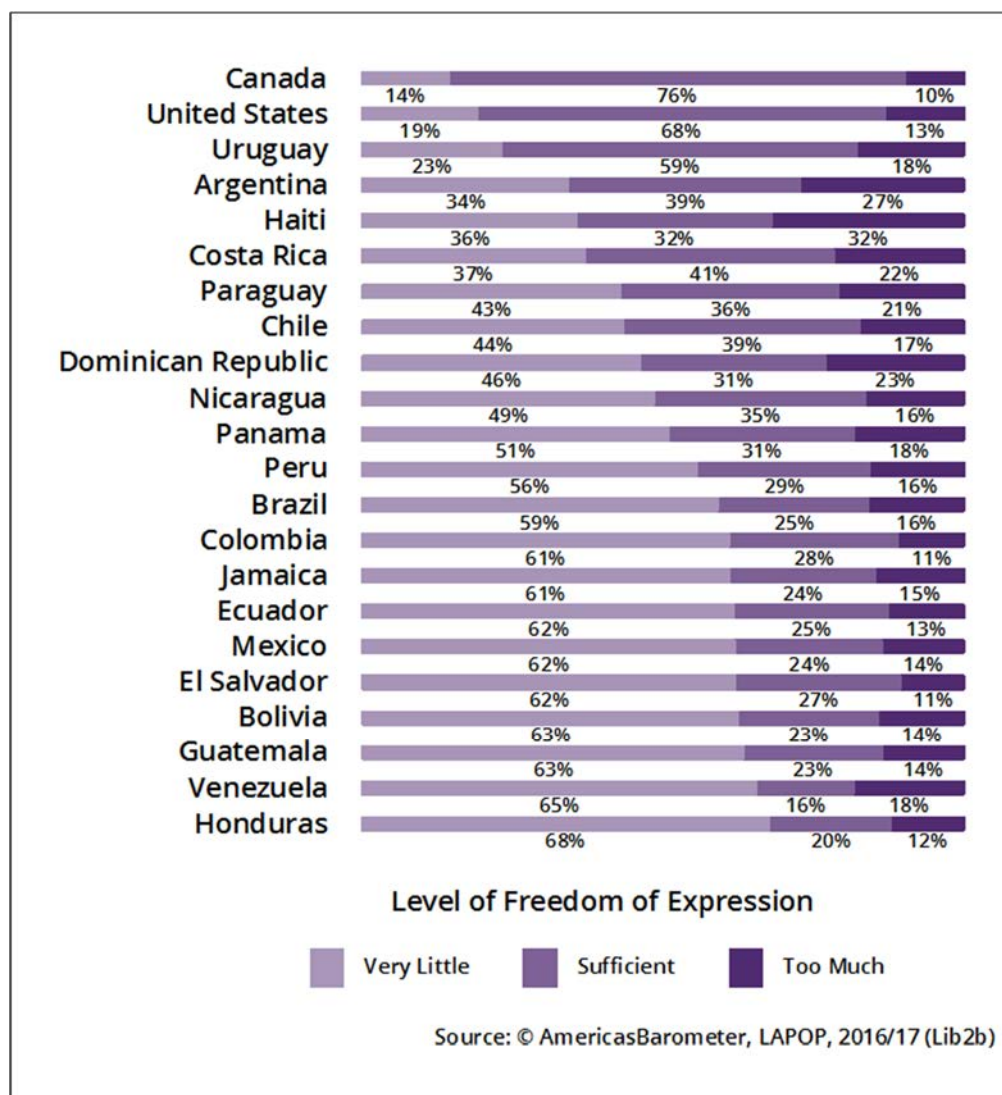


Figure 2.5. Évaluations de la liberté d'expression 2016/17

Les perceptions de la liberté d'exprimer des opinions politiques

La liberté d'exprimer des opinions politiques est particulièrement importante dans une démocratie. Le Baromètre des Amériques 2016/17 a de ce fait posé une seconde question qui visait à savoir si les citoyens se sentaient libres d'exprimer leurs opinions politiques sans crainte.¹² En moyenne, dans l'ensemble des Amériques, 54% pensent qu'il y a très peu de liberté d'expression politique, alors que 32% pensent qu'il y en a suffisamment et 14% pensent qu'il y a trop de liberté de ce genre.¹³

La figure 2.6 présente une comparaison de l'évaluation par le public haïtien du niveau de la liberté d'expression générale et de la liberté d'expression politique. Comme la figure le montre, les

¹² La question n'a pas été posée dans les six pays de l'OECD ni en Guyane.

¹³ Si on exclut les États-Unis et le Canada, les chiffres pour la région de l'ALC-21 (moins la Guyane) d'une liberté d'expression politique, faible, suffisante et exagérée sont respectivement de 57%, 28% et 15%.

Haïtiens signalent, en moyenne, un plus grand déficit de liberté d'exprimer leurs opinions politiques que de liberté d'expression en général. Alors que 35,7% considèrent qu'il y a « trop peu » de liberté d'expression en général, 47,7% déclarent qu'il y a « trop peu » de liberté pour exprimer leurs opinions politiques. Le même constat peut être observé dans l'ensemble de la région.

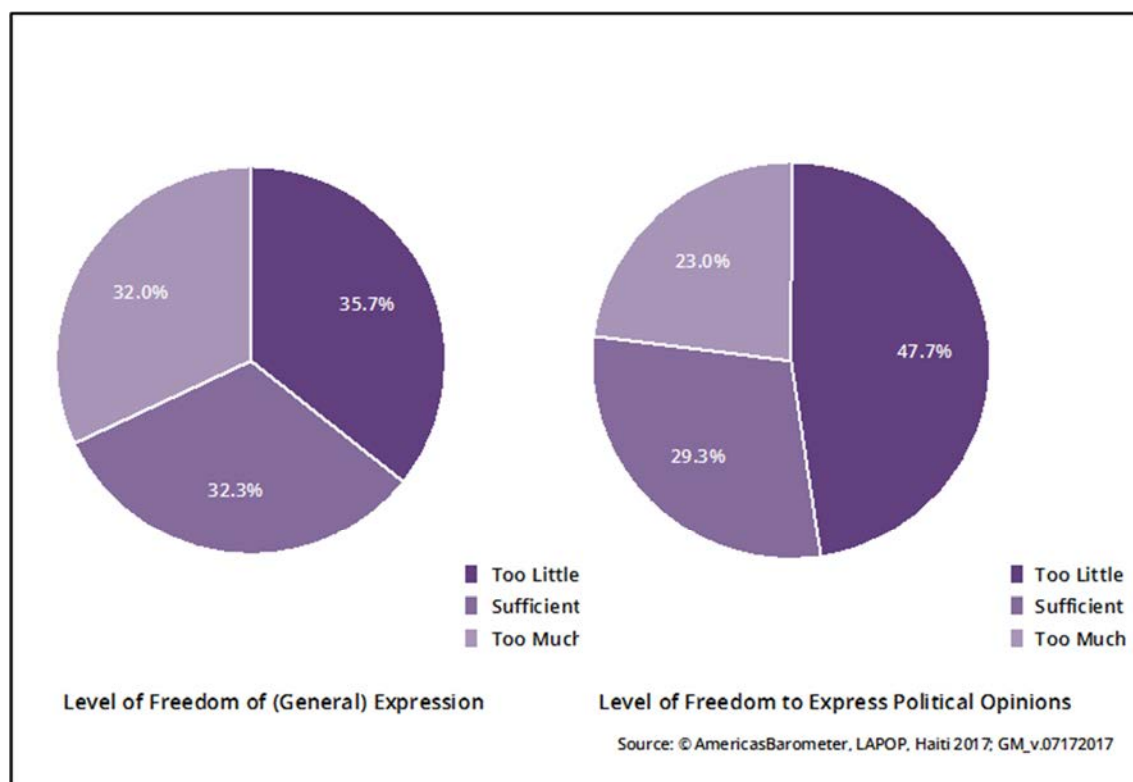


Figure 2.6. L'offre de libertés d'expression en Haïti, 2016/17

La figure 2.7 montre la proportion d'individus dans chaque pays qui déclarent qu'il y a très peu, suffisamment ou trop de liberté pour exprimer des opinions politiques. Sans surprise, il y a une certaine similitude avec ce que nous avons trouvé dans l'analyse de la mesure d'expression générale. Par exemple, encore une fois, les chiffres concernant très peu de liberté sont les plus bas au Canada, aux États-Unis et en Uruguay. Dans 13 pays, plus d'un individu sur deux (soit plus de 50 %) déclare qu'il existe un manque de liberté pour exprimer des opinions politiques sans crainte : au Panama, au Nicaragua, au Pérou, au Brésil, au Venezuela, en Jamaïque, au Honduras, en Équateur, en Bolivie, au Salvador, au Guatemala, au Mexique et en Colombie. Il convient de noter que le Mexique, la Colombie et le Guatemala sont trois des pays qui ont connu des niveaux extrêmement élevés de violences (y compris des homicides) ciblant des personnes associées aux médias.¹⁴ Comme indiqué ci-dessus, en Haïti, 48 % des personnes pensent qu'il y a trop peu de liberté pour exprimer leurs opinions politiques sans crainte.

¹⁴ Voir, par exemple, freedomhouse.org/article/persecution-and-prosecution-journalists-under-threat-latin-america

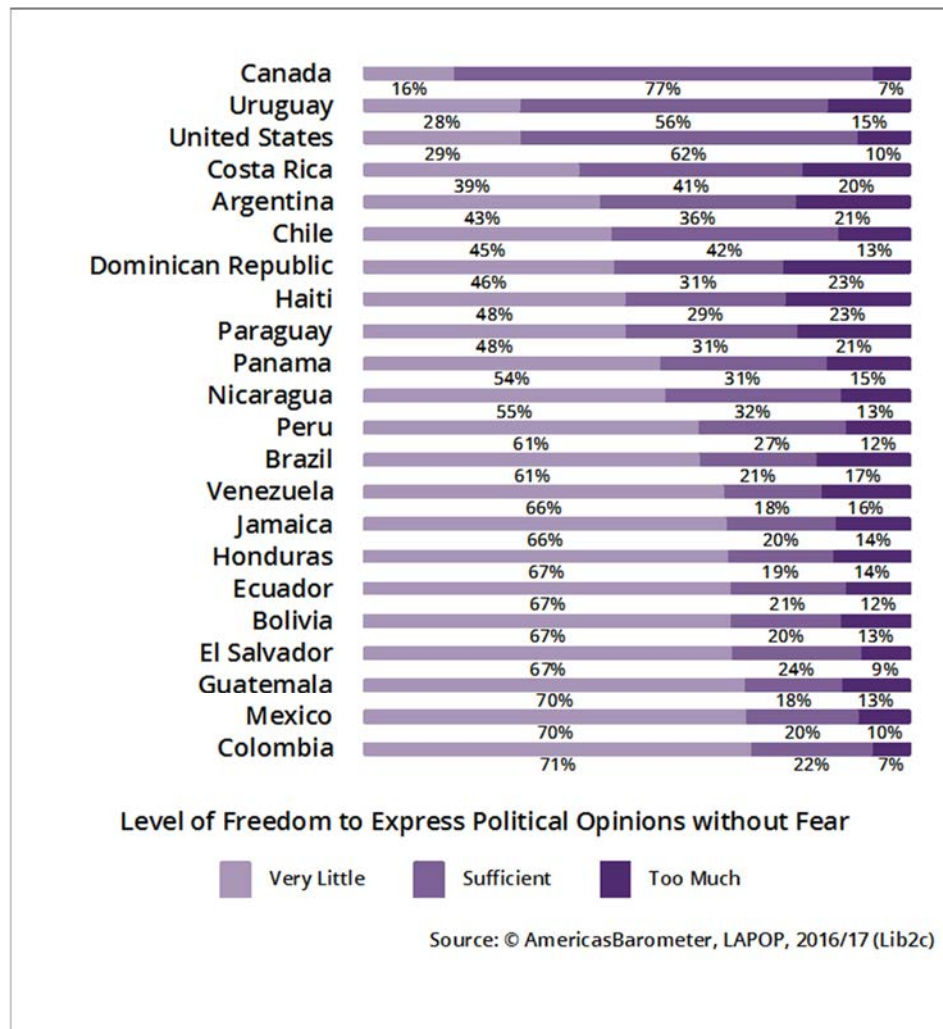


Figure 2.7. Évaluations de la liberté d'expression politique, 2016/17

Compte tenu de l'opinion publique en Haïti, certaines personnes sont-elles plus susceptibles que d'autres de dire qu'il y a un degré de liberté insuffisant pour exprimer leurs opinions politiques sans crainte ? L'analyse des données révèle que, comme dans le cas de la liberté des médias, il n'y a pas de différences significatives selon le sexe, le niveau d'instruction, l'âge, la richesse ou le lieu de résidence.

V. Les droits de l'homme

Alors que les préoccupations concernant le manque de liberté de la presse et de liberté d'expression sont très fortes dans les Amériques, les données du Baromètre des Amériques 2016/17 révèlent que les préoccupations concernant les droits de l'homme sont encore plus importantes. Pour évaluer l'évaluation par le public de l'offre de protection des droits de l'homme, nous avons posé la question suivante aux personnes:

	Très peu	Assez	Trop
LIB4. La protection des droits de l'homme. En avons-nous très peu, assez ou trop?	1	2	3

Dans l'ensemble des Amériques, en moyenne, 64 % de la population déclarent que les droits de l'homme sont très peu protégés dans leur pays. En d'autres termes, près de deux personnes sur trois dans les Amériques estiment que les droits de l'homme en général ne sont pas suffisamment protégés dans leur pays. Seuls 27 % déclarent que le niveau de protection des droits de l'homme est suffisant et seuls 9 % déclarent qu'ils sont trop protégés.¹⁵

La figure 2.8 montre les résultats pour chaque pays sur cette mesure. Au Canada, seulement 19 % des personnes déclarent que les droits de l'homme sont très peu protégés dans le pays. Les États-Unis et l'Uruguay suivent, avec respectivement 37 % et 45 % des répondants déclarant qu'il y a très peu de protection des droits de l'homme. Bien que ces trois pays soient regroupés dans des graphiques similaires présentés précédemment dans ce chapitre, ces valeurs soulignent néanmoins le fait que beaucoup moins d'individus – en général – déclarent qu'il existe une protection suffisante des droits de l'homme. Dans la grande majorité des cas (tous sauf quatre), plus de 50 % de la population signale un manque de la protection des droits de l'homme dans leur pays. En Haïti, 79 % des personnes déclarent qu'il y a très peu de protection des droits de l'homme, ce qui en fait le pays qui compte le plus grand nombre d'individus dans cette catégorie dans tout l'hémisphère.

¹⁵ Si les États-Unis et le Canada sont exclus, les valeurs dans la région ALC-21 (excluant la Guyane) pour les pourcentages de personnes estimant que la protection des droits de la personne est faible, suffisante ou trop sont respectivement de 67%, 23% et 9% (le total n'est pas 100 en raison des arrondissement).

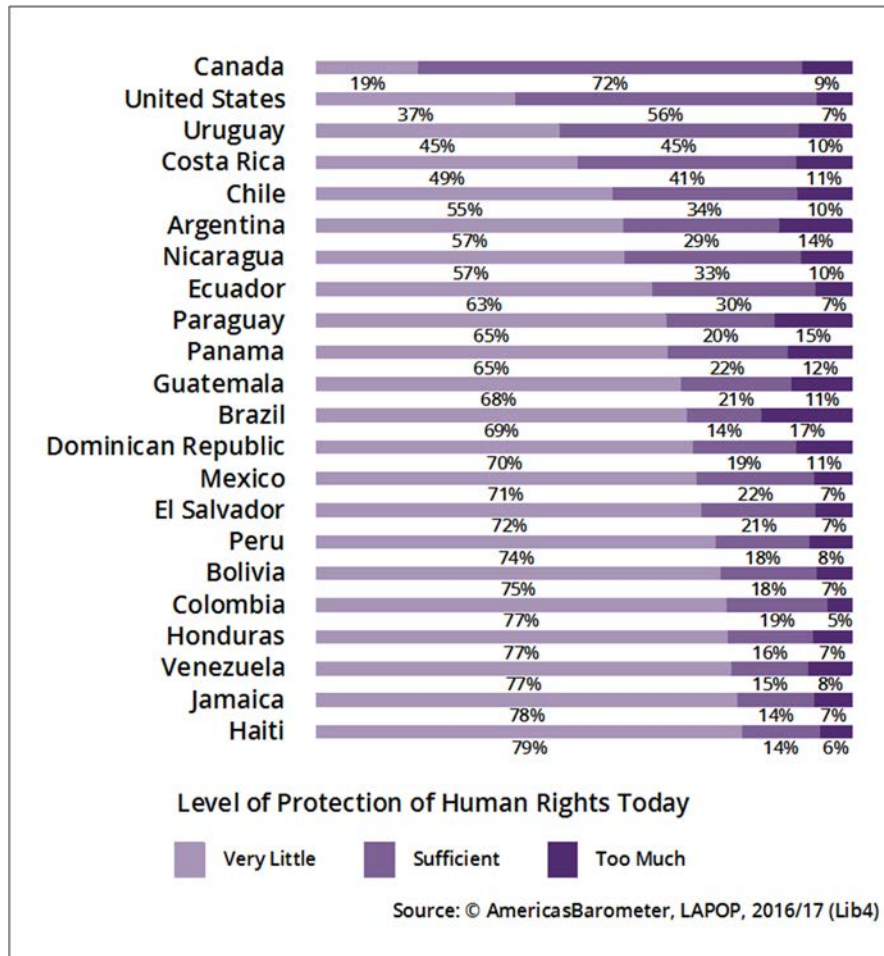


Figure 2.8. Évaluations de la protection des droits de l'homme, 2016/17

La figure 2.9 présente des différences statistiquement significatives selon le niveau d'instruction en Haïti. En moyenne, plus le niveau d'instruction augmente, plus il est probable que les répondants déclarent qu'il existe très peu de protection des droits de l'homme. 85 % des Haïtiens ayant fait des études universitaires ont déclaré qu'il y a très peu de protection des droits de l'homme, contre 64,5 % des personnes sans instruction.

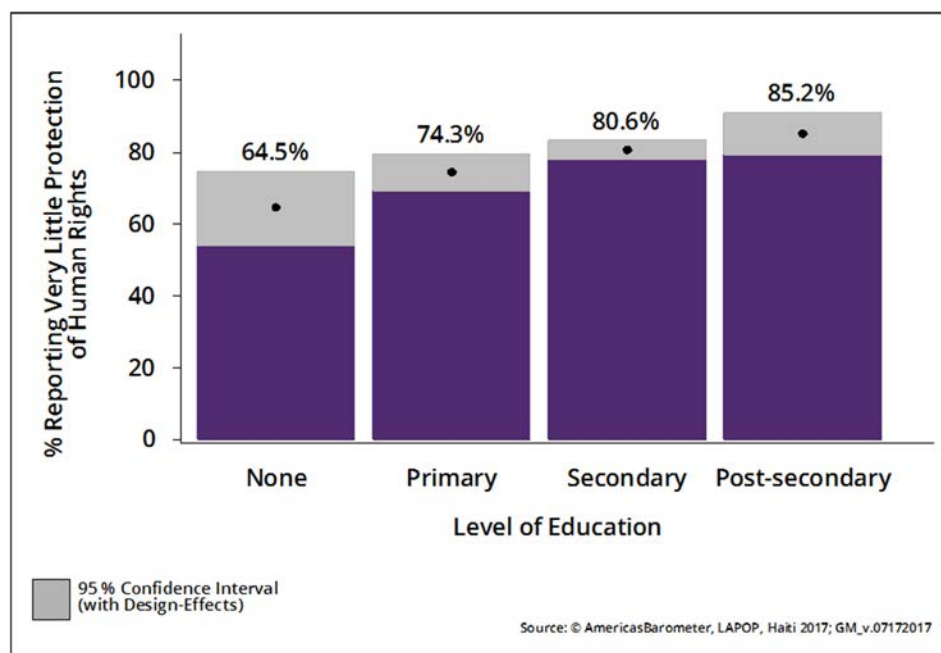


Figure 2.9. Prédicteurs démographiques et socioéconomiques des répondants considérant qu'il y a très peu de protection des droits de l'homme en Haïti

VI. L'indice de déficit des libertés fondamentales

Un grand nombre de personnes à travers les Amériques se disent préoccupées par le fait qu'il existe très peu de libertés fondamentales, de la liberté de la presse à la liberté d'expression, en passant par la protection des droits de l'homme. Simultanément, il existe des variations importantes entre les pays. Dans certains pays, une minorité de répondants est préoccupée par le fait qu'il existe un manque pour une liberté donnée, alors que dans d'autres, elle constitue une majorité écrasante. Dans cette section, les évaluations du public concernant l'offre de libertés sont condensées dans un indice récapitulatif « déficit des libertés fondamentales ». En continuant à se concentrer sur ceux qui signalent un manque de liberté, cet indice est généré en additionnant — au niveau individuel — les données indiquant qu'il y a « très peu » de liberté (par rapport à toute autre réponse) pour chacune des quatre mesures de libertés fondamentales.¹⁶ Ces scores additionnés sont ensuite transposés sur une échelle allant de 0 à 100, où 100 indique qu'un individu a répondu qu'il y avait « très peu » d'offre pour les 4 libertés fondamentales examinées dans ce chapitre — médias, expression générale, expression politique et protection des droits de l'homme. À l'autre extrémité de l'indice, une note de zéro indique qu'une personne n'a pas déclaré qu'il existait très peu de protection pour ces libertés fondamentales. La figure 2.10 montre les scores moyens de cet indice concis pour chaque pays.

¹⁶ La construction de cet indice est justifiée par une valeur élevée de la statistique alpha (0,69) pour les quatre mesures dichotomiques des données regroupées, y compris les États-Unis et le Canada.

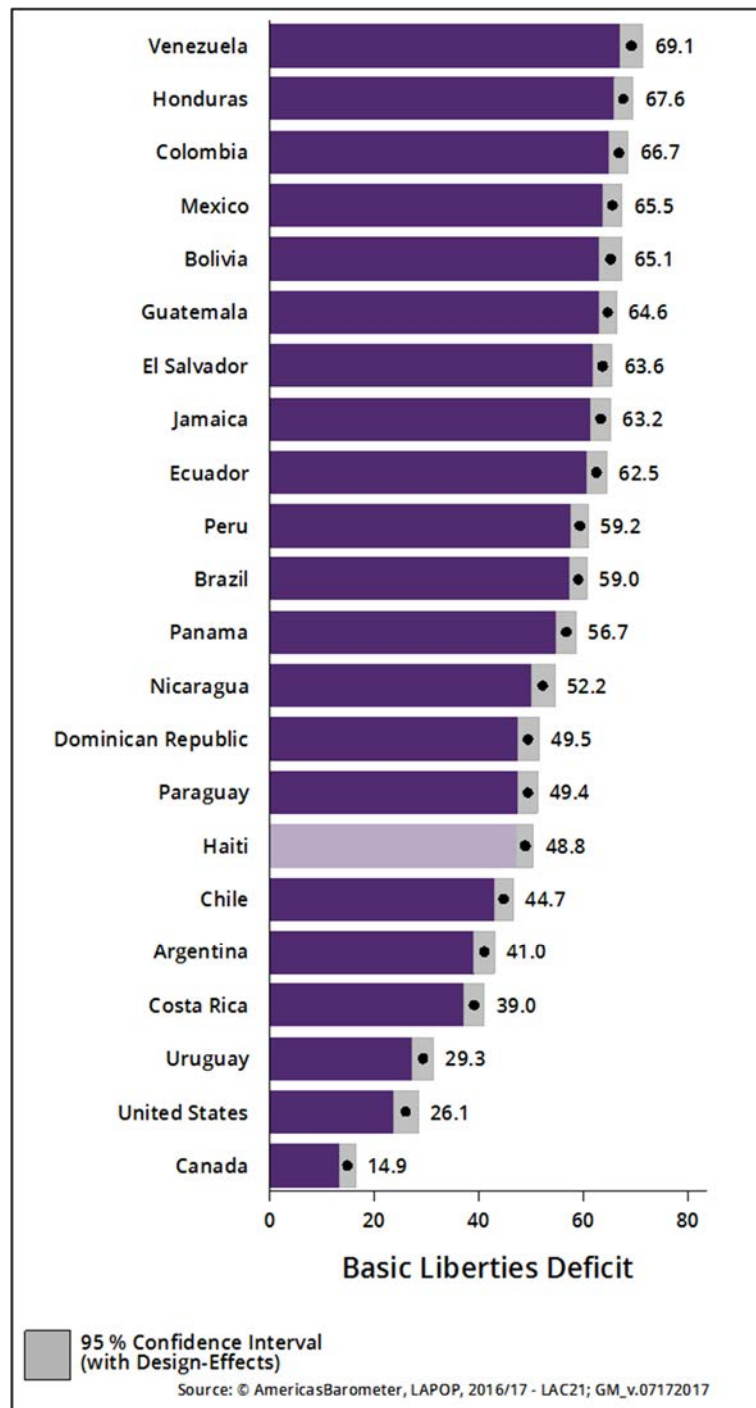


Figure 2.10. Score du déficit de libertés fondamentales, 2016/17

L'indice « du déficit des libertés fondamentales » indique le degré de mécontentement (catégorie « très peu ») de la population d'un pays concernant l'offre de libertés fondamentales. Les scores de la figure 2.10 varient d'un minimum de 14,9 points au Canada à un maximum de 69,1 points au Venezuela. Dans la majorité des pays — Nicaragua, Panama, Brésil, Pérou, Équateur, Jamaïque, Salvador, Guatemala, Bolivie, Mexique, Colombie, Honduras et Venezuela —, le degré moyen d'insuffisance perçue dans l'offre des libertés fondamentales est au-dessus de la moyenne (> 50)

sur l'échelle de 0 à 100. Haïti a un score de 48,8 et se classe parmi les sept pays ayant le déficit de libertés le moins élevé.

Un manque dans l'offre de libertés fondamentales a-t-elle des conséquences sur les appréciations des individus sur le gouvernement et leur participation à la vie politique? Mishler et Rose (2001) considèrent et démontrent que l'offre de libertés est liée à l'appui au régime. Par conséquent, on peut s'attendre à une telle relation ici. La construction de l'indice de déficit des libertés fondamentales permet d'analyser, au niveau individuel, dans quelle mesure les manques de l'offre de libertés fondamentale sont liés à l'approbation pour la président et aux intentions de vote. Dans cette section, nous réalisons des analyses axées sur les données du sondage haïtien du Baromètre des Amériques 2017. Dans le rapport régional de LAPOP pour le Baromètre des Amériques 2016/17, les analyses sont effectuées pour la région dans son ensemble; les résultats montrent que, dans les Amériques en moyenne, l'insuffisance de libertés fondamentales prédit un plus faible soutien au pouvoir exécutif.

En Haïti, l'insuffisance de libertés fondamentales sont fortement (et négativement) liés à l'approbation pour l'exécutif. La figure 2.11 présente, pour Haïti, un graphique linéaire de la relation entre l'indice de déficit des libertés fondamentales et l'approbation pour les dirigeants. La figure montre que les perceptions de manque dans l'offre de libertés fondamentales sont fortement et négativement liées au soutien au président. Le passage de la valeur minimale à la valeur maximale de l'indice prédit une diminution d'environ 7 points de l'approbation pour le président.¹⁷

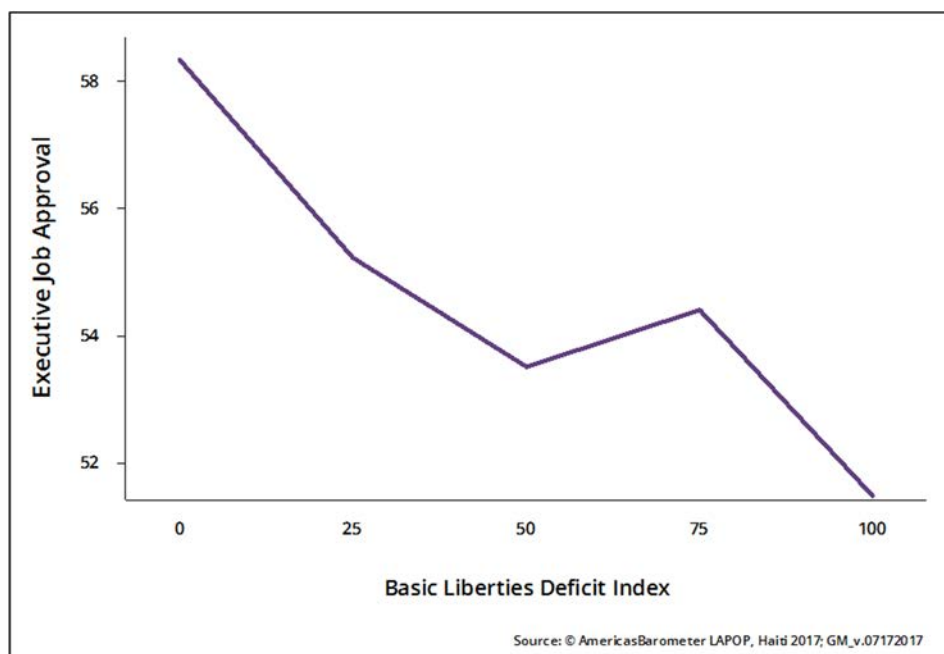


Figure 2.11. Le déficit de libertés fondamentales et l'approbation pour l'exécutif

¹⁷ Ces résultats, ainsi que ceux sur l'intention de vote, se trouvent dans une analyse de régression qui tient compte des caractéristiques individuelles (sexe, lieu de résidence, éducation, âge et richesse).

Si la perception d'insuffisance généralisée dans les libertés fondamentales affecte le soutien à l'exécutif, nous pouvons également nous attendre à ce que cela prédise les intentions de vote (voir Power et Garand 2007). Le Baromètre des Amériques a demandé aux personnes interrogées leur intention de vote si les élections avaient eu lieu cette semaine-là. Les principales options, qui sont analysées ici, sont de ne pas voter (c'est-à-dire de s'abstenir), de voter pour un candidat associé au candidat sortant, de voter pour un candidat de l'opposition ou d'annuler/invalidier le vote. Comme cette variable comporte quatre catégories de résultats, il convient de l'analyser à l'aide d'une régression logistique multinomiale. La figure 2.12 évalue les données de l'étude sur Haïti du Baromètre des Amériques 2017 et présente l'évolution des probabilités prédites pour les variables indépendantes incluses dans cette analyse – les cinq variables démographiques et socio-économiques évaluées tout au long de ce chapitre et la mesure du manque de libertés fondamentales – à partir de l'analyse de régression. Pour chaque variable de l'axe des ordonnées, la figure indique le changement prédit sur la probabilité d'observer chaque résultat – abstention, vote pour le président sortant, vote pour l'opposition, vote nul.¹⁸

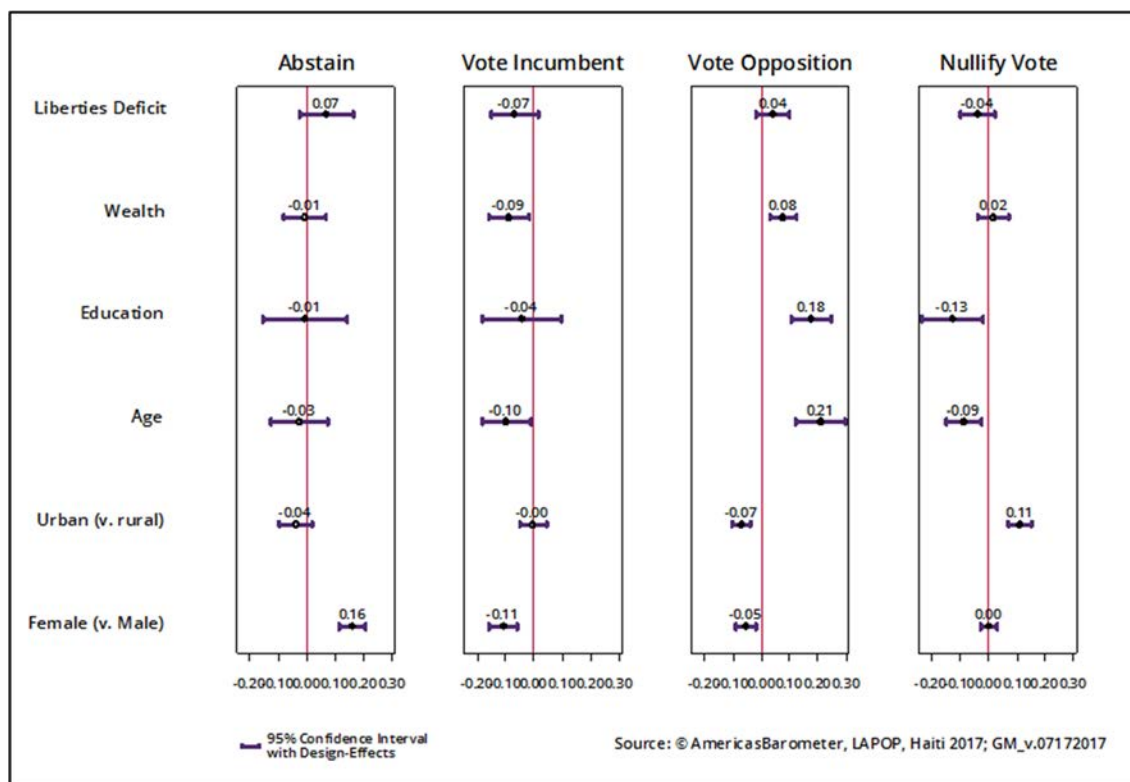


Figure 2.12. Insuffisance de libertés fondamentales et intention de vote en Haïti

La figure 2.12 montre qu'en Haïti, l'intention de vote de ceux qui perçoivent un manque de libertés n'est pas différente de celle de ceux qui ne perçoivent aucun manque. En d'autres termes, ceux qui perçoivent une très faible liberté de la presse, liberté d'expression, liberté d'expérience politique et protection des droits de l'homme, ne sont pas différents en ce qui concerne les intentions de vote de ceux qui estiment qu'il y a suffisamment ou trop de liberté.

¹⁸ Toutes les autres variables sont maintenues constantes à leur moyenne, comme chaque probabilité est prédite.



VII. Conclusion

Le public perçoit des manques importants dans l'offre de libertés fondamentales dans les Amériques en général et en Haïti en particulier. La perspective des citoyens reflète les évaluations des experts : la réalité sur le terrain correspond à la description donnée par ceux qui recherchent dans quelle mesure les libertés fondamentales — la liberté des médias, la liberté d'expression et les droits de l'homme en général — sont respectées dans les Amériques. C'est ce qui a été noté dans ce chapitre lorsque l'on compare les évaluations du public sur les insuffisances de l'offre de la liberté de la presse et les scores de Freedom House sur le même sujet (voir la figure 2.2). Cette conclusion est également valable lorsque l'on considère l'indice plus large du déficit des libertés de base (une mesure de 0 à 100 de l'évaluation par le grand public de la mesure dans laquelle les libertés de base sont insuffisamment protégées). L'indice de déficit des libertés de base et l'indice de liberté civile de Freedom House (où les scores les plus élevés indiquent des niveaux de liberté moindres) pour les pays analysés dans le présent chapitre sont étroitement liés; la corrélation de Pearson entre les deux variables est de 0,73.

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, les expériences des citoyens en matière d'offre de libertés fondamentales varient considérablement d'un pays à un autre et d'un sous-groupe à un autre. En ce qui concerne les pays, il y en a dans lesquels la moyenne de l'indice de déficit des libertés fondamentales est assez basse; parmi ceux-ci figurent le Canada, les États-Unis, l'Uruguay et le Costa Rica (voir la figure 2.10). D'autre part, le public fait état de déficits généralisés dans l'offre de libertés fondamentales dans plusieurs pays, dont la Bolivie, le Mexique, la Colombie, le Honduras et le Venezuela. Lorsque l'on examine les sous-groupes de la population, la cohorte la plus jeune est beaucoup plus susceptible de penser que la liberté de la presse et la liberté d'expression sont insuffisantes. Haïti se situe en bas du classement en ce qui concerne l'insuffisance de libertés fondamentales, ce qui signifie que les Haïtiens sont généralement moins susceptibles que leurs pairs de la région de souligner le manque de libertés fondamentales.

Les insuffisances dans l'offre de libertés fondamentales sont significatives. Une offre suffisante de libertés fondamentales est nécessaire pour que les citoyens puissent délibérer et s'engager en politique. Comme la participation des citoyens à la vie politique est fondamentale pour la démocratie représentative moderne (voir la discussion au chapitre 1 du présent rapport), les libertés civiles sont également nécessaires à la démocratie. Les manques dans l'offre de libertés fondamentales ont leur importance, car ils affectent l'évaluation du système politique par les individus et leur volonté de s'engager dans celui-ci (voir, par exemple, Mishler et Rose, 2001). Comme ce chapitre l'a démontré, ceux qui perçoivent des insuffisances plus importantes dans l'offre de libertés fondamentales ont des évaluations plus négatives du pouvoir exécutif. Plus un gouvernement réussit à maintenir des espaces politiques ouverts, plus l'orientation des citoyens dans ceux-ci est positive.

Il se peut aussi que les perceptions d'une trop grande liberté soient déterminantes. Comme nous l'avons noté au début de ce chapitre, une analyse détaillée de ceux qui signalent qu'une offre excessive d'un type particulier de liberté n'entre pas dans le cadre des objectifs fondamentaux de ce chapitre. Cependant, il est important de garder à l'esprit que, dans un certain nombre de cas, des minorités non triviales parmi le public expriment leur préoccupation quant à l'existence d'une trop grande offre d'une liberté particulière. En Haïti, par exemple, 32 % des individus considèrent

qu'il y a une trop grande liberté de la presse, 23 % soulignent une trop grande liberté d'expression politique, mais seuls 6 % affirment qu'il y a une protection excessive des droits de l'homme. On peut se demander si ces perspectives représentent une menace pour la pleine application des droits démocratiques par d'autres dans le pays. Pour répondre à cette question, nous avons examiné — pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes — dans quelle mesure la tendance à signaler une « trop » grande liberté donnée est associée à un degré de tolérance plus bas concernant les droits des opposants au régime de participer en politique.¹⁹ En résumé, dans trois des quatre cas (liberté de la presse, liberté d'expression et liberté d'expression politique), les analyses révèlent que ceux qui perçoivent trop de liberté sont nettement moins tolérants que ceux qui y perçoivent une offre suffisante de cette liberté.²⁰ En bref, il y a lieu de s'inquiéter non seulement de la perception par le public de manques dans l'offre de libertés fondamentales, mais également de la proportion de citoyens qui estiment qu'il y a trop de liberté.

¹⁹La mesure de tolérance politique est un indice additif basé sur le degré de désapprobation ou d'approbation du droit des opposants au régime à exercer le droit de vote, le droit de participer à des manifestations pacifiques, le droit de se porter candidat et le droit de prononcer des discours. Cet indice a servi de variable dépendante dans quatre analyses de régression. Dans chacune d'elles, nous avons prédit la tolérance politique avec des variables de genre, de lieu de résidence urbain (vs rural), d'éducation, d'âge, de richesse, de pays, et de variables nominales pour ceux qui ont déclaré qu'il y avait « trop peu » et ceux qui ont déclaré qu'il y avait « Trop » d'une liberté donnée (la catégorie de comparaison comprend ceux qui ont répondu « assez »). Les analyses sont disponibles dans l'annexe en ligne du rapport régional 2016/17 du Baromètre des Amériques du LAPOP.

²⁰ Il est intéressant de noter que ceux qui estiment qu'il y a trop peu de liberté d'expression (générale ou politique) sont également moins tolérants, mais seulement à avec une marge la plus étroite, comparés à ceux qui déclarent que cette protection des libertés est suffisante. En résumé, bien que statistiquement significative, il n'y a pas de différence substantielle dans ces analyses entre ceux qui considèrent qu'il y a très peu et ceux qui considèrent qu'il y a une liberté d'expression suffisante.



Chapitre 3.

La qualité de vie en Haïti

Claire Q. Evans

I. Introduction

Depuis le séisme de 2010, l'accent a été mis sur la qualité de vie en Haïti. L'ampleur de la destruction a démontré que de nombreux biens et services de base étaient inexistantes. Les efforts de reconstruction ont commencé immédiatement après le drame, mais le pays avait beaucoup à faire concernant les indicateurs de base du développement humain.

Des niveaux de qualité de vie constamment bas peuvent nuire à la démocratie. Les indicateurs de développement économique, tels que la qualité de vie, ont été directement liés à la dégradation de la qualité et de la durabilité de la démocratie (Burkhart et Lewis-Beck, 1994; Przeworski et Limongi, 1997). De même, les dictatures ont plus de chances de s'enraciner dans les pays avec des taux de pauvreté élevés (Przeworski, et al. 2000). Enfin, lorsque les individus se concentrent sur la satisfaction des besoins essentiels, il ne reste que peu de temps pour devenir un citoyen informé et engagé (Lipset 1959).

Les indicateurs de développement et de pauvreté sont importants à prendre en compte pour l'évaluation d'autres résultats sociaux, économiques et politiques. Ce chapitre a pour objectif de faire avancer les analyses sur Haïti en réexaminant la qualité de vie dans le pays, sept ans après le séisme de 2010. Le rapport de 2014 sur Haïti a montré que la qualité de vie du pays s'améliorait, mais ces améliorations sont-elles encore visibles?

La suite de ce chapitre examine les indicateurs de base de la qualité de la vie, tels que l'électricité et l'eau potable, ainsi que la manière dont les Haïtiens évaluent l'évolution de leur bien-être économique. Globalement, les perspectives à venir ne sont pas positives pour le pays.

II. Les principaux résultats

- Tandis que le nombre de connexions au réseau électrique a augmenté, la majorité des Haïtiens (79 %) vit toujours avec peu ou pas d'électricité provenant du réseau public.
- En Haïti, la possession de biens de première nécessité, tels que les réfrigérateurs et la plomberie intérieure, est inférieure à ce qui est observé dans le reste des Amériques.
- De nombreux Haïtiens dépendent de l'assistance économique de l'étranger (48,1 %), tandis que l'aide du gouvernement est considérablement derrière (4,1 %) par rapport au reste des Amériques.

- De plus en plus d'Haïtiens rapportent avoir des revenus insuffisants et en diminution ces dernières années. À nouveau, le pays traverse une période plus difficile que le reste de la région.

III. Les biens et services

L'un des indicateurs de base de la qualité de la vie est de savoir si un individu a accès à l'électricité. Le baromètre des Amériques a demandé aux Haïtiens si leurs foyers étaient connectés au réseau électrique:

PS3. Cette maison/cet appartement est-il connecté à l'alimentation électrique publique?
(1) Oui (2) Non

Depuis le séisme de 2010, le pourcentage de personnes connectées au réseau électrique public a considérablement augmenté, passant de 47 % à 72 % (Figure 3.1). Cela indiquerait une tendance positive indéniable de la qualité de vie en Haïti après le séisme. Ces résultats suggèrent néanmoins qu'il y a encore beaucoup à faire : trois Haïtiens sur dix n'ont toujours pas accès à l'électricité chez eux.

Il est important de noter que la question ne fait pas de distinction entre les connexions légales et illégales, il n'y a donc aucun moyen de déterminer si les répondants ayant des connexions illégales sont pleinement pris en compte dans ces chiffres.

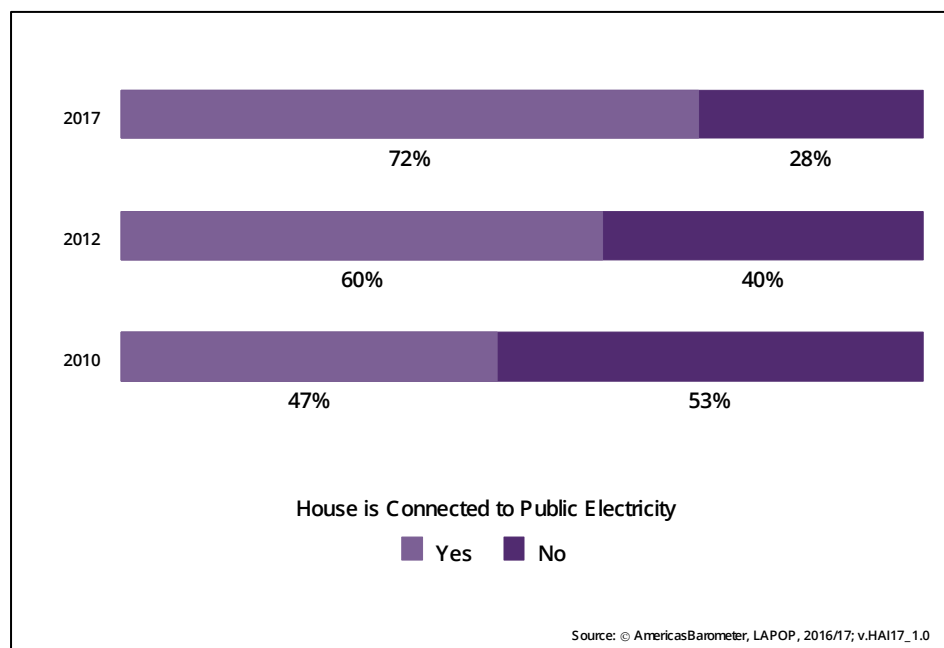


Figure 3.1. Connexion au réseau électrique public

La figure 3.1 ne montre toutefois pas la qualité de ces connexions électriques. Pour approfondir la question, nous avons demandé aux répondants combien d'heures par jour ils avaient été réellement alimentés en électricité:

PS4. Environ combien d'heures par jour avez-vous été alimentés en électricité au cours des 3 derniers mois ?

Heures d'électricité par jour (00-24) _____

En 2012, les ménages haïtiens avaient en moyenne près de neuf heures d'électricité par jour. En 2017, le temps moyen est la moitié de celui de 2012 (Figure 3.2). Les Haïtiens ne reçoivent plus qu'environ quatre heures d'électricité par jour. La partie de droite de la figure 3.2 affiche les mêmes informations pour 2017, mais cette fois-ci décomposées en fourchettes : un quart de la population (25,1 %) déclare ne jamais avoir d'électricité à la maison et près de six personnes sur dix (58,8 %) ont six heures ou moins d'électricité par jour. Paradoxalement, malgré l'augmentation des connexions au réseau électrique, un pourcentage croissant d'Haïtiens vit sans électricité.

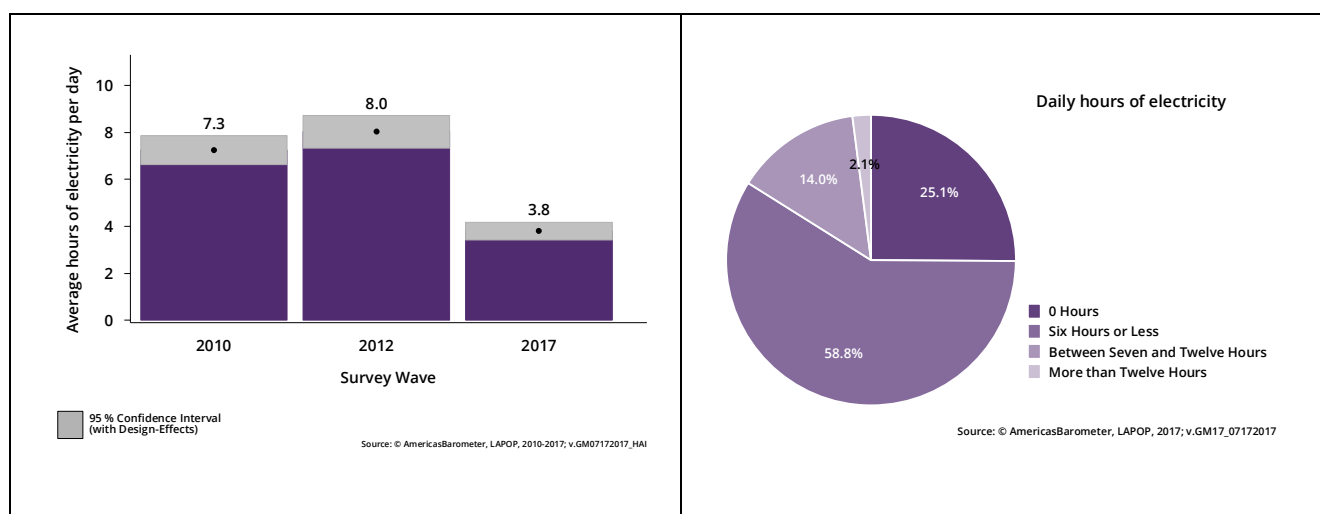


Figure 3.2. Heures d'électricité par jour

Les autres indicateurs clés de la qualité de vie comprennent la richesse matérielle, ou les biens que possède un ménage ou un individu. Ces mesures objectives peuvent souvent s'avérer plus efficaces pour déterminer la qualité de vie, car ces données permettent de rendre compte avec exactitude des biens et sont moins susceptibles de refléter des variations temporaires du revenu. Cela facilite également les comparaisons à travers la région.

Dans le baromètre des Amériques 2016/17, les répondants de tous les pays ont été interrogés sur le fait de savoir si leur maison possédait une variété de caractéristiques et de biens

R3. Réfrigérateur	(0) Non			(1) Oui
R4. Téléphone fixe/résidentiel (non cellulaire)	(0) Non			(1) Oui
R4A. Téléphone cellulaire. (Accepter smartphone)	(0) Non			(1) Oui
R5. Véhicule/voiture. Combien ? [Si la personne interrogée ne dit pas combien, cochez « un ».]	(0) Non	(1) Un	(2) Deux	(3) Trois ou plus
R6. Machine à laver	(0) Non			(1) Oui
R7. Four à micro-onde	(0) Non			(1) Oui
R8. Moto	(0) Non			(1) Oui
R12. Réseau d'eau potable/tuyau dans la maison	(0) Non			(1) Oui
R14. Salle de bain/toilette/toilette intérieure	(0) Non			(1) Oui
R15. Ordinateur (accepter tablette, iPad)	(0) Non			(1) Oui
R18. Internet depuis votre domicile (téléphone ou tablette incluse)	(0) Non			(1) Oui
R1. Télévision	(0) Non [Passez au FORMATQ]			(1) Oui [Continuez]
R16. Télévision à écran plat	(0) Non			(1) Oui

Basé sur ces questions, la richesse matérielle est plutôt limitée en Haïti en 2017, bien qu'il existe des différences considérables en matière d'accès aux différents types de biens et services. Seuls les téléphones (87,2 %) et les téléviseurs (72,5 %) sont à la portée d'au moins la moitié de la population. Les autres biens et services présentés dans la partie gauche de la figure 3.3 sont accessibles à au moins un tiers des Haïtiens; ceux-ci incluent les téléviseurs à écran plat (40,6 %), les salles de bain intérieures (38,5 %), l'Internet (38,4 %) et le réfrigérateur (36,1 %). Dans la partie droite de la figure 3.3 sont répertoriés les biens et services domestique auxquels moins d'un cinquième des Haïtiens déclarent avoir accès. Seulement 17,6 % ont accès à de l'eau potable à la maison, 17,4 % possèdent un ordinateur, 14,9 % ont une moto et la voiture (11,5 %) est un privilège réservé à moins d'un Haïtien sur six. Avoir un four micro-onde (8,0 %) ou une machine à laver (2,8 %) est encore plus rare.

Par rapport au reste des Amériques, Haïti est en retard sur ces indicateurs. En moyenne dans la région, près de 80 % des personnes ont une salle de bain à l'intérieur du domicile et 84,3 % des

personnes possèdent un réfrigérateur. Une proportion similaire de la population (83,9 %) a accès à l'eau potable à la maison.

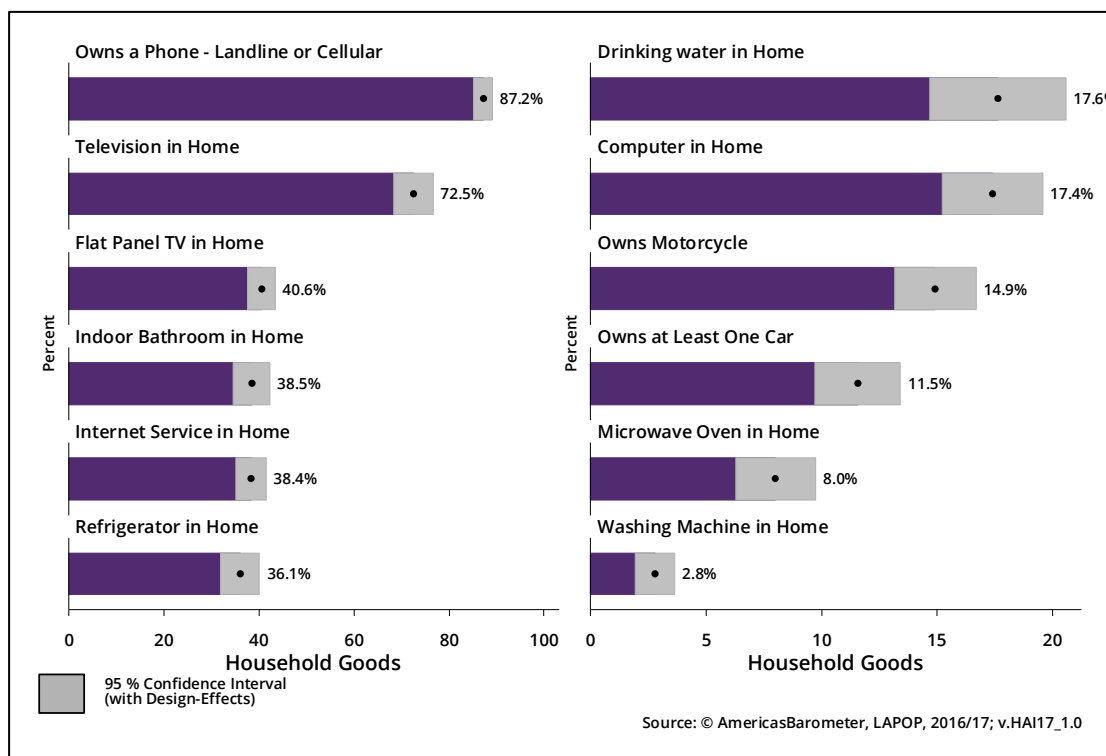


Figure 3.3. La richesse matérielle et les caractéristiques des ménages, Haïti 2017

IV. Aide financière du gouvernement et de l'extérieur

Étant donné les faibles niveaux de richesse matérielle, il est possible que les Haïtiens cherchent à compléter leur bien-être financier avec une aide gouvernementale et/ou des envois de fonds de personnes à l'étranger. Ces sources de revenus sont importantes pour de nombreuses personnes dans les Amériques. Depuis 2006, l'enquête comporte une question sur l'obtention d'une aide économique de l'étranger. En 2014 et 2016/17, il a été demandé aux personnes si elles recevaient une aide quelconque de la part du gouvernement.

WF1. Est-ce que vous ou un membre de votre foyer recevez une aide régulière du gouvernement sous forme d'argent, de nourriture ou de produits, sans compter les pensions/la sécurité sociale?

(1) Oui (2) Non

Q10A. Est-ce que vous ou une autre personne de votre foyer recevez des fonds (soutien financier), c'est-à-dire une aide économique de l'étranger?

(1) Oui (2) Non

D'après la figure 3.4, il est clair que les Haïtiens dépendent davantage des envois de fonds que de l'aide gouvernementale. En 2014, près d'un individu sur dix (9,0 %) a déclaré avoir reçu une aide du gouvernement, mais en 2017, ce pourcentage a été réduit de moitié, pour ne représenter que 4,1 %.

En revanche, les envois de fonds depuis l'étranger constituent une source beaucoup plus courante d'aide financière. Depuis 2008, près de la moitié des personnes (ou plus) a reçu une aide financière depuis l'extérieure du pays. Outre la légère hausse de 2012 qui était probablement due au séisme, il n'y a pas eu de changement significatif à travers les différentes séries de l'enquête depuis 2008.

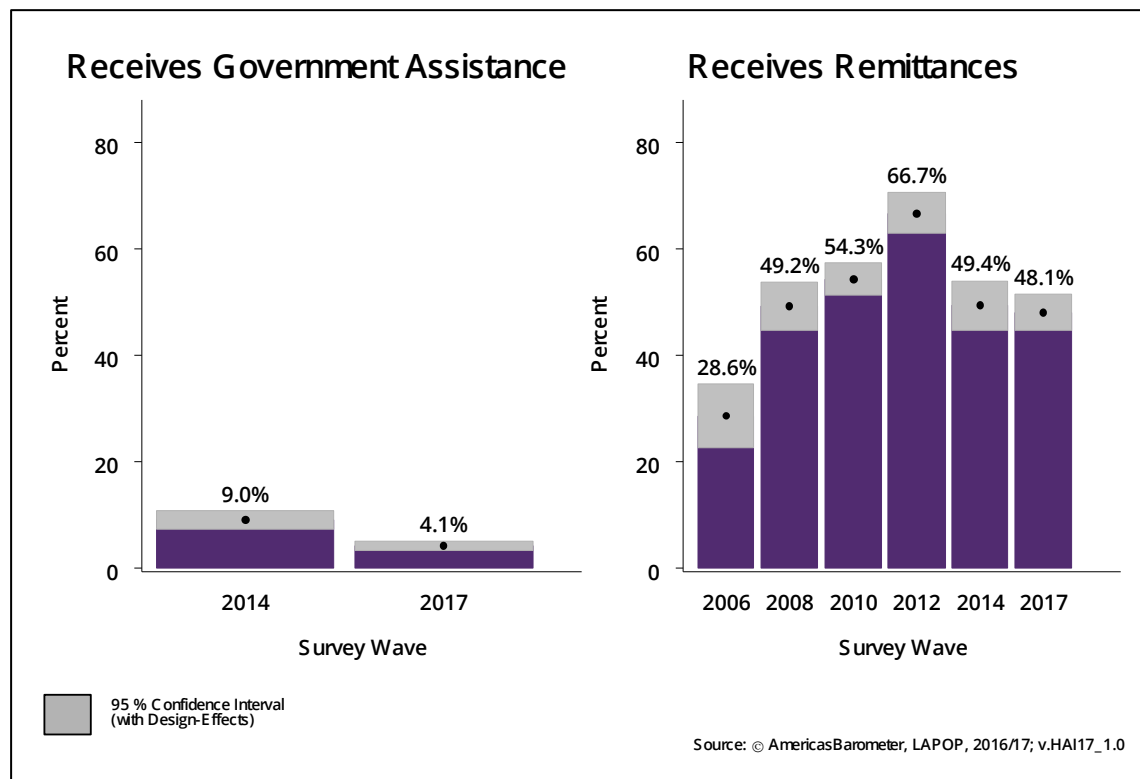


Figure 3.4. Évolution du pourcentage de personnes recevant l'aide gouvernementale et des transferts de fonds au cours du temps

Par rapport aux Amériques, Haïti se démarque pour les deux types d'assistance financière. Dans le baromètre des Amériques 2016/17, Haïti se situe au deuxième rang des pays, derrière la Guyane, ayant le plus faible pourcentage concernant l'aide directe du gouvernement. Cependant, il est en tête de la région en ce qui concerne les envois de fonds. Près de 50 % de la population haïtienne reçoit une aide financière de l'étranger, soit près de 10 points de pourcentage de plus que le pays venant après (Jamaïque).

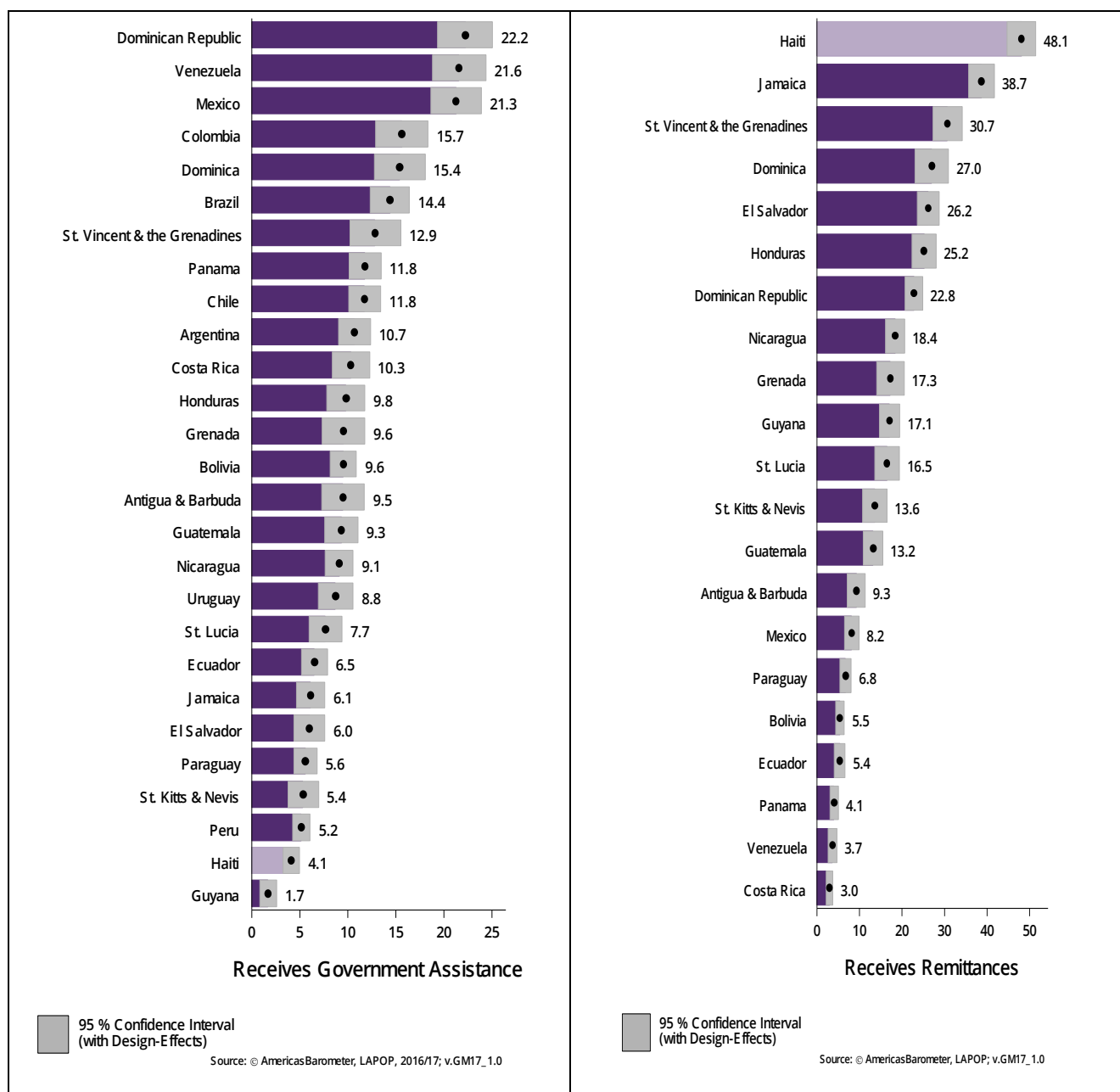


Figure 3.5. L'aide gouvernementale et les transferts de fonds dans les Amériques, 2017

V. Évaluations de la situation économique personnelle

Les éléments de l'enquête sur les envois de fonds et l'aide gouvernementale ne fournissent aucune information sur la mesure dans laquelle les Haïtiens comptent sur leurs propres moyens. Compte tenu de la richesse matérielle et de la dépendance vis-à-vis de l'aide financière, il est raisonnable de penser que bon nombre d'entre eux font face à des difficultés financières. Le Baromètre des Amériques a interrogé les répondants sur la situation de leurs revenus actuels.

Q10D. Le salaire que vous recevez et le revenu total du ménage :

- (1) Est assez bon pour vous et vous permet d'économiser
- (2) Est juste assez pour vous, afin que vous n'ayez pas de problèmes majeurs
- (3) N'est pas assez pour vous et vous êtes inquiet
- (4) N'est pas assez pour vous et vous éprouvez des difficultés

En 2017, une majorité d'individus (85,7 %) a déclaré que leur famille avait des revenus insuffisants. Il s'agit à la fois de personnes dont les revenus sont insuffisants et de personnes qui signalent des difficultés. Moins de 15 % des Haïtiens déclarent avoir un revenu suffisant pour ne pas avoir de problèmes majeurs, et pratiquement aucun rapporte pouvoir économiser.

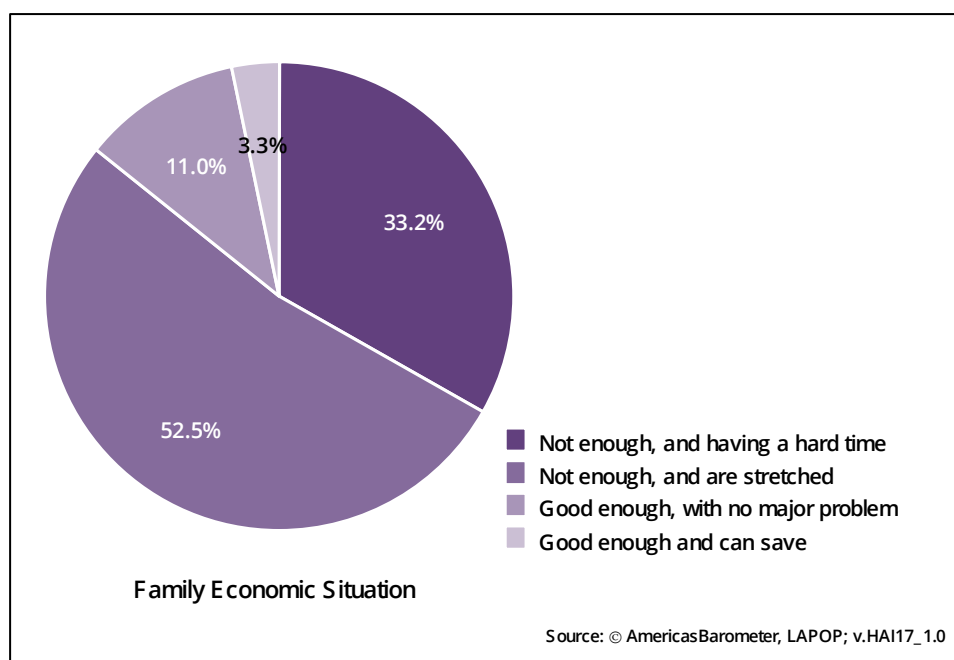


Figure 3.6. Revenu familial suffisant en Haïti, 2017

En regroupant les quatre catégories de cette variable en deux: revenus insuffisants et revenus suffisants, il est plus facile de déterminer quelles-sont les personnes qui traversent une période difficile. En 2017, une majorité d'individus à tous les niveaux d'éducation et de richesse a déclaré recevoir des revenus insuffisants, mais ceux avec les plus élevés niveaux de richesse et de scolarité ont déclaré des taux inférieurs à ceux des quatre autres quintiles et ceux des trois autres niveaux de scolarité. Environ 60 % des personnes ayant les niveaux de richesse et de scolarité les plus élevés font état de difficultés économiques, mais presque tous ceux qui sont à d'autres niveaux socio-économiques font état de périodes difficiles.

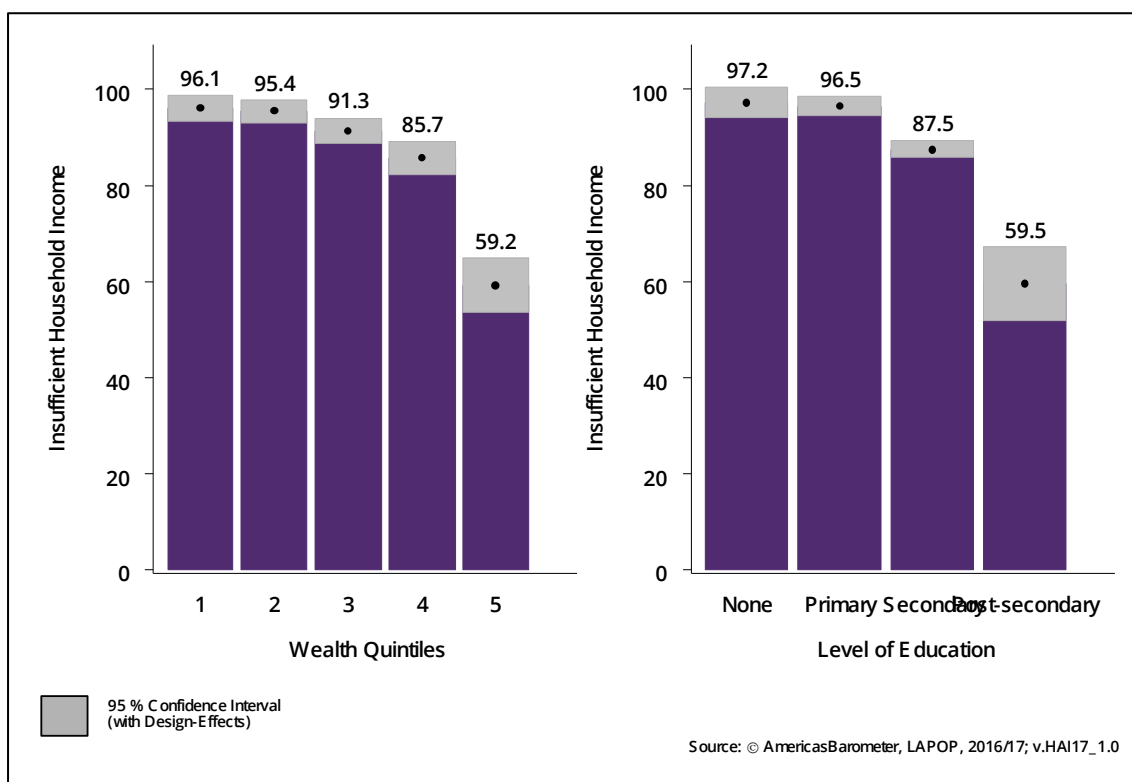


Figure 3.7. Revenus insuffisants à travers la richesse et l'éducation, 2017

La situation économique semble pire encore lorsque le pays est comparé au reste des Amériques. Comme le montre la figure 3.8, il y a davantage d'Haïtiens qui signalent des revenus insuffisants que les habitants des autres pays de la région. Le Venezuela est le seul pays au niveau d'Haïti avec plus de 80 % de personnes déclarant ne pas avoir assez d'argent pour joindre les deux bouts.

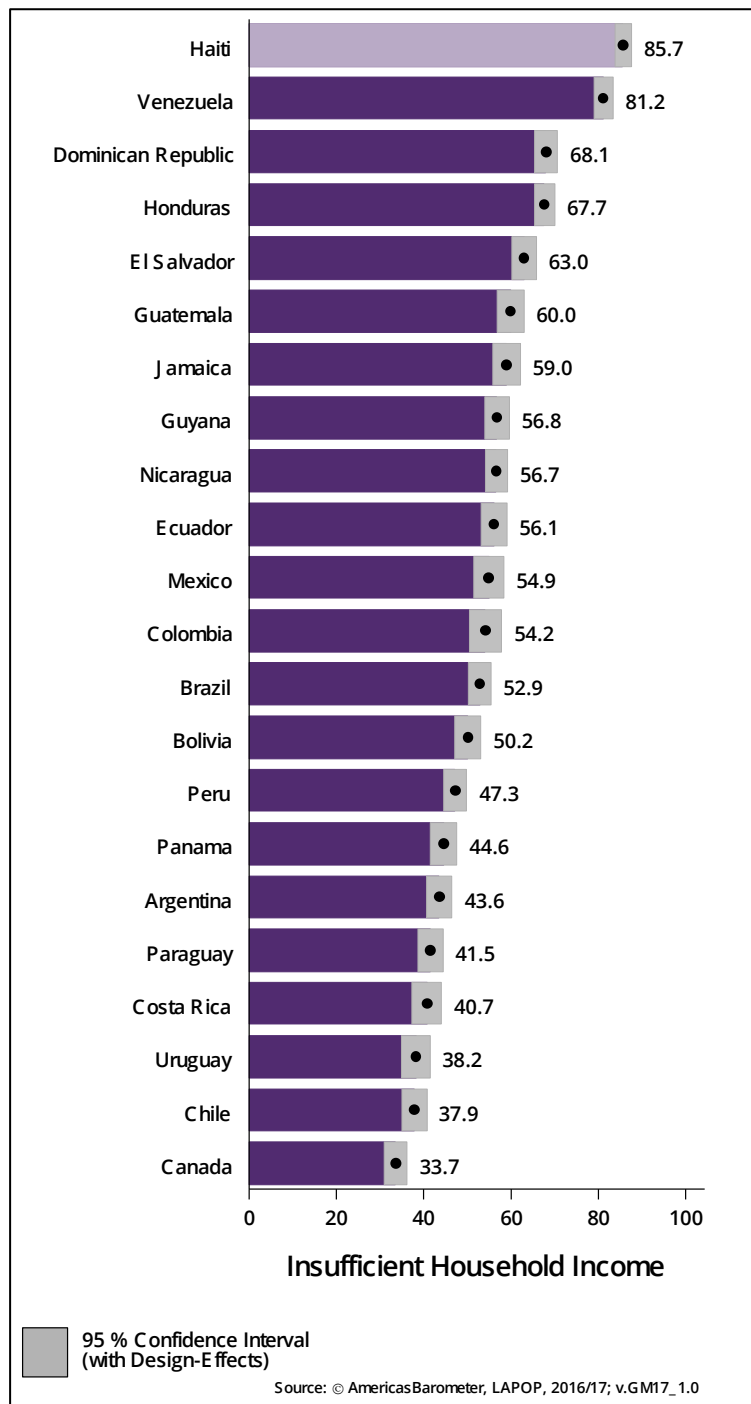


Figure 3.8. Revenus insuffisants à travers les Amériques, 2017

Ces circonstances économiques négatives semblent s'aggraver. En plus de déclarer que le revenu de leur ménage est insuffisant, un pourcentage croissant d'Haïtiens déclare que leur revenu a diminué au cours des deux années précédant l'enquête.

Q10E. Au cours des deux dernières années, le revenu de votre ménage a-t-il:
 (1) augmenté (2) été le même (3) baissé

En 2010, le Baromètre des Amériques a tout d'abord demandé aux Haïtiens comment leur revenu avait changé au cours des deux dernières années. La figure 3.9 montre que près de la moitié des Haïtiens (49 %) a alors déclaré que le revenu du ménage était relativement similaire à celui de 2008. Une grande proportion (41 %) des personnes ont déclaré une baisse de revenus, mais une majorité des répondants avaient des revenus similaires ou supérieurs à ceux de 2008.

En 2017, une nette majorité signale des baisses de revenus. Près de trois quarts des répondants du pays déclarent une baisse du revenu du ménage. 73 % des Haïtiens signalent ainsi une diminution du revenu de leur ménage, soit une hausse de près de 17 points de pourcentage par rapport à 2014 et de plus de 30 points de pourcentage par rapport à 2010. De même, le pourcentage déjà faible d'Haïtiens signalant une augmentation de leur revenu en 2014 (10 %) chute à seulement 5 % lors de la série de 2017.

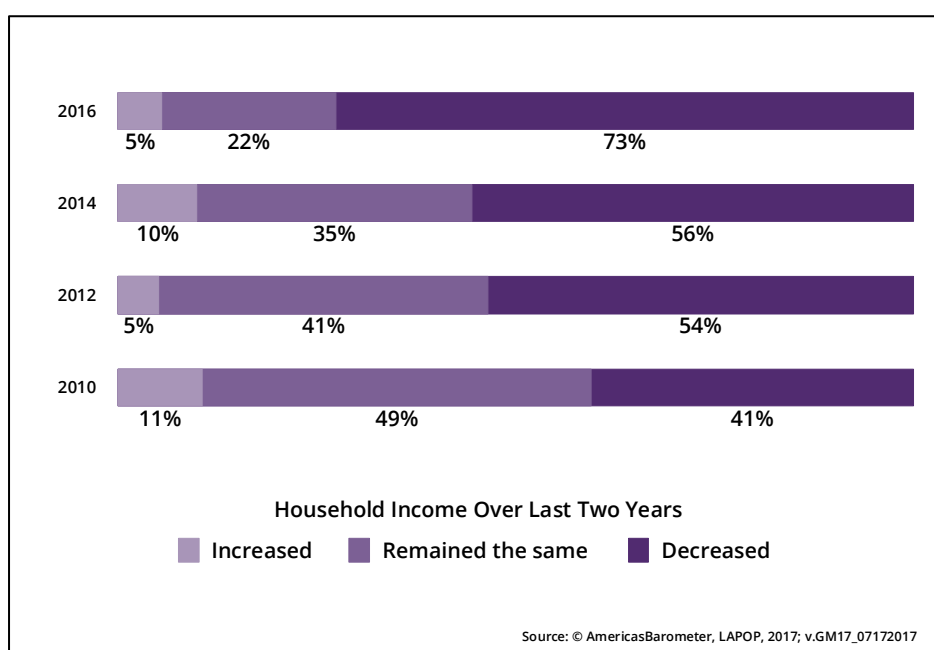


Figure 3.9. Pourcentage de personnes ayant déclaré une baisse de revenu en Haïti, 2010-2017

La figure 3.10 compare Haïti au reste des Amériques et montre le pourcentage de répondants ayant déclaré que le revenu de leur ménage avait diminué au cours des deux dernières années. Encore une fois, le pays est bon dernier. Dans aucun autre pays des Amériques, la majorité des personnes n'a déclaré une baisse de revenu au cours des deux dernières années. Le Venezuela et l'Équateur ont tous deux une multitude de répondants qui déclarent des baisses de revenus, mais Haïti est le seul pays où les baisses de revenus sont considérablement plus courantes que les augmentations ou les stagnations des revenus.

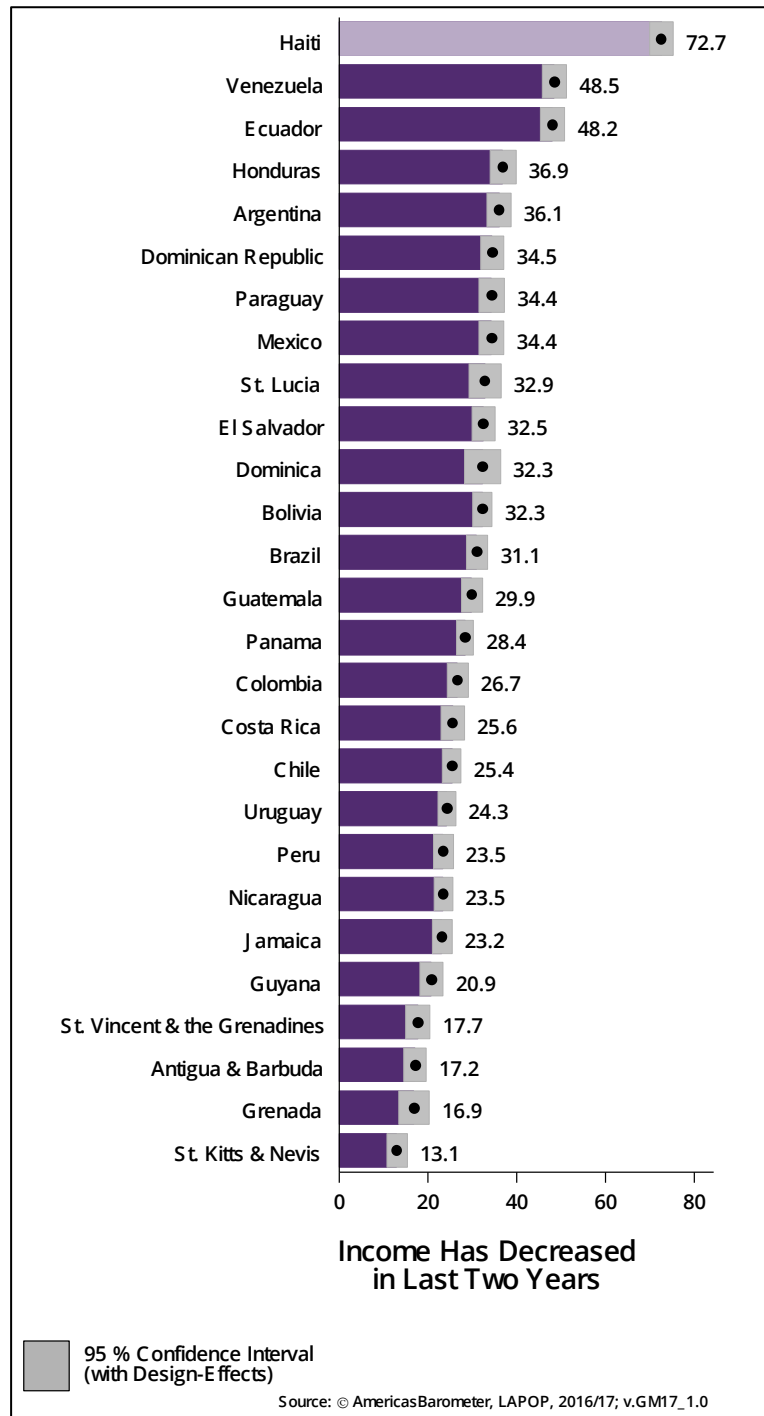


Figure 3.10. Diminution des revenus dans les Amériques, 2017

Encore une fois, les Haïtiens qui ont le moins de richesse et qui ont le moins d'instruction ont déclaré que leurs revenus diminuaient plus rapidement que les plus riches et les plus instruits. La figure 3.11 montre le pourcentage de personnes ayant déclaré une baisse de revenu pour chaque quintile de richesse en 2017. Il est donc clair que ceux qui possèdent le moins de richesse matérielle (87,6 %) rapportent des baisses de revenu plus importantes que ceux du quintile le plus élevé (47,2 %). Au sein de tous les quintiles de richesse, à l'exception du quintile le plus élevé, une nette

majorité de personnes fait état de baisses de revenu. De même, les Haïtiens ayant fait des études universitaires enregistrent une baisse de revenu (42,6 %), soit deux fois moins que ceux n'ayant pas été scolarisés (90,0 %).

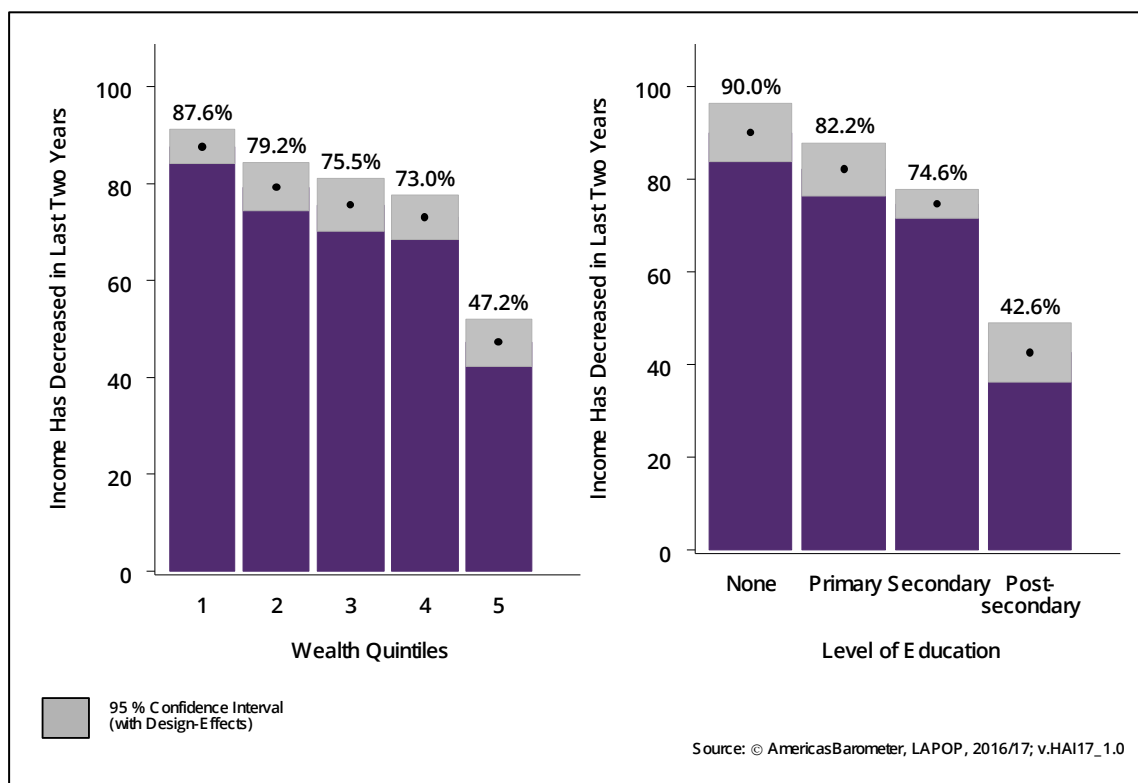


Figure 3.11. Diminution des revenus comparé à la richesse et l'éducation, 2017

Ces diminutions de la richesse matérielle et du revenu se reflètent dans les évaluations globales de la sécurité économique. Interrogés sur leur situation financière personnelle par rapport à l'année précédente, les Haïtiens signalent à nouveau des tendances négatives.

IDIO2. Pensez-vous que votre situation financière est meilleure, identique ou pire qu'il y a 12 mois?

(1) mieux (2) identique (3) pire

Sept personnes sur dix dans le pays déclarent que leur situation financière est pire qu'il y a un an (69,6 %). Et seulement 6,7 % des gens affirment que leur situation financière est meilleure qu'elle ne l'était il y a un an.

Les évaluations de la situation financière personnelle ont considérablement varié au cours des séries du baromètre des Amériques. En 2012, seulement un tiers (31,2 %) des Haïtiens ont déclaré avoir une situation pire que l'année précédente, ce qui pourrait refléter l'amélioration de la situation après le séisme. Puis, à partir de 2014, les évaluations de la situation financière personnelle se sont détériorées. La moitié (50,2 %) des citoyens a déclaré avoir connu une dégradation de leur situation économique l'année précédente en 2014 et près de 70 % ont signalé une aggravation de la situation.

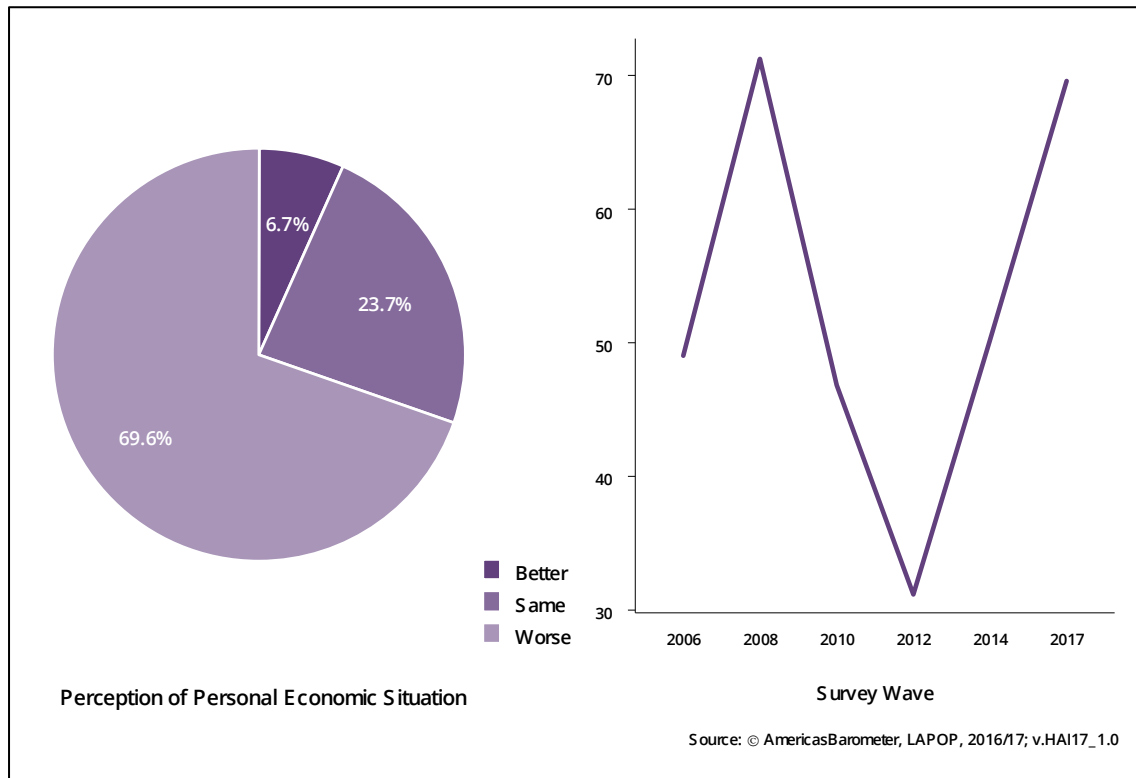


Figure 3.12. Évaluations financières personnelles, 2017 et dans le temps

Ces tendances sont les plus ressenties par les groupes socio-économiques les plus défavorisés. La figure 3.13 montre le pourcentage de personnes de toutes les catégories de richesse, d'éducation et d'âge qui déclarent que leur situation financière est pire que l'année précédente.

Pour le quintile de personnes le plus riche, une majorité (54,9 %) a déclaré que sa situation financière était pire que l'année précédente. Cependant, pour le quintile le plus pauvre, 79,6 % ont déclaré se trouver dans une situation pire que celle de l'année précédente. Cette tendance négative se manifeste également à travers les niveaux d'instruction. Les personnes sans éducation et n'ayant fréquenté que l'école primaire sont plus susceptibles de faire état d'une situation financière plus défavorable (82,1 % et 80,0 %, respectivement) que celles ayant fait des études secondaires ou universitaires.

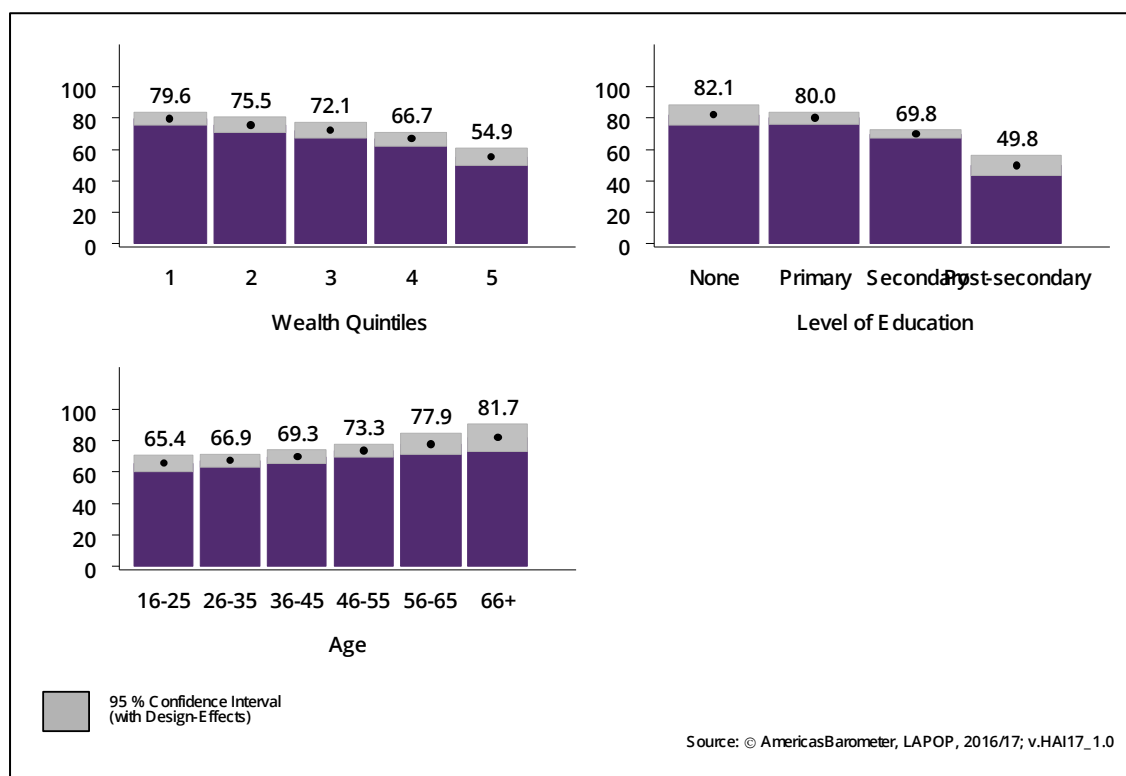


Figure 3.13. Évaluation selon laquelle la situation financière personnelle est pire que celle de l'année précédente

En Haïti, plus les personnes sont âgées, plus elles sont susceptibles de déclarer que la situation est pire qu'il y a un an. La majorité de la plus jeune cohorte d'Haïtiens signale toujours que leur situation est moins bonne qu'il y a un an, mais ce pourcentage augmente à mesure que l'âge de la cohorte augmente. Les personnes âgées de 66 ans et plus dressent un portrait particulièrement négatif de leur situation financière, avec 81,7 % des personnes interrogées faisant état d'une détérioration.

VI. Conclusion

L'enquête du Baromètre des Amériques 2017 sur Haïti montre que la qualité de vie est faible dans le pays. La grande majorité des habitants a encore du mal à disposer de services de base, tels que l'électricité et la plomberie. Ce manque de services n'a fait que s'aggraver ces dernières années. Les faibles niveaux de richesse matérielle signifient également que les individus se tournent vers des sources extérieures pour obtenir de l'aide, à savoir les envois de fonds de proches vivant à l'étranger. Près de la moitié des Haïtiens comptent sur l'aide financière issue d'autres pays pour compléter leurs revenus. De manière significative, peu de personnes recherchent une aide directe du gouvernement.

En outre, la plupart des Haïtiens signalent une situation financière difficile et en détérioration. Plus de la moitié déclare que leur revenu est insuffisant et qu'ils ont des difficultés financières. Les revenus insuffisants sont particulièrement fréquents chez les personnes appartenant aux classes socio-économiques inférieures. Presque toutes les personnes se situant dans les quintiles de

richesse les plus bas et avec les plus bas niveaux d'instruction déclarent que leur revenu est insuffisant. De même, une majorité d'Haïtiens affirment que leur revenu a diminué au cours des deux dernières années. Près des trois quarts du pays ont vu leurs revenus diminuer, ce qui représente le plus grand taux de baisse de revenus des Amériques.

Enfin, les Haïtiens perçoivent leur situation financière globale en détérioration par rapport à l'année précédente. Ces mauvaises évaluations sont devenues plus courantes depuis 2012 et ont augmenté de plus de 30 points de pourcentage par rapport aux évaluations effectuées en 2012. Là encore, les personnes appartenant aux classes socio-économiques inférieures ont les pires perceptions, celles-ci ne diminuant que lorsque le niveau d'instruction et la richesse diminuent. Les personnes plus âgées sont plus susceptibles de faire une évaluation négative de leur situation que les cohortes des plus jeunes.

Globalement, la qualité de la vie et la situation économique en Haïti ne sont pas positives. Les faibles niveaux de richesse matérielle, combinés aux tendances à la baisse des indicateurs économiques, pourraient menacer davantage un pays avec un faible niveau de soutien au système et de satisfaction à l'égard de la démocratie.



Chapitre 4.

Criminalité, corruption et État de droit en Haïti

Carole J. Wilson et Elizabeth J. Zechmeister, avec François Gélinau

I. Introduction

Un État de droit solide est fondamental pour une démocratie solide.¹ La sécurité, l'absence de corruption et l'application des règles et des codes sont des éléments essentiels de l'État de droit.² Le renforcement des institutions publiques et la mise en œuvre de programmes stratégiques peuvent atténuer la criminalité, la corruption et le manque d'ordre public. La mise au point et l'évaluation de tels efforts nécessitent des diagnostics précis de la nature de ces problèmes. Par conséquent, les données et les analyses sur les expériences du public en général, au cours du temps et dans les sous-groupes sont essentielles. Pour répondre à ce besoin, ce chapitre présente les principales conclusions du sondage du Baromètre des Amériques sur la criminalité, la corruption et l'application des lois.

La criminalité, la violence et l'insécurité ont atteint des niveaux endémiques dans différents endroits des Amériques. Si l'on considère la région Amérique latine et caraïbe en général, bien qu'elle ne représente que 9 % de la population mondiale, 33 % des homicides commis dans le monde en 2015 ont été commis dans cette partie du monde (Jaitman 2017, 1; voir aussi les données d'Igarapé³). D'autres types de crimes tels que les vols qualifiés, les agressions et les enlèvements sont également devenus courants dans de nombreux pays (PNUD 2013).⁴

Outre le bilan humain évident, l'absence de contrôle de la criminalité entraîne des coûts économiques importants. Par exemple, une étude récente a estimé que les coûts directs et indirects⁵ de la criminalité en Amérique latine représentaient 3% du PIB dans un pays moyen, et dépassaient 6 % du PIB dans les pays les plus violents d'Amérique centrale (Jaitman 2017).⁶ La criminalité a aussi des coûts politiques. Les dirigeants qui ne parviennent pas à lutter contre la criminalité et l'insécurité perdent du soutien dans les sondages (Ley 2017, Romero et al., 2016) et dans les urnes (Pérez, 2015). La hausse de la criminalité peut ébranler le soutien du public envers les forces de l'ordre et les tribunaux (Malone 2010), réduire la satisfaction par rapport aux institutions démocratiques (Ceobanu et al., 2011) et miner le soutien à la démocratie en elle-même

¹ Voir Tommasoli (2012) pour une discussion sur la forte connexion entre l'Etat de droit et la démocratie

² <https://worldjusticeproject.org/about-us/overview/what-rule-law>

³ <https://homicide.igarape.org.br/>

⁴ Les sections de ce chapitre sont extraites des chapitres du rapport régional 2016/17 du Baromètre des Amériques du LAPOP (Cohen, Lupu et Zechmeister 2017); voir notamment Lupu (2017) et Singer (2017).

⁵ Ces coûts comprennent les pertes directes de biens et de salaires, ainsi que les coûts indirects des dépenses privées en matière de sécurité, ainsi que les dépenses gouvernementales pour la police et la politique d'incarcération. Voir également les travaux de (par exemple, Cullen et Levitt 1999; Di Tella et al. 2010; Gaviria 2002; Islam 2014; Londoño et Guerrero 1999; Pearlman 2014; Robles et al. 2013; Soares 2006).

⁶ Cette étude de Jaitman estime que les dépenses publiques combinées pour lutter contre la criminalité, poursuivre et punir les criminels dans la région se sont élevées à 44 à 70 milliards de dollars en 2014.

(Fernandez et Kuenzi 2010; Pérez 2003; Salinas and Booth 2011). Des niveaux élevés de violence peuvent également amener les électeurs à soutenir le pouvoir centralisateur de dirigeants autoritaires qui promettent de combattre la criminalité, même au détriment des libertés civiles et de la démocratie libérale (Merolla et Zechmeister 2009).

À l'instar de la criminalité, la question de la corruption est étroitement liée aux préoccupations de légalité et de justice dans la région. Un certain nombre de pays des Amériques se classent systématiquement parmi les plus corrompus du monde, selon le célèbre indice de perception de la corruption de Transparency International. Selon les chiffres de 2016, la région des Amériques a du retard par rapport aux économies plus développées de l'Union européenne et d'Europe occidentale; elle a un classement comparable à celui de la région Asie-Pacifique, et légèrement mieux que celui de l'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.⁷ Au sein de la région, les variations sont importantes : par exemple, des pays comme le Chili et l'Uruguay occupent un classement positif, comparable à celui obtenu par des pays comme les États-Unis et la France. En revanche, Haïti (de même que le Venezuela) se classe dans les derniers pays d'Amérique latine avec cette mesure de Transparency International.

La corruption a des conséquences politiques, économiques et même sociales négatives. Lorsque les fonctionnaires utilisent les ressources publiques à des fins personnelles, ils les retirent des programmes publics. La corruption peut nuire à la perception par l'opinion publique de la démocratie et des institutions gouvernementales. Des études ont montré que à la fois les expériences personnelles en matière de corruption – une demande de versement de pot-de-vin par un agent public – mais aussi la perception générale de la corruption en politique minent la confiance envers les institutions politiques, réduisent l'engagement politique et font baisser la satisfaction par rapport à la démocratie (Bohn 2012; Chong et al. 2015; Hakhverdian et Mayne 2012; Salzman et Ramsey 2013; Seligson 2002, 2006). Bien entendu, la corruption porte également atteinte à l'État de droit et aux principes d'égalité (Fried, Lagunes et Venkataramani, 2010; Rose-Ackerman, 1999).

À la lumière des coûts économiques, sociaux et politiques associés à la criminalité et à la corruption, ce chapitre explore comment les citoyens d'Haïti perçoivent la situation de ces problèmes dans leur pays à l'aide des données du Baromètre des Amériques 2016/17. Au cours de l'étude, nous tenons également compte des évaluations des citoyens sur la manière dont les codes juridiques sont effectivement appliqués. L'argument est qu'une règle de droit solide exige non seulement que l'État s'attaque à la criminalité et à la corruption, mais qu'il ait aussi la capacité et la détermination nécessaires pour que les criminels soient punis et que les citoyens ordinaires ne soient pas en mesure de contourner les réglementations banales en raison d'une surveillance laxiste.

II. Les principaux résultats

Les principales conclusions présentées dans ce chapitre sont les suivantes :

⁷ https://www.transparency.org/whatwedo/publication/corruption_perceptions_index_2016

- Plus d'un Haïtien sur cinq (22 %) a déclaré avoir été victime d'un crime lors de l'enquête menée par le Baromètre des Amériques en 2017 en Haïti.
- La victimisation par le crime en Haïti était plus élevée en 2017 qu'en 2014.
- Les Haïtiens ont déclaré se sentir nettement moins en sécurité dans leur quartier en 2017 par rapport à toute autre année après 2006. L'insécurité a augmenté avec 40 % des personnes déclarant se sentir en danger ou un peu en danger en 2014 contre 55 % en 2017.
- La plupart des Haïtiens adultes ont peu confiance dans le fait que le système judiciaire punira les coupables. Cette confiance a diminué en 2017 par rapport aux niveaux de 2014.
- Pour la majorité des Haïtiens, plus de la moitié des politiciens, voire tous, sont corrompus.
- En Haïti, 6,8 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été sollicitées par un agent de police pour verser un pot-de-vin et 8,7 % par un employé du gouvernement. Ces chiffres marquent une baisse significative du nombre de sollicitations de pots-de-vin depuis 2012.
- Les Haïtiens sont plus susceptibles que les citoyens de tout autre pays d'exprimer leur tolérance envers la corruption. Près de 40 % des Haïtiens considère que payer un pot-de-vin est justifié.
- En Haïti, près d'un adulte sur quatre estime que s'engager dans des travaux de construction ou de rénovation nécessiterait un pot-de-vin pour obtenir un permis, ou pour que les agents du gouvernement ignorent les lois.

III. Criminalité, insécurité et confiance dans le système judiciaire

Cette section examine les principales conclusions du Baromètre des Amériques en matière de criminalité, d'insécurité et de confiance dans le système judiciaire. Les résultats de l'enquête révèlent une augmentation des taux de victimisation par le crime, une insécurité accrue et une perte de confiance dans l'État de droit, en ce qui concerne la capacité du système de justice à punir les coupables en Haïti en 2017 par rapport aux années précédentes.

La victimisation par le crime

Le Baromètre des Amériques demande aux personnes interrogées si elles ont été victimes d'un quelconque type de crime au cours de l'année précédente. La question est la suivante:

VIC1EXT. Maintenant, changeons de sujet. Avez-vous été victime d'un crime au cours des 12 derniers mois ? En d'autres termes, avez-vous été victime de vol qualifié, de cambriolage, d'agression, de fraude, de chantage, d'extorsion, de menaces de violence ou de **tout autre type** de crime au cours des 12 derniers mois ?

(1) Oui (2) Non

Dans le Baromètre des Amériques 2016/2017, pour l'ensemble des 29 pays, environ 20 % des personnes interrogées dans un pays moyen ont déclaré avoir été victimes d'un crime au cours

d'une période de 12 mois.⁸ Cette moyenne régionale masque des différences substantielles dans les taux de victimisation par le crime d'un pays à l'autre. La figure 4.1 présente le taux de victimisation par le crime calculé à l'aide du baromètre des Amériques pour la période 2016/17, pour chaque pays. Six des neuf pays ayant enregistré les taux de victimisation par le crime les plus bas en 2016/17 se trouvent dans les Caraïbes orientales anglophones. En revanche, le Venezuela, le Pérou, le Mexique et l'Équateur sont les seuls pays où plus de 30 % des personnes ont déclaré avoir été récemment victimes d'un crime. Le Venezuela se démarque, ayant un nombre nettement plus élevé de personnes déclarant avoir récemment été victimes d'un crime que dans aucun autre pays du baromètre des Amériques 2016/17.

Haïti se classe à la position médiane des pays de l'enquête. Avec 22%, le taux de victimisation par le crime d'Haïti est supérieur à ceux des pays anglophones de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO), à la Jamaïque, aux États-Unis et au Canada, et aux pays d'Amérique Latine que sont le Nicaragua et le Panama. De même, le taux de victimisation en Haïti n'est pas statistiquement différent de celui observé au Brésil, au Guatemala, au Paraguay, en Uruguay, au Salvador, au Chili, au Costa Rica et au Honduras.

⁸ Comme dans tous les rapports LAPOP, les moyennes régionales sont calculées en pondérant de manière égale tous les pays, de sorte que les estimations régionales reflètent les taux d'un pays moyen de l'échantillon des pays étudiés.

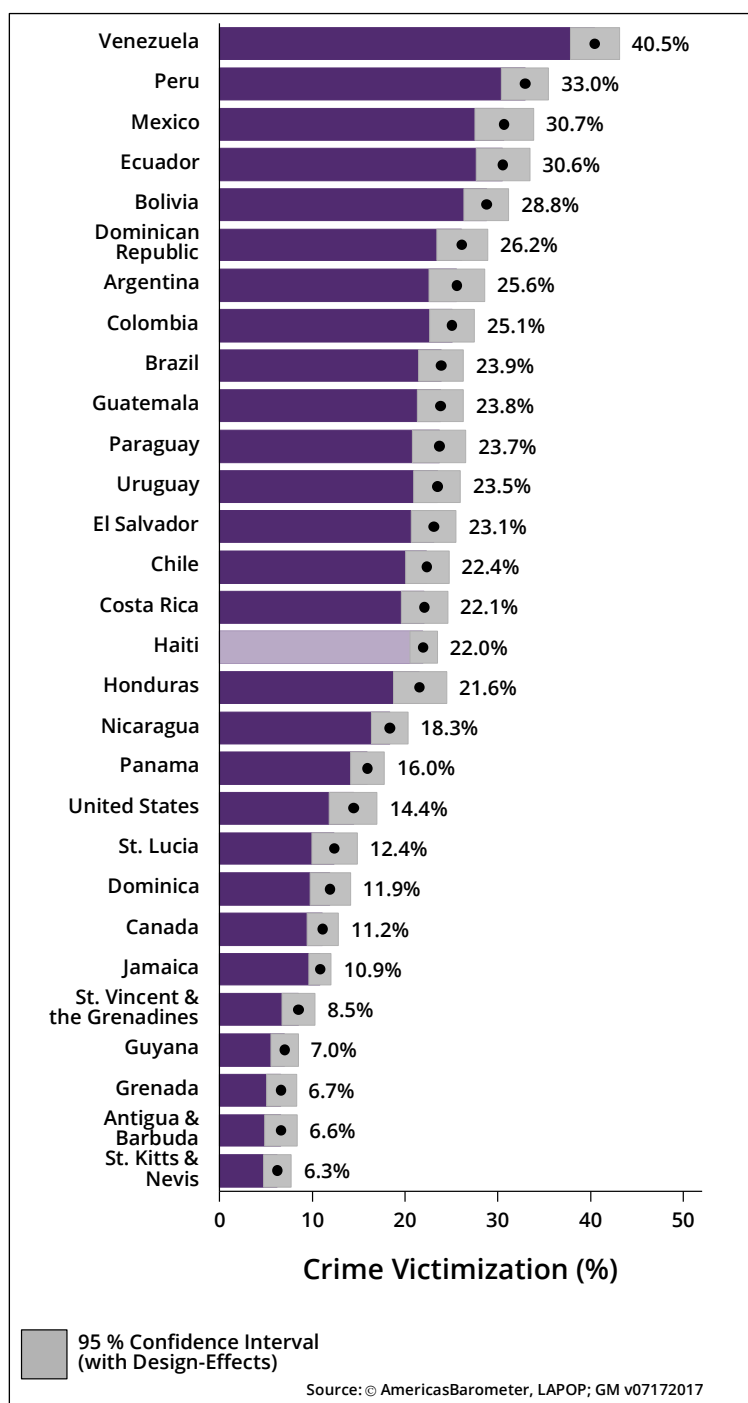


Figure 4.1. Taux de victimisation par le crime par pays, 2016/17

Le Baromètre des Amériques 2016/17 a détecté une augmentation de la victimisation par le crime dans un certain nombre de pays des Amériques.⁹ De fait, aucun pays du Baromètre des Amériques 2016/2017 n'a enregistré une baisse significative du taux de victimisation par le crime

⁹ Les données sur la victimisation par le crime sont uniquement comparées en référence aux enquêtes de 2010, pour lesquelles le libellé de la question est resté le même.

par rapport à sa moyenne récente (Singer, 2017).¹⁰ Par conséquent, le taux moyen de victimisation par le crime à travers tous les pays du Baromètre des Amériques 2016-2017 est nettement plus élevé que lors des séries précédentes.

Malheureusement, Haïti ne fait pas exception à la hausse de la victimisation par le crime qu'a connue la région ces dernières années. Comme le montre la figure 4.2, la victimisation par le crime en Haïti a connu une baisse statistiquement significative de 2012 à 2014 (de 20 % à 15,7 %); cependant, l'enquête actuelle montre une augmentation qui ramène les taux de victimisation à des niveaux comparables à ceux observés en 2010 et 2012.

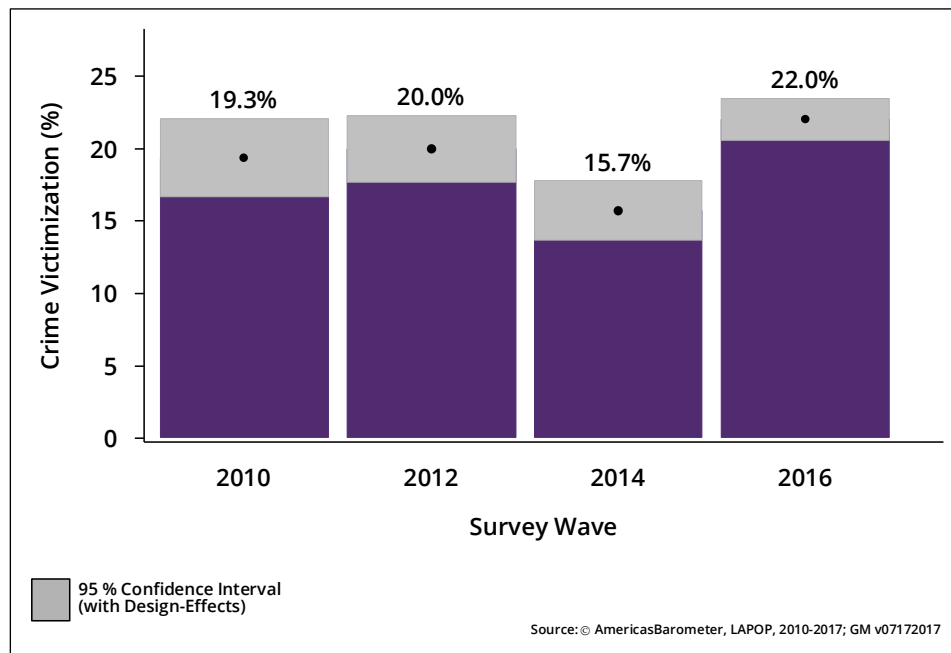


Figure 4.2. Taux de victimisation par le crime dans le temps, Haïti

Bien que les données de l'enquête montrent que les taux de victimisation par le crime sont élevés et augmentent dans une grande partie de la région et en Haïti, les groupes diffèrent dans leur probabilité d'être victime de crimes. Les victimes d'actes criminels sont généralement des hommes et ont plus de chances d'être instruits (voir la figure 4.3). Les Haïtiens qui déclarent être des victimes d'actes criminels sont également plus susceptibles d'être dans le quintile le plus riche que dans le quintile inférieur, bien que les différences par groupe de richesse sont faibles comparées aux différences entre les niveaux d'instruction. Les Haïtiens âgés de 26 à 45 ans sont les plus susceptibles d'être la cible d'actes criminels. La cohorte d'âge la plus jeune et les deux cohortes les plus âgées ne sont pas statistiquement différentes l'une de l'autre.

¹⁰ Les taux de criminalité déclarés sont montés en flèche au Venezuela: la victimisation par le crime au cycle 2016/17 a augmenté de 17 points de pourcentage par rapport au taux moyen de victimisation par le crime au cours des enquêtes 2010-2014.

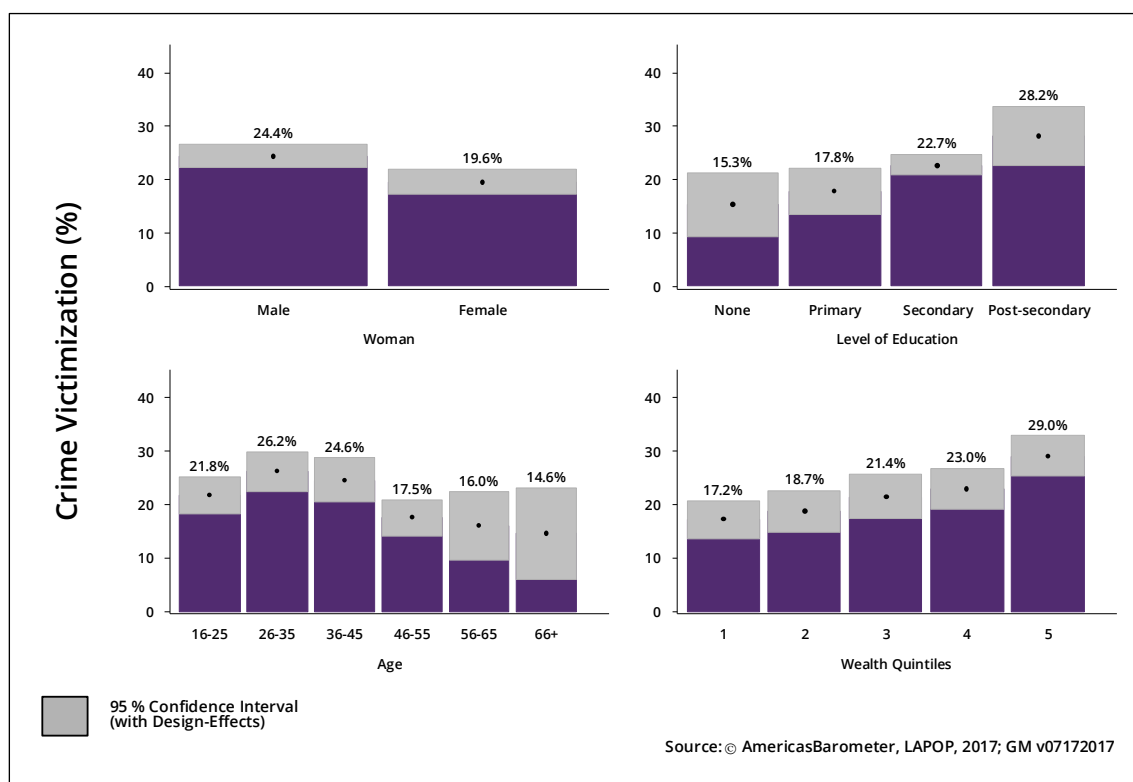


Figure 4.3. Victimisation par le crime par sous-groupes démographiques et socio-économiques en Haïti, 2017

Ces schémas suggèrent que l'éducation et la richesse ne suffisent pas pour empêcher les individus d'être victimes d'un crime. Au lieu de cela, ils placent les individus dans des positions où ils risquent davantage d'être victimes de crimes. Bien que les programmes de lutte contre la criminalité diffèrent nécessairement parmi les types de crimes et les populations qu'ils ciblent, les résultats documentés ici mettent en évidence un large besoin d'interventions pour améliorer la sécurité des citoyens en Haïti.

L'insécurité du voisinage

Du fait de ses conséquences sur le comportement des citoyens et sur leurs évaluations globales du système, l'insécurité est aussi importante que la criminalité pour examiner l'État de droit. L'augmentation de la victimisation par le crime augmente la possibilité que les répondants déclarent se sentir de moins en moins en sécurité dans leurs activités quotidiennes. Le Baromètre des Amériques contient une question conçue pour mesurer le sentiment général d'insécurité:

AOJ11. En parlant du quartier dans lequel vous vivez et en pensant à la possibilité d'être agressé ou volé, vous sentez-vous très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt en danger ou très en danger?
 (1) très en sécurité (2) plutôt en sécurité (3) plutôt en danger (4) très en danger

Malgré la prévalence de la criminalité, la plupart des habitants des Amériques ne sont pas victimes au cours d'une année moyenne, même dans les pays où la crime est le plus répandue (voir la figure 4.4). Il n'est donc pas surprenant qu'en moyenne, la proportion de personnes vivant dans les

Amériques qui déclarent se sentir très ou plutôt en sécurité soit plus grande que le nombre de personnes se sentant très ou plutôt en danger (Singer 2017). Cependant, en Haïti, même parmi ceux qui n'ont pas récemment été victimes d'un crime, l'insécurité est répandue.

La figure 4.4 montre que plus d'Haïtiens se sentent très en danger ou plutôt en danger qu'ils ne se sentent en sécurité ou plutôt en sécurité. Lorsque nous additionnons la proportion de ceux qui se sentent plutôt en danger (23,3%) ou très en danger (31,5%) en Haïti, nous constatons que 54,8% de la population (plus d'un Haïtien sur deux) se sent un peu ou très en danger. Ce niveau d'insécurité en Haïti est supérieur à ce que le Baromètre des Amériques a constaté pour l'ensemble de la région : en général, dans l'ensemble des Amériques, 35% des personnes interrogées ont déclaré se sentir plutôt ou très en danger.¹¹

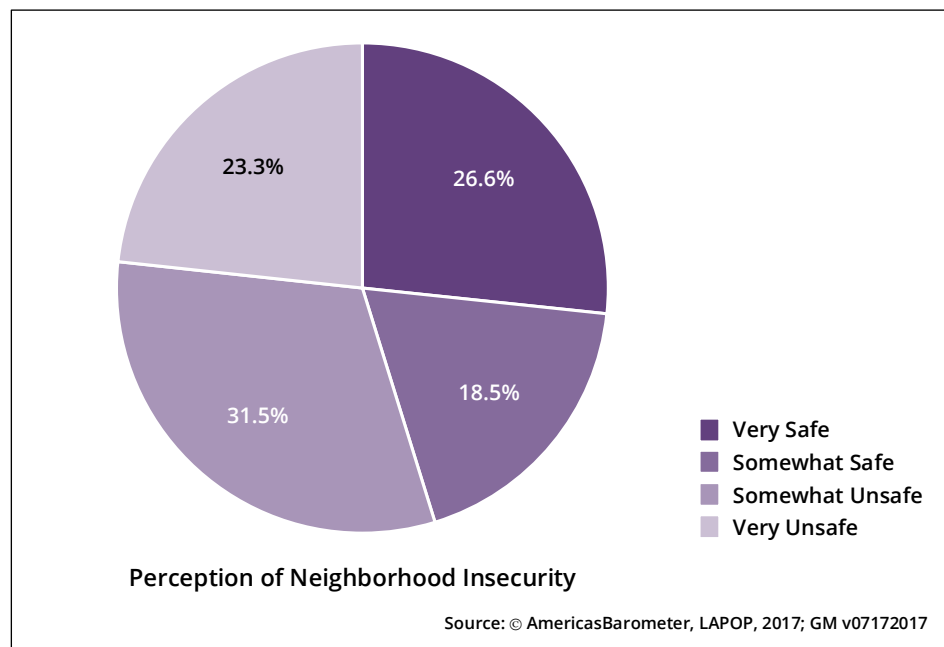


Figure 4.4. L'insécurité en Haïti, 2017

La figure 4.5 montre le pourcentage d'Haïtiens qui déclarent se sentir très en danger ou plutôt en danger à travers les séries du Baromètre des Amériques de 2006 à 2017. Le pourcentage le plus élevé de personnes se sentant en danger date de 2006 et ce nombre a ensuite considérablement diminué en 2008 et 2010, pour se stabiliser à environ 40 % en 2012 et 2014. L'augmentation de près de 15 points de pourcentage en 2017 a ramené les niveaux d'insécurité à un niveau proche de l'apogée de 2006.

¹¹ Les données pour les Amériques ne sont pas présentées par souci de parcimonie; tout au long de ce chapitre, les comparaisons avec le reste de la région concernent le groupe de tous les pays inclus dans le Baromètre des Amériques dans lesquels la question sélectionnée a été posée. La moyenne de la région doit être interprétée comme la valeur estimée pour le pays moyen de ce groupe.

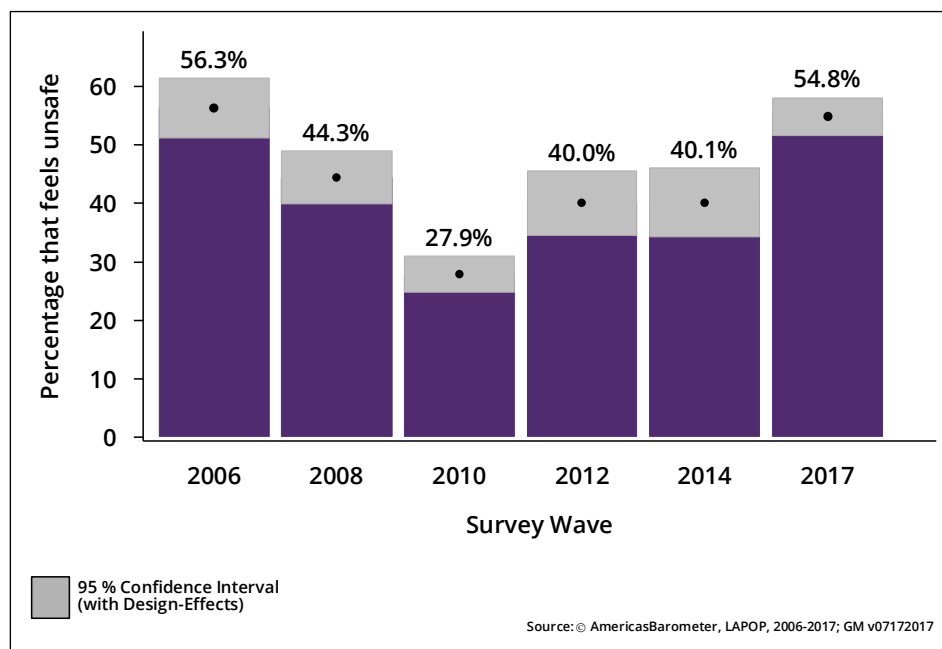


Figure 4.5. Pourcentage de personnes se sentant relativement ou très en danger en Haïti, 2006-2017

Le problème de l'insécurité est répandu en Haïti, comme en témoigne le fait que les niveaux d'insécurité diffèrent très peu d'un sous-groupe à l'autre. Par exemple, nous ne trouvons aucune différence significative entre les groupes d'âge, les niveaux de scolarité et les quintiles de richesse. Contrairement à ce que nous observons dans la région dans son ensemble, les femmes en Haïti ne sont pas beaucoup plus susceptibles que les hommes de se sentir en danger. Les colonnes supérieures de la figure 4.6 montrent la différence d'insécurité entre les hommes et les femmes dans les Amériques et (l'absence) de différence en Haïti. Le graphique inférieur de la figure 4.6 montre le contraste entre l'insécurité dans les zones urbaines et rurales pour les Amériques et Haïti. Dans l'ensemble de la région, les habitants des zones urbaines ont davantage tendance à affirmer qu'ils ne se sentent pas en sécurité, tandis que ceux des zones rurales d'Haïti sont plus susceptibles d'exprimer leur insécurité.

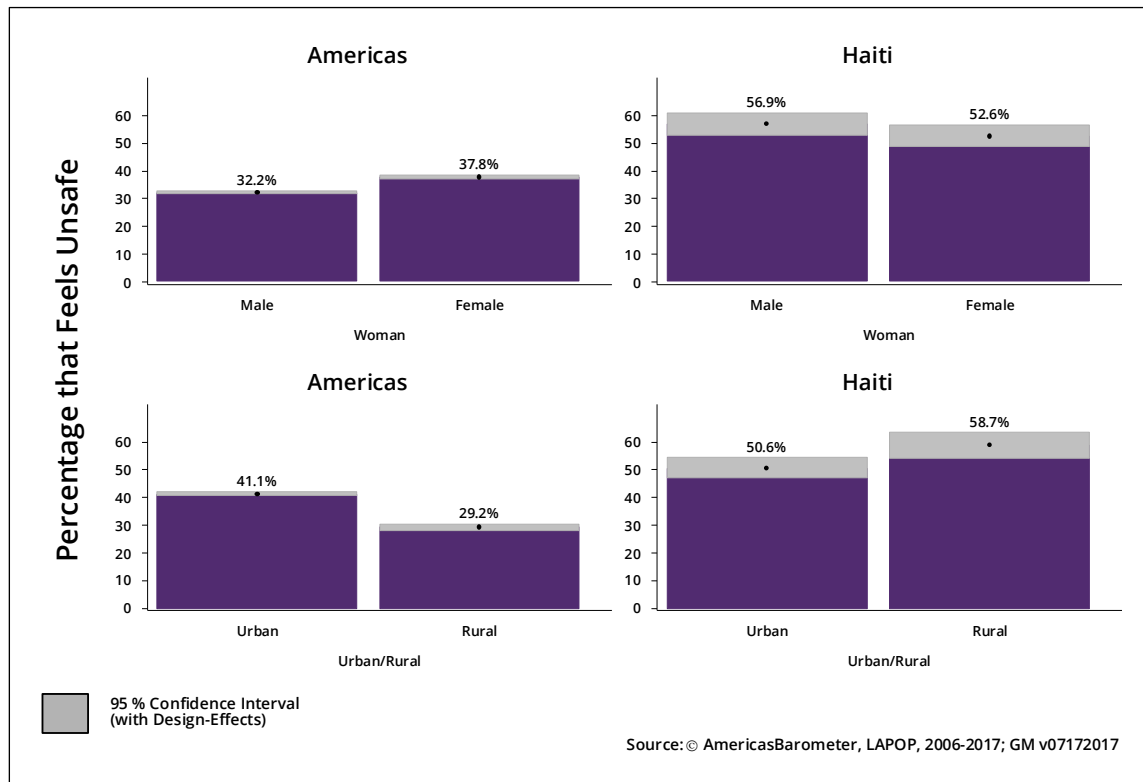


Figure 4.6. Pourcentage de personnes se sentant quelques peu ou très en danger selon les sous-groupes de genre et urbains/ruraux dans les Amériques et en Haïti (2017)

Nous explorons les différences géographiques de l'insécurité en Haïti sur la figure 4.7 en présentant le pourcentage de personnes déclarant ne pas se sentir en sécurité par région. Les sentiments d'insécurité varient légèrement d'une région à l'autre, mais la seule différence statistiquement significative se situe entre ceux de la région du Sud et ceux de la région métropolitaine : ceux de la région métropolitaine sont moins susceptibles d'exprimer un sentiment d'insécurité que ceux de la région du Sud.

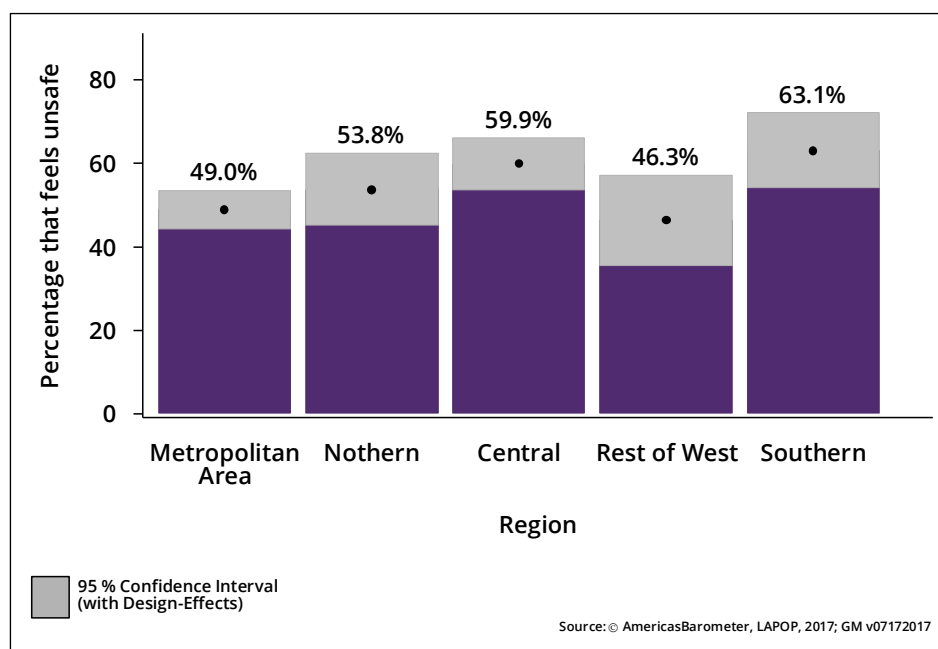


Figure 4.7. Pourcentage de personnes qui se sentent relativement ou très en danger, par région en Haïti, 2017

La conviction que les criminels seront arrêtés et punis

Le Baromètre des Amériques 2016/17 fournit la preuve qu'en Haïti, comme dans une grande partie de l'hémisphère, la criminalité et l'insécurité sont des menaces grandissantes. Alors que de plus en plus de personnes craignent d'être victimes d'un crime, sont-elles confiantes que leurs agresseurs seront punis ? L'enquête a directement demandé aux individus d'évaluer la capacité du système de justice criminelle à appréhender et à punir les criminels, au moyen de la question suivante:

AOJ12. Si vous étiez victime d'un vol ou d'une agression, avec quelle conviction pensez-vous que le système judiciaire punira les coupables? **[Lire les alternatives]**

(1) Beaucoup (2) une certaine (3) une faible (4) aucune

Seulement une minorité d'Haïtiens est convaincue que le système de justice serait en mesure de punir leur assaillant. Comme le montre la partie de gauche de la figure 4.8, 32,4 % des Haïtiens déclarent avoir peu confiance dans le système de justice et 29 % d'entre eux n'en ont aucune. En d'autres termes, ce sont un total de six Haïtiens sur dix qui n'ont pas confiance en la capacité du système de justice de punir les coupables de crimes. La partie de droite de la figure 4.8 montre la répartition des réponses pour l'ensemble des Amériques. Dans le pays moyen de la région, seuls 18 % des adultes sont convaincus que le système de justice fonctionnerait comme prévu, contre 15 % en Haïti. Globalement, la structure des résultats pour Haïti révèle un niveau inférieur de confiance dans le système judiciaire haïtien, mais de manière générale, les résultats sont comparables à ceux de la région dans son ensemble.

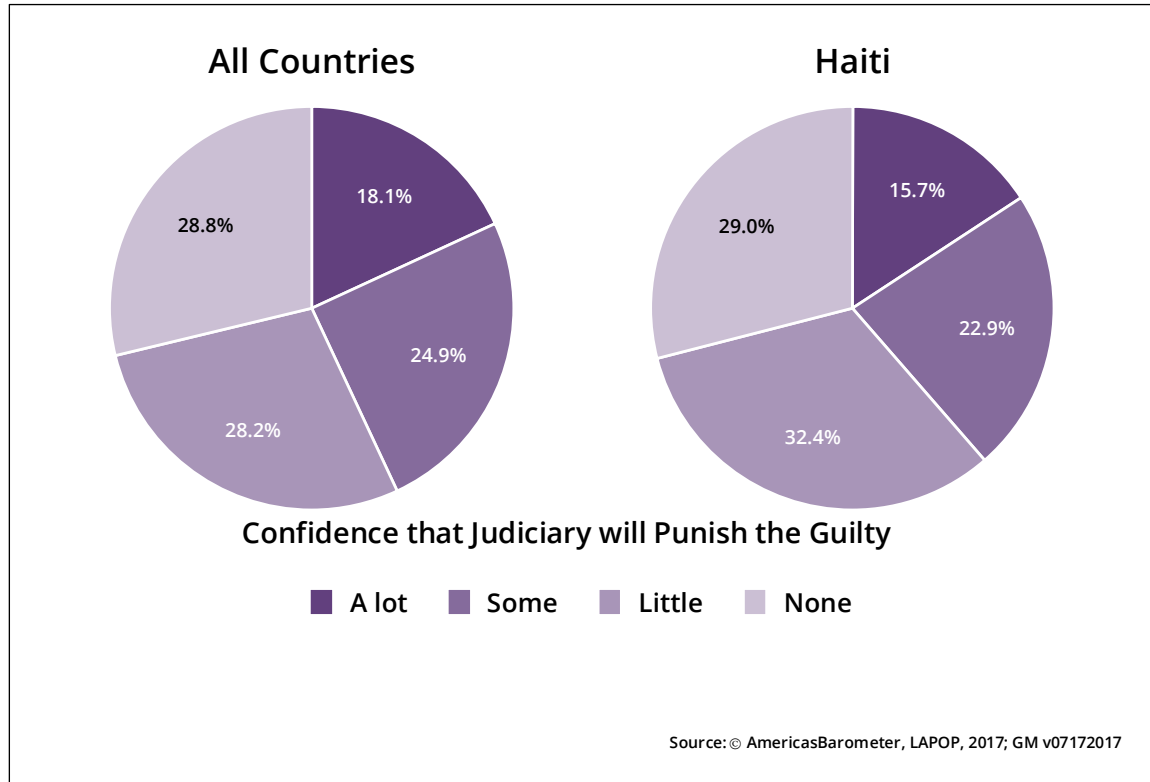


Figure 4.8. La conviction que le système judiciaire punira le coupable, 2016/17

La répartition des réponses à cette question a évolué au fil du temps en Haïti (Figure 4.9). Le pourcentage de répondants n'exprimant « aucune conviction » est à son maximum en 2017. Cependant, en 2010 et 2012, la proportion combinée de ceux qui ont répondu « faible » ou « aucun » a dépassé les deux tiers. La confiance était à son niveau le plus élevé en 2014 – la seule année où plus de la moitié des répondants ont répondu « beaucoup » ou « une certaine » confiance en la justice. En bref, la confiance envers le système judiciaire haïtien a diminué en 2017, mais les niveaux globaux en Haïti ne sont pas si différents de la moyenne régionale.

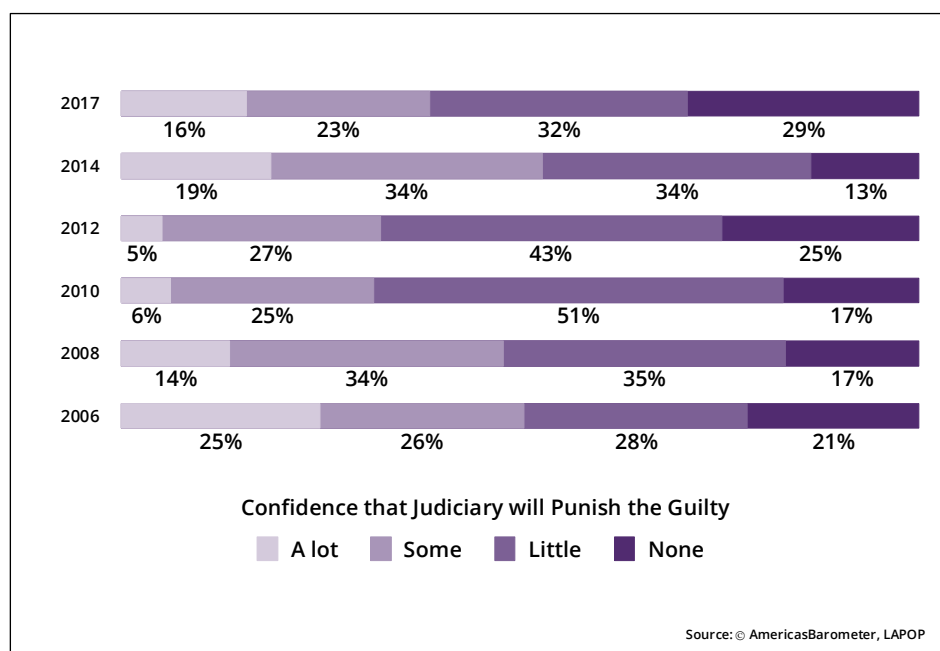


Figure 4.9. La conviction que le système judiciaire punira le coupable, au cours du temps en Haïti

En Haïti, le niveau moyen de confiance envers la capacité du système judiciaire à punir les coupables (codé de manière à ce que le niveau de confiance le plus élevé soit représenté par la valeur « 100 » et le niveau le plus faible corresponde à la valeur « 0 ») ne diffère pas entre les niveaux de richesse, d'instruction et de genre (voir le graphique 4.10). Il existe des différences statistiques uniquement entre les groupes d'âge. La cohorte la plus jeune a nettement plus confiance en la justice que les cohortes âgées de 36 ans et plus. Le fait que les jeunes soient les moins cyniques est prometteur lorsque l'on envisage l'avenir. Ce résultat souligne donc la nécessité de continuer à renforcer les attitudes chez les jeunes, afin de prévenir la propagation du pessimisme exprimé par les cohortes plus âgées.

Enfin, nous notons que la confiance dans le fait que le système judiciaire punira les coupables est plus grande chez les citoyens des zones urbaines (graphique 4.11). Cela concorde avec la précédente conclusion selon laquelle les habitants des zones urbaines se sentent plus en sécurité que ceux des zones rurales.

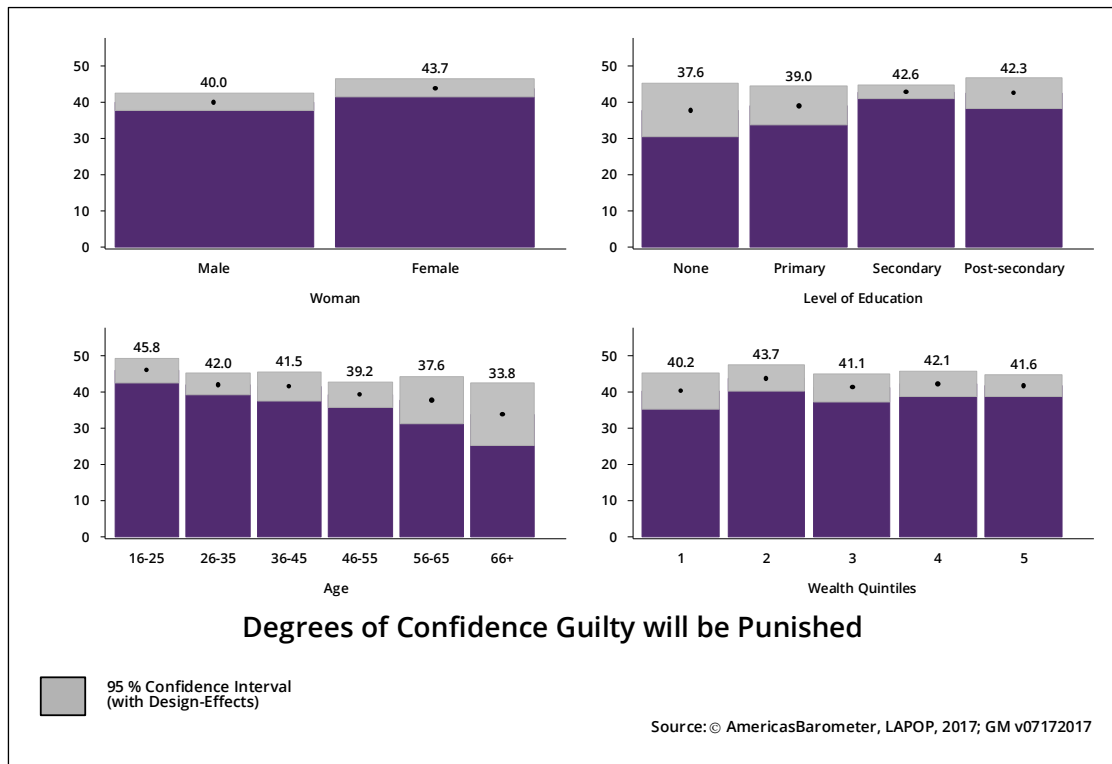


Figure 4.10. Variation par sous-groupes démographiques et socio-économiques dans la conviction que le système judiciaire punira les coupables en Haïti, 2017

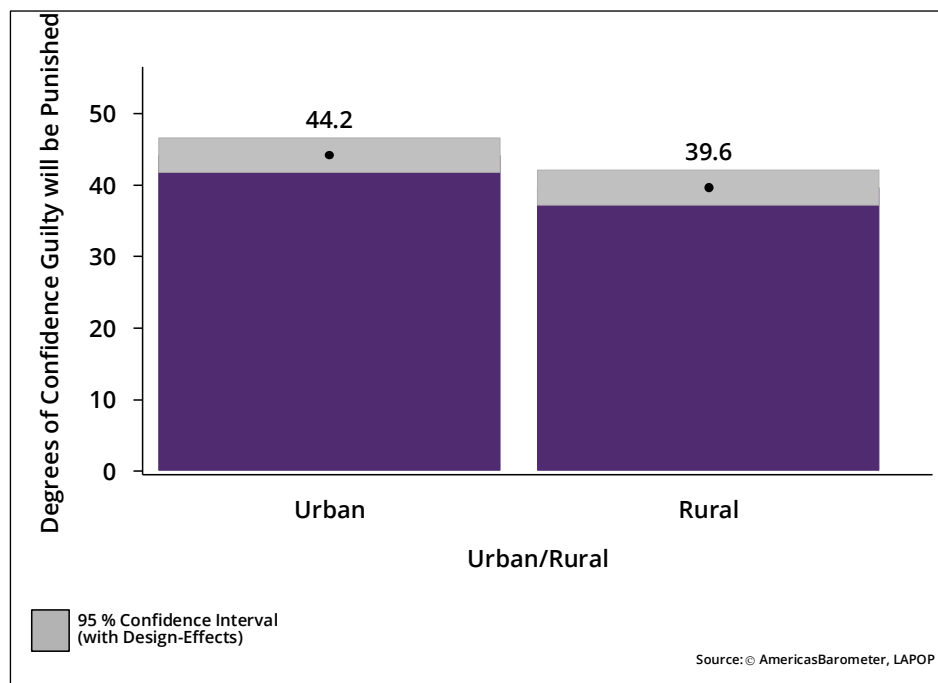


Figure 4.11. Variation selon les sous-groupes urbains/ruraux dans la conviction que le système judiciaire punira les coupables en Haïti, 2017



IV. La corruption

Dans cette section, nous examinons les perceptions des individus en matière de corruption politique, leurs expériences en matière de versement de pots-de-vin, leur tolérance à la corruption, leurs attentes en matière de sollicitation de pots-de-vin pour obtenir des permis et leur évaluation concernant l'application des règlements dans la construction. Chacun de ces sujets jette la lumière sur les fondements de l'État de droit en Haïti, car ils révèlent collectivement la manière dont les citoyens perçoivent la corruption en politique et la manière dont ils la vivent au quotidien.

Les résultats présentés dans cette section contiennent quelques bonnes nouvelles, dans la mesure où la victimisation par la corruption avec la police et les employés du gouvernement a diminué en Haïti après 2012; le nouveau taux de victimisation par la corruption, plus faible dans ces domaines, s'est maintenu au cours des dernières années.

Les résultats soulignent également certaines préoccupations. Par exemple, la tolérance pour la corruption chez les adultes haïtiens ordinaires est en moyenne plus élevée que chez les citoyens de tout autre pays de la région. La tolérance à la corruption est importante, car elle peut nourrir une apathie envers la corruption, et l'échec des individus à stigmatiser la corruption réduit les barrières empêchant d'autres personnes de se livrer à de telles activités illicites (voir les discussions dans Carlin 2013 et Lupu 2017). Un autre sujet de préoccupation réside dans le fait qu'un grand nombre d'Haïtiens pensent que les réglementations en matière de construction (c'est-à-dire les exigences en matière de permis) ne sont pas appliquées (40% signalent une faible probabilité de sanction pour la construction sans permis) ou sont corrompues par des pots-de-vin (50% signalent une probabilité de demande de pots-de-vin pour un permis). Les efforts visant à accroître l'engagement des citoyens et des fonctionnaires dans le respect du code du bâtiment sont importants, étant donné le rôle que cette dynamique peut jouer pour réduire le risque que cela pose pour les infrastructures aussi bien à travers des événements ordinaires que des catastrophes naturelles.

Les perceptions de la corruption chez les politiciens

Nous commençons par examiner les perceptions de la corruption de haut niveau. Comprendre comment les citoyens perçoivent leurs représentants élus est important, non seulement parce que cela peut affecter leur appui au système, mais aussi parce que cela peut influencer sur leur propre attitude face à la corruption (Carlin 2013). L'enquête du Baromètre des Amériques nous permet de mesurer un certain nombre de perceptions et d'expériences en matière de corruption. Dans le cycle 2016/17, le projet comprenait une question sur le degré avec lequel les individus perçoivent la corruption parmi les politiciens du pays. Le libellé de cette nouvelle question est le suivant:¹²

¹² Le sondage incluait auparavant une question similaire qui concernait les fonctionnaires, et ne portait pas uniquement sur les politiciens en tant que tels; Avec cette nouvelle question, nous obtenons plus de précision, au détriment d'une perspective plus large de la fonction publique.

EXC7NEW. En pensant aux politiciens [du pays] ... selon vous, combien d'entre eux sont impliqués dans la corruption?

- (1) Aucun (2) moins de la moitié d'entre eux (3) la moitié d'entre eux
(4) Plus de la moitié d'entre eux (5) tous

En général, les opinions sur la corruption des politiciens haïtiens sont comparables à celles trouvées dans l'ensemble des Amériques. Pour le déterminer, voyons d'abord comment les réponses à cette question sont réparties dans l'ensemble de la région. La partie de gauche de la figure 4.12 montre que plus de 50 % du public dans un pays moyen des Amériques estime que « Plus de la moitié » ou « Tous » les hommes politiques sont corrompus. Moins de 3 % des répondants pensent qu'« Aucun » homme politique est corrompu.

Deuxièmement, nous considérons la partie droite de la figure 4.12, qui montre la distribution des réponses en Haïti en 2017. Les réponses en Haïti sont similaires aux moyennes régionales. En 2017, plus de la moitié des Haïtiens considérait que plus de la moitié ou tous les politiciens sont corrompus.

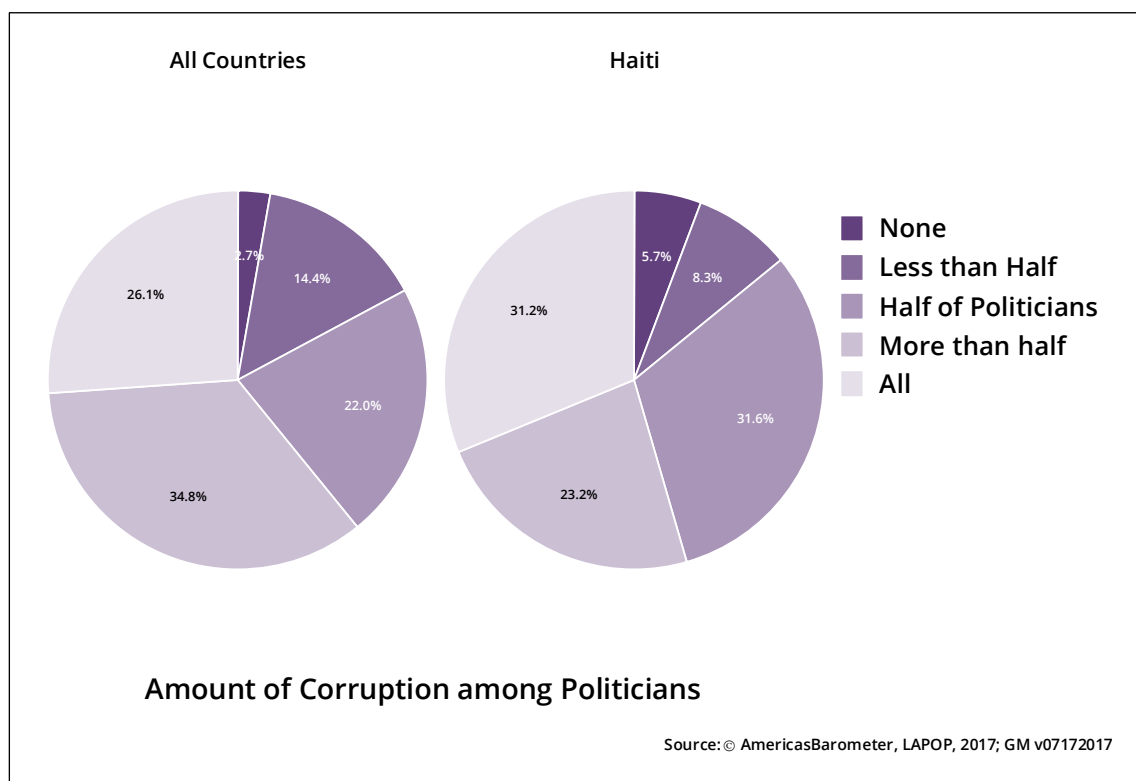


Figure 4.12. La perception de l'étendue de la corruption parmi les politiciens, 2016/17

L'analyse des données du Baromètre des Amériques indique que les réponses varient considérablement d'un pays à l'autre en 2016-2017. La figure 4.13 montre le pourcentage de personnes ayant répondu « plus de la moitié » ou « tous » à la question sur la corruption des hommes politiques. Aux extrêmes se trouvent le Brésil, où plus de 80 % des personnes interrogées estiment qu'il y a un niveau de corruption considérable parmi les politiciens, et le Canada, où

environ 20 % seulement pensent de même. Haïti se classe dans la moitié inférieure, avec des scores statistiquement comparables à ceux du Honduras, de l'Équateur, du Salvador et de la Jamaïque (ces quatre pays affichant des scores compris entre 50 et 60 %).

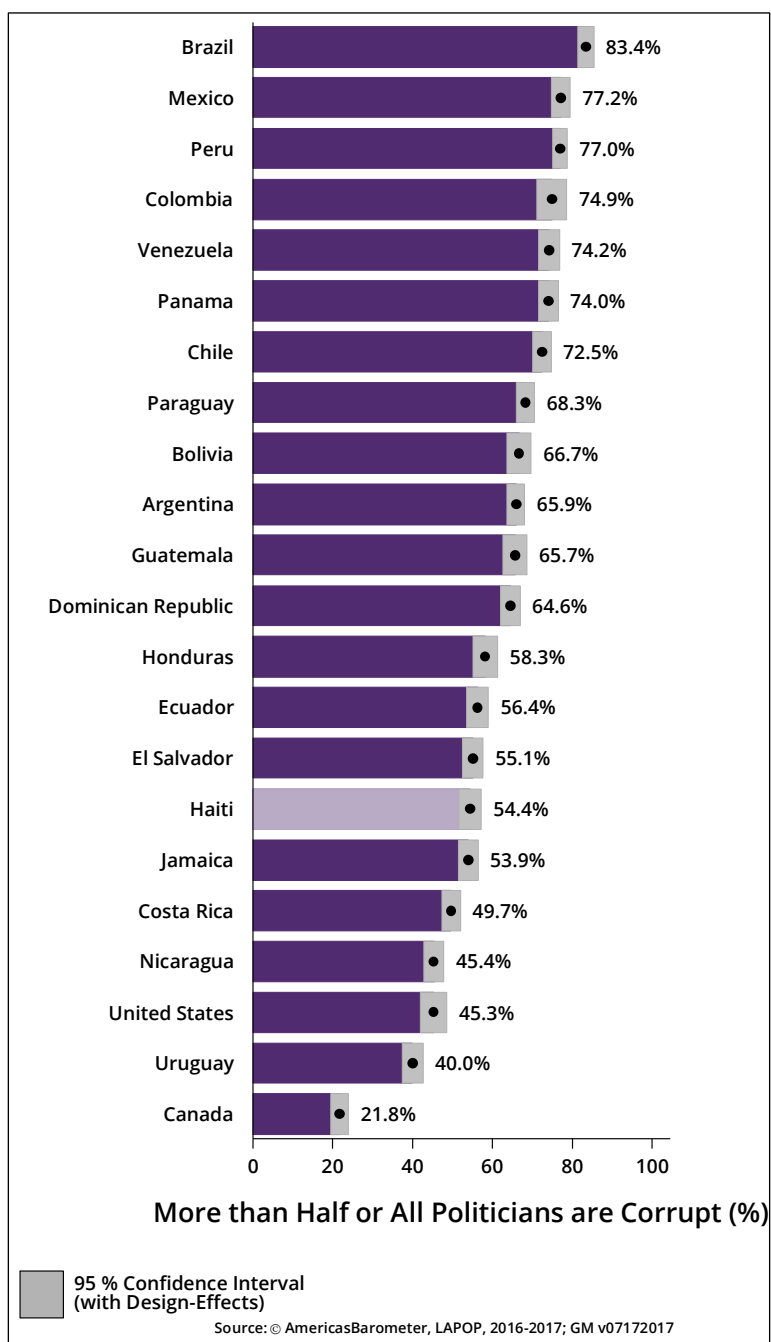


Figure 4.13. Pourcentage de personnes estimant que plus de la moitié ou tous les politiciens sont corrompus, 2016/17

La victimisation par la corruption

L'enquête Baromètre des Amériques mesure les expériences personnelles des individus en matière de corruption, c'est-à-dire s'ils ont eux-mêmes été victimes de corruption. L'enquête vise à déterminer si le répondant a été invité à verser un pot-de-vin au cours des douze mois précédents, une forme très concrète de corruption dans un délai déterminé. Cette structure évite l'ambiguïté typique des questions relatives à la victimisation par la corruption. L'enquête pose également cette question par rapport à différents types de agents publiques: agents de police et employés du gouvernement. Plus précisément, ces questions étaient:

	Non	Oui
Now we want to talk about your personal experience with things that happen in everyday life...		
EXC2. Un policier vous a-t-il demandé un pot-de-vin au cours des douze derniers mois?	0	1
EXC6. Au cours des douze derniers mois, un employé du gouvernement vous a-t-il demandé un pot-de-vin ?	0	1

Notez que le module demande aux personnes si on leur a demandé de verser un pot-de-vin et non si elles en ont payé un. Cela s'explique par le fait que les répondants sont beaucoup plus susceptibles de mentir si on leur demande s'ils paient un pot-de-vin, étant donné que payer des pots-de-vin est illégal dans la plupart des contextes. Compte tenu de la difficulté à obtenir des réponses véridiques à des questions aussi sensibles, particulièrement dans les enquêtes en face à face (Tourangeau et Yan 2007), le module du Baromètre des Amériques tente plutôt de savoir si les répondants ont été sollicités pour verser un pot-de-vin, une question beaucoup moins sensible.

La figure 4.14 montre les pourcentages d'Haïtiens qui ont répondu avoir effectivement été sollicités pour verser un pot-de-vin que ce soit à un agent de police ou à un fonctionnaire. Seule une petite partie des personnes interrogées avait été sollicitée à verser un tel pot-de-vin: 6,8 % par la police et 8,7 % par les employés du gouvernement.

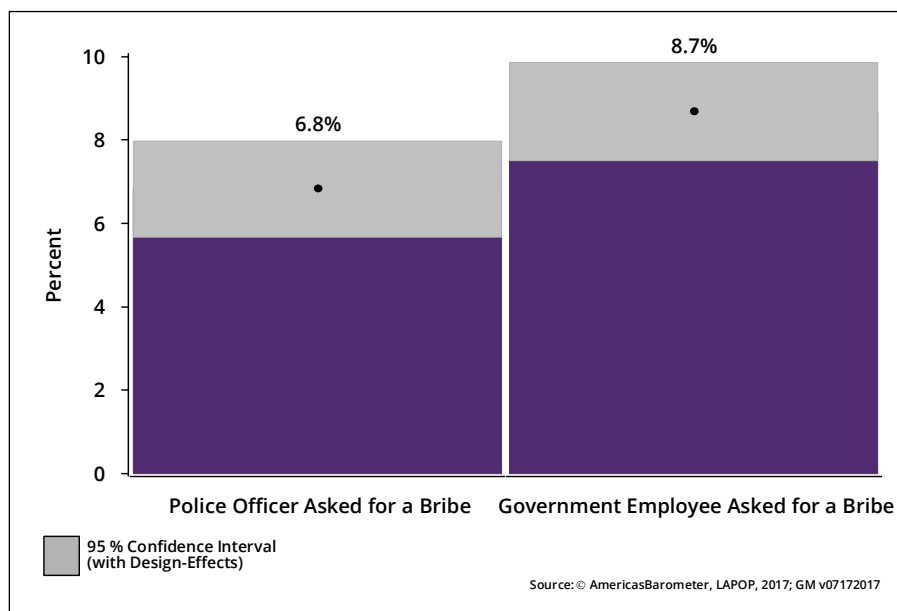


Figure 4.14. Victimisation par corruption dans un bureau de la police et du gouvernement, Haïti 2017

Les graphiques 4.15 et 4.16 illustrent la tendance de la victimisation par la corruption selon les deux questions proposés (solicitation de pots-de-vin par la police ou par un employé du gouvernement). Dans les deux cas, il y a eu une augmentation marquée en 2012, suivie d'une diminution du nombre d'expérience de demande de pots-de-vin au cours de la période couverte par les enquêtes de 2014 et 2017. En résumé, les expériences des citoyens en matière de victimisation par corruption avec la police et les employés du gouvernement ont diminué après 2012 et le taux moindre de victimisation par corruption est resté stable par la suite.

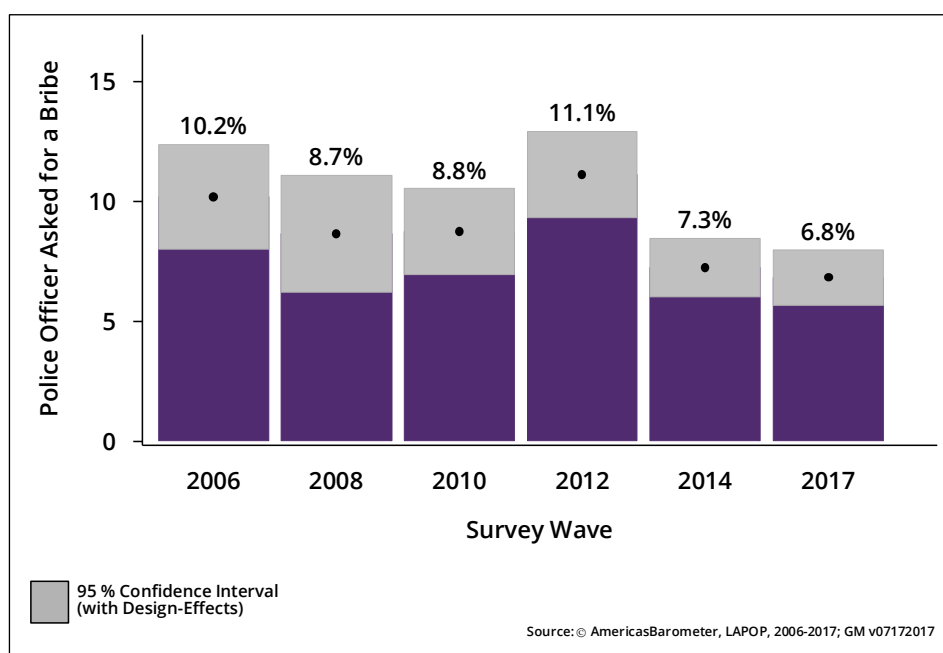


Figure 4.15. Sollicité pour un pot-de-vin par la police en Haïti 2006-2017

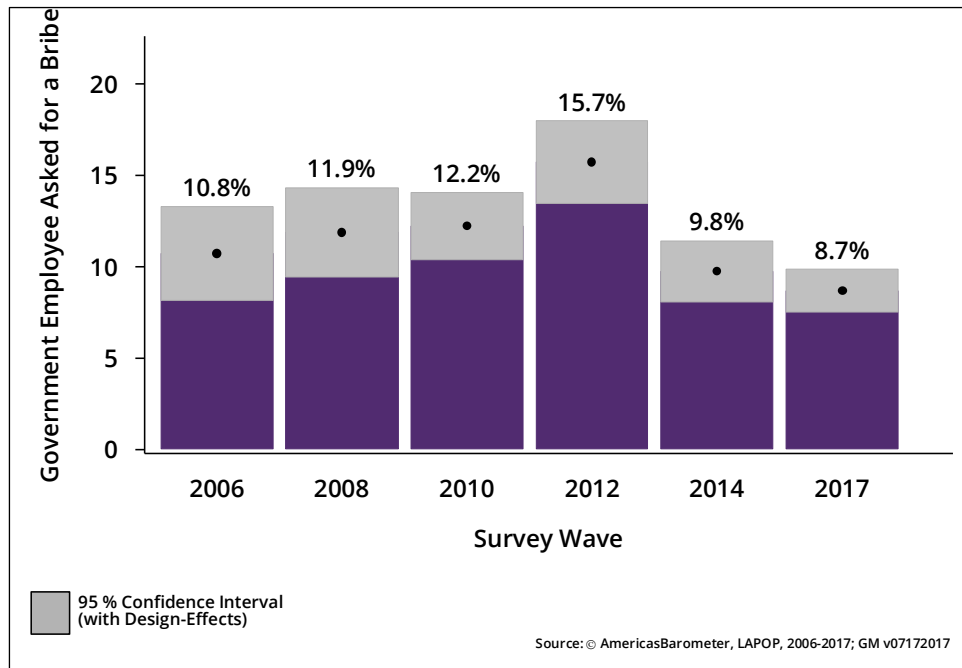


Figure 4.16. Sollicité pour un pot-de-vin par un employé du gouvernement, Haïti 2006 - 2017

Les expériences de sollicitation de pot-de-vin par un agent de police peuvent différer pour les personnes appartenant à différents sous-groupes socio-économiques et démographiques. La figure 4.17 montre qu'en Haïti, les hommes qui ont fait des études postsecondaires et ceux qui appartiennent au quintile le plus riche sont plus susceptibles de recevoir des demandes de pots-de-vin de la part de la police. Ceux des groupes de personnes les plus âgés sont les moins susceptibles de se voir demander un pot-de-vin. Il n'y a pas de différence dans le fait d'être victime de corruption de la part de la police entre les répondants des zones urbaines et rurales.

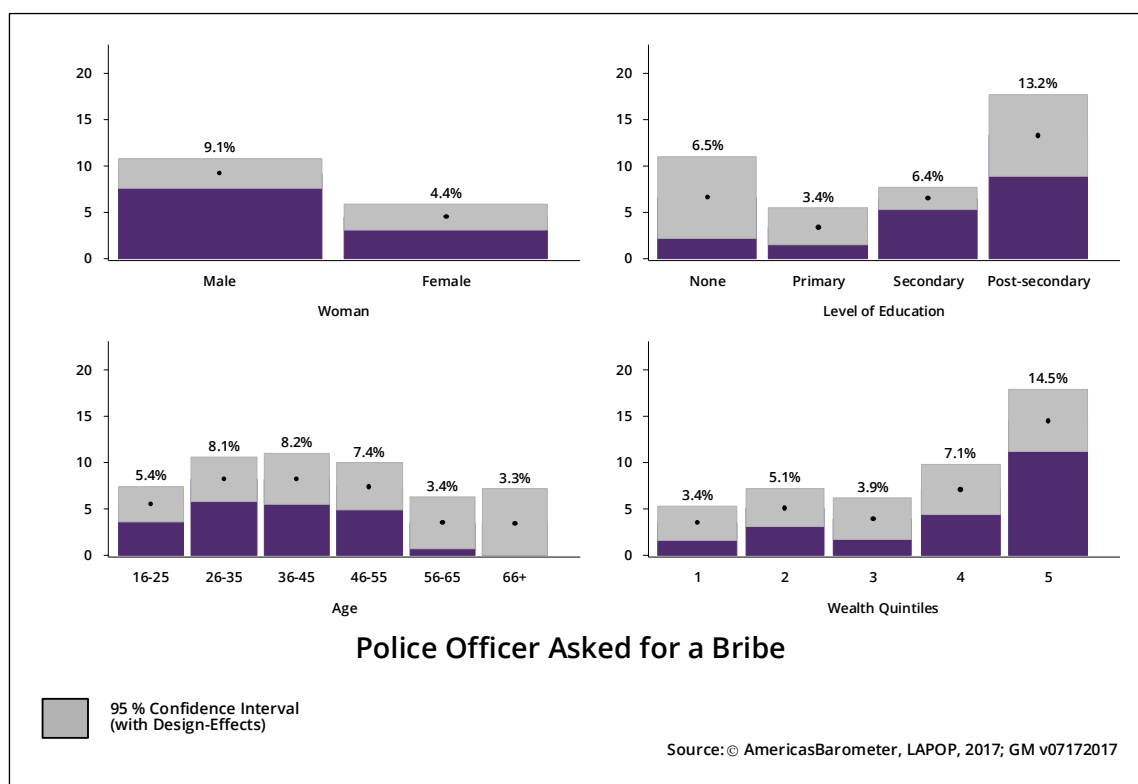


Figure 4.17. Victime de corruption par la police et par sous-groupes démographiques et socio-économiques en Haïti, 2017

La figure 4.18 montre que les personnes à qui un agent gouvernemental a demandé un pot-de-vin présentent des caractéristiques similaires à celles ciblées par les policiers : les hommes, les plus instruits et les plus riches ont plus de chances d'être sollicités pour verser un pot-de-vin par un fonctionnaire du gouvernement, comparé à leurs concitoyens des autres catégories de sous-groupes. Néanmoins, les citoyens plus âgés ne montrent pas une moindre propension à être sollicités à verser un pot-de-vin par des représentants du gouvernement. Enfin, les habitants des villes sont plus susceptibles que les habitants des zones rurales d'être sollicités pour un pot-de-vin.

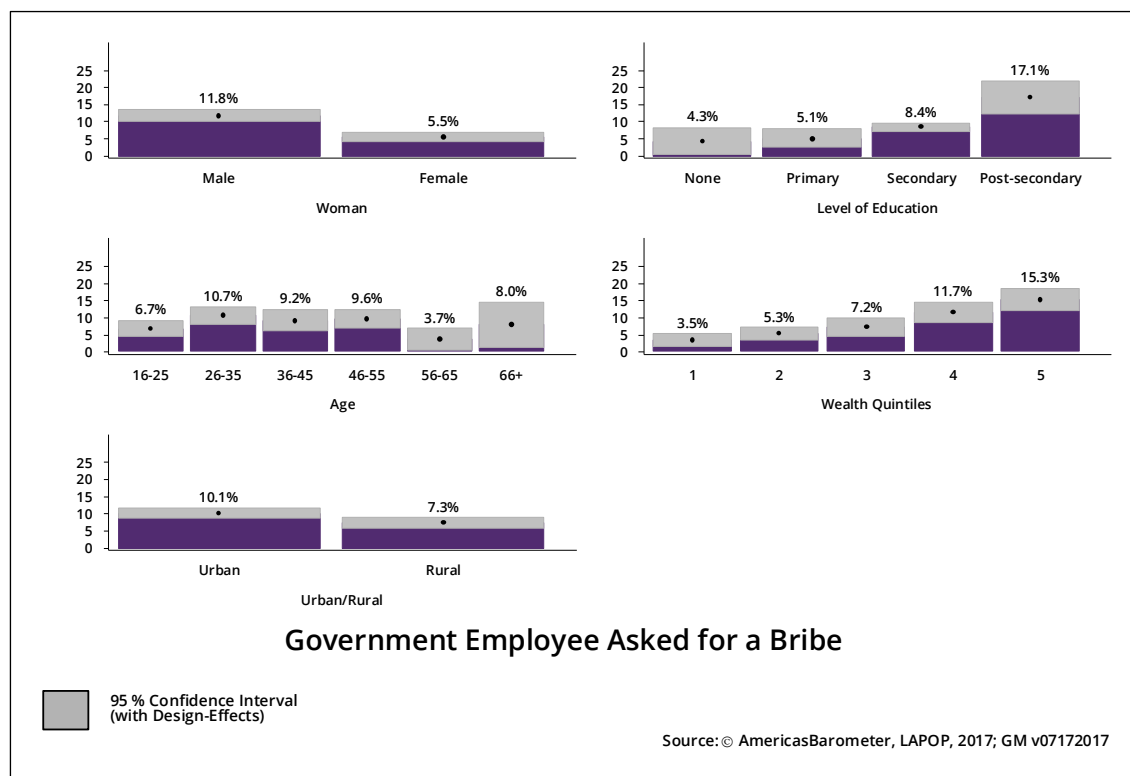


Figure 4.18. Victime de corruption par les fonctionnaires gouvernementaux selon les sous-groupes démographiques et socio-économiques en Haïti, 2017

La tolérance vis-à-vis de la corruption

L'enquête du Baromètre des Amériques a également interrogé les répondants sur leur tolérance vis-à-vis de la corruption, en se concentrant sur la question des pots-de-vin:

EXC18. Pensez-vous, compte tenu de la situation actuelle, que le versement d'un pot-de-vin est parfois justifié?

(0) Non (1) Oui

La figure 4.19 indique le pourcentage de répondants ayant répondu « oui » à la question pour chaque pays dans lequel la question a été posée dans le cadre du Baromètre des Amériques 2016-2017. De manière rassurante, une minorité de citoyens d'Amérique du Sud approuve la corruption (c'est-à-dire qu'ils la considèrent parfois comme justifiée). Haïti affiche toutefois le niveau de tolérance le plus élevé à l'égard de la corruption. Près de deux Haïtiens sur cinq (38,5 %) estiment qu'il est parfois justifié de verser un pot-de-vin. Ce pourcentage est nettement supérieur à celui de tous les autres pays de l'enquête et représente près du double de la moyenne de tous les pays des Amériques pour la période 2016-2017 (20%).

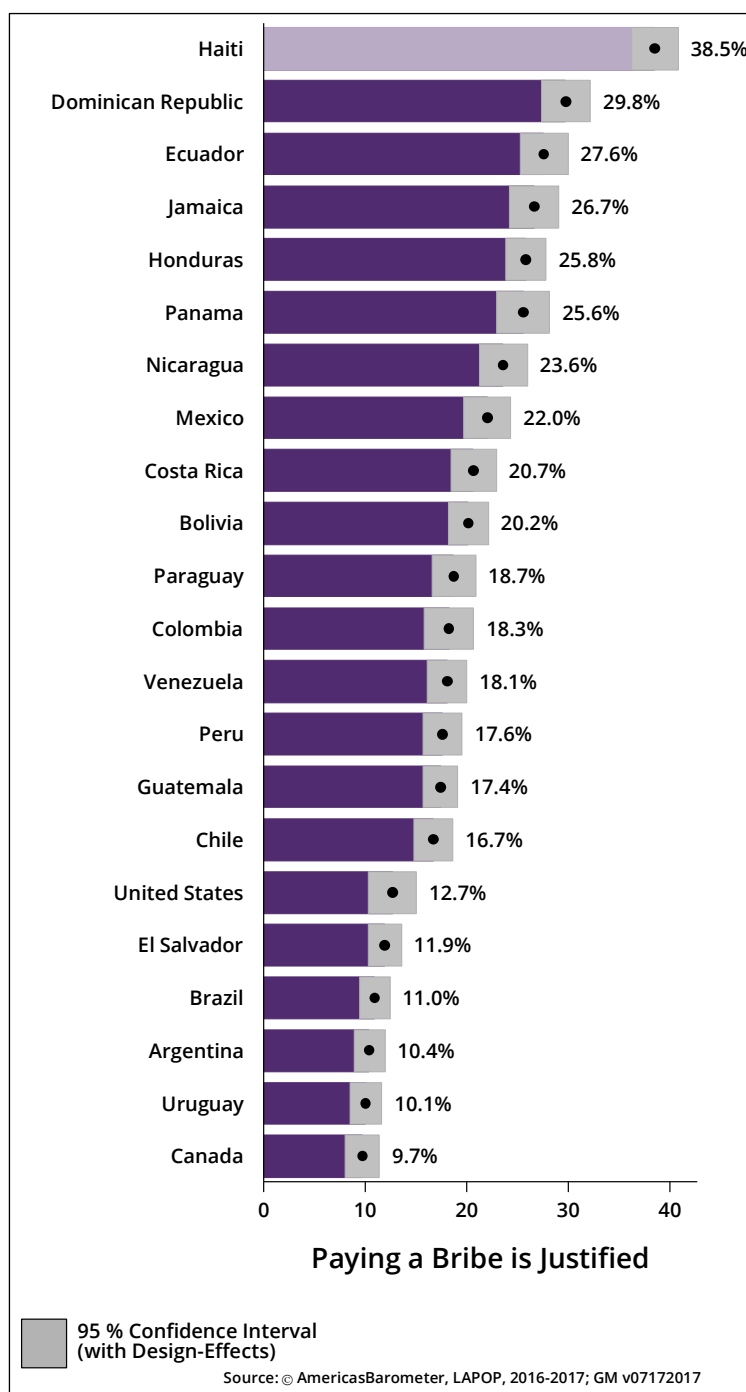


Figure 4.19. La tolérance envers la corruption (2016/17)

En explorant les caractéristiques économiques et sociales des répondants haïtiens, on constate des différences mineures, mais statistiquement significatives, en matière de tolérance envers la corruption entre sous-groupes. Comme le montre la figure 4.20, les hommes haïtiens sont plus tolérants vis-à-vis de la corruption que les femmes. Ceux qui ont fait des études postsecondaires sont plus susceptibles de tolérer la corruption que ceux qui n'ont pas de scolarité formelle ou qui n'ont fait que des études primaires. Ceux du quintile le plus riche ont une tolérance plus élevée envers la corruption que ceux des deux premiers quintiles de la richesse. En outre, la cohorte

d'Haïtiens âgés de 26 à 35 ans est nettement plus tolérante que la cohorte la plus âgée. Il n'y a pas de différence significative de tolérance à la corruption entre résidents urbains et ruraux.

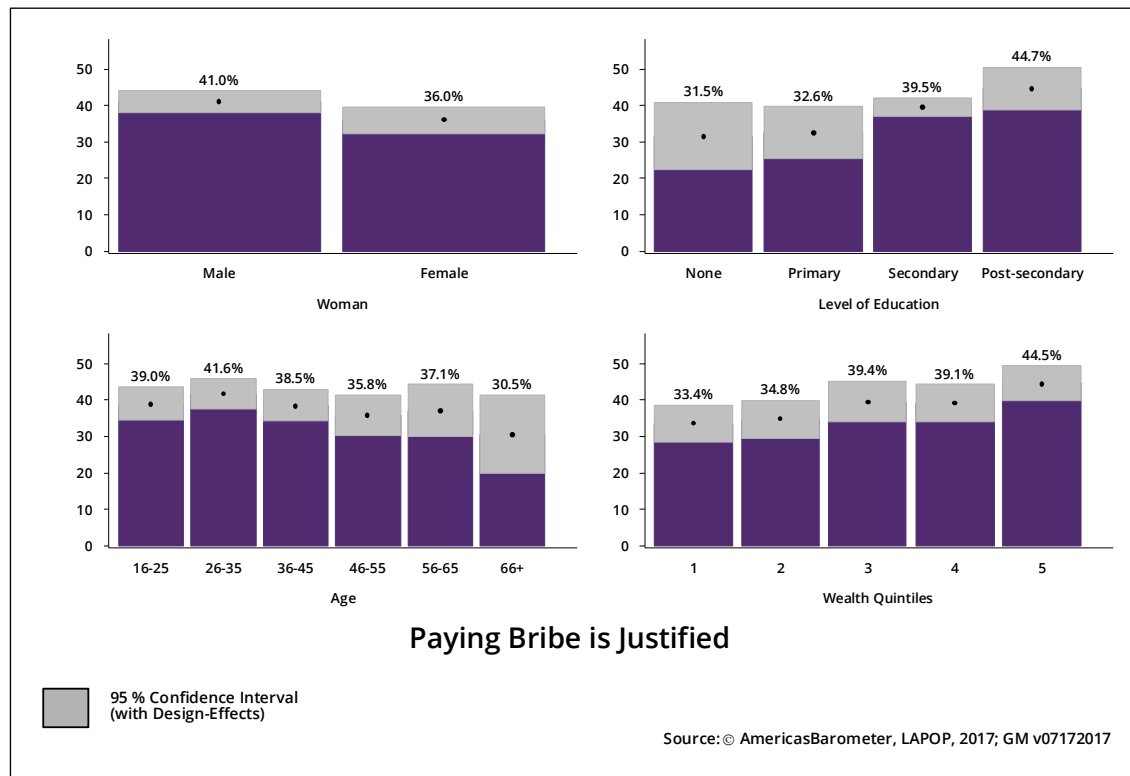


Figure 4.20. La tolérance envers une demande de pot-de-vin par sous-groupes démographiques et socio-économiques, 2017

L'application légale des codes de la construction

Le récent sondage du Baromètre des Amériques inclut deux questions qui nous permettent d'explorer un cas spécifique concernant l'application des lois et la corruption. Les questions posent un scénario hypothétique dans lequel un voisin entreprend des travaux de rénovation domiciliaire sans permis en bonne et due forme. Il a ensuite été demandé aux répondants quelle était la probabilité que leur voisin soit puni pour une telle action et qu'il soit vraisemblable qu'un voisin soit amené à verser un pot-de-vin pour obtenir un permis ou pour faire ignorer les lois par les fonctionnaires. Le texte complet des questions est le suivant:

En utilisant la même échelle de 1 à 7, où 1 correspond à « Pas du tout » et 7 à « Grande probabilité »	(888888) Ne sais pas (988888) Pas de réponse [Ne pas lire]
PR3D. Si dans votre quartier, l'un de vos voisins décide de construire ou de rénover une maison sans permis. Quelle est la probabilité qu'il soit puni par les autorités?	
PR3E. Si un membre de votre quartier décide de construire ou de rénover une maison, dans quelle mesure pensez-vous qu'on lui demandera de verser un pot-de-vin pour obtenir une licence, un permis, ou d'ignorer l'existence de la construction?	

La figure 4.21 montre la répartition des réponses à la première question, à savoir si la construction sans permis entraînerait des sanctions. Près de 20% des Haïtiens ont choisi la catégorie indiquant que les fonctionnaires seraient très susceptibles de punir ceux qui n'ont pas de permis. Ainsi, c'est un répondant sur cinq qui déclare que la probabilité de punition est « grande ». Cependant, un nombre similaire (18,4%) de répondants ont déclaré que les fonctionnaires n'étaient « pas du tout » susceptibles de punir une telle action. En additionnant les répondants qui ont donné une réponse inférieure au point médian de l'échelle (c'est-à-dire en additionnant ceux qui répondent 1, 2 ou 3), nous constatons qu'environ 40% des Haïtiens pensent que les responsables auront tendance à ne pas punir ceux qui construisent sans permis en Haïti.

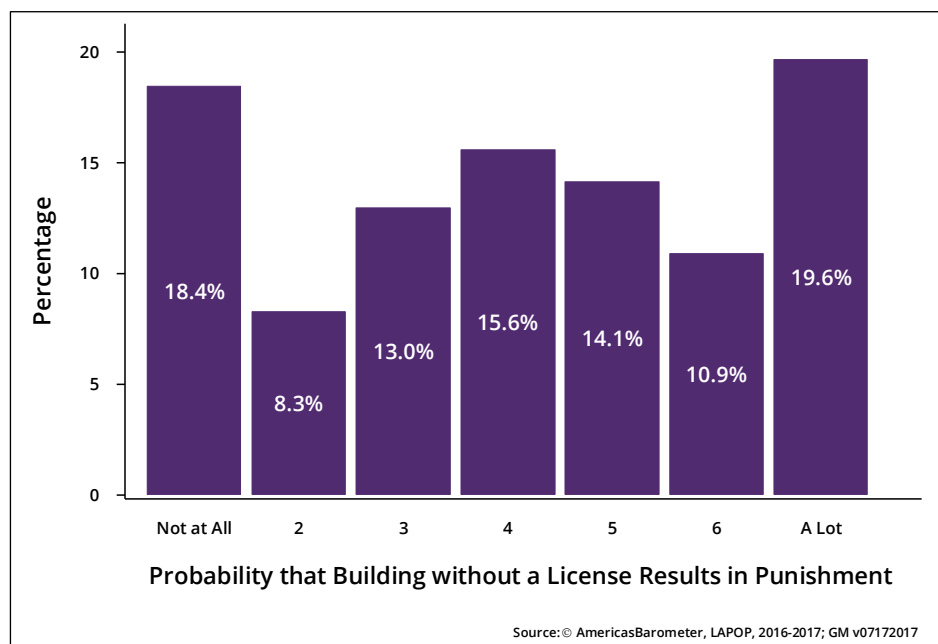


Figure 4.21. Probabilité que les agents du gouvernement punissent les personnes construisant sans permis en Haïti, 2017

La figure 4.22 montre les réponses à la seconde question, en ce qui concerne la mesure avec laquelle une telle activité devrait nécessiter un pot-de-vin. Près d'un quart des répondants ont exprimé une forte conviction (beaucoup) que la construction ou la rénovation d'une structure nécessiterait de payer un pot-de-vin que ce soit pour l'obtention du permis nécessaire, ou pour que les agents du gouvernement ignorent la loi. En additionnant ceux qui ont donné une réponse supérieure au point médian de l'échelle, (c'est-à-dire en additionnant ceux qui ont répondu 5, 6 ou 7) on remarque qu'un Haïtien sur deux agit avec la conviction qu'il y a une grande probabilité que l'obtention de permis nécessite des pots-de-vin en Haïti.

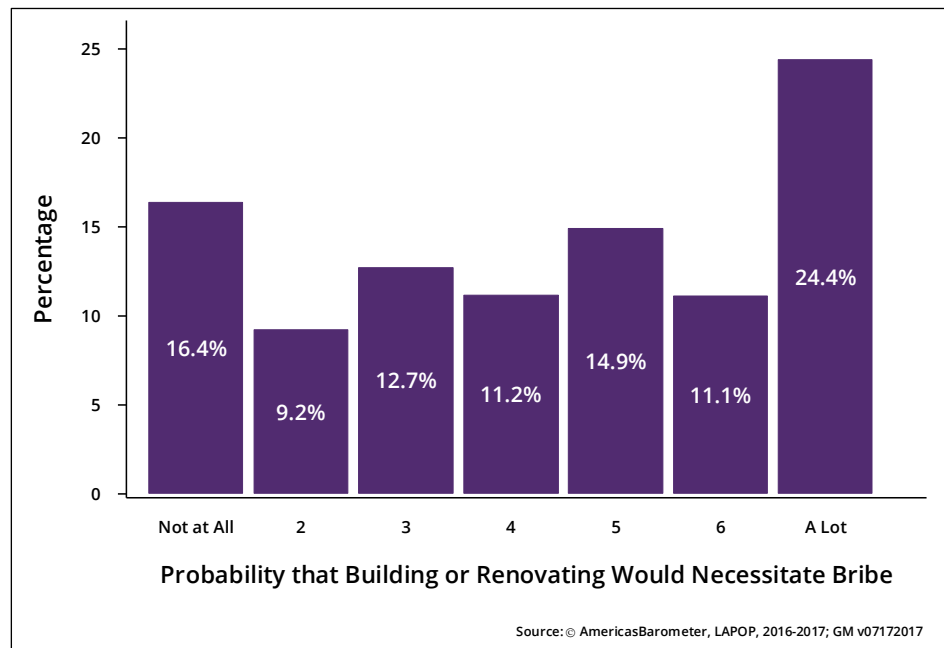


Figure 4.22. Probabilité que l'obtention de permis de construire nécessite le versement de pots-de-vin en Haïti, 2017

Les réponses à cette question montrent l'un des coûts potentiels de la perception de la corruption, en l'occurrence, pour le parc de logements d'un pays. Si une maison a besoin d'être rénovée et qu'il existe une conviction qu'il y a un coût supplémentaire pour obtenir un permis dans la forme d'un pot-de-vin, alors les propriétaires sont moins enclins à payer ces frais supplémentaires, ce qui entraîne un travail qui n'est pas conforme aux normes permises ou qui n'est pas du tout exécuté.

V. Conclusions

L'enquête menée par le Baromètre des Amériques 2017 en Haïti montre que la criminalité et l'insécurité sont courantes dans ce pays. Plus d'un individu sur cinq est victime d'un crime et plus de la moitié des Haïtiens se sentent plutôt en danger ou très en danger dans leurs quartiers. La victimisation par le crime et l'insécurité en Haïti ont augmenté depuis 2014, reflétant les tendances générales dans les Amériques où la criminalité et la violence sont devenues des problèmes majeurs pour les gouvernements et leurs citoyens. Le Baromètre des Amériques montre également un manque de satisfaction des citoyens quant à la manière dont le système de justice répond à ces



défis. La plupart des répondants expriment peu de confiance dans le fait que le système judiciaire punira les criminels coupables.

La corruption en Haïti, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, continue de poser un problème qui entraîne des conséquences politiques, économiques et sociales négatives. La majorité des Haïtiens considère que plus de la moitié des politiciens est corrompue, voire tous. La perception du public selon laquelle la politique grouille de corruption est largement répandue en Haïti et même dans les Amériques.

La tendance positive décelée dans la récente étude du Baromètre des Amériques en Haïti tient au fait que moins de personnes ont été sollicitées pour verser des pots-de-vin par des employés de la police ou des services publics en 2014 et 2017 par rapport à 2012. Il importe de s'accrocher à ce résultat positif, sachant que la tolérance envers la corruption en Haïti demeure élevée : les Haïtiens ont le niveau de tolérance vis-à-vis de la corruption le plus élevé de tous les pays d'Amérique latine. Près de deux Haïtiens sur cinq déclarent que payer des pots-de-vin est une action justifiable, ce qui est considérablement plus élevé que leurs voisins en République dominicaine (le niveau suivant de plus grande tolérance envers la corruption en Amérique latine).

Enfin, les données sur les attentes des citoyens en matière de surveillance et de sanctions dans le domaine de la corruption dans la construction et la rénovation de maisons suggèrent la nécessité de multiplier les efforts visant à construire la confiance envers la surveillance et la conformité réglementaires, ce qui devrait renforcer la confiance des citoyens dans le système en général ainsi que leur disposition à déployer des efforts pour entreprendre des rénovations conformes au code du bâtiment.



Chapitre 5.

La Politique locale dans les zones cibles de l'USAID

Carole Wilson

I. Introduction

La série 2016/17 du Baromètre des Amériques en Haïti a mis en évidence un suréchantillon à grande échelle des communes suivantes qui font partie des zones ciblées par le programme de l'USAID : Delmas, Carrefour, Kenscoff, Cap-Haïtien, Limonade, Acul du Nord Ouanaminthe, Caracol, et Saint Marc. Le présent chapitre a pour but d'évaluer les similitudes et les différences entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays en ce qui concerne la participation des citoyens aux organisations locales et à la gouvernance ainsi que leur évaluation des services publics.

II. Résultats Principaux

- Hormis les différences de composition urbaine/rurale, les caractéristiques démographiques et socio-économiques des zones cibles de l'USAID ne peuvent être distinguées du reste du pays.
- En 2017, les résidents des zones cibles de l'USAID sont plus susceptibles d'assister aux réunions d'organisations religieuses et d'associations de parents que ceux vivant dans le reste du pays. Il n'y a aucune différence en ce qui concerne la participation aux réunions d'organisations de femmes ou de groupes de développement communautaire.
- Il existe de légères différences dans la satisfaction à l'égard des services entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays. Les résultats indiquent des niveaux de satisfaction légèrement supérieurs dans les zones cibles, mais les différences observées ne permettent pas d'atteindre les niveaux conventionnels de signification statistique.
- Enfin, la confiance dans les autorités gouvernementales et la satisfaction à l'égard de la démocratie semblent être légèrement plus élevées dans les zones cibles.

III. L'échantillon des zones cibles USAID

En 2016/17, 1207 entretiens ont été réalisés dans les huit communes de Delmas, Carrefour, Kenscoff, Cap-Haïtien, Limonade, Acul du Nord Ouanaminthe, Caracol et Saint Marc. Au total, 1014 interviews ont été menées dans le reste du pays. Alors que les enquêtes précédentes ne contenaient aucun suréchantillon, les habitants de sept des huit communes ont été interrogés en

2012 et 2014. Cela nous permet de comparer les réponses à de nombreuses questions sur plusieurs séries du Baromètre des Amériques pour les zones cibles de l'USAID.¹

De plusieurs façons, les communes cibles de l'USAID ressemblent beaucoup au reste du pays. Les figures 5.1 à 5.5 montrent les distributions pour le sexe, milieux urbains/ruraux, âge, niveau d'éducation, et quintiles de richesse. Seule la division urbaine/rurale est significativement différente dans la zone cible de l'USAID que dans le reste du pays (Figure 5.2). La zone cible de l'USAID est considérablement plus urbaine que le reste du pays (79,8% dans la région USAID comparé à 35,6% dans le reste du pays). Dans les deux zones, l'âge moyenne des répondants était de 38 ans avec la distribution des groupes d'âge, montrant qu'il y a plus de répondants dans la catégorie d'âge de 16-35 que dans les groupes plus âgés. Environ deux tiers des deux échantillons a une éducation secondaire. La mesure de richesse montre que les quintiles sont également repartis dans la zone cible de l'USAID et dans le reste du pays (la zone USAID n'est pas significativement plus ou moins riche que dans le reste du pays).

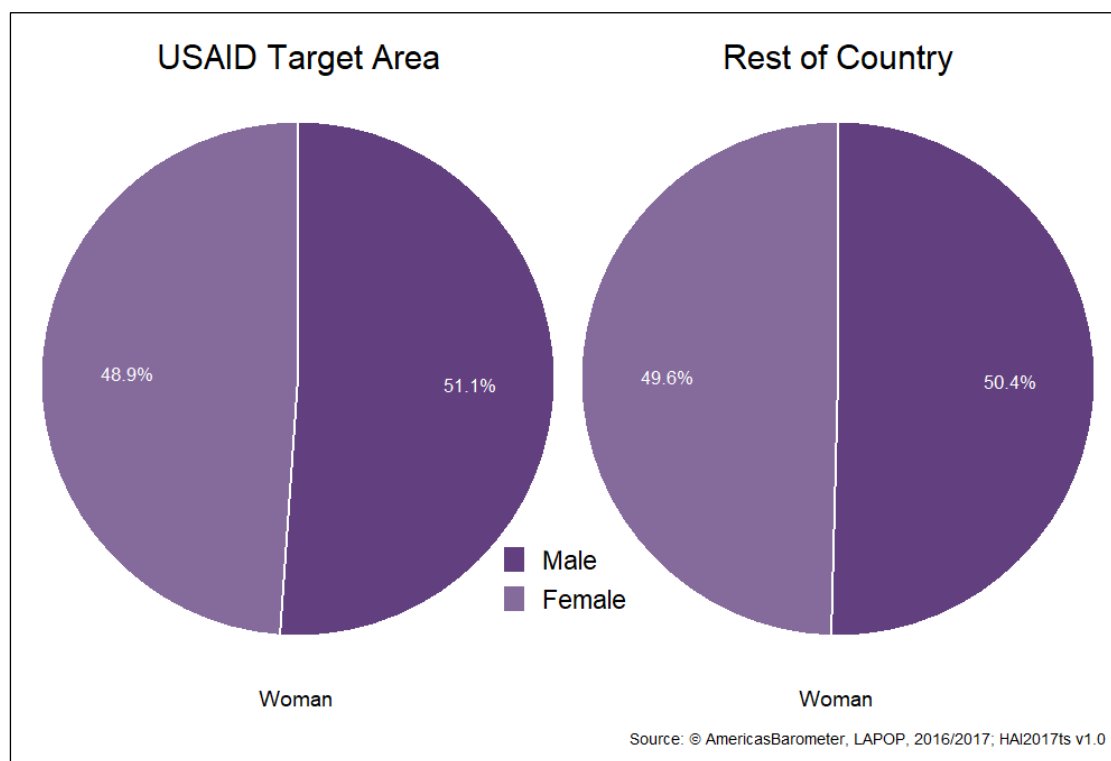


Figure 5.1. Distribution par sexe dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

¹ La commune de Caracol n'a pas participé à l'enquête en 2012 ni en 2014. Par conséquent, les comparaisons entre les périodes excluent Caracol de l'analyse de 2017 par souci de comparabilité. Les chiffres ne contenant qu'une seule année retiennent Caracol dans l'échantillon.

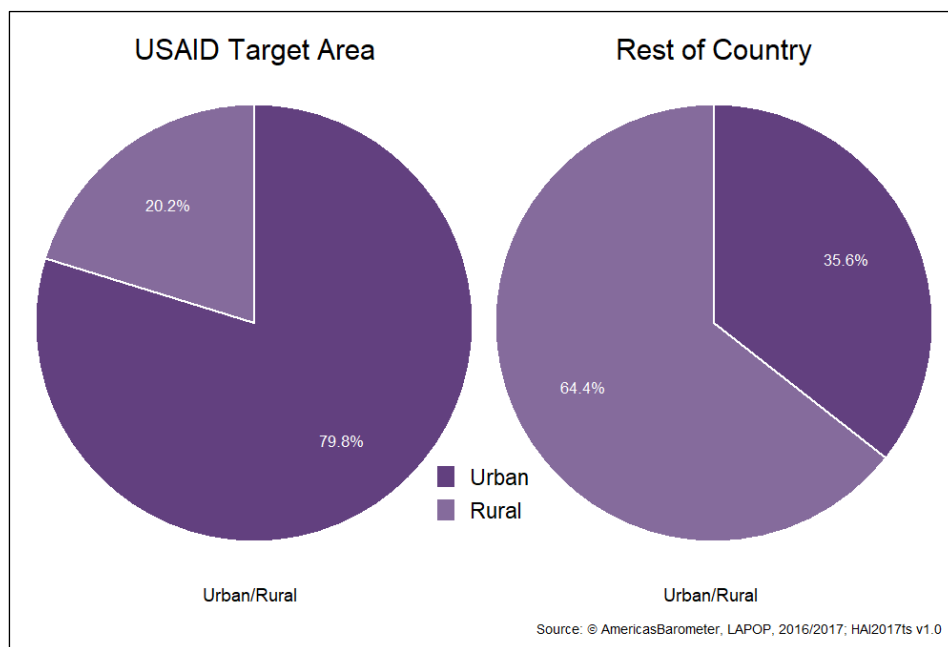


Figure 5.2. Distribution Urbain/Rural dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

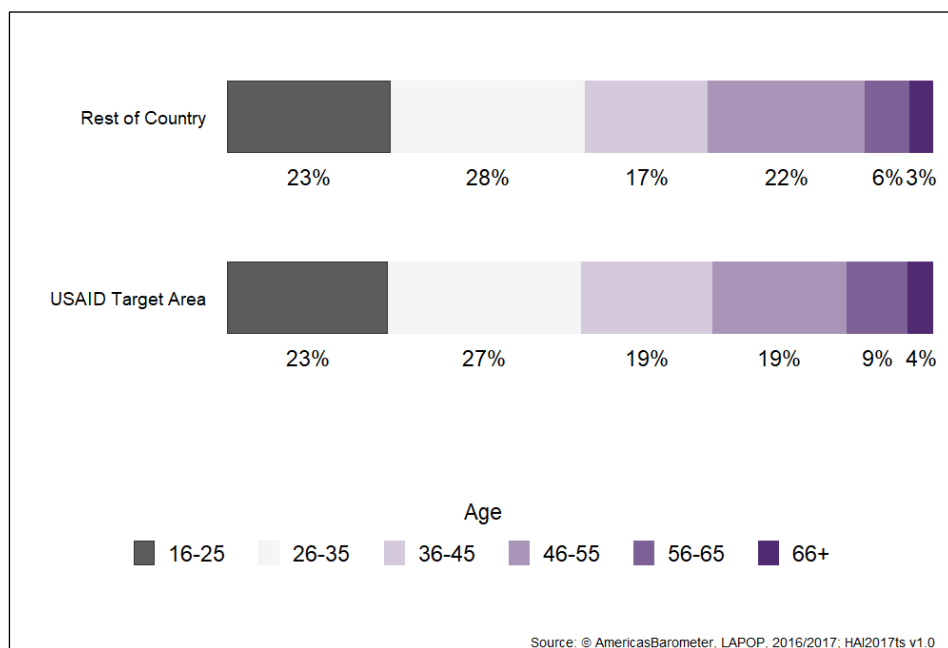


Figure 5.3. Répartition par âge dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

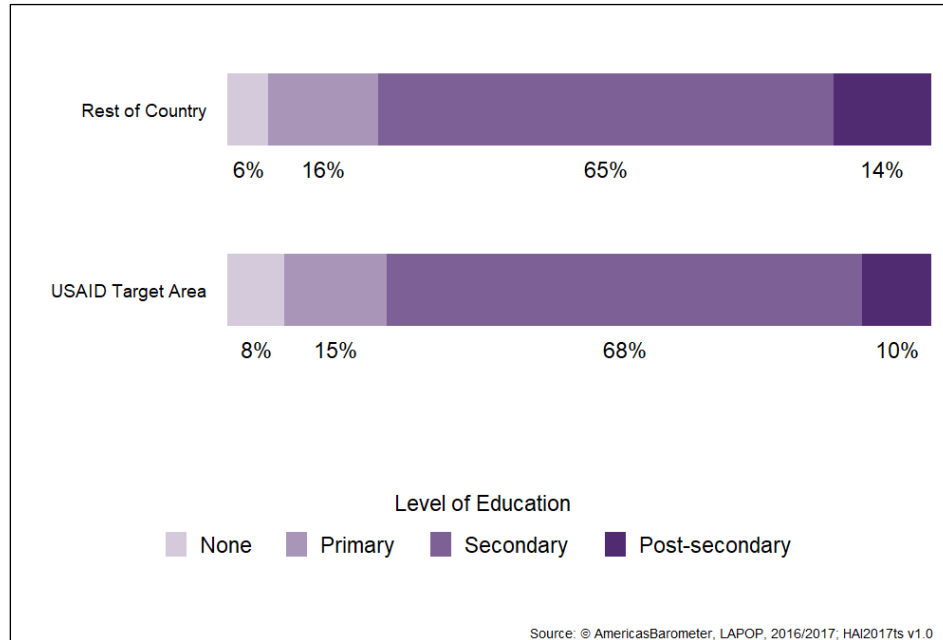


Figure 5.4. Distribution de l'éducation dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

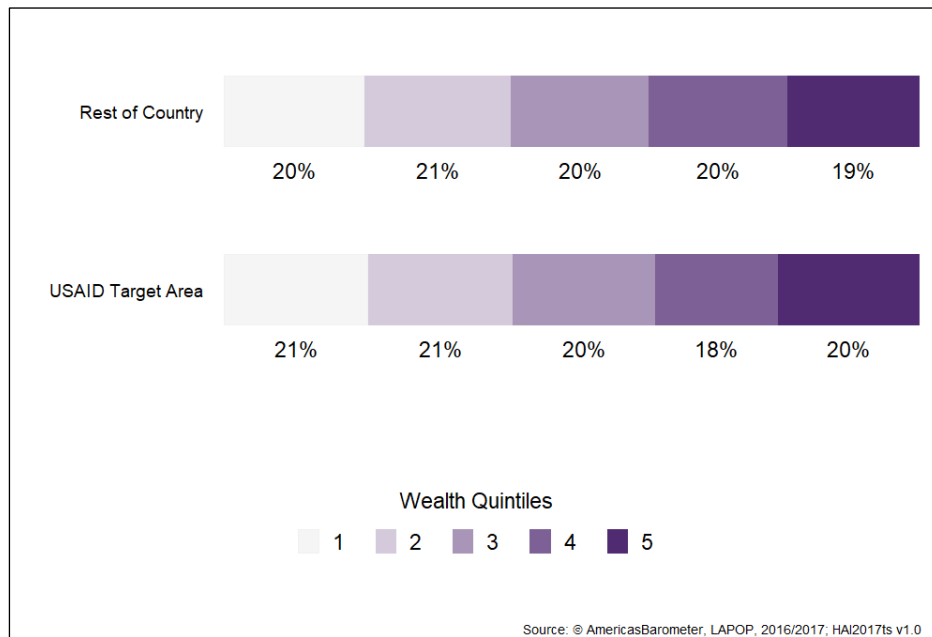


Figure 5.5. Répartition de la richesse dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

IV. La participation aux organisations locales

Le Baromètre des Amériques contient un certain nombre de questions visant à déterminer le degré de participation des citoyens aux organisations communautaires telles que les organisations religieuses, les organisations de parents, les organisations de femmes et les groupes pour l'amélioration de la communauté. Pour chaque groupe, on a demandé aux répondants à quelle fréquence ils assistaient à ces réunions – une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par an ou jamais. Les réponses sont codées de manière à ce que les graphiques affichent le pourcentage de répondants qui assistent à des réunions au moins une fois par an.

Lorsque nous avons posés des questions sur la participation aux réunions d'organisations religieuses, plus de la moitié des répondants (57,1 %) d'Haïti déclarent avoir participé à ces réunions au moins une fois par an (Figure 5.6).

Je vais vous lire une liste de groupes et d'organisations. Dites-moi si vous assistez aux réunions de ces organisations au moins une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par an ou jamais. [Répétez « une fois par semaine », « une ou deux fois par mois », « une ou deux fois par an » ou « jamais » pour aider le répondant]

CP6. Les réunions d'une organisation religieuse? Est-ce que vous y assistez...

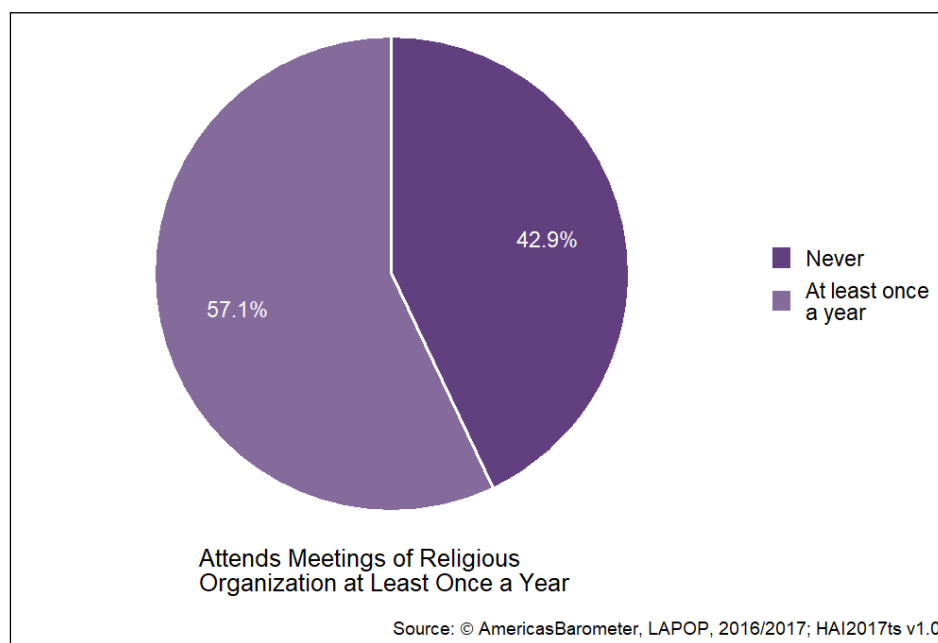


Figure 5.6. Participation à des réunions d'organisations religieuses au moins une fois par an, Haïti 2017

La figure 5.7 montre la répartition de la participation selon le sexe, l'environnement urbain/rural, l'âge, le niveau d'éducation et la richesse. Les femmes et les habitants des zones urbaines sont beaucoup plus susceptibles d'assister aux réunions des organisations religieuses que les hommes et que ceux vivant dans les zones rurales. La participation augmente avec l'âge, même si tous les groupes d'âge ne sont pas significativement différents. Les plus jeunes (18-25 ans) ont un niveau

de participation nettement inférieur à celui des 36 à 65 ans, tandis que les 56 à 65 ans ont un niveau de fréquentation nettement plus élevé que tous les autres groupes, à l'exception de la cohorte la plus âgée (+66ans). Le groupe le plus âgé n'est pas significativement différent des autres groupes. Ceux qui n'ont aucune éducation ou seulement une éducation primaire sont beaucoup plus susceptibles d'assister aux réunions d'une organisation religieuse que ceux qui ont fait des études secondaires ou postsecondaires. Il y a peu de variation entre les quintiles de richesse. Seuls les répondants du troisième et quatrième quintile sont significativement différents l'un de l'autre.

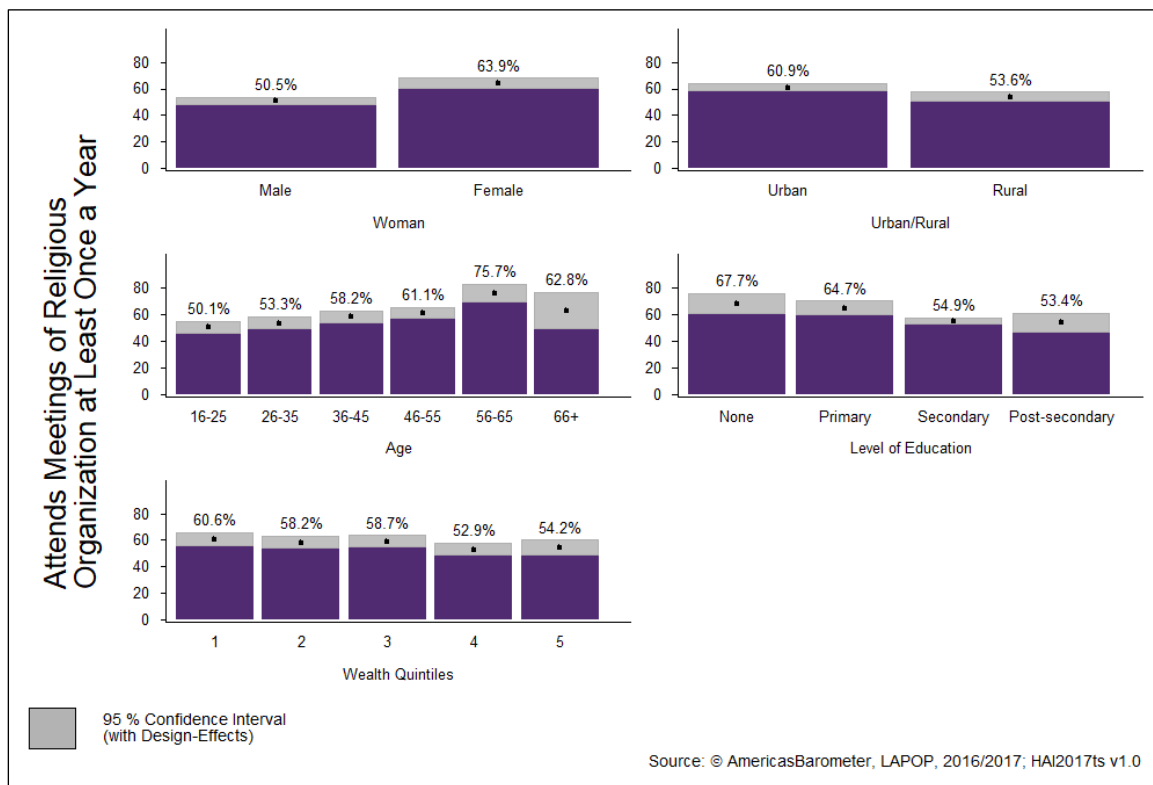


Figure 5.7. Participation à des réunions d'organisations religieuses par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017

Se concentrant sur les différences constatées dans l'enquête 2017 entre les zones cibles de l'USAID et le reste de l'échantillon national montre que les personnes vivant dans les zones cibles de l'USAID sont nettement plus susceptibles d'assister à une réunion d'une organisation religieuse (voir figure 5.8).

Ces différences n'étaient pas clairement établies lors des séries précédentes de l'enquête. La figure 5.9 montre que la participation aux réunions d'organisations religieuses a diminué chaque année depuis 2012 dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste de l'échantillon. Ce n'est qu'en 2016/17 que la différence entre les deux échantillons est significative. Cela est dû à une baisse plus limitée de la participation (13 points de pourcentage) en 2016/17 dans les zones cibles de l'USAID, par rapport à une baisse de 22 points de pourcentage dans le reste de l'échantillon national.

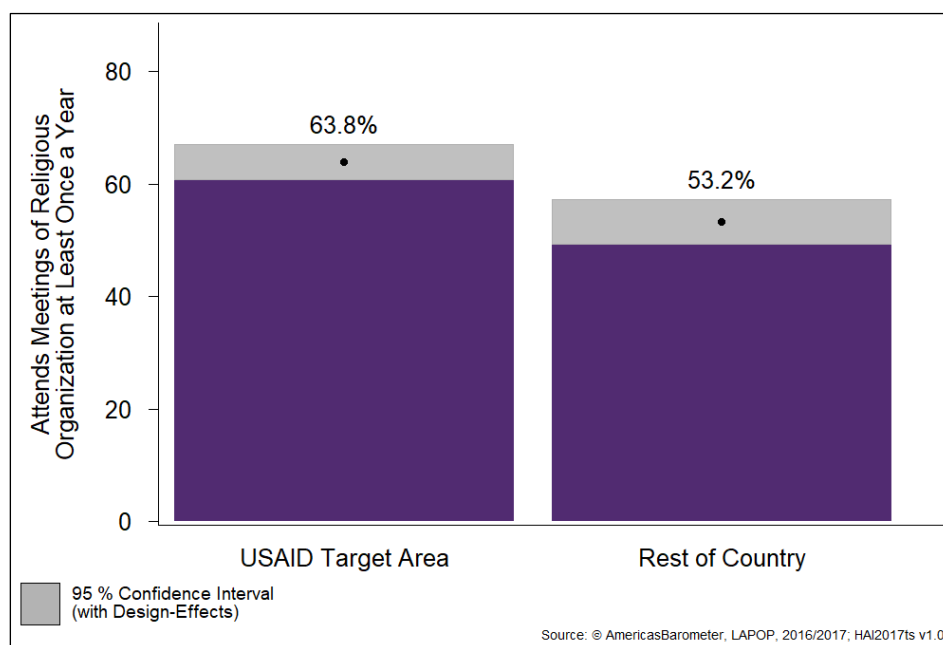


Figure 5.8. Participation à des réunions d'organisations religieuses dans les zones cibles de l'USAID et le reste du pays, Haïti 2017

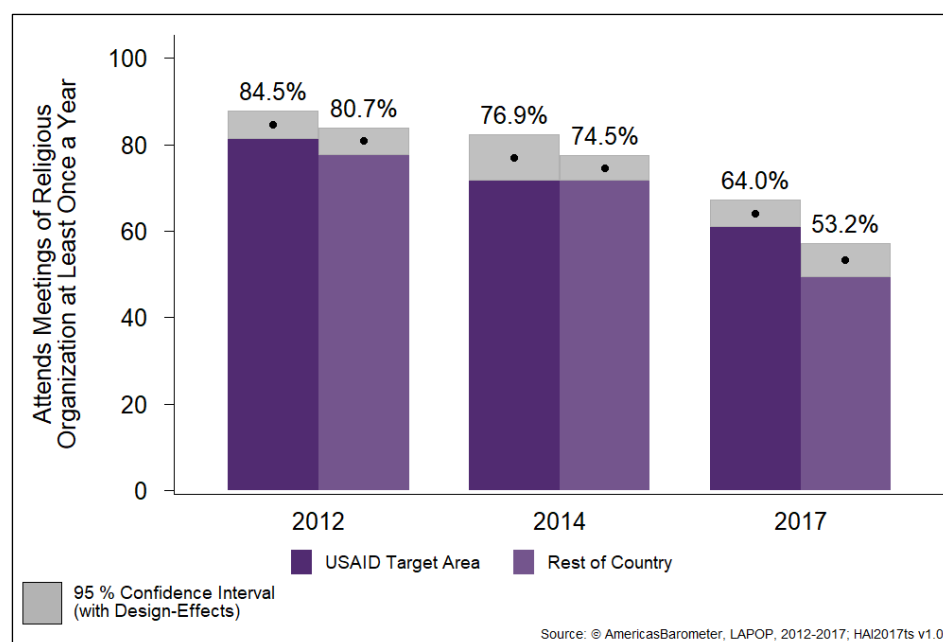


Figure 5.9. Participation à des réunions d'organisations religieuses par zones cibles de l'USAID et reste du pays, Haïti 2012-2017

Les Haïtiens assistent également à des réunions d'associations de parents d'élèves. La figure 5.10 montre que plus de la moitié des Haïtiens (58,3 %) participe à des réunions d'associations de parents au moins une fois par an. La participation est divisée en sous-groupes sociodémographiques dans la figure 5.11. Les femmes et les habitants des villes sont plus susceptibles de participer que les hommes et les habitants des milieux ruraux. Les membres des cohortes les plus jeunes et les plus âgées ont nettement moins de chances de participer que ceux

des cohortes d'âges moyens (36 à 65 ans), probablement parce qu'ils sont moins susceptibles d'avoir des enfants. Les non scolarisés sont nettement moins susceptibles d'assister aux réunions des associations de parents que ceux qui ont fréquenté l'école primaire. Il n'y a pas de différence dans le niveau de participation entre les quintiles de richesse.

Je vais vous lire une liste de groupes et d'organisations. Dites-moi si vous assistez aux réunions de ces organisations au moins une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par an ou jamais. [**Répétez « une fois par semaine », « une ou deux fois par mois », « une ou deux fois par an » ou « jamais » pour aider le répondant**]

CP7. Les réunions d'une association de parents à l'école? Est-ce que vous y assistez ...

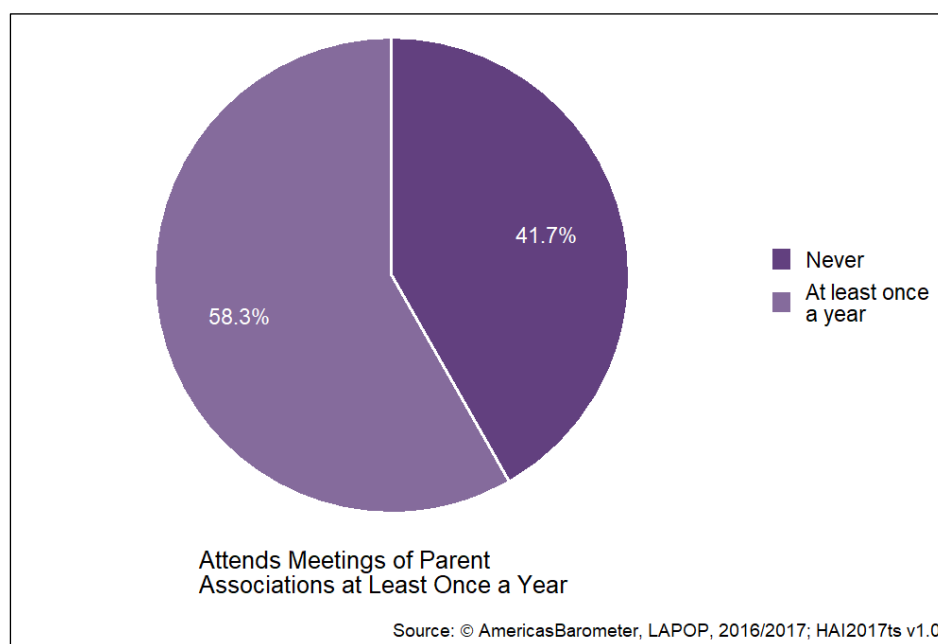


Figure 5.10. Participation aux réunions d'associations de parents au moins une fois par an, Haïti 2017

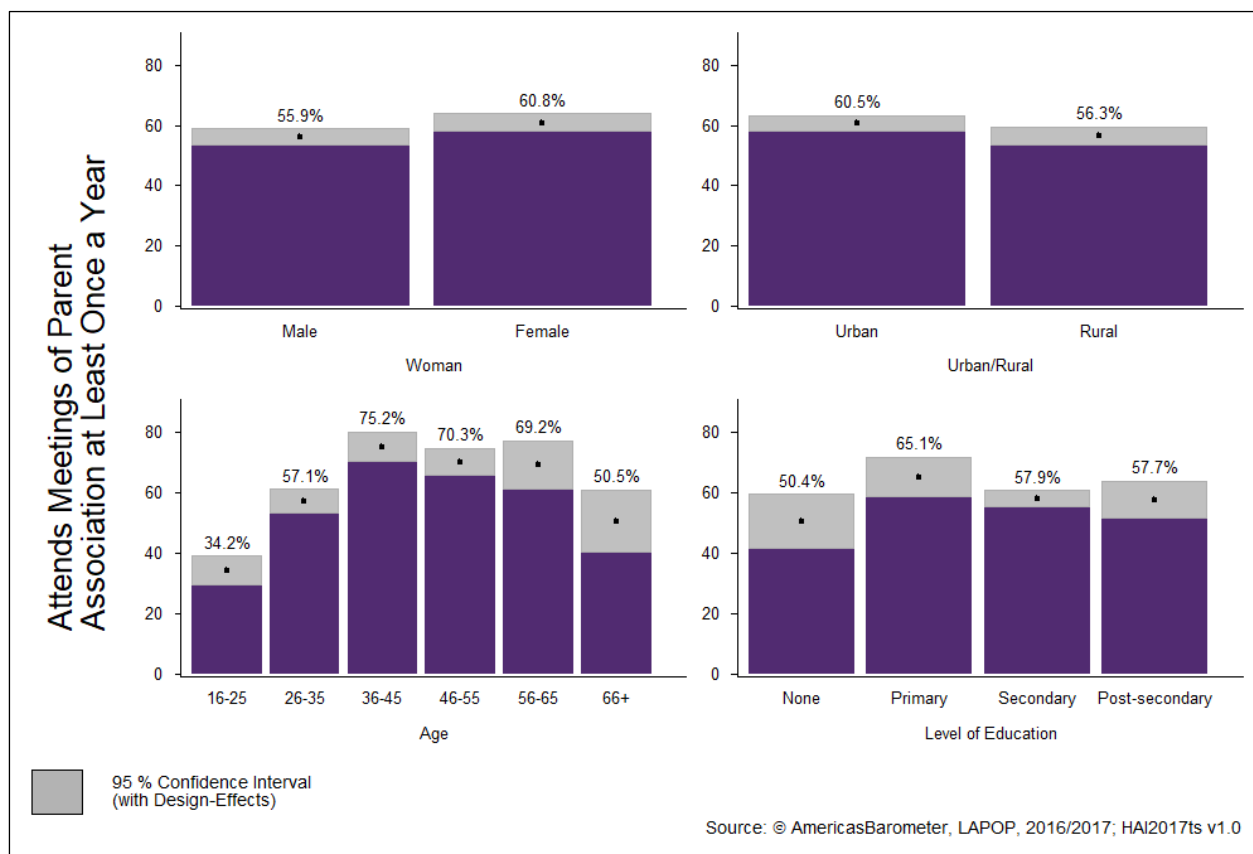


Figure 5.11. Participation aux réunions d'associations de parents par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017

Les personnes vivant dans les zones cibles de l'USAID sont beaucoup plus susceptibles de participer aux réunions des associations de parents que celles vivant dans le reste du pays (Figure 5.12). Comme le montre la Figure 5.13, nous constatons que la participation rapportée dans les zones cibles de l'USAID était la plus élevée en 2012, a diminué en 2014 et s'est ensuite stabilisée. Comme pour le reste du pays, les données indiquent une baisse constante de la participation pour chaque série de l'enquête. Il n'y avait pas de différence significative dans les niveaux de participation entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays, sauf en 2017.

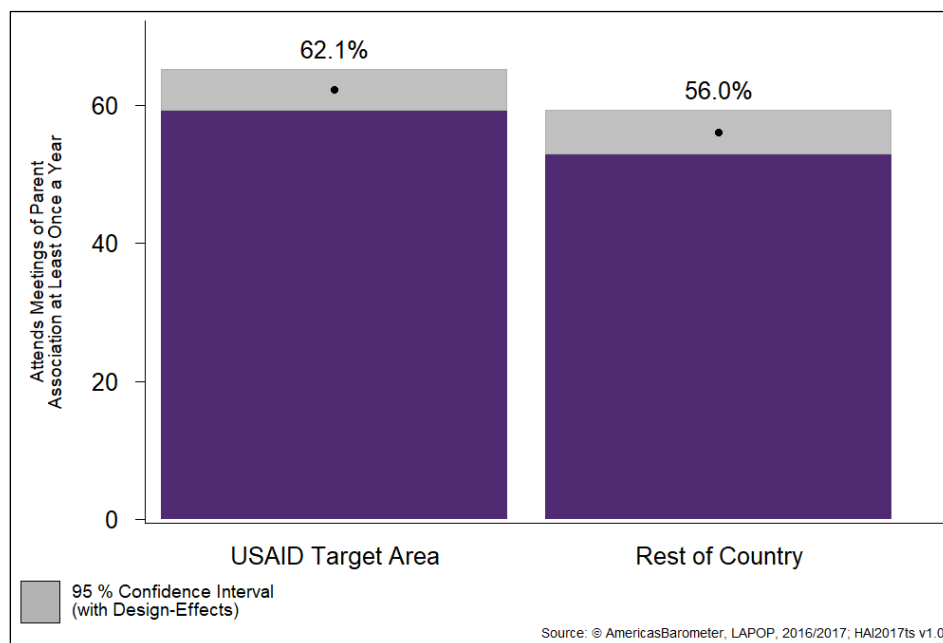


Figure 5.12. Participation aux réunions d'associations de parents dans les zones cibles de l'USAID et le reste du pays, Haïti 2017

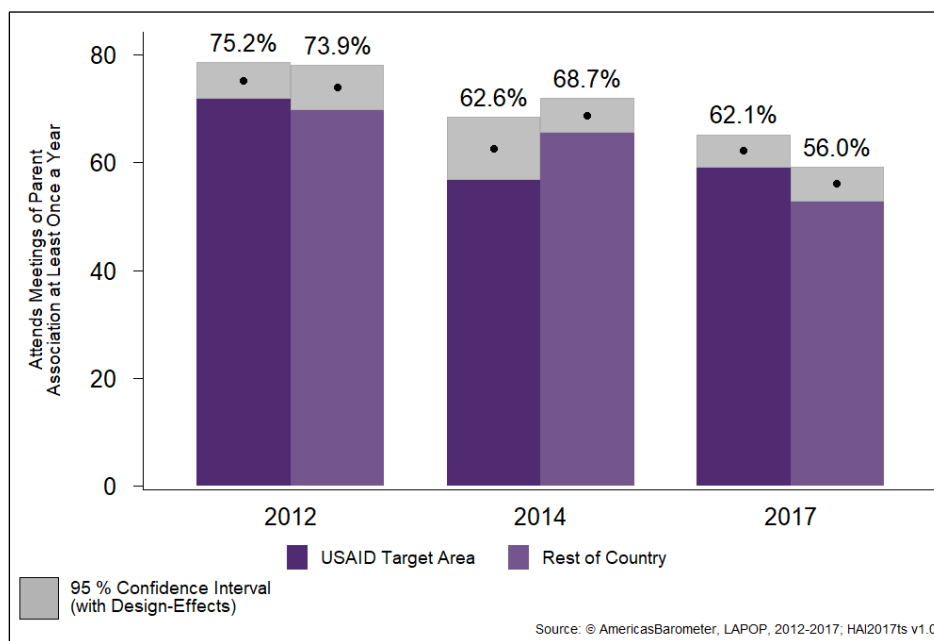


Figure 5.13. Participation aux réunions d'associations de parents d'élèves dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017

La participation aux réunions d'associations de femmes est relativement faible comparée à la participation aux associations de parents et d'organisations religieuses. La figure 5.14 montre que seulement 21,2 % des femmes haïtiennes ont déclaré d'assister à de telles réunions au moins une fois par an. Si nous examinons les sous-groupes démographiques et économiques (graphique 5.15),

il n'y a que peu de variation de participation. La cohorte la plus jeune est beaucoup moins susceptible de participer à ces réunions que les autres cohortes. Celles qui n'ont que fait des études primaires sont beaucoup moins susceptibles de participer que celles qui ont fait des études postsecondaires. De plus, celles dans le deuxième quintile de richesse le plus bas est nettement moins susceptible de participer que celles des quintiles trois et quatre. La probabilité de participer aux réunions d'associations de femmes est la même chez les résidents des villes et les résidents ruraux.

Je vais vous lire une liste de groupes et d'organisations. Dites-moi si vous assistez aux réunions de ces organisations au moins une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par an ou jamais. **[Répétez « une fois par semaine », « une ou deux fois par mois », « une ou deux fois par an » ou « jamais » pour aider le répondant]**

CP20. [Les femmes uniquement] Les réunions d'associations ou de groupes de femmes ou de femmes au foyer? Est-ce que vous y assistez...

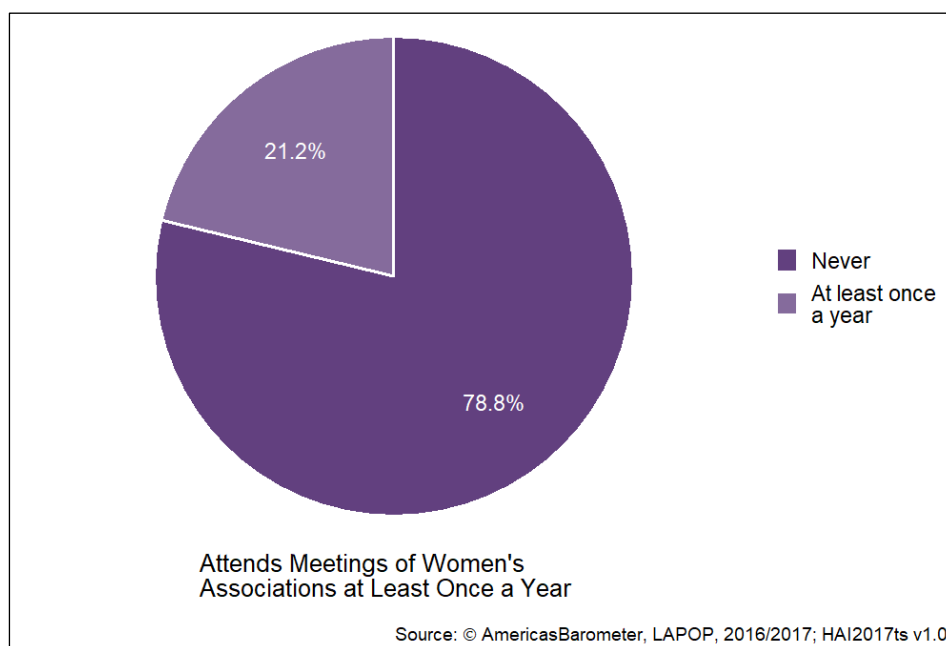


Figure 5.14. Participation aux réunions d'associations de femmes au moins une fois par an, Haïti 2017

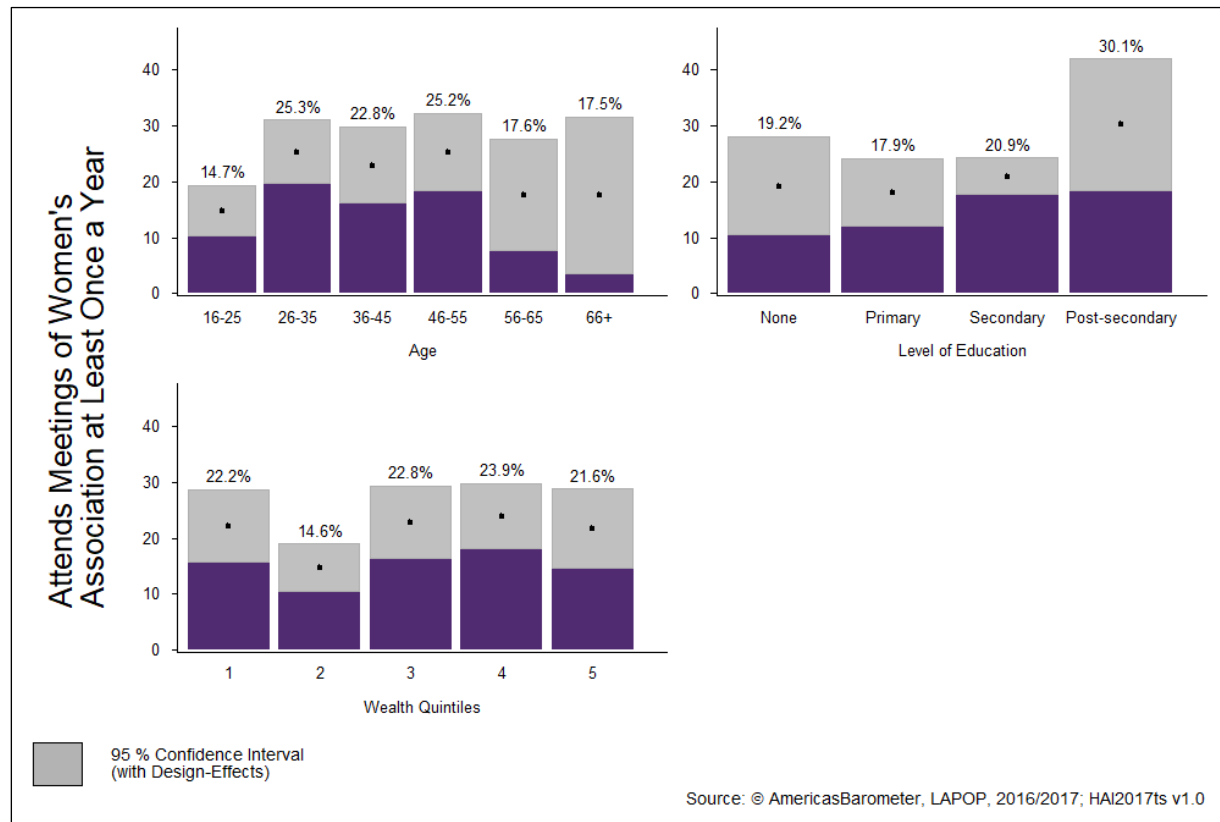


Figure 5.15. Participation aux réunions d'associations de femmes selon les sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017

La figure 5.16 montre qu'il n'existe pas de différence statistique concernant la participation aux réunions d'associations de femmes entre celles vivant dans les zones cibles de l'USAID et celles vivant dans le reste du pays. La fréquentation dans les deux zones a sensiblement diminué depuis 2012, une année où plus de 60 % des femmes avaient assisté à ces réunions au moins une fois par an (graphique 5.17). La différence entre les deux zones n'est statistiquement différente qu'en 2014 (la fréquentation dans les zones cibles était inférieure d'environ 10 points de pourcentage). La baisse entre 2014 et 2017 semble être plus contenue dans les zones cibles (11 points de pourcentage) que dans le reste du pays (19 points de pourcentage).

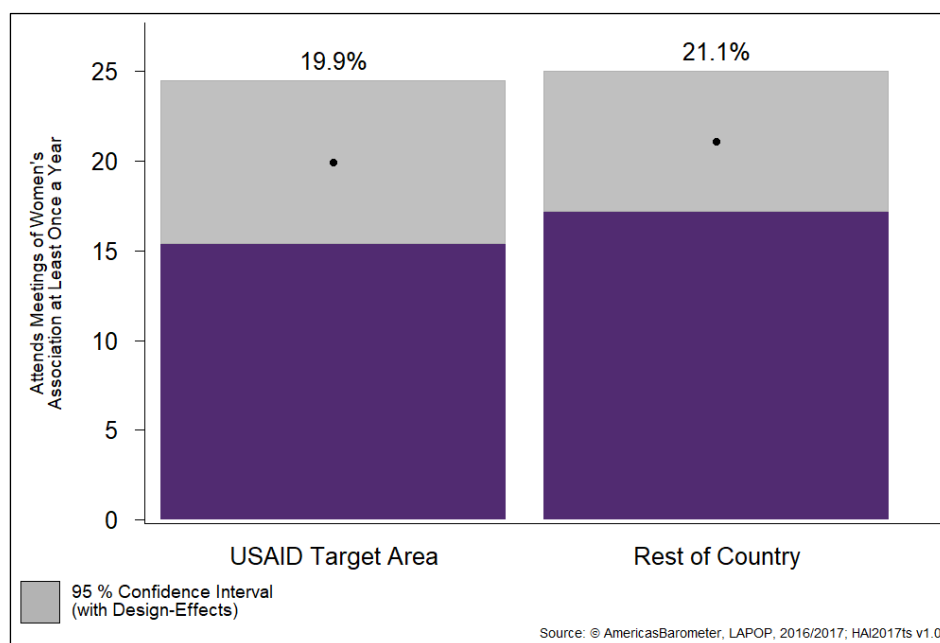


Figure 5.16. Participation aux réunions d'associations de femmes dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

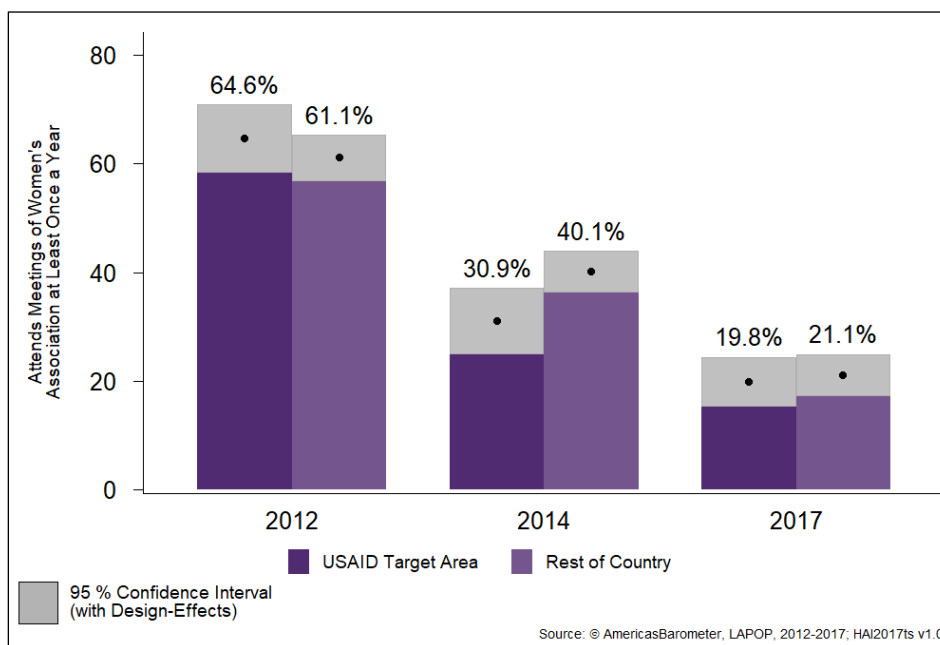


Figure 5.17. Participation aux réunions d'associations de femmes dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017

Environ un quart des Haïtiens a déclaré avoir participé à des réunions d'un comité ou d'une association d'amélioration communautaire au moins une fois par an (Figure 5.18). Comme le montre la figure 5.19, il existe des variations considérables selon les sous-groupes démographiques et socio-économiques. Les hommes et les habitants des zones urbaines sont

beaucoup plus susceptibles d'assister à ce type de réunion que les femmes et les habitants des zones rurales. Les Haïtiens âgés de 26 à 45 ans sont plus susceptibles de participer à ces réunions que ceux du groupe des plus jeunes ou des cohortes âgées de 46 ans et plus. Les Haïtiens qui ont fait des études postsecondaires sont plus susceptibles de participer à ces réunions que ceux qui n'ont pas de scolarité ou qui n'ont fait que des études primaires, et ceux qui n'ont pas fait d'études sont moins susceptibles d'y participer que ceux qui ont fait des études secondaires ou postsecondaires. Ceux du deuxième quintile de richesse ont nettement moins tendance à y assister que ceux des quintiles de richesse supérieurs.

Je vais vous lire une liste de groupes et d'organisations. Dites-moi si vous assistez aux réunions de ces organisations au moins une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par an ou jamais. **[Répétez « une fois par semaine », « une ou deux fois par mois », « une ou deux fois par an » ou « jamais » pour aider le répondant]**

CP8. Les réunions d'un comité ou d'une association d'amélioration communautaire. Est-ce que vous y assistez...

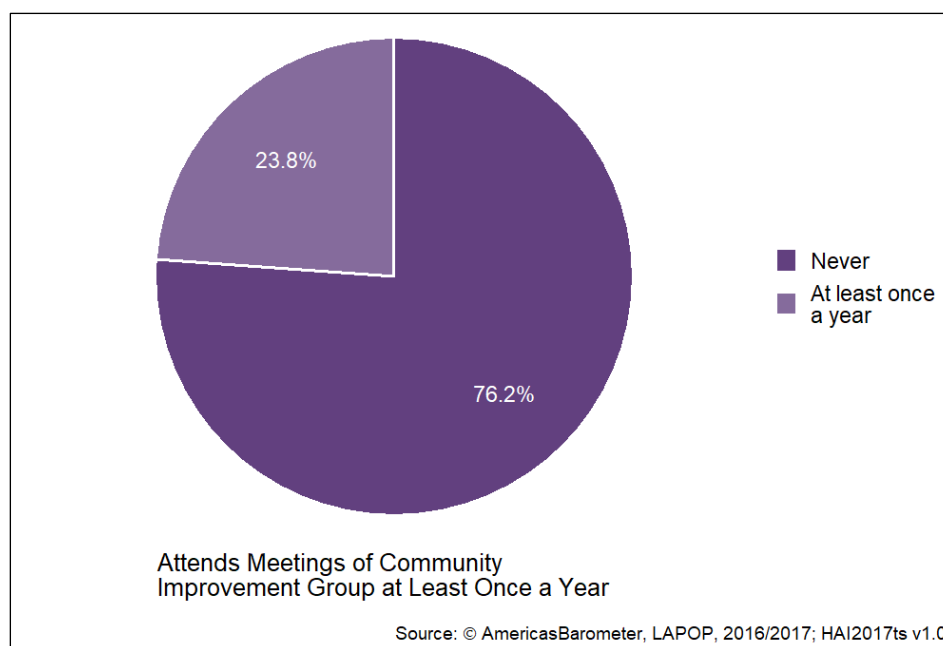


Figure 5.18. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire au moins une fois par an, Haïti 2017

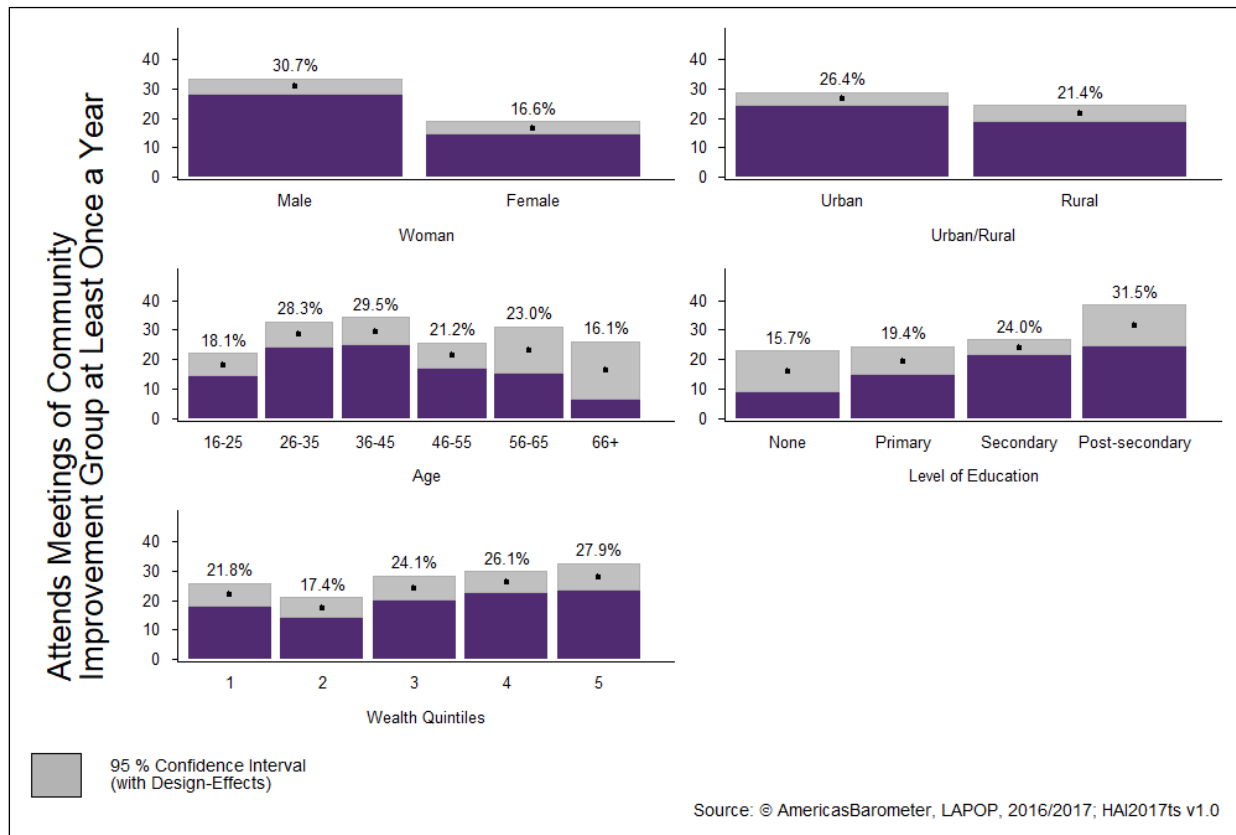


Figure 5.19. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017

Bien qu'il n'y ait pas de différence significative concernant les participations aux réunions de groupes d'amélioration communautaire entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays en 2017 (Figure 5.20), nous pouvons observer des différences entre les deux régions au fil du temps (Figure 5.21). En 2012, la participation était nettement plus élevée dans les zones cibles de l'USAID que dans le reste du pays (45,9 % et 62,1 %, respectivement). La participation en 2014 a considérablement diminué dans les deux zones, mais la baisse a été beaucoup moins importante dans le reste du pays (passant de 45,9 % en 2012 à 36,8 % en 2014), ce qui a entraîné une baisse de la participation déclarée dans les zones cibles de l'USAID par rapport au reste du pays. Cependant, en 2016/17, la participation a encore diminué dans le reste du pays, mais pas dans les zones cibles.

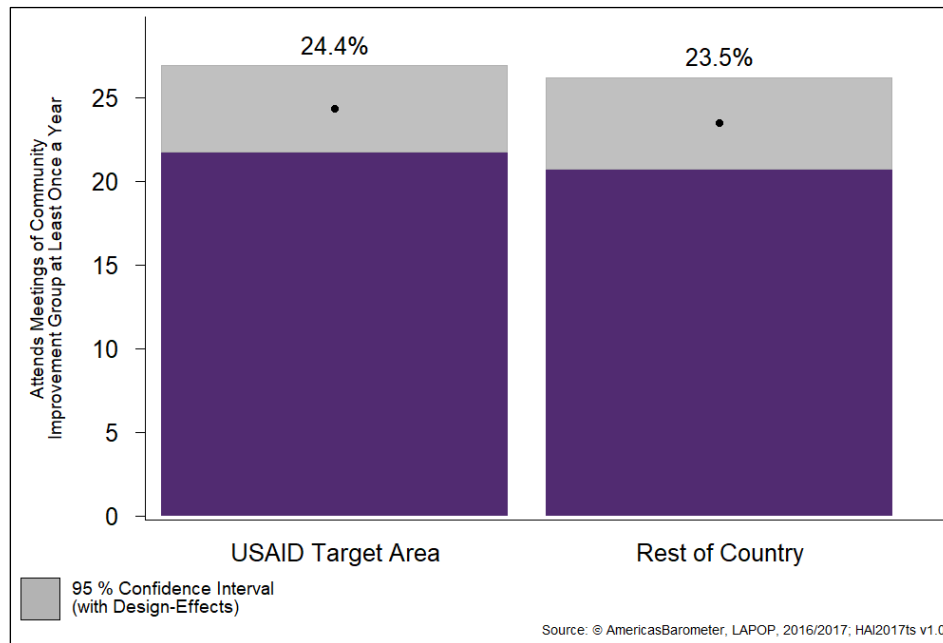


Figure 5.20. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

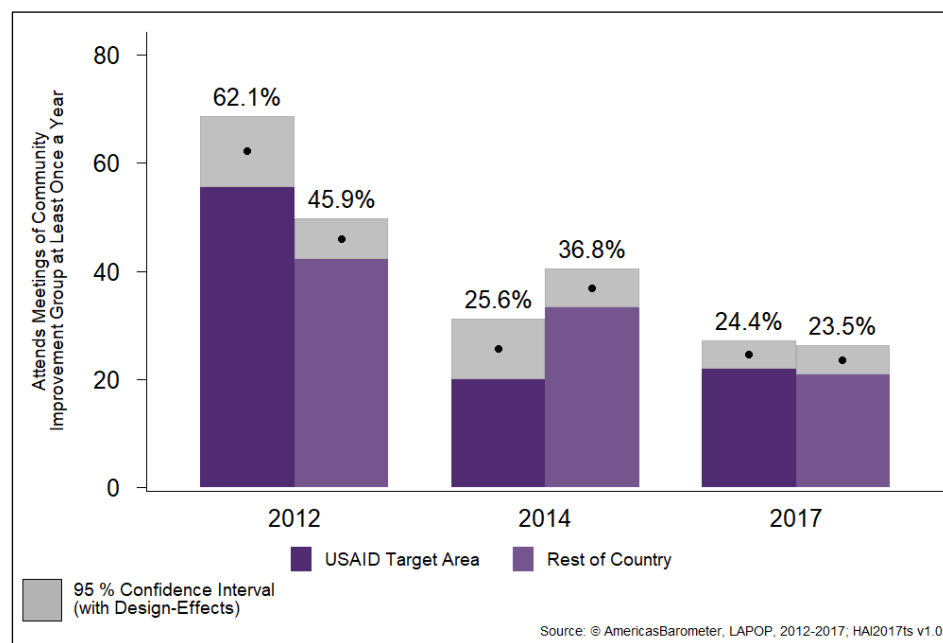


Figure 5.21. Participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017

En plus de poser des questions sur la participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire, le sondage 2016/17 du Baromètre des Amériques a également exploré la manière dont les répondants ont participé aux réunions. La figure 5.22 montre que plus de la moitié des



répondants ayant participé activement aux réunions l'ont fait en partageant leurs remarques, en posant des questions ou en faisant des suggestions.²

Je vais vous lire une liste de groupes et d'organisations. Dites-moi si vous assistez aux réunions de ces organisations au moins une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par an ou jamais. **[Répétez « une fois par semaine », « une ou deux fois par mois », « une ou deux fois par an » ou « jamais » pour aider le répondant]**

CP8. Les réunions d'un comité ou d'une association d'amélioration communautaire. Est-ce que vous y assistez...

HAICP8A. Et pendant cette réunion, avez-vous... **[Lisez les alternatives (et pour les appareils électroniques, cochez toutes les réponses qui s'appliquent)]**

- (1) intervenu pour faire une remarque
- (2) posé une question
- (3) offert des commentaires/suggestions

² Il y avait une différence dans la façon dont la question a été posée à certains répondants. Pour les enquêtes réalisées sur des appareils électroniques, les intervieweurs ont indiqué plus d'une forme de participation, le cas échéant. Pour les questionnaires en papier, une seule forme de participation a été enregistrée. Les chiffres montrent le pourcentage de répondants qui ont sélectionné chaque option comme au moins une forme de participation à la réunion.

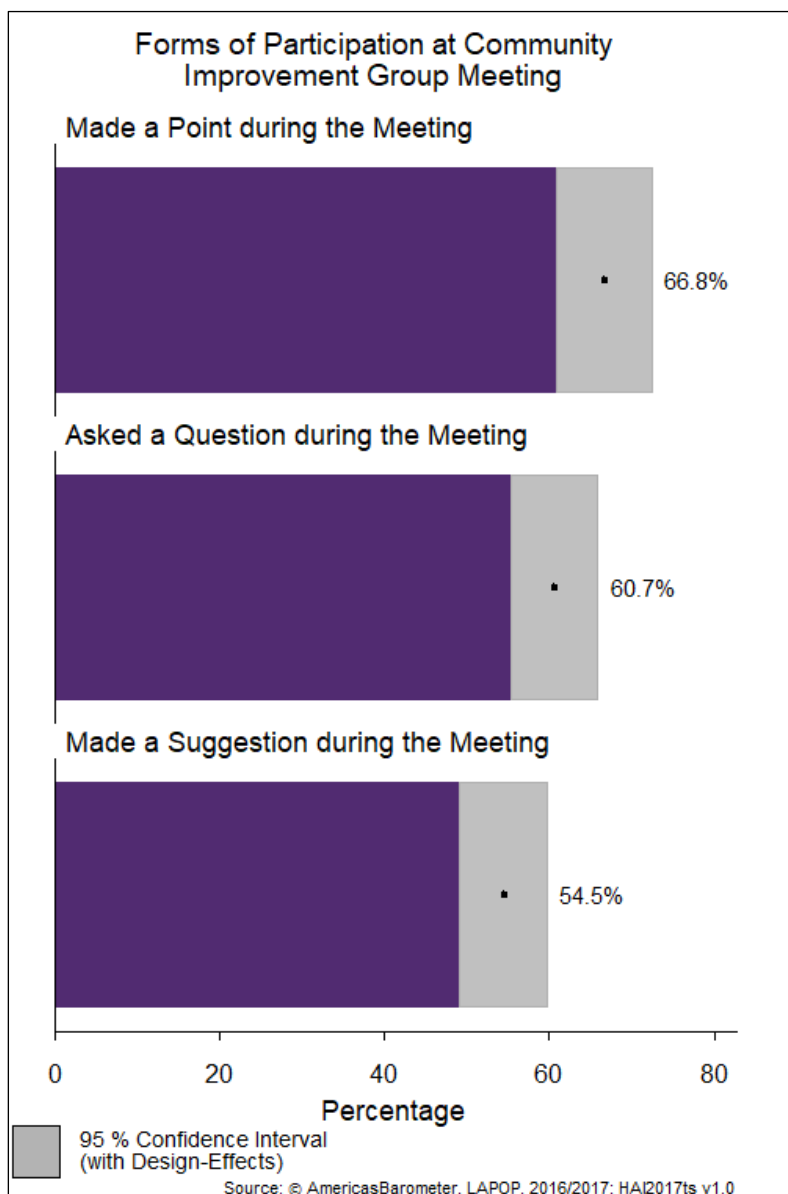


Figure 5.22. Formes de participation aux réunions de groupes d'amélioration communautaire, Haïti 2017

Dans le cadre de la série de questions sur les réunions d'amélioration des communautés, l'enquête du Baromètre des Amériques 2016/17 en Haïti comprenait une question visant à évaluer dans quelle mesure l'assiduité améliorait leur connaissance (ou compréhension) de la communauté. Une écrasante majorité des participants ont répondu « oui » (87,5 %) en indiquant que de telles réunions amélioreraient leur connaissance de la ville/du comté (Figure 5.23). Il n'y a pas de différence concernant cette compréhension entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays.

HAICP8B. Et après avoir assisté à la réunion, avez-vous le sentiment de mieux connaître votre communauté? (1) Oui (2) Non

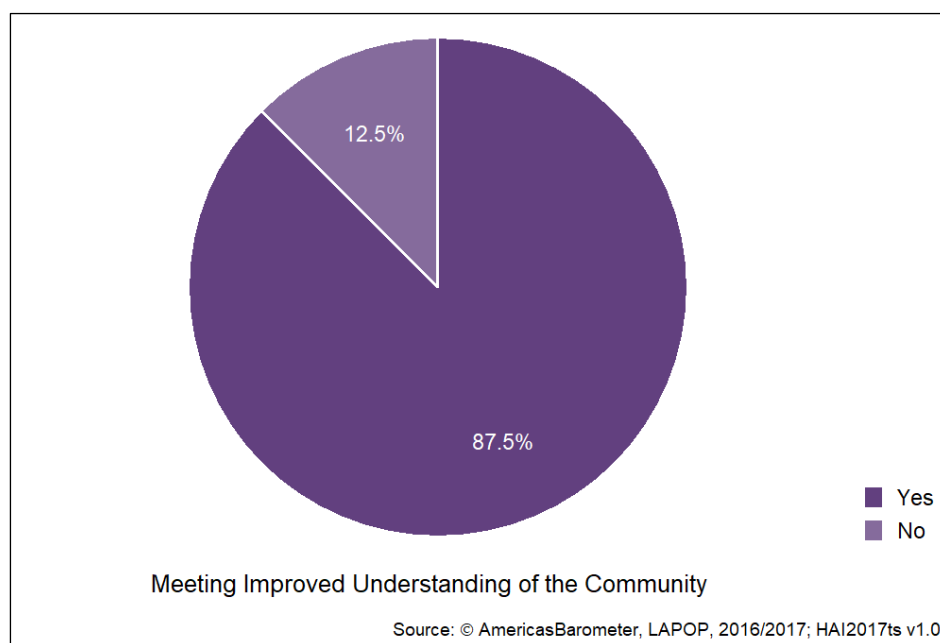


Figure 5.23. Réunion d'amélioration des communautés pour une meilleure connaissance de la communauté, Haïti 2017

V. La participation au gouvernement local

Cette section explore les niveaux de participation des Haïtiens aux organisations gouvernementales locales. L'enquête 2016/17 du Baromètre des Amériques demande aux personnes interviewées si elles ont assisté à une réunion du gouvernement local au cours des 12 derniers mois. La figure 5.24 montre qu'environ 13 % des Haïtiens ont assisté aux assemblées municipales, aux réunions du conseil municipal ou à d'autres réunions du même type l'année dernière.

NP1. Avez-vous assisté à une réunion municipale, à une réunion du conseil municipal ou à une autre réunion au cours des 12 derniers mois ?

(1) Oui

(2) Non

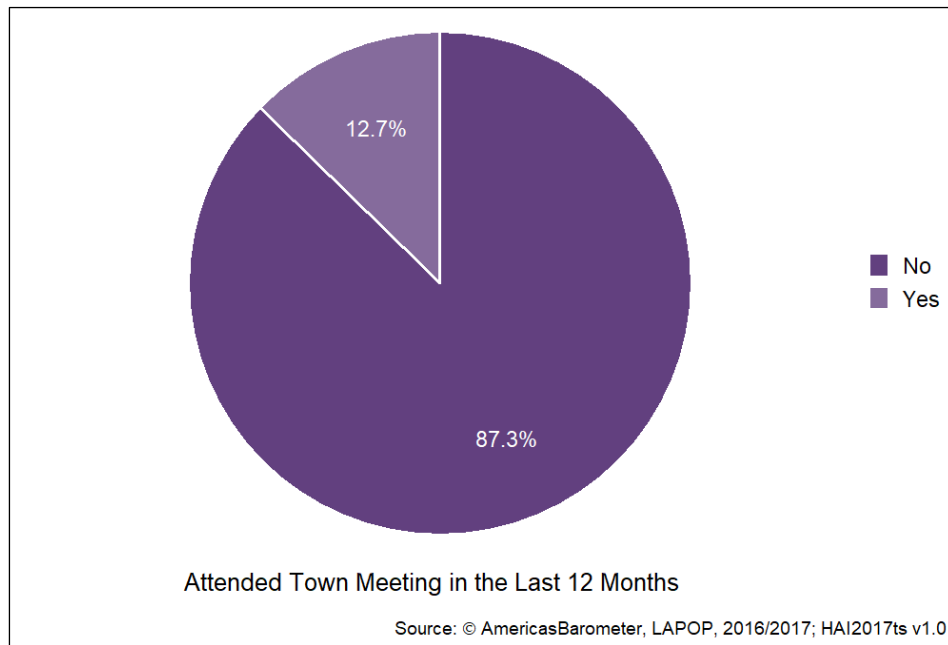


Figure 5.24. Participation à une rencontre municipale des 12 derniers mois, Haïti 2017

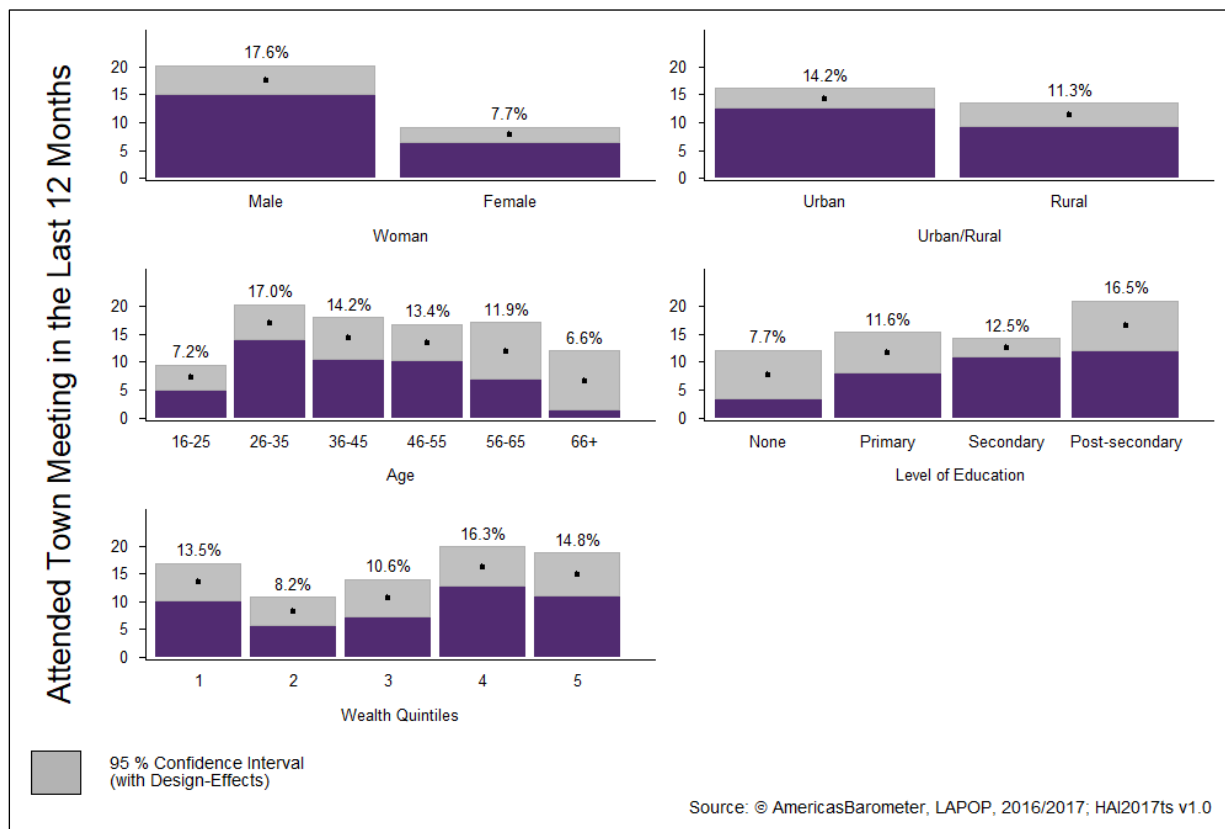


Figure 5.25. Participation à une rencontre municipale au cours des 12 derniers mois par sous-groupes démographiques et socio-économiques, Haïti 2017

En examinant les sous-groupes démographiques et socio-économiques (Figure 5.25), nous constatons que les hommes sont deux fois plus susceptibles d'assister à de telles réunions que les femmes. Ceux qui vivent dans les zones urbaines, les cohortes les plus jeunes et les plus âgées, ainsi que le deuxième et troisième quintile de richesse sont moins susceptibles d'y assister que ceux des zones rurales, ceux des catégories d'âge moyen et ceux des autres quintiles de richesse.

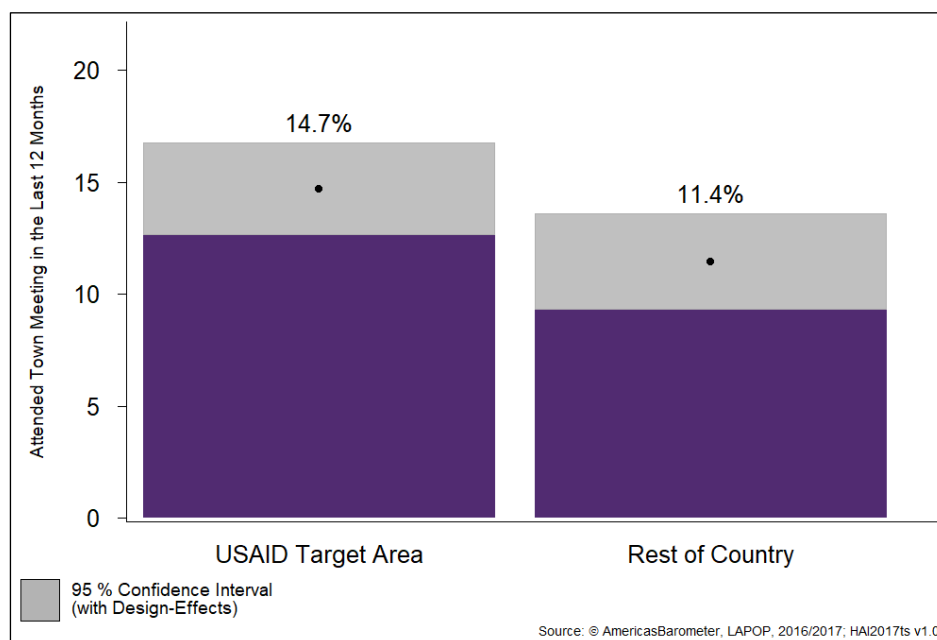


Figure 5.26. Participation à une réunion municipale au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2017

En comparant les zones cibles de l'USAID au reste du pays, nous observons dans la figure 5.26 que les répondants des zones cibles sont plus susceptibles d'être présents aux rencontres municipales que ceux du reste du pays, bien que la différence ne soit pas statistiquement significative. La figure 5.27 montre que le nombre de participants dans les deux régions a atteint son plus haut niveau en 2012 (25,7 % dans les zones cibles de l'USAID et 20 % dans le reste du pays). La participation a diminué de manière significative dans les enquêtes suivantes dans les deux zones, avec une participation dans les zones cibles de l'USAID légèrement supérieure à celle du reste du pays en 2012 et en 2016/17.

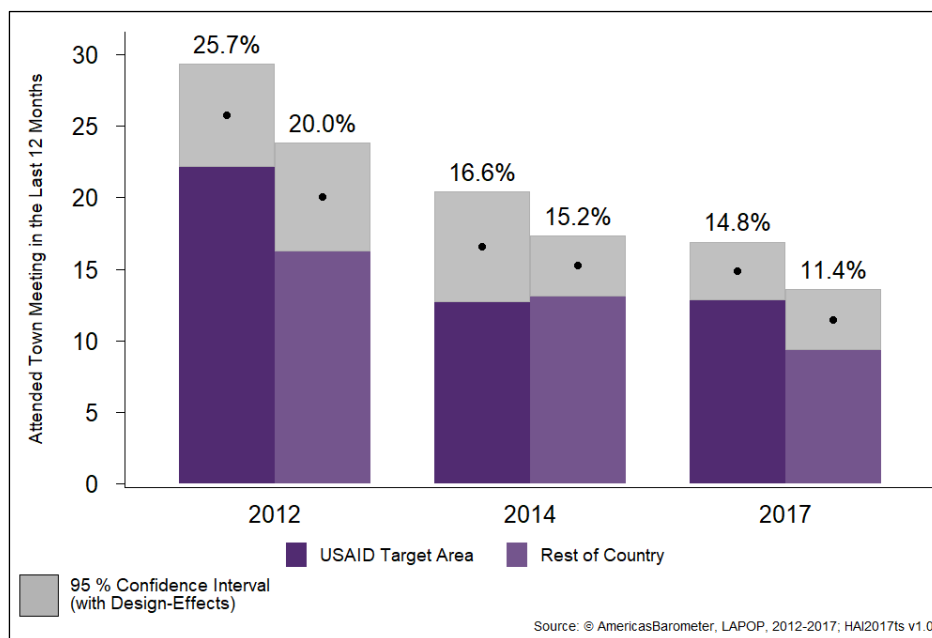


Figure 5.27. Participation à une réunion municipale au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays, Haïti 2012-2017

Le Baromètre des Amériques 2016/17 a demandé aux répondants si, au cours des 12 derniers mois, une ou plusieurs personnes du ménage ont participé à 1) l'élaboration du budget municipal ou 2) à la planification de services ou de projets de l'administration municipale. La participation déclarée des ménages était de 9,5 % pour l'élaboration du budget municipal et de 12,4 % pour la planification de services ou de projets (Figure 5.28). Il n'y a pas de différence statistiquement significative dans les taux de participation entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays.

HAINP1A. Y a-t-il une ou plusieurs personnes de votre ménage qui ont participé à l'élaboration du budget municipal au cours des 12 derniers mois?

(1) Oui (2) Non

HAINP1B. Y a-t-il une ou plusieurs personnes de votre ménage qui ont participé à la planification de services ou de projets de l'administration municipale au cours des 12 derniers mois?

(1) Oui (2) Non

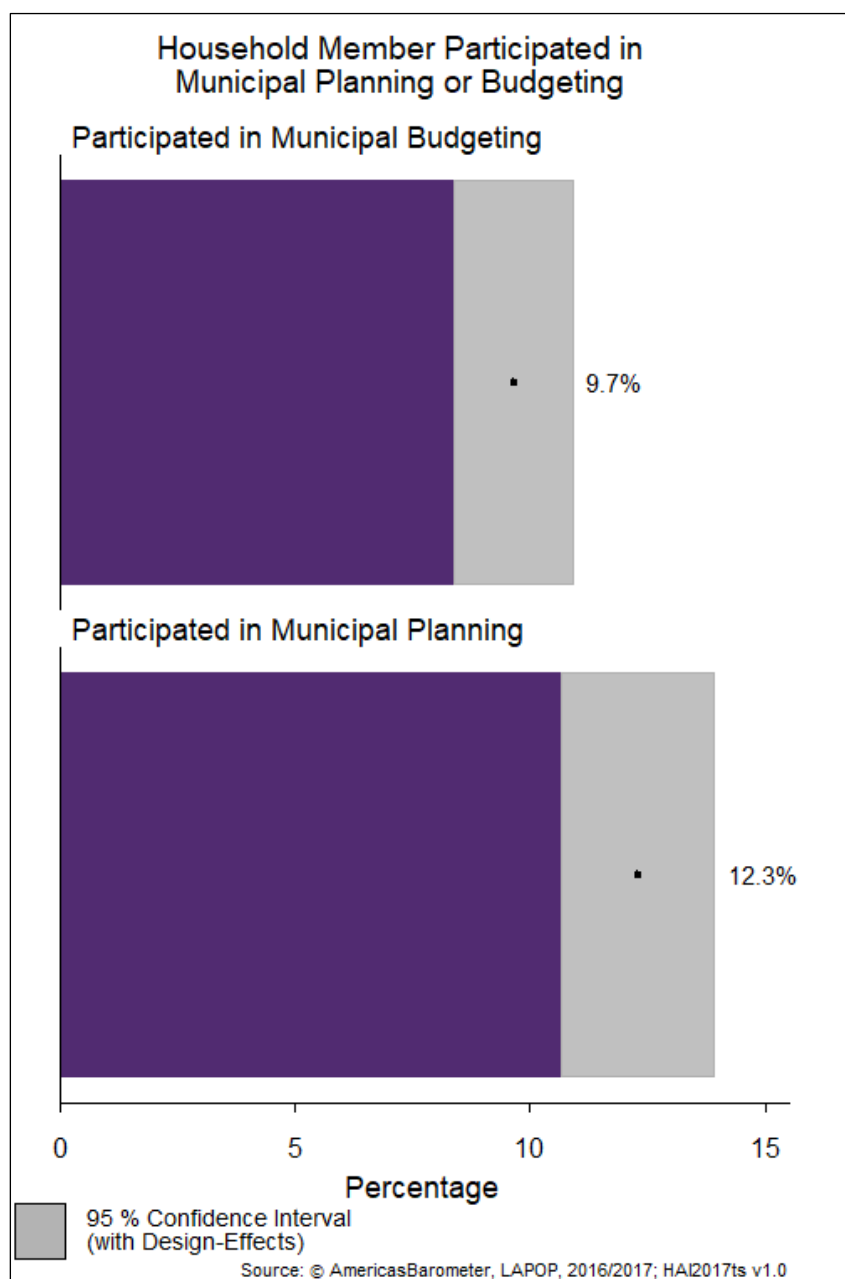


Figure 5.28. Participation des ménages à la planification et à la budgétisation municipale, Haïti 2017

VI. Satisfaction à l'égard des services

Une série de questions visant à évaluer la qualité des services en Haïti ont été posées dans le cadre du sondage du Baromètre des Amériques 2016/17. Ces questions avaient déjà été posées lors du sondage de 2012. Les chiffres montrent le pourcentage de ceux qui ont répondu « bon » ou « très bien » aux questions suivantes:

In general, how would you rate the quality of each of the following services in Haiti? Very good, good, neither good nor bad, bad or very bad?	Très bon	bon	Ni bon ni mauvais	mauvais	Très mauvais
En général, comment évalueriez-vous la qualité de chacun des services suivants en Haïti ? Très bon, bon, ni bon ni mauvais, mauvais ou très mauvais ?	1	2	3	4	5
HAIACS1. Le système de transport. Diriez-vous que le service est... [Lire des alternatives]	1	2	3	4	5
HAIACS2. Le système éducatif. Diriez-vous que le service est... [Lire des alternatives]	1	2	3	4	5
HAIACS3. Le système public de santé. Diriez-vous que le service est ... [Lire des alternatives]	1	2	3	4	5
HAIACS4. L'électricité. Diriez-vous que le service est ... [Lire des alternatives]	1	2	3	4	5
HAIACS5. L'eau potable. Diriez-vous que le service est ... [Lire des alternatives]	1	2	3	4	5
HAIACS6. Le ramassage des ordures. Diriez-vous que le service est ... [Lire des alternatives]	1	2	3	4	5
HAIACS7. Les services publics fournis par l'administration locale de votre communauté. Diriez-vous que le service est ... [Lire des alternatives]					

Les résultats de la figure 5.29 montrent des ensembles de réponses assez cohérents dans le temps, dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays. Les évaluations de la qualité du système de transport ont considérablement diminué dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays entre 2012 et 2017. Les différences entre les deux régions ne sont pas statistiquement différentes. Nous constatons une tendance identique pour les évaluations de la qualité de l'électricité : des évaluations en baisse dans les deux domaines, mais aucune différence significative entre les deux domaines. De même, les évaluations du système éducatif ont détériorés dans les zones cibles de l'USAID, mais aucune baisse significative dans le reste du pays. Il n'y avait pas de différences entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays.

Il n'y a aucune différence dans les perceptions de la qualité des soins de santé publics, que ce soit dans le temps ou entre les zones, ni aucune différence statistiquement significative entre les zones USAID et le reste du pays pour 2012 et 2017.

Les perceptions de la qualité de l'eau potable se sont nettement améliorées entre 2012 et 2017, tant dans les zones cibles de l'USAID que dans le reste du pays (mais aucune différence entre les deux zones à chacune de ces années). Il n'y avait pas de différence significative dans les perceptions de

la qualité du ramassage des ordures ou de la qualité de l'électricité dans le temps ou entre les régions, pas plus qu'il n'y avait de différence entre les zones cibles des services publics généraux de l'USAID (seulement demandé en 2017).

Bien que les différences documentées qui sont illustrées dans la figure 5.29 n'atteignent pas les niveaux conventionnels de signification statistique, il est important de noter que les évaluations sont toujours plus élevées dans les zones cibles pour chaque domaine, sauf un, notamment pour la qualité d'électricité. Ceci est une amélioration par rapport au sondage de 2012, dans lequel les zones cibles avaient des évaluations inférieures dans deux domaines, la qualité d'électricité et la qualité des services de santé public.

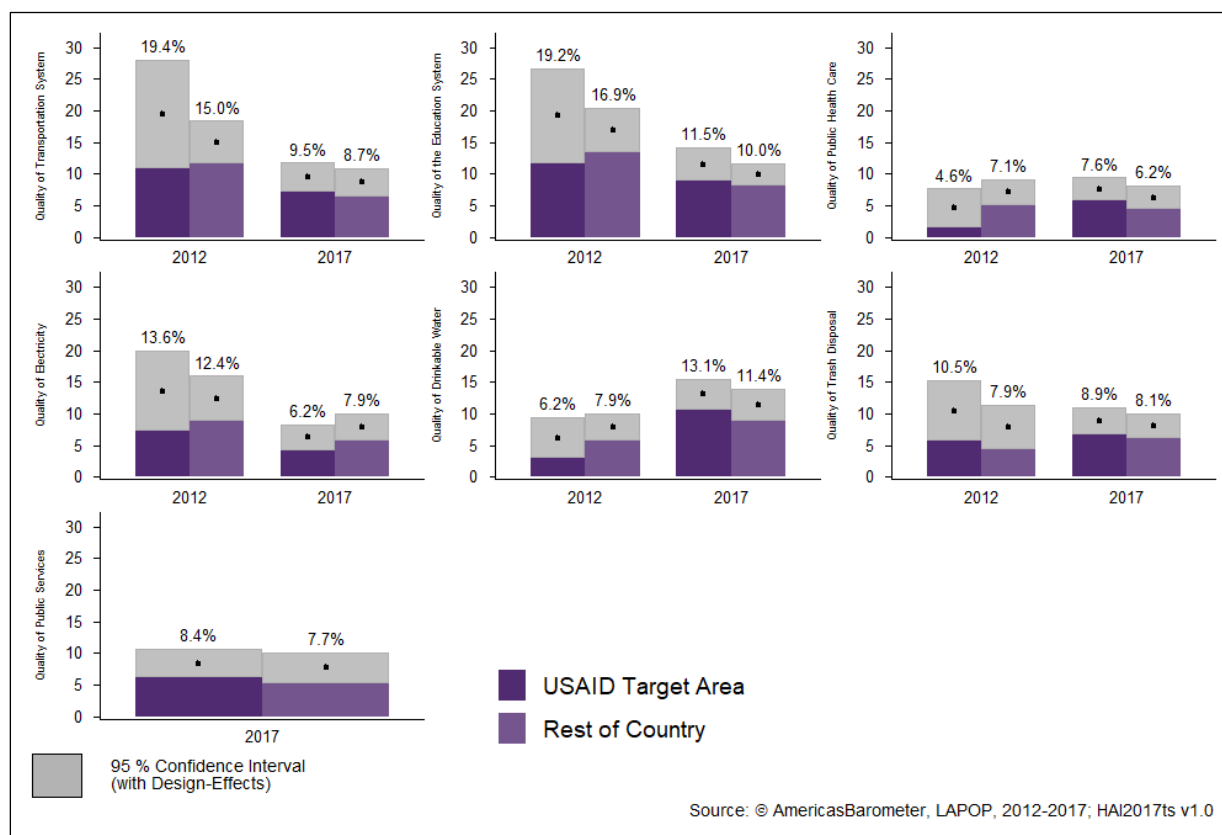


Figure 5.29. Évaluations de la qualité des services, Haïti 2012 et 2017

En outre, le Baromètre des Amériques 2016/17 comprenait trois questions évaluant le degré de satisfaction à l'égard des services locaux, en particulier les routes, les écoles publiques et les services médicaux publics.

Et en pensant à cette ville / région où vous habitez...

SD2NEW2. Êtes-vous très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait de l'état des rues, des routes et des autoroutes ?

(1) très satisfait (2) satisfait (3) insatisfait (4) très insatisfait

(999999) Inapplicable (ne pas utiliser) **[NE PAS LIRE]**

SD3NEW2. Et avec la qualité des écoles publiques. Êtes-vous... **[Lire des alternatives]**

(1) très satisfait (2) satisfait (3) insatisfait (4) très insatisfait

SD6NEW2. Et avec la qualité des services médicaux et de santé publique. Êtes-vous... **[Lire des alternatives]**

(1) très satisfait (2) satisfait (3) insatisfait (4) très insatisfait
(999999) Inapplicable (ne pas utiliser) **[NE PAS LIRE]**

La figure 5.30 montre le pourcentage de répondants « satisfaits » ou « très satisfaits » de chacun des services. Environ un tiers des répondants est satisfait avec les routes locales. Vingt-sept pour cent sont satisfaits avec les écoles publiques locales et moins d'un répondant sur cinq déclare d'être satisfait avec les services de santé publics.

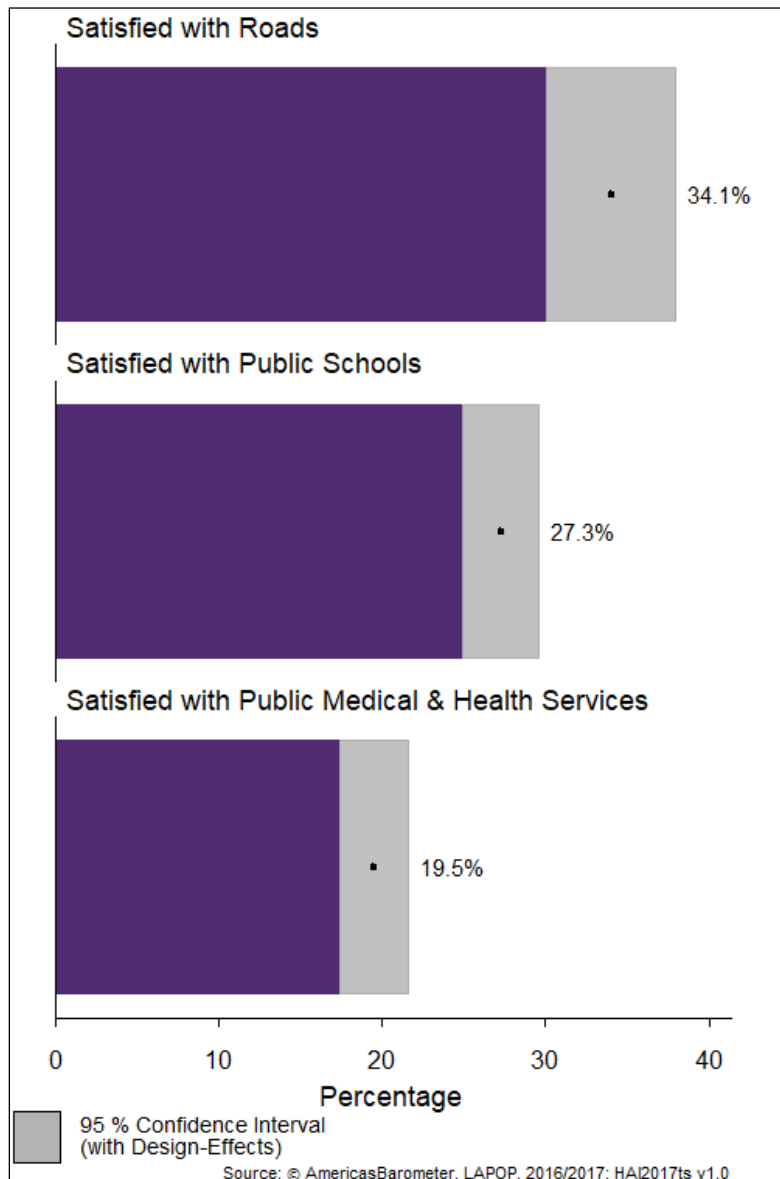


Figure 5.30. Satisfaction à l'égard des services, Haïti 2017

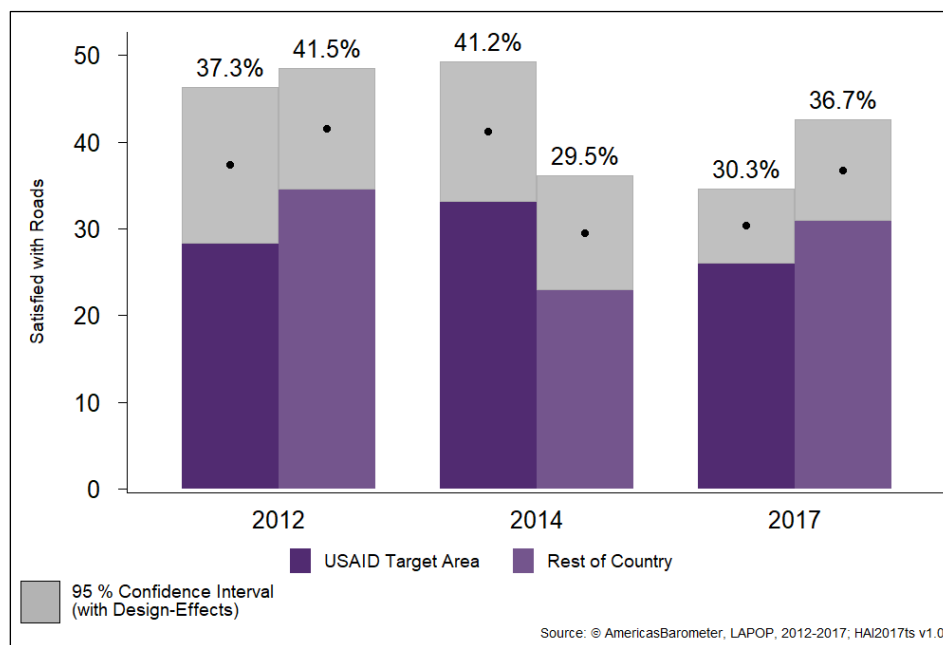


Figure 5.31. Satisfaction à l'égard des routes, Haïti 2012-2017

La figure 5.31 compare la satisfaction à l'égard de la qualité des routes dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays au fil du temps. La satisfaction à l'égard des routes a diminué dans les zones cibles entre 2014 et 2017 (passant de 41,2 % à 30,3 %). Une baisse similaire a été observée dans le reste du pays entre 2012 et 2014 (de 41,5 % à 29,5 %). La satisfaction était plus faible dans les zones cibles en 2012 et 2014, mais nettement plus élevée en 2016/17.

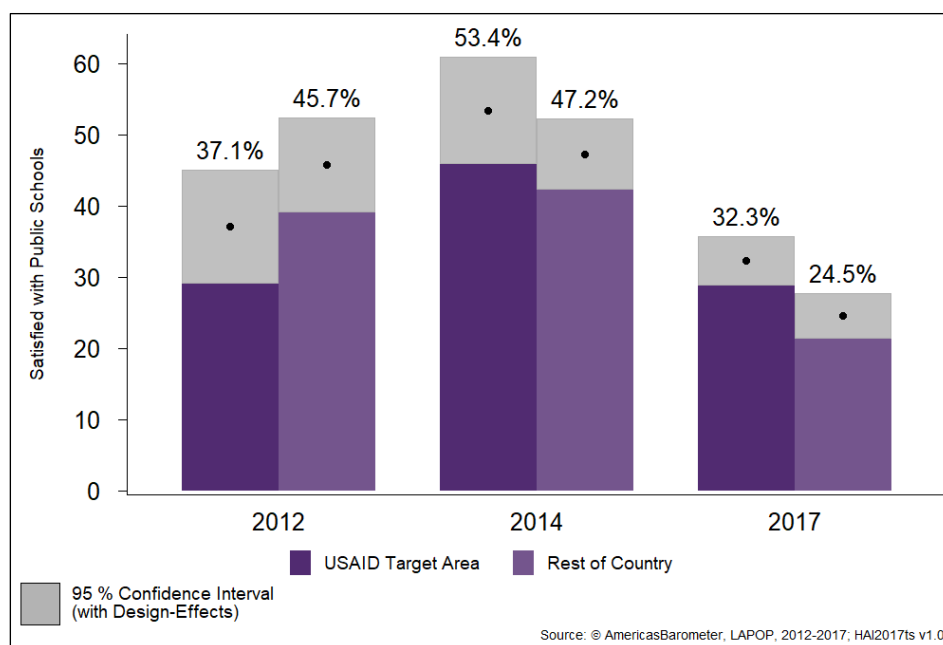


Figure 5.32. Satisfaction à l'égard des écoles publiques, Haïti 2012-2017

La figure 5.32 montre l'évolution de la satisfaction à l'égard de l'éducation publique au fil du temps dans les zones cibles de l'USAID et dans le reste du pays. Dans l'ensemble, la satisfaction était inférieure en 2017 par rapport aux deux cycles précédents de l'enquête. La satisfaction à l'égard des écoles publiques a atteint son plus haut niveau en 2014. Il n'y avait pas de différence statistiquement significative entre le reste du pays et les zones cibles de l'USAID, sauf en 2016/17, où la satisfaction à l'égard des écoles publiques semble être nettement plus élevée dans les zones cibles.

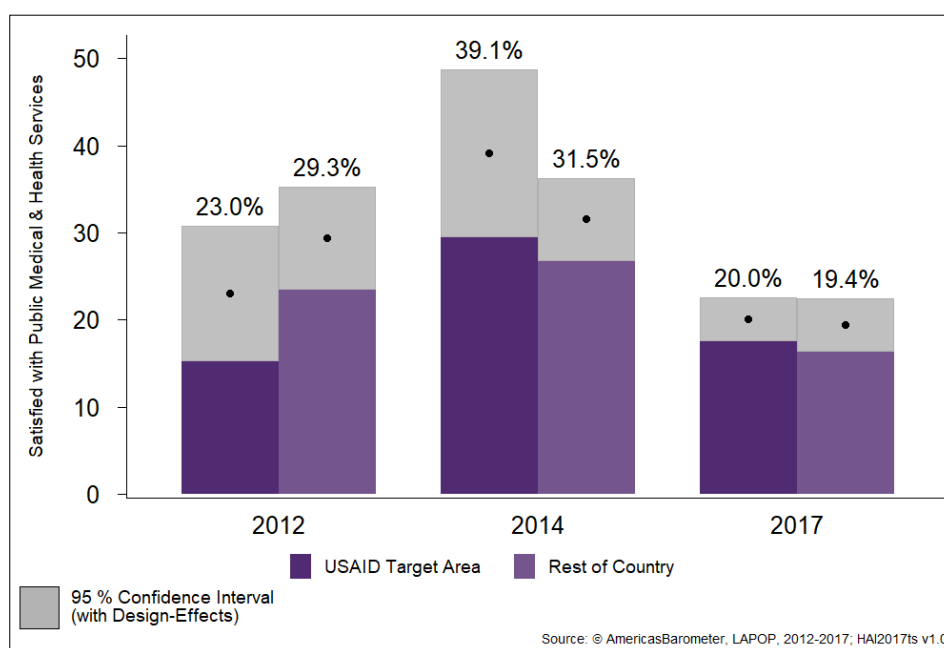


Figure 5.33. Satisfaction à l'égard des services de santé, Haïti 2012-2017

La figure 5.33 montre que, pour la satisfaction à l'égard des services de santé en Haïti, il n'y a pas de différence significative entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays dans les vagues d'enquête. Le schéma observé est similaire à celui noté dans le graphique précédent. La satisfaction à l'égard des services de santé était à son plus haut niveau en 2014 et à son plus bas en 2016/17.

VII. L'application des réglementations locales

L'enquête du Baromètre des Amériques 2016/17 en Haïti a posé une série de questions pour savoir si les répondants étaient au courant des codes du bâtiment ou de la réglementation pour l'utilisation des terres dans la région et si ces codes/réglementations étaient appliqués.

CCQ1. Selon ce que vous savez ou ce que vous avez entendu, existe-t-il des codes / normes / règlements de construction dans votre ville / région?

(1) Oui **[Continuez]**

(2) Non **[Passez à CCQ3]**

CCQ2. Et également selon ce que vous avez vu ou entendu, diriez-vous que ces codes / normes / réglementations sont appliqués ? **[Lire les alternatives]**

- (1) Toujours
- (2) Presque toujours
- (3) Parfois
- (4) Rarement
- (5) Jamais

CCQ3. Existe-t-il des codes / normes / réglementations régissant l'utilisation du sol ou de la terre dans cette ville / cette région où vous habitez ?

- (1) Oui **[Continuez]**
- (2) Non **[Passez à WF1]**

CCQ4. Et également selon ce que vous avez vu et entendu, diriez-vous que ces codes / normes / réglementations sont appliqués **[Lire les alternatives]**

- (1) Toujours
- (2) Presque toujours
- (3) parfois
- (4) rarement
- (5) jamais

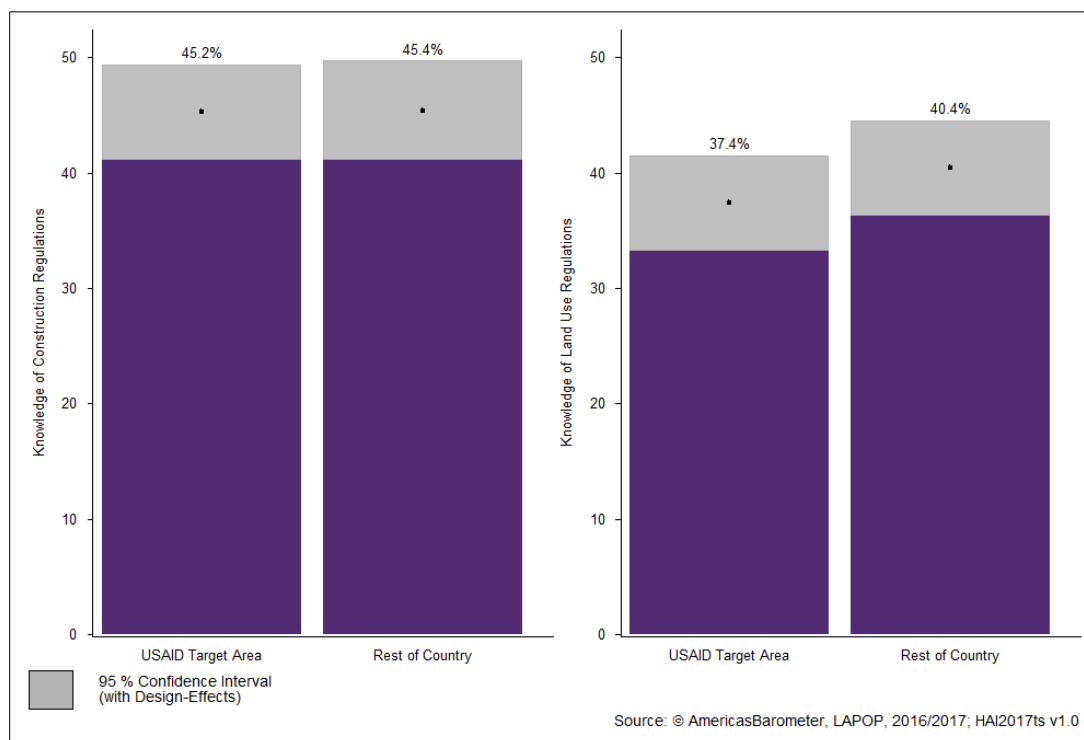


Figure 5.34. Sensibilisation au code du bâtiment et aux règlements d'utilisation de la terre, Haïti 2017

La figure 5.34 montre qu'environ 45 % des répondants des zones cibles de l'USAID et du reste du pays connaissent les codes du bâtiment qui régissent les travaux dans cette zone. Un nombre légèrement inférieur déclare avoir connaissance de la réglementation de l'utilisation des terres dans les zones cibles (37,4% dans les zones USAID et 40,4% dans le reste du pays). Il n'y a pas de

différence statistique entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays concernant la connaissance de ces codes/réglementations. Cependant, comme le montre la figure 5.35, il existe des différences importantes concernant le degré auquel les habitants de ces zones estiment que les codes du bâtiment et les réglementations en matière d'utilisation de la terre sont appliqués. Environ une personne sur cinq (20,6% et 22,4%) des zones cibles de l'USAID estime que ces réglementations sont « toujours » appliquées ou « presque toujours », alors que moins de 13% des personnes interrogées dans le reste du pays pensent qu'elles sont « toujours » ou « presque toujours » appliquées.

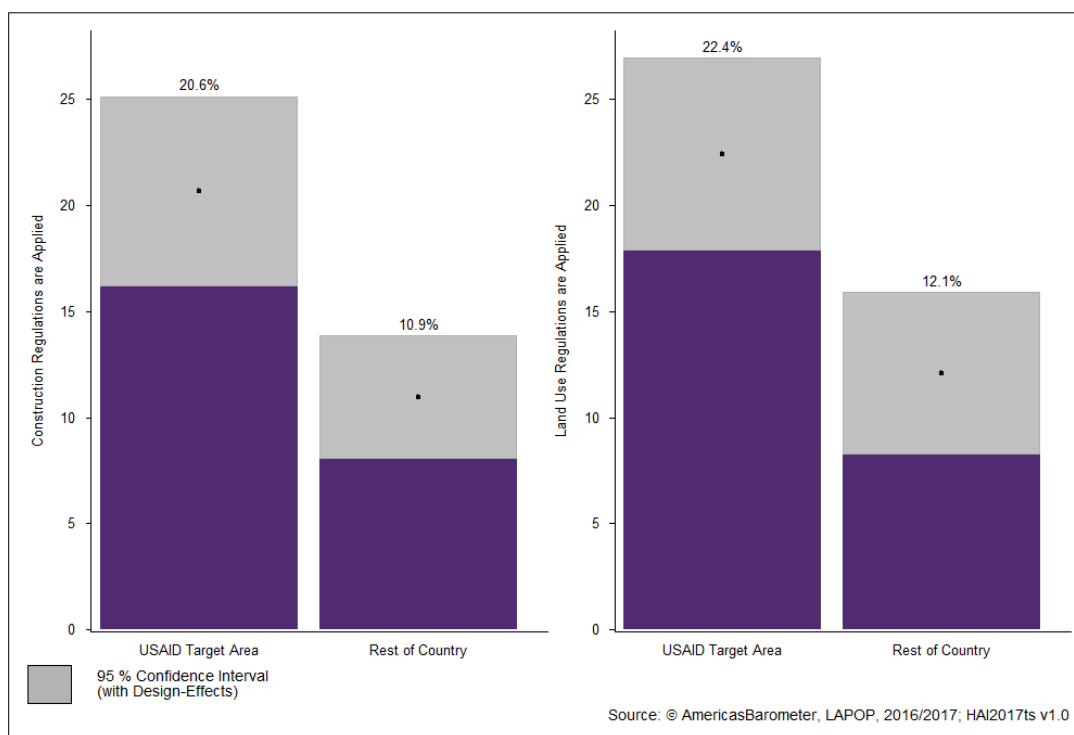


Figure 5.35. Application des codes du bâtiment et de la réglementation de l'utilisation de la terre, Haïti 2017

VIII. Les taxes, la confiance et la satisfaction à l'égard de la démocratie

Le Baromètre des Amériques 2016/17 comportait également des questions sur la confiance envers les autorités et envers la démocratie en général.

HAITAX1. Les propriétaires sont tenus de payer la taxe foncière locale. Dans quelle mesure pensez-vous que le fait de payer des impôts améliore la qualité des services fournis par la localité ? **[Lire les alternatives]**

(1) Beaucoup (2) Certain (3) Peu (4) Aucun

PN4. En général, diriez-vous que vous êtes très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait du fonctionnement de la démocratie en Haïti ?

(1) Très satisfait (2) Satisfait (3) Insatisfait (4) Très insatisfait

B32. Dans quelle mesure faites-vous confiance au gouvernement local ou municipal?

La figure 5.36 montre que les Haïtiens vivant dans les zones cibles de l'USAID sont plus susceptibles de croire que « le fait de payer des impôts fait une différence ». 43,1% d'entre eux sont d'accord avec l'affirmation dans les zones cibles, contre 37,9 % dans le reste du pays. Les Haïtiens vivant dans ces zones cibles affichent également des niveaux de confiance plus élevés envers le gouvernement (35,2% contre 31,4%) et une plus grande satisfaction globale à l'égard de la démocratie (25,2% contre 23,7%). Ces différences n'atteignent pas tout à fait les niveaux conventionnels de signification statistique, mais elles convergent toutes dans le même sens.

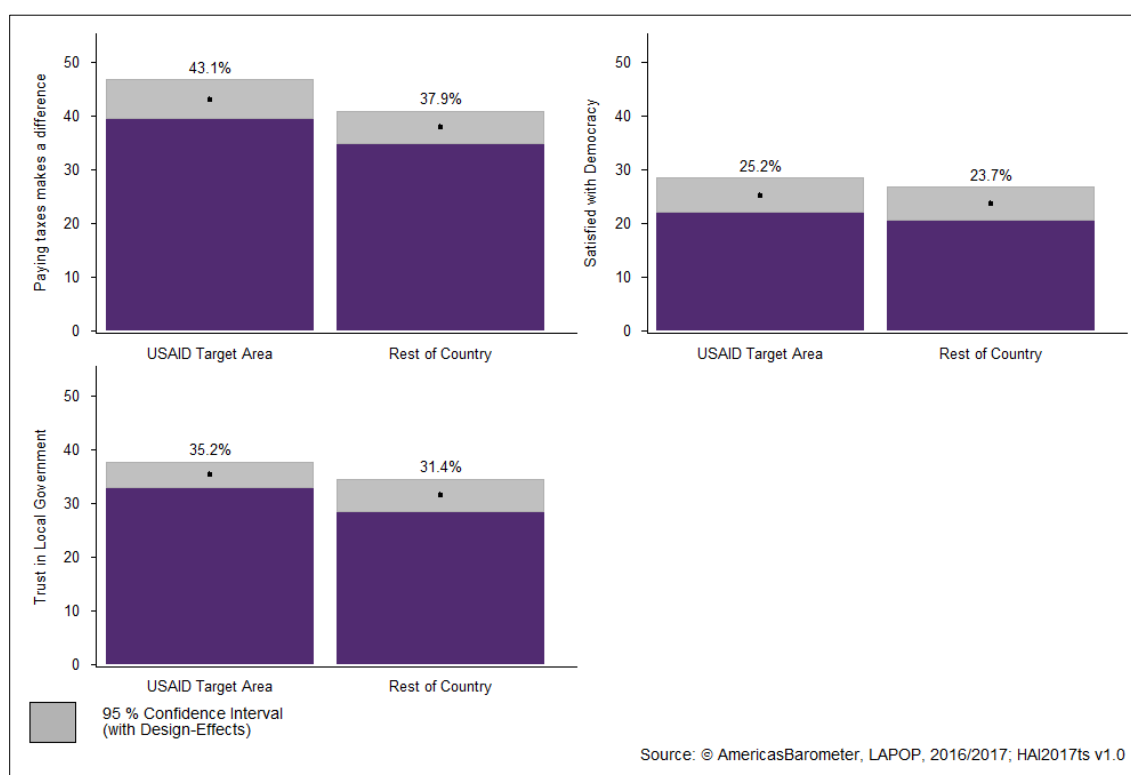


Figure 5.36. Confiance envers le gouvernement et la satisfaction à l'égard de la démocratie, Haïti 2017

IX. Conclusion

Les taux de participation aux organisations communautaires et de gouvernance locale ont généralement diminué en Haïti depuis 2012. Par rapport aux résidents du reste du pays, les habitants des zones cibles de l'USAID participent davantage aux organisations religieuses et de parents d'élèves ainsi qu'aux réunions municipales. En ce qui concerne la satisfaction à l'égard des services publics, la dernière série de l'enquête indique qu'elle a diminué, en particulier par rapport à 2014. Les différences de satisfaction à l'égard des services publics entre les zones cibles de l'USAID et le reste du pays sont généralement faibles (bien qu'elles soient statistiquement significatives dans certains cas) en 2017. Bien que les résidents des zones cibles de l'USAID et du reste du pays semblent connaître les réglementations concernant l'utilisation de la terre et la construction, les perceptions concernant l'application de ces réglementations sont plus favorables

dans les zones cibles de l'USAID. Enfin, les Haïtiens vivant dans les zones cibles font davantage confiance aux autorités gouvernementales et ils appuient davantage la démocratie.



Chapitre 6.

Les orientations démocratiques dans les Amériques

Ryan E. Carlin avec LAPOP

I. Introduction

La République de Platon a posé une question à laquelle les philosophes et les politologues se débattent encore : qu'est-ce qui rend la démocratie stable ? Un des ingrédients pour le succès de la démocratie est la capacité à générer de la légitimité tout en donnant une voix politique à ses détracteurs. Cependant, si le soutien vaste du système démocratique commence à baisser, l'instabilité politique pourrait en résulter. Ce chapitre fournit une image au fil du temps de la légitimité démocratique et de la tolérance politique parmi les citoyens des Amériques de 2006 à 2017, et analyse les facteurs qui façonnent ces attitudes et les orientations démocratiques qu'ils sous-tendent.

Parce que la légitimité saisit la relation entre les citoyens et les institutions de l'État, elle joue un rôle déterminant dans l'étude de la culture politique (Almond et Verba, 1963; Diamond, 1999). LAPOP définit la légitimité politique en fonction de l'appui des citoyens au système politique. La légitimité politique ou « l'appui au système » a deux dimensions centrales : l'appui diffus et l'appui spécifique (Easton, 1975). Si l'appui spécifique concerne les évaluations des citoyens envers les autorités en place, l'appui au système diffus désigne un attachement généralisé aux objets plus abstraits que représentent le système politique et ses institutions. La mesure de l'appui au système par le LAPOP (opérationnalisée à partir des données de l'enquête du Baromètre des Amériques) saisit la dimension diffuse de l'appui, essentielle à la survie démocratique (Booth et Seligson 2009).

La légitimité démocratique est le produit de facteurs individuels et contextuels. Parmi les explications contextuelles, il existe une perspective qui considère que certaines cultures accordent une plus grande légitimité aux institutions démocratiques. Selon cette thèse, les institutions corporatistes d'Amérique Latine défavorisent la démocratie (Wiarda 2003). Pour d'autres spécialistes, le développement économique a une grande influence sur les attitudes des citoyens à l'égard du système politique (Almond et Verba, 1963; Inglehart, 1988; Lipset, 1963). Le développement économique augmente souvent le niveau de scolarité, ce qui est typiquement corrélé à l'expression de valeurs démocratiques en Amérique Latine (Booth et Seligson 2009; Carlin 2006; Carlin et Singer 2011). D'autres encore soutiennent que les caractéristiques institutionnelles qui rendent la défaite électorale plus acceptable, par exemple celles qui rendent la représentation législative plus proportionnelle, peuvent renforcer l'appui au système, en particulier parmi les perdants des élections (Anderson et al. 2005). Il est intéressant de noter que les configurations institutionnelles en Amérique Latine semblent produire des gagnants moins favorables aux règles démocratiques du jeu (Carlin et Singer 2011; Singer, à venir). Étant donné que de nombreux facteurs contextuels sont relativement statiques ou évoluent lentement, les niveaux moyens d'appui au système politique sont souvent théorisés comme étant stables à court terme.

Cependant, les perceptions de la légitimité peuvent ne pas toujours être statiques chez les individus et entre eux. Les expériences des citoyens avec le système peuvent changer fréquemment et peuvent partiellement déterminer le degré de légitimité que les citoyens accordent au système démocratique. En particulier, les difficultés économiques, une plus grande insécurité personnelle et la mauvaise gouvernance peuvent toutes détériorer la légitimité que les citoyens accordent à la démocratie (Booth et Seligson 2009; Bratton et Mattes 2001; Duch 1995; Evans et Whitefield 1995; Morris 2008; Salinas et Booth 2011; Seligson 2002, 2006). En effet, les récents rapports du Baromètre des Amériques ont établi un lien entre les perceptions et l'expérience des résultats économiques, de l'intégrité des représentants de l'État et des évaluations par les citoyens de la situation sécuritaire du système politique (Carlin et al. 2014).

La tolérance politique est un deuxième élément majeur de la culture politique. Étant donné que la citoyenneté largement inclusive est une caractéristique de la démocratie (Dahl, 1971), la tolérance politique est un pilier central de la qualité et de la survie démocratique. Conformément aux recherches précédentes produites par LAPOP, la tolérance politique est définie comme « le respect par les citoyens des droits politiques des autres, en particulier de ceux avec lesquels ils peuvent être en désaccord ». L'intolérance a également des effets néfastes sur la qualité de la démocratie. À la fois dans le public et chez les élites, elle est liée à l'appui aux politiques qui restreignent les libertés individuelles (Gibson 1988, 1995, 1998, 2008).

Qu'est-ce qui façonne la tolérance politique ? Au niveau macro, les pays les plus développés ont généralement des citoyens plus tolérants (Inglehart et Welzel, 2005; Peffley et Rohrschneider, 2003), tout en ayant tendance à faire preuve d'une plus grande tolérance sur des questions spécifiques telles que le mariage homosexuel (Lodola et Corral, 2010). Les menaces extérieures et les crises sécuritaires ainsi que les niveaux de démocratisation sont également liés à la tolérance. Au niveau micro, les spécialistes soulignent de nombreux facteurs, notamment la perception de niveaux de menace élevés (Marcus, Neuman et MacKuen 2000; Merolla et Zechmeister 2009), la personnalité autoritaire (Altemeyer 2007), le sexe (Golebiowska 1999) et la religion (Stouffer 1955).

La légitimité et la tolérance sont donc des éléments essentiels de la culture démocratique. Ces attitudes se combinent pour créer des profils uniques d'orientations démocratiques. Pour comprendre de quelle manière de telles orientations influent la stabilité démocratique, certains spécialistes utilisent l'image d'un réservoir : des périodes prolongées de forte performance rehaussent les orientations en faveur de la démocratie à des niveaux suffisamment hauts pour que le régime puisse puiser dans ces réserves pour se maintenir dans les moments difficiles. Dans de telles circonstances, la démocratie acquiert une valeur intrinsèque et les orientations démocratiques de la masse se révèlent robustes face aux chocs économiques et aux baisses brusques de la performance (Easton 1975; Lipset 1963). Peu de démocraties latino-américaines et caribéennes ont connu de longues périodes noninterrompues de prospérité et de bonne gouvernance. Ainsi, les réservoirs de la région favorables à la démocratie sont probablement peu profonds et ont tendance à fluctuer avec les performances. Ce rapport cherche à cerner l'évolution des orientations démocratiques dans les Amériques au fil du temps, à mesurer leur étendue à travers les pays de la région et à analyser la manière dont les expériences spécifiques des citoyens avec les institutions démocratiques façonnent leurs orientations envers la démocratie.



II. Résultats Principaux

- L'appui au système a chuté de près de 5 points de pourcentage en 2017 en Haïti. Les éléments des perceptions sur la légitimité des tribunaux et la protection des droits se sont également détériorés respectivement de 10 et 8 points.
- La tolérance politique a augmenté de 4 points en 2017 en Haïti, globalement ainsi que dans chacune de ses composantes.
- Les prédispositions favorables à la stabilité autoritaire ont augmenté; en moyenne, les orientations favorables à la stabilité démocratique ont légèrement diminué en Haïti en 2017 par rapport à 2014.

Deuxièmement, ce chapitre examine comment les perceptions des citoyens et leur expérience avec les institutions politiques façonnent leurs orientations démocratiques. La preuve est conforme aux conclusions suivantes:

- Les jugements des citoyens sur le gouvernement national influencent les orientations démocratiques. La confiance envers les gouvernements est essentielle, notamment pour contrer les orientations qui mettent en danger la démocratie. La satisfaction à l'égard des services du gouvernement national compte le plus pour les orientations liées à l'instabilité démocratique.
- Les prédispositions démocratiques des citoyens sont façonnées par leurs perceptions du respect de leurs revendications en matière de libertés politiques fondamentales.
- La perception et les expériences par rapport à la corruption n'ont qu'une relation modeste avec les prédispositions démocratiques des citoyens.

III. Les prédispositions démocratiques à travers la région et au fil du temps

Les démocraties stables reposent sur des citoyens qui soutiennent leurs institutions et qui respectent les droits des dissidents, c'est-à-dire qu'ils les tolèrent. En d'autres termes, la légitimité ou l'appui au système et la tolérance politique influencent la stabilité démocratique. La figure 6.1 illustre la manière dont cette étude de LAPOP prévoit qu'ensemble, l'appui au système et la tolérance, affecteront une démocratie stable. Si la majorité dans un pays montre un appui élevé au système ainsi qu'une tolérance élevée, la démocratie devrait être stable, c'est-à-dire « consolidée ». Les conditions dans lesquelles l'appui des citoyens au système est élevé, mais avec une faible tolérance ne sont pas de bon augure pour la démocratie et pourraient même favoriser un modèle plus autoritaire. Une troisième possibilité est une démocratie instable, où la majorité fait preuve d'une grande tolérance politique tout en accordant une faible légitimité aux institutions politiques; ces cas peuvent entraîner une certaine instabilité, mais les critiques du système reposent sur un engagement en faveur des valeurs démocratiques fondamentales. Enfin, si la majorité est intolérante et n'appuie pas les institutions démocratiques, la démocratie risque de se dégrader, voire même de s'effondrer.

Figure 6.1. La relation entre l'appui au système et la tolérance politique

	Tolérance élevée	Tolérance faible
Appui élevé au système	Démocratie stable	Stabilité autoritaire
Appui faible au système	Démocratie instable	Démocratie en danger

Cette conceptualisation a notamment un appui empirique. Les données des études du Baromètre des Amériques de 2004 et de 2008 ont notamment révélé des signes graves d'instabilité politique au Honduras, juste avant que les forces militaires forcent de manière inconstitutionnelle le président Zelaya à un exil au Costa Rica (Booth et Seligson 2009; Pérez, Booth et Seligson 2010). Avant d'analyser ces attitudes de manière combinée, examinons séparément les deux dimensions : appui au système politique et tolérance politique.

L'appui au système politique

Booth et Seligson (2009) ont proposé une manière générale de considérer l'appui du public au système politique en mesurant « l'appui au système » — une conviction récurrente dans la légitimité des institutions politiques dans un pays et des niveaux globaux d'appui à l'organisation du système politique. Elle est mesurée à l'aide d'un indice¹ créé à partir de la moyenne des réponses aux questions suivantes du sondage du Baromètre des Amériques:

Je vais vous poser une série de questions. Je vais vous demander d'utiliser les chiffres fournis dans l'échelle pour répondre. N'oubliez pas que vous pouvez utiliser n'importe quel nombre.

B1. Dans quelle mesure pensez-vous que les tribunaux (du pays) garantissent un procès équitable ? (Lire : si vous pensez que les tribunaux ne garantissent pas du tout la justice, choisissez le numéro 1; si vous pensez que les tribunaux assurent beaucoup la justice, choisissez le numéro 7 ou choisissez un point entre les deux.)

B2. Dans quelle mesure respectez-vous les institutions politiques (du pays) ?

B3. Dans quelle mesure pensez-vous que les droits fondamentaux des citoyens sont bien protégés par le système politique (du pays) ?

B4. Dans quelle mesure êtes-vous fier de vivre sous le système politique (du pays)?

B6. Dans quelle mesure pensez-vous qu'il faudrait soutenir le système politique (du pays)?

Les réponses à chaque question sont basées sur une échelle de 7 points, allant de 1 (« pas du tout ») à 7 (« beaucoup »). Conformément à la norme LAPOP, l'indice résultant est redimensionné de 0 à 100, de sorte que 0 représente un appui très faible pour le système politique et 100, un appui très

¹ Pour Haïti 2017, le coefficient alpha de Cronbach pour une échelle additive des cinq variables est très élevé ($\alpha = 0,72$).

élevé. Les réponses pour chaque composant sont également redimensionnées de 0 à 100 pour la présentation.

La figure 6.2 compare les niveaux de l'indice de l'appui au système et de ses cinq éléments depuis 2006 en Haïti. Les niveaux de l'appui au système ont diminué de cinq points environ par rapport à 2014 (de 42,3 en 2014 à 37,7 en 2017). La plupart des éléments de l'appui au système, à l'exception de « Devrait appuyer le système politique », présentent une tendance similaire.

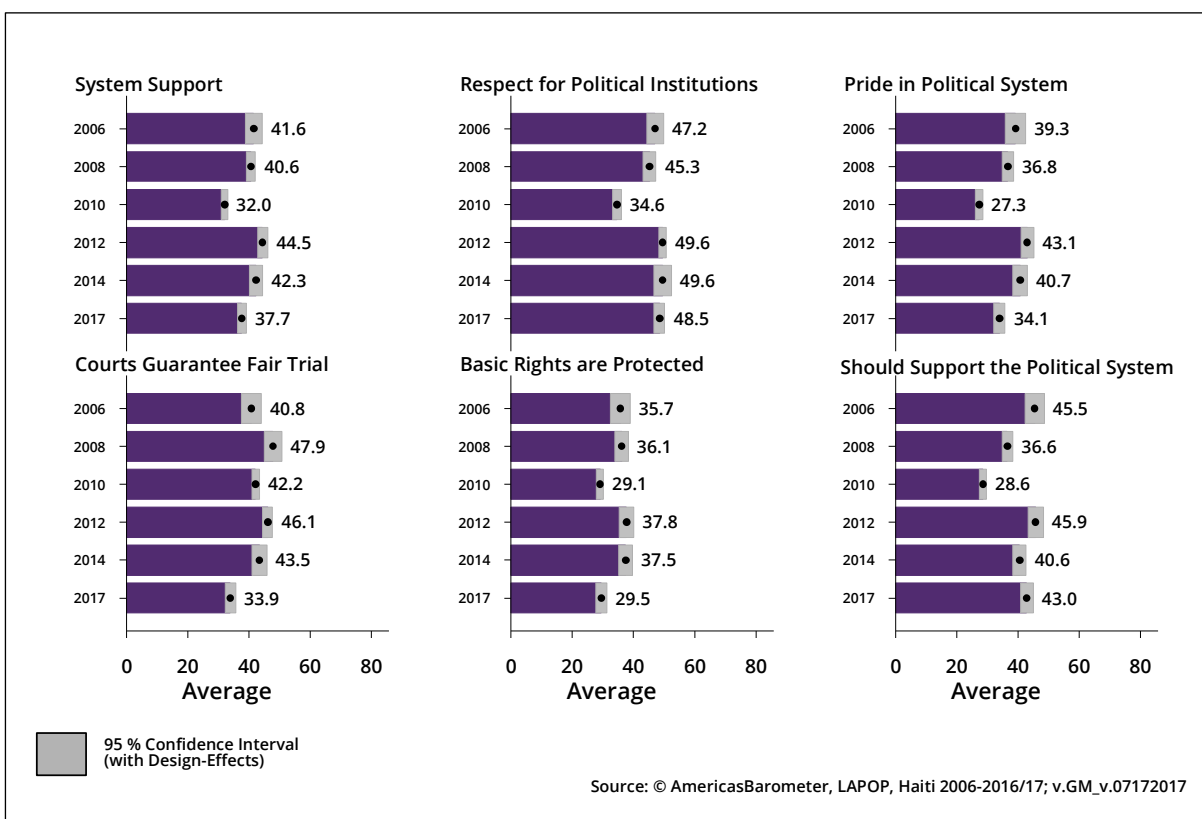


Figure 6.2. L'appui au système et ses composantes en Haïti, 2006-2017

Comment l'appui au système politique varie-t-il aujourd'hui à travers les Amériques? La figure 6.3 présente les niveaux d'appui au système dans l'étude 2017 du Baromètre des Amériques. L'appui au système est le plus important en Guyana (65,5 points), suivi du Nicaragua, du Canada et du Costa Rica (62 à 63 points) et, pour le troisième tour consécutif, à son niveau le plus bas au Brésil (34,1 points). À 53,7 points, les États-Unis se situent au-dessus de la moyenne régionale (49,7). Pour le cas spécifique d'Haïti, les données montrent que ce pays se situe au bas du classement avec 37,7 points, seulement au-dessus du Brésil.

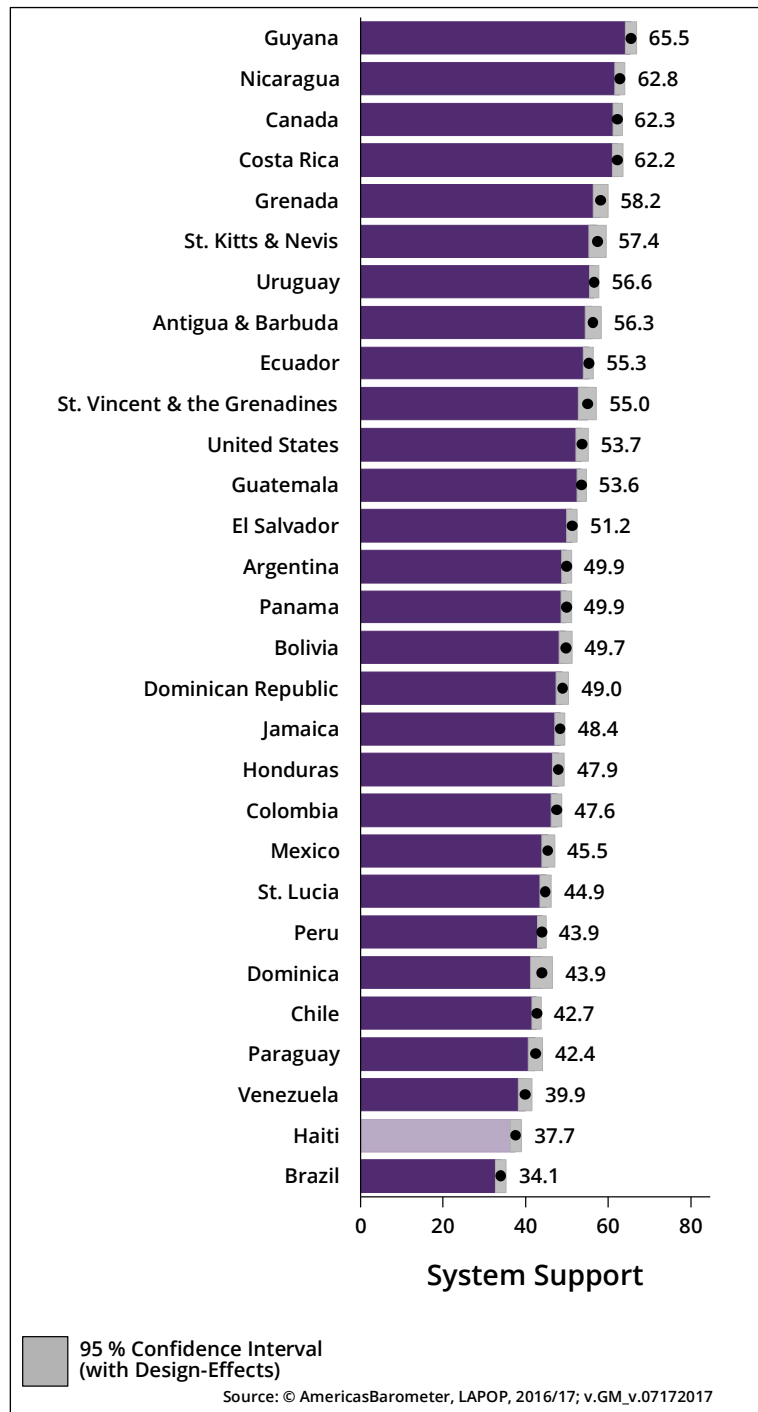


Figure 6.3. L'appui au système dans les Amériques 2017

La tolérance politique

Un niveau élevé d'appui au système politique ne garantit pas la qualité et la survie des institutions démocratiques libérales. La démocratie libérale exige également que les citoyens acceptent les principes de la concurrence démocratique ouverte et de la tolérance de la dissidence. Ainsi, le



Baromètre des Amériques mesure la tolérance politique à l'égard des citoyens qui s'opposent au système politique. Cet indice est composé des quatre éléments suivants:

- | |
|--|
| <p>D1. Il y a des gens qui ne disent que de mauvaises choses sur la forme de gouvernement [du pays], pas seulement le gouvernement sortant, mais aussi sur le système de gouvernement. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous le droit de vote de ces personnes ? Veuillez me lire le numéro de l'échelle [échelle 1-10]: <i>[explorer: dans quelle mesure?]</i></p> |
| <p>D2. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous que de telles personnes soient autorisées à organiser des manifestations pacifiques afin d'exprimer leurs points de vue? S'il vous plaît, lisez-moi le numéro.</p> |
| <p>D3. Toujours en pensant à ceux qui ne disent que de mauvaises choses au sujet de la forme de gouvernement [du pays], dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous le fait que de telles personnes soient autorisées à se présenter aux élections?</p> |
| <p>D4. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous ces personnes qui apparaissent à la télévision pour faire des discours?</p> |

Comme pour les indices standards de LAPOP, la réponse moyenne de chaque répondant à ces quatre questions est calculée puis redimensionnée afin que la variable résultante soit comprise entre 0 et 100, où la valeur 0 représente une très faible tolérance et la valeur 100 une très grande tolérance. Les réponses pour chaque composante ont également été redimensionnées de 0 à 100 pour la présentation ci-dessous.²

La figure 6.4 présente les moyennes nationales de l'indice de tolérance politique de chaque série du Baromètre des Amériques depuis 2006. Le niveau de tolérance de 2017 en Haïti (54,0) est le plus élevé depuis 2006 (62,1). Tous les éléments de tolérance sont plus élevés en 2017, comparativement à 2014.

² Le coefficient alpha de Cronbach pour une échelle additive des quatre variables est très élevé (0,84) et l'analyse des éléments principaux indique qu'elles mesurent une seule dimension.

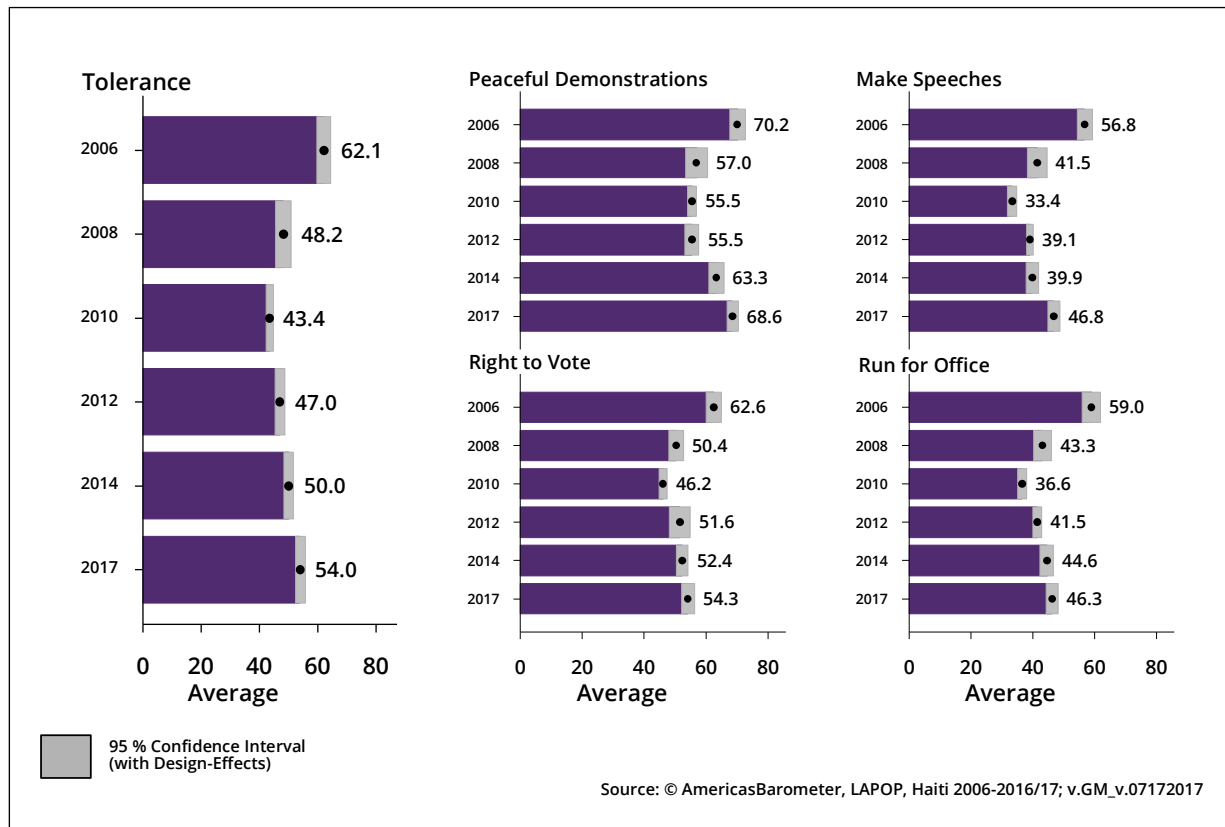


Figure 6.4. La tolérance politique et ses composantes en Haïti, 2006-2016/17

La figure 6.5, qui présente la cartographie des pays en fonction du score moyen de l'indice du Baromètre des Amériques 2017, illustre la distribution transnationale de la tolérance des dissensions politiques dans la région. La tolérance est la plus forte au Canada et aux États-Unis (69,8 et 69,2 points sur l'échelle 0-100, respectivement) et la plus faible au Pérou et en Colombie (respectivement 47,6 et 45,4 points). Haïti est au milieu du ratissage entre le Mexique et le Paraguay.

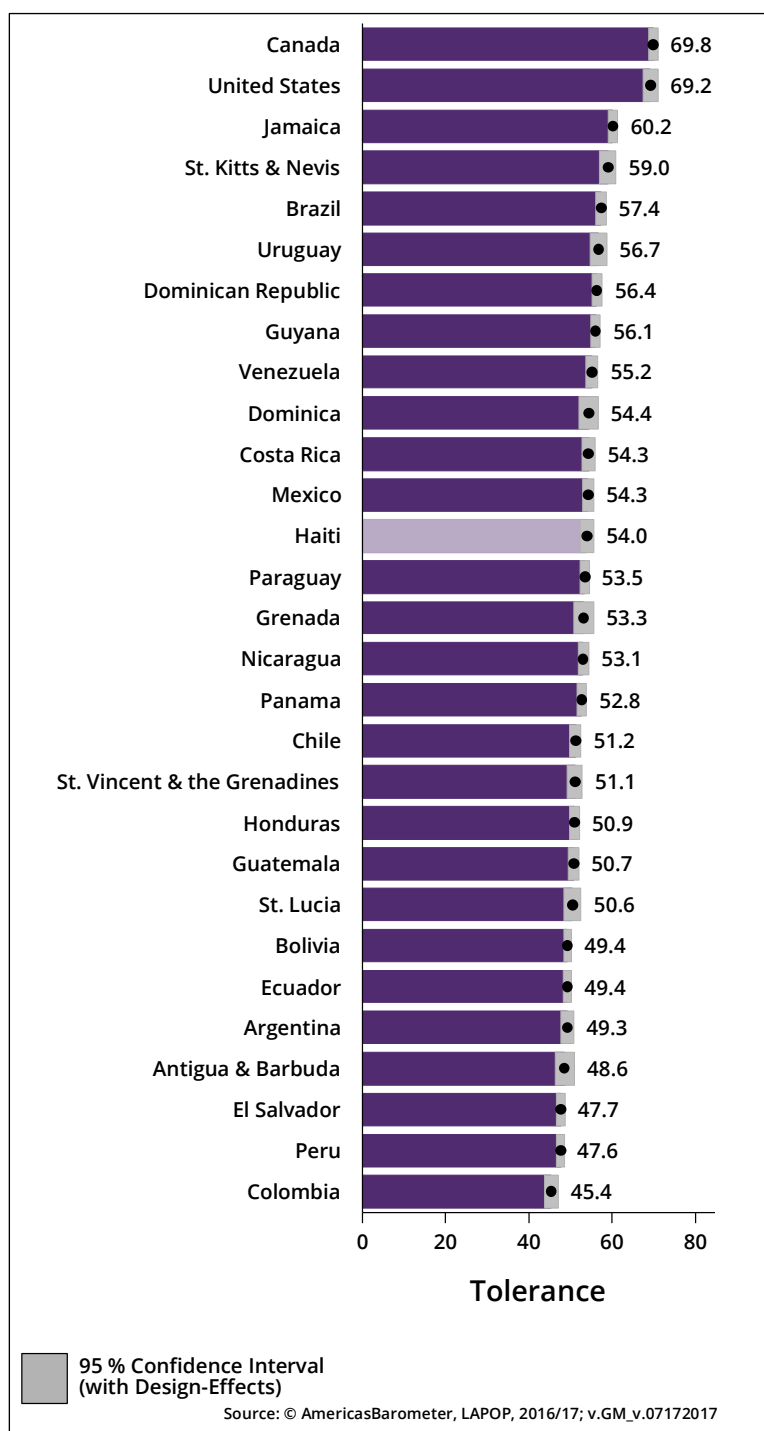


Figure 6.5. La tolérance politique dans les Amériques 2017

La tolérance politique ne semble pas plus stable que l'appui au système dans les Amériques de 2014 à 2017. Toutefois, contrairement à l'appui au système, la tolérance a augmenté en moyenne dans la région depuis 2014. Cette tendance a également été observée au fil du temps en Haïti.

Les orientations propices à la stabilité démocratique

Pour déterminer les prédispositions nécessaires pour renforcer la démocratie, nous combinons les données des indices d'appui au système et de tolérance politique décrites dans les deux sections précédentes. Les individus dont le score est supérieur à 50 (point médian) sur les deux échelles sont considérés comme ayant des attitudes favorables à *Démocratie Stable*. Ceux qui obtiennent un score inférieur à 50 (point médian) sur les deux échelles sont considérés comme ayant des prédispositions qui mettent *Démocratie en Danger*. Les individus qui ont une grande tolérance politique, mais un faible appui au système, ont des prédispositions favorables à *Démocratie Instable*. Enfin, les personnes avec un appui au système élevé, mais avec une tolérance faible favoriseraient *Stabilité Autoritaire*.

Quelle est la prévalence de ces prédispositions dans les Amériques? La figure 6.6 présente les tendances de 2006 à 2017 pour Haïti. En 2017, près de 4 Haïtiens sur 5 entrent dans la catégorie « démocratie en danger » (38%) ou bien dans la catégorie « démocratie instable » (35%). Seulement 17% ont des prédispositions favorables à une démocratie stable. La répartition transnationale de ces orientations est illustrée à la figure 6.7.

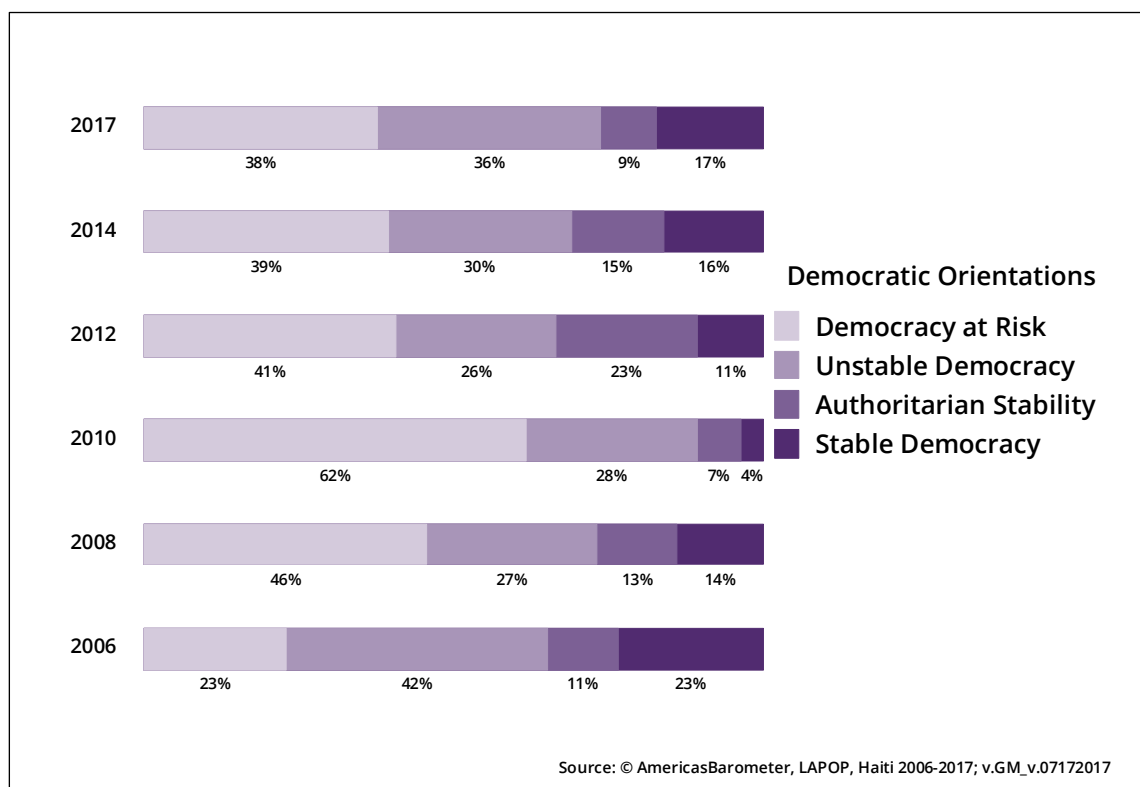


Figure 6.6. Les orientations démocratiques dans le temps en Haïti, 2006-2017

En ce qui concerne le profil des prédispositions favorables à *Démocratie Stable*— appui au système élevé et grande tolérance politique — la figure 6.7 met en évidence un cas particulier : le Canada. Avec 61 %, le Canada mène la région dans les orientations *Démocratie Stable*. Viennent ensuite la Guyana (45 %), les États-Unis (43 %) et le Costa Rica (40 %). Avec respectivement 13 % et 15 %, le Brésil et le Venezuela ont les pourcentages les plus faibles de citoyens dont les orientations sont

favorables à la stabilité démocratique. Haïti se classe au cinquième rang à partir du bas, après le Brésil, le Venezuela, le Pérou et le Chili.

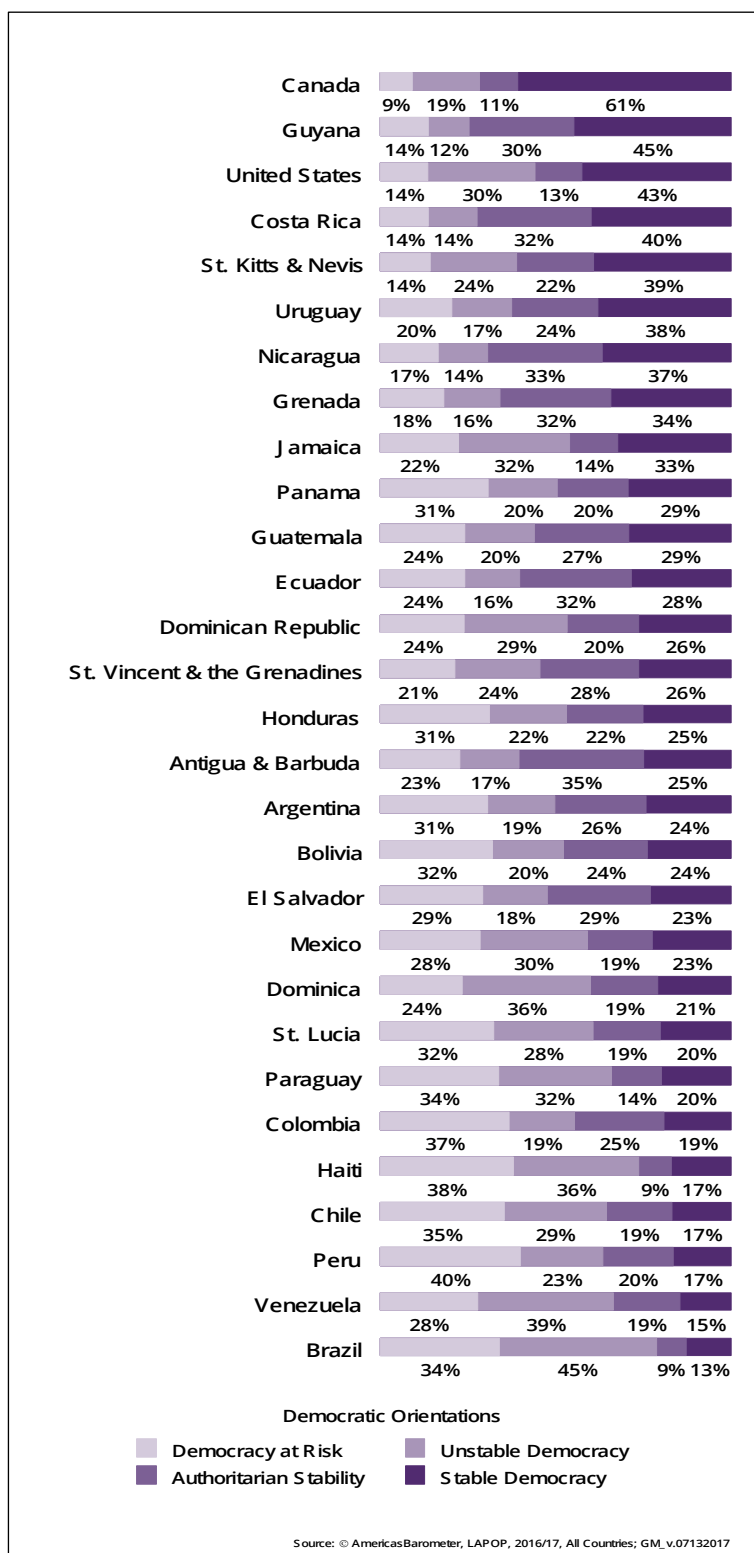


Figure 6.7. Les prédispositions démocratiques dans les Amériques, 2017

Si nous examinons l'interaction entre *Démocratie Stable* — le profil le plus favorable à la stabilité démocratique — et *Démocratie en Danger* — le profil le plus menaçant pour la stabilité démocratique —, deux tendances se présentent. Premièrement, dans certains cas, les prédispositions associées à *Démocratie Stable* se sont développées et celles de *Démocratie en Danger* ont diminué. Au Honduras, par exemple, nous constatons que le pourcentage d'individus ayant des prédispositions associées à *Démocratie Stable* a plus que triplé par rapport à 2012, alors que dans la même période, la proportion d'individus avec les prédispositions qui ont mis *Démocratie en Danger* a été réduite de plus de la moitié. Des tendances similaires, mais de moindre ampleur, sont observées au Costa Rica, au Nicaragua, en Équateur, au Pérou, au Paraguay et en République Dominicaine.³

Une deuxième tendance est moins encourageante pour les champions de la démocratie. En effet, les prédispositions pour *Démocratie en Danger* gagnent du terrain par rapport aux prédispositions pour *Démocratie Stable* dans une poignée de pays. Par exemple, le pourcentage de Vénézuéliens qui correspondent au profil de *Démocratie en Danger* a presque doublé depuis 2012. En revanche, les démocrates stables ne représentent plus que 15 % de la population, contre 43 % en 2006. On a observé une dynamique similaire, quoique moins prononcée au Mexique et en Colombie depuis 2010.⁴

En bref, bien que la culture politique en faveur de la démocratie se soit développée dans plusieurs pays de l'hémisphère, elle s'est considérablement affaiblie dans d'autres. En Haïti, le pourcentage de personnes dans la catégorie « démocratie stable » (17 %) est le plus élevé depuis 2006 (23 %).

IV. Conclusion

L'avenir de la démocratie dans les Amériques dépend d'un appui fort du public aux institutions et du caractère inclusif de la citoyenneté démocratique. Lorsque les citoyens considèrent globalement le système comme légitime et tolèrent même les détracteurs les plus ardents, la démocratie peut atteindre une stabilité remarquable. Cependant, lorsque cette fondation culturelle s'érode, le destin de la démocratie est moins certain. Chapitre 1 traitait du déclin notable, en moyenne dans la région, de l'appui à la démocratie, de la confiance et de l'attachement aux partis politiques. Ces résultats sont préoccupants, mais l'ensemble des attitudes importantes pour la qualité et la stabilité démocratiques est plus large. Il est également important de suivre la légitimité, la tolérance politique et les orientations démocratiques dans les Amériques, de les comparer entre les pays et, surtout, de comprendre comment l'interaction des citoyens avec les institutions de l'État façonne les orientations démocratiques. C'est ce que ce chapitre a cherché à faire. Passons maintenant à nos conclusions et réfléchissons à ce qu'elles pourraient signifier pour les défenseurs de la démocratie et les décideurs de l'Hémisphère.

³ Ces cas montrent également une moindre prévalence des attitudes associées à la stabilité autoritaire et des niveaux croissants de profils d'attitude associés à l'instabilité démocratique, c'est-à-dire ceux qui sont politiquement tolérants mais qui ont retiré leur appui au système.

⁴ Au cours de la décennie 2006-2016, le pourcentage de Mexicains ayant un profil d'attitude de stabilité autoritaire est passé de 29,2% à 18,5%. Toutefois, au Mexique, les attitudes vis-à-vis de la stabilité démocratique ont progressivement chuté de 41,1% à 22,6%, celles de la démocratie en danger ont régulièrement augmenté de 13,4% à 28,3% et celles de la démocratie instable de 16,6% à 30,5%.



Les analyses au fil du temps montrent clairement que l'appui au système et la tolérance politique ne suivent pas nécessairement la même tendance, ni même tous les éléments de ces indices. Rappelons que l'appui global au système est tombé en grande partie à cause de la faible confiance envers les tribunaux pour garantir un procès équitable, ainsi qu'envers le système dans la protection des droits fondamentaux des citoyens. Pourtant, le respect du régime démocratique est stable et les engagements normatifs à son égard ont augmenté. Une telle dynamique divergente peut avoir des implications politiques. Dans un tel cas, le respect et l'engagement envers les institutions démocratiques peuvent ancrer le système si les réformateurs cherchent à élaborer des politiques visant à améliorer le système de justice. En associant cette conclusion à une tolérance croissante à l'égard de la dissidence publique, les décideurs politiques peuvent en effet trouver un terrain fertile pour les réformes.

Un autre message important de ce chapitre est que la légitimité démocratique et la tolérance politique se présentent volatils dans les Amériques. Des brèves analyses de cas spécifiques suggèrent que cette volatilité reflète les processus en temps réel de démocratisation et de dé-démocratisation. Comme l'a été mentionné, des spécialistes ont utilisé les données du Baromètre des Amériques pour démontrer que le faible niveau de légitimité pouvait être le signe d'une instabilité démocratique (Booth et Seligson 2009; Pérez, Booth et Seligson 2010). Cependant, au-delà de niveaux précis, la volatilité à court terme de l'appui au système, de la tolérance politique et/ou des orientations démocratiques peuvent également avoir des implications importantes — positives et négatives — pour la démocratie. C'est une question ouverte à laquelle on ne peut répondre que par des mesures répétées. De surveiller le sentiment démocratique de la masse à l'échelle nationale et au fil du temps, un mandat fondamental du Baromètre des Amériques, est donc essentiel pour comprendre la stabilité démocratique.

Enfin, les conclusions de ce chapitre ont des implications pour les acteurs politiques de la région. Les partis politiques, les élections et les gouvernements locaux sont parmi les institutions les plus liés aux citoyens. La confiance des citoyens envers ces institutions constitue le plus grand prédicteur de leurs orientations démocratiques. La solidité de cette relation rend particulièrement pertinentes les conclusions présentées dans les chapitres précédents sur la perte de confiance envers les partis et les gouvernements locaux; bien que les orientations régionales moyennes en matière de stabilité démocratique aient progressé, ce résultat repose sur des bases fragiles. Cela donne une grande responsabilité aux acteurs qui représentent ces institutions. Cela impose donc aux chefs de parti le devoir de se montrer capables, honnêtes et à l'écoute des citoyens (Carlin 2014). Au-delà des acteurs qui peuvent influencer les commissions électorales et autres institutions qui promeuvent le bon déroulement des élections, le renforcement des connaissances politiques, le développement de la confiance interpersonnelle et le discours envers ceux qui ont voté pour les candidats perdants peuvent renforcer la confiance envers les élections (Layton, 2010) — et aux acteurs politiques peuvent être les protagonistes des trois. Et comme l'indique le chapitre 5 de ce rapport, les politiciens locaux peuvent gagner une confiance accrue non seulement en fournissant de meilleurs services, mais également en réduisant l'insécurité, en éliminant la corruption et en impliquant les citoyens dans la politique locale. Enfin, bien que les acteurs politiques ont certainement leur rôle à jouer dans la culture démocratique, les citoyens en jouent également. Un citoyen informé et qui agit afin de surveiller les politiciens et les institutions de l'État pour vérifier qu'ils assument leur responsabilité est essentiel à la citoyenneté démocratique et sans cela nous ne devrions pas nous attendre à une amélioration.

Bibliographie



- Aldrich, John H. 1995. *Why Parties?: The Origin and Transformation of Political Parties in America*. Chicago: University of Chicago Press.
- Almond, Gabriel, and Sidney Verba. 1963. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Altemeyer, Bob. 2007. *The Authoritarians*. Self-published, available for download at <http://home.cc.umanitoba.ca/~altemey>.
- Anderson, Christopher J., André Blais, Shaun Bowler, Todd Donovan, and Ola Listhaug. 2007. *Losers' Consent: Elections and Democratic Legitimacy*. New York: Oxford University Press.
- Associated Press. 18 December 2016. "Bolivia's President Evo Morales to Run Again Despite Referendum Ruling it Out." *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2016/dec/18/bolivias-president-evo-morales-to-run-again-despite-referendum-ruling-it-out>
- Baltodano, Umanzor López. 22 August 2016. "Nicaragua's Elections: Abstaining is a Mistake." *Havana Times*. <http://www.havanatimes.org/?p=120617>.
- Bateson, Regina. 2012. "Crime Victimization and Political Participation." *American Political Science Review* 106 (3): 570-587.
- BBC (British Broadcasting Service). 17 October 2016a. "US Election 2016: Trump Says Election 'Rigged at Polling Places.'" BBC. <http://www.bbc.com/news/election-us-2016-37673797>.
- BBC (British Broadcasting Service). 4 December 2016b. "Ecuador Legislature Lifts Presidential Re-Election Limit." BBC. <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-35002846>.
- BBC (British Broadcasting Service). 3 April 2017a. "Ecuador Election: Fraud Alleged as Protesters Scuffle." BBC. <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-39475555>.
- BBC (British Broadcasting Service). 2 May, 2017b. "Venezuela's President Maduro Calls for New Constituent Body." BBC. <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-39775092>.
- Beetham, David. 2005. *Democracy: A Beginner's Guide*. Oxford: Oneworld Publications.
- Bollen, Kenneth A. 1991. "Political Democracy: Conceptual and Measurement Traps." In Alex Inkeles (Ed.), *On Measuring Democracy: Its Consequences and Concomitants*, (3-20). New Brunswick, NJ: Transaction.
- Bollen, Kenneth A., and Pamela Paxton. 2000. "Subjective Measures of Liberal Democracy." *Comparative Political Studies* 33 (1): 58-86.
- Booth, John A., and Mitchell A. Seligson. 2009. *The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy in Eight Nations*. New York: Cambridge University Press.
- Bratton, Michael, and Robert Mattes. 2001. "Support for Democracy in Africa: Intrinsic or Instrumental?" *British Journal of Political Science* 31 (3): 447-74.
- Canache, D., and M.E. Allison. 2005. "Perceptions of Political corruption in Latin American Democracies." *Latin American Politics and Society* 47 (3): 91-111.
- Carlin, Ryan E. 2013. "Violations of the Rule of Law Fuel Tolerance of Bribery in the Americas." *AmericasBarometer Insights #88*. Nashville, TN: LAPOP, Vanderbilt University.

- Carlin, Ryan E. 2006. "The Socioeconomic Roots of Support for Democracy and the Quality of Democracy in Latin America." *Revista de Ciencia Política* 26 (1): 48-66.
- Carlin, Ryan E., and Gregory J. Love. 2015. "Who is the Latin American Voter." In *The Latin American Voter: Pursuing Representation and Accountability in Challenging Contexts*, edited by Carlin, Ryan E., Matthew M. Singer, and Elizabeth J. Zechmeister, (31-59). Ann Arbor: University of Michigan Press. <http://www.jstor.org/stable/10.3998/mpub.8402589.19>.
- Carlin, Ryan E., Gregory J. Love, and Matthew M. Singer. 2014. "Chapter 7. A Decade of Democratic Legitimacy in the Americas." In *The Political Culture of Democracy in the Americas, 2014: Democratic Governance across 10 Years of the AmericasBarometer*, edited by Elizabeth J. Zechmeister, (195-229). http://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2014/AB2014_Comparative_Report_English_V3_Updated_040517_W.pdf
- Carlin, Ryan E., and Matthew M. Singer. 2011. "Support for Polyarchy in the Americas." *Comparative Political Studies* 44 (11): 1500-1526.
- Carlin, Ryan E., Mathew M. Singer, and Elizabeth J. Zechmeister (Eds.). 2015. *The Latin American Voter: Pursuing Representation and Accountability in Challenging Contexts*. Ann Arbor: University of Michigan Press. <http://www.jstor.org/stable/10.3998/mpub.8402589.19>.
- Carreras, M., and N. Castañeda-Angarita. 2014. "Who Votes in Latin America? A Test of Three Theoretical Perspectives." *Comparative Political Studies* 47 (8): 1079-1104.
- Cawthorne, Andrew. 18 October 2016. "Venezuela Delays State Elections to 2017, Opposition Angry." *Reuters*. <http://www.reuters.com/article/us-venezuela-politics-idUSKCN12I2QN>.
- Cawthorne, Andrew, and Alexandra Ulmer. 3 May 2017. "Venezuela Death Toll Rises as Foes Protest Maduro's Power Shakeup." *Reuters*. <http://www.reuters.com/article/us-venezuela-politics-idUSKBN17Z1ZH>.
- Cohen, Mollie J. 2017. "Protest Via the Null Ballot: An Assessment of the Decision to Cast an Invalid Vote in Latin America." *Political Behavior*. <https://doi.org/10.1007/s11109-017-9405-9>
- Cohen, Mollie J., Facundo Salles Kobilanski, and Elizabeth J. Zechmeister. 2017. "Electoral Volatility and Political Fractionalization in Latin American Party Systems." *Working Paper*.
- Cohen, Mollie J., Noam Lupu, and Elizabeth J. Zechmeister, Eds. 2017. *The Political Culture of Democracy in the Americas, 2016/17: A Comparative Study of Democracy and Governance*. Nashville, TN: LAPOP, Vanderbilt University.
- Cooley, Alexander. 2015. "Countering Democratic Norms." *Journal of Democracy* 26 (3): 49-63.
- Dahl, Robert. A. 1971. *Polyarchy: Participation and Opposition*. New Haven: New Haven Press.
- Diamond, Larry. 1994. "Toward Democratic Consolidation." *Journal of Democracy* 5 (3): 4-17.
- Diamond, Larry. 1999. *Developing Democracy: Toward Consolidation*. Baltimore: JHU Press.
- Diamond, Larry. 2015. "Facing Up to the Democratic Recession." *Journal of Democracy* 26 (1): 141-155.



- Diamond, Larry, and Leonardo Morlino. 2004. "The Quality of Democracy: An Overview." *Journal of Democracy* 15 (4): 20-31.
- Duch, Raymond M. 1995. "Economic Chaos and the Fragility of Democratic Transition in Former Communist Regimes." *Journal of Politics* 57 (1): 121-58.
- Easton, David. 1975. "A Re-Assessment of the Concept of Political Support." *British Journal of Political Science* 5 (4): 435-457.
- Evans, Geoffrey, and Stephen Whitefield. 1995. "The Politics and Economics of Democratic Commitment: Support for Democracy in Transition Societies." *British Journal of Political Science* 25 (4): 485-514.
- Ferejohn, J. 1986. "Incumbent Performance and Electoral Control." *Public Choice* 50 (1): 5-25.
- Fornos, Carolina A., Timothy J. Power, and James C. Garand. 2004. "Explaining Voter Turnout in Latin America, 1980-2000." *Comparative Political Studies* 37 (8): 909-940.
- Garside, Juliette. 10 February 2017. "Panama Papers: Mossack Fonseca founders arrested over bribery scandal." *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2017/feb/10/panama-papers-mossack-fonseca-offices-raided-over-odebrecht-bribery-scandal>
- Gibson, James L. 2008. "Intolerance and Political Repression in the United States: A Half Century after McCarthyism." *American Journal of Political Science* 52 (1): 96-108.
- Gibson, James L. 1998. "A Sober Second Thought: An Experiment in Persuading Russians to Tolerate." *American Journal of Political Science* 42 (3): 819-850.
- Gibson, James L. 1995. "The Political Freedom of African-Americans: A Contextual Analysis of Racial Attitudes, Political Tolerance, and Individual Liberty." *Political Geography* 14 (6-7): 571-599
- Gibson, James L. 1988. "Political Intolerance and Political Repression during the McCarthy Red Scare." *American Political Science Review* 82 (2): 511-529.
- Golebiowska, Ewa. 1999. "Gender Gap in Political Tolerance." *Political Behavior* 21 (3): 443-464.
- Huntington, Samuel. 1991. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman: University of Oklahoma Press.
- Inglehart, Ronald. 1988. "The Renaissance of Political Culture." *American Political Science Review* 82 (4): 1203-1230.
- Inglehart, Ronald, and Christian Welzel. 2005. *Modernization, Cultural Change, and Democracy: The Human Development Sequence*. New York: Cambridge University Press. 149-157
- Karp, Jeffrey A., and Banducci, Susan A. 2008. "Political Efficacy and Participation in Twenty-Seven Democracies: How Electoral Systems Shape Political Behaviour." *British Journal of Political Science* 38 (2): 311-334.
- Layton, Matthew L. 2014. "The World Cup and Protests: What Ails Brazil?" AmericasBarometer Insights Series No. 106. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP). <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO906en.pdf>

- Layton, Matthew L. 2010. "Trust in Elections." AmericasBarometer Insights Series No. 37. Latin American Public Opinion Project. Vanderbilt University. <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/10837en.pdf>
- Levitsky, Steven, and Lucan A. Way. 2015. "The Myth of Democratic Recession." *Journal of Democracy* 26 (1): 45.
- Levitsky, Steven, and Lucan A. Way. 2012. "Beyond Patronage: Violent Struggle, Ruling Party Cohesion, and Authoritarian Durability." *Perspectives on Politics* 10 (4): 869-889.
- Levitsky, Steven, and Lucan A. Way. 2010. *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes After the Cold War*. New York: Cambridge University Press.
- Lewis-Beck, Michael S. 1986. "Comparative Economic Voting: Britain, France, Germany, Italy." *American Journal of Political Science* 315-346.
- Lijphart, Arend. 1999. *Patterns of Democracy: Government Forms and Performance in Thirty-Six Countries*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Lijphart, Arend. 1997. "Unequal Participation: Democracy's Unresolved Dilemma Presidential Address, American Political Science Association." *American Political Science Review* 91 (1): 1-14.
- Linz, Juan J., and Alfred C. Stepan. 1996. "Toward Consolidated Democracies." *Journal of Democracy* 7 (2): 14-33.
- Lipset, Seymour Martin. 1963. *Political Man: The Social Bases of Politics*. Garden City, NY: Doubleday.
- Lodola, Germán, and Margarita Corral. 2010. "Support for Same-Sex Marriage in Latin America." AmericasBarometer Insight Series No. 44. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP). <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/10844.enrevised.pdf>
- Lupu, Noam. 2017. "Corruption in the Americas." Chapter 4 in *The Political Culture of Democracy in the Americas, 2016/17: A Comparative Study of Democracy and Governance*, Edited by Cohen, Mollie J., Noam Lupu, and Elizabeth J. Zechmeister (Nashville, TN: LAPOP, Vanderbilt University).
- Mainwaring, Scott, and Timothy Scully (Eds.). 1995. *Building Democratic Institutions: Party Systems in Latin America*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Marcus, George E., W. Russell Neuman, and Michael MacKuen. 2000. *Affective Intelligence and Political Judgment*. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Merolla, Jennifer, and Elizabeth Zechmeister. 2009. *Democracy at Risk: How Terrorist Threats Affect the Public*. Chicago: University of Chicago Press.
- Mishler, William, and Richard Rose. 2001. "What Are the Origins of Political Trust? Testing Institutional and Cultural Theories in Post-communist Societies." *Comparative Political Studies* 34 (1): 30-62.
- Morris, Stephen D. 2008. "Disaggregating Corruption: A Comparison of Participation and Perceptions in Latin America with a Focus on Mexico." *Bulletin of Latin American Research* 28 (2): 388-409.



- Nadeau, Richard, Éric Bélanger, Michael S. Lewis-Beck, Mathieu Turgeon, and François Gélneau. 2017. *Latin American Elections: Choice and Change*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Peffley, Mark, and Robert Rohrschneider. 2003. "Democratization and Political Tolerance in Seventeen Countries: A Multi-level Model of Democratic Learning." *Political Research Quarterly* 56 (3): 243 -257.
- Pérez, Orlando J., John A. Booth, and Mitchell A. Seligson. 2010. "The Honduran Catharsis." AmericasBarometer Insight Series No. 48. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP). <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO845en.pdf>
- Powell, G. Bingham. 2000. *Elections as Instruments of Democracy: Majoritarian and Proportional Visions*. New Haven: Yale University Press.
- Power, Timothy J., and James C. Garand. 2007. "Determinants of Invalid Voting in Latin America." *Electoral Studies* 26: 432-444.
- Przeworski, Adam. 1991. *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Przeworski, A., S. C. Stokes, and B. Manin (Eds.). 1999. *Democracy, Accountability, and Representation* (Vol. 2). Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Przeworski, Adam. 2000. *Democracy and development: Political institutions and well-being in the world, 1950-1990*. Vol. 3. Cambridge University Press: Cambridge, MA.
- Puddington, Arch. 2012. "Latin America's Wavering Democracies." Freedom House. <http://www.freedomhouse.org/blog/latin-america%E2%80%99s-wavering-democracies#.UuuZjrQkTd4>.
- Rodríguez, Mariana. 2016. "Deficiencies in Basic Goods and Services More Damaging than Perceptions of Corruption to Venezuela's President Maduro." AmericasBarometer Insight Series No. 128. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP). <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO928en.pdf>.
- Rodríguez, Mariana, and Elizabeth J. Zechmeister. 2017. "Government without a Legislature? Venezuelans Oppose the Idea." AmericasBarometer Topical Brief No. 027. Vanderbilt University: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).
- Rosema, Martin. 2007. "Low Turnout: Threat to Democracy or Blessing in Disguise? Consequences of Citizens' Varying Tendencies to Vote." *Electoral Studies* 26 (3): 612-623.
- RPP (Radio Programas del Perú). March 9, 2016. "JNE Dejó Fuera de Carrera a Julio Guzmán y César Acuña." <http://rpp.pe/politica/elecciones/jne-vera-en-audiencia-publica-casos-de-julio-guzman-y-cesar-acuna-noticia-943974> (Accessed April 1, 2016).
- Salinas, Eduardo, and John A. Booth. 2011. "Micro-social and Contextual Sources of Democratic Attitudes in Latin America." *Journal of Politics in Latin America* 3 (1): 29-64.
- Schattschneider, E. E. 1942. *Party Government*. New Brunswick: Transaction Publishers.
- Schedler, Andreas. 1998. "What is Democratic Consolidation?" *Journal of Democracy* 9 (2): 91-107.
- Schmitter, Philippe C., and Terry Lynn Karl. 1991. "What Democracy Is... and Is Not." *Journal of Democracy* 2 (3): 75-88.

- Schumpeter, Joseph A. 1942. *Socialism, Capitalism and Democracy*. New York: Harper and Brothers.
- Seligson, Mitchell A. 2006. "The Measurement and Impact of Corruption Victimization: Survey Evidence from Latin America." *World Development* 34 (2): 381-404.
- Seligson, Mitchell A. 2002. "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries." *Journal of Politics* 64 (2): 408-33.
- Siavelis, Peter M. 2009. "Mass Congruence, Partidocracia, and the Quality of Chilean Democracy." *Journal of Politics in Latin America* 1 (3): 3-31.
- Singer, Matthew M. 2017. "Crime, Violence, and the Politics in the Americas." Chapter 4 in *The Political Culture of Democracy in the Americas, 2016/17: A Comparative Study of Democracy and Governance*, Edited by Cohen, Mollie J., Noam Lupu, and Elizabeth J. Zechmeister (Nashville, TN: LAPOP, Vanderbilt University).
- Singh, Shane P. 2015. Compulsory Voting and the Turnout Decision Calculus. *Political Studies* 63 (3): 548-568.
- Singh, Shane P. 2016. "Elections as Poorer Reflections of Preferences under Compulsory Voting." *Electoral Studies* 44: 56-65.
- Söderlund, Peter, Hanna Wass, and Andre Blais. 2011. "The Impact of Motivational and Contextual Factors on Turnout in First- and Second-Order Elections." *Electoral Studies* 30 (4): 689-699.
- Sonneland, Holly K. 4 January 2016. "Explainer: Presidential Reelection in Ecuador and Bolivia." *Americas Society-Council of the Americas*. <http://www.as-coa.org/articles/explainer-presidential-reelection-ecuador-and-bolivia>.
- Stouffer, Samuel A. 1955. *Communism, Conformity and Civil Liberties*. Hoboken, NJ: John Wiley & Sons Inc.
- Tommasoli, Massimo. 2012. "Rule of law and democracy: addressing the gap between policies and practices." *UN Chronicle* (December): pp. 29+.
- USAID. 2013. *USAID Strategy on Democracy, Human Rights, and Governance*. Washington, D.C. Retrieved online on July 29, 2017 at http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pdacx557.pdf
- Wiarda, Howard J. 2003. *Civil Society: The American Model and Third World Development*. Boulder, CO: Westview Press.
- Zizumbo-Colunga, Daniel. 2017. "Community, Authorities, and Support for Vigilantism: Experimental Evidence." *Political Behavior*: 1-27. <https://doi.org/10.1007/s11109-017-9388-6>

Annexes



Annexe A. Comprendre les figures dans cette étude

Les données du Baromètre des Amériques sont basées sur des échantillons probabilistes de répondants provenant de chaque pays. Naturellement, tous les échantillons produisent des résultats contenant une marge d'erreur. Il est important que le lecteur comprenne que chaque valeur documentée (par exemple, la confiance moyenne d'un pays dans les partis politiques) a un intervalle de confiance, exprimé en termes de fourchette autour de ce point. La plupart des graphiques de cette étude indique un intervalle de confiance de 95% qui tient compte du fait que nos échantillons sont « complexes » (stratifiés et en grappes, par exemple). Dans les graphiques à barres, cet intervalle de confiance apparaît sous la forme d'un bloc gris, alors que dans les figures présentant les résultats des modèles de régression, il apparaît sous la forme d'un crochet horizontal. Le point au centre de l'intervalle de confiance représente la moyenne estimée (sous forme de graphique à barres) ou son coefficient (sous forme de graphique de régression). Les chiffres situés à côté de chaque barre dans les graphiques à barres représentent les valeurs moyennes estimées (les valeurs). Lorsque deux points estimés ont des intervalles de confiance qui se chevauchent dans une large mesure, la différence entre les deux valeurs n'est généralement pas statistiquement significative. À l'inverse, lorsque deux intervalles de confiance dans les graphiques à barres ne se chevauchent pas, le lecteur peut conclure que ces différences sont statistiquement significatives avec un intervalle de confiance de 95%. Pour aider à interpréter les graphiques à barres, les auteurs de chapitres indiqueront fréquemment dans le texte si une différence est statistiquement significative ou non.

Les graphiques montrant les résultats de la régression incluent une ligne verticale égale à zéro. Lorsque le coefficient estimé (standardisé) d'une variable tombe à gauche de cette ligne, cela indique que la variable a une relation négative avec la variable dépendante (c'est-à-dire l'attitude, le comportement ou le trait que nous cherchons à expliquer); lorsque le coefficient (normalisé) tombe à droite, il existe une relation positive. Nous pouvons être sûrs à 95% que la relation est statistiquement significative lorsque l'intervalle de confiance ne chevauche pas la ligne verticale à zéro.

À l'occasion, les analyses et les graphiques présentés dans ce rapport présentent des résultats « par région ». La norme de LAPOP est de traiter les pays comme des unités d'analyse et, par conséquent, nous pondérons les pays de manière égale dans le calcul des moyennes régionales.

Les enquêtes utilisées dans la présente étude peuvent être téléchargées gratuitement sur le site Web du projet à l'adresse www.LapopSurveys.org.



Annexe B. Fiche d'information sur l'étude



VANDERBILT UNIVERSITY

27 mars 2017

Cher Monsieur, chère Madame,

Vous avez été sélectionné au hasard pour participer à une étude d'opinion publique réalisée pour le compte de Borge y Asociados. Le projet est soutenu par l'USAID et l'Université Vanderbilt.

L'entrevue durera environ 45 minutes.

L'objectif de cette étude est de connaître votre opinion sur différents aspects de la situation en Haïti. Même si nous ne pouvons vous offrir aucun avantage spécifique, nous prévoyons mettre les résultats généraux à la disposition des médias et des chercheurs.

Bien que vous ayez été choisi, Monsieur/Madame, votre participation à l'étude est volontaire. Vous pouvez refuser de répondre à n'importe quelle question ou mettre fin à l'interview à tout moment. Les réponses que vous donnerez resteront confidentielles et anonymes. À des fins de contrôle de qualité, des sections de l'entretien peuvent être enregistrées.

Si vous avez des questions sur l'étude, n'hésitez pas à contacter Ben Thermilus au 509-3336-3149 ou à l'adresse électronique info@borgeya.com.

Nous vous laissons cette feuille au cas où vous souhaiteriez vous y reporter.

Êtes-vous prêt à participer ?

Annexe C. Questionnaire

AmericasBarometer 2017 Haiti Questionnaire Version # 18.0.5.0 IRB Approval #: 170509

 USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE		 B&A Borge y Asociados	
 Latin American Public Opinion Project LAPOP Proyecto de Opinión Pública de América Latina	 AmericasBarometer Barómetro de las Américas by LAPOP www.AmericasBarometer.org	 VANDERBILT UNIVERSITY	

LAPOP: Ayiti, 2017

© Vanderbilt University 2017. All rights reserved.

PAIS. Country:				
01. Meksik	02. Gwatemala	03. Salvadò	04. Ondiras	05. Nikaragwa
06. Kosta Rika	07. Panama	08. Kolonbi	09. Ekwatè	10. Bolivi
11. Pewou	12. Paragwey	13. Chili	14. Irigwey	15. Brezil
16. Venezyela	17. Ajantin	21. Dominikani	22. Ayiti	23. Jamayik
24. Giyann	25. Trinidad	26. Beliz	40. Letazini	41. Kanada
27. Sirinam	28. Baamas	29. Babad		
IDNUM. Nimewo keksyonè a [Pou ekri nan biwo a]				
HAIMUESTRA: (1) echantiyon nasyonal (2) pi gwo echantiyon				
ESTRATOPRI: (2201) Zòn metwopolitèn (2202) Rejyon 1 (Nò-Nòdwès-Nòdès) (2003) Rejyon 2 (Sant-Latibonit) (2204) Rejyon 3 (Lwès) (2205) Rejyon 4 (Sid-Sidès-Grandans/Nip)				
ESTRATOSEC. Gwosè komin nan [popilation ki gen laj pou vote dapre recensman. Chanje selon peyi a. Se pou nou itilize nimewo strata apwopriye e ran popilatyon] (1) Gwo (plis pase 100,000) (2) mwayen (25,000-100,000) (3) Piti (<25,000)				
CORRIDOR: (1) Zòn nò (2) Zòn Potoprens (3) Zòn Senmak (4) Lòt zòn nan peyi a				
UPM [Inite Primè Echantiyon, nòmalman se mem bagay ak Komin] _____				
PROV. Depatman: _____				
MUNICIPIO. Komin: _____				
HAISEKSYON. Seksyon Kominal: _____				
HAISEC. Zòn [optionel] _____				
HAISEGMENTO. Segman Recensman [Kod Oficiel Recensman an] _____				
CLUSTER. [Pwen echantiyon an Dènye pwen echantiyon]: _____ [Chak pwen echantiyon dwe genyen 6 antrevi: sipèvizè sou teren an dwe bay chak anketè kle pal]				
UR. (1) Lavil (2) Seksyon kominal [Itilize menm definyon ki itilize pou recensman nan peyi a]				

TAMANO. Gwosè zòn nan: (1) Kapital Nasyonal (metwopolitèn) (2) Gwo vil (3) Vil mwayèn (4) Ti vil (5) Seksyon kominal	
IDIOMAQ. Lang ankèt la: (14) Kreyòl	
Lè ak minit ankèt la kòmanse: ____: ____	
FECHA. Dat ankèt la Jou: ____ Mwa: ____ Lane: 2017	
REMAK: [PA LI] SE POU W TOUJOU LI FÉY ENFÒMASYON ETID LA POU MOUN YO. ANPLIS SE POU W TANN MO ENTÉVYOU A AVAN OU KOMANSE.	
Q1. [Ekri, pa mande keksyon an] Seks: (1) Gason (2) Fanm	
Q2. Ki laj ou? ____ Ane [EKRI LAJ MOUN NAN DAPRE KOMBYEN LANE LI GENYEN. LAJ LI PA KA PI PITI PASE 18 LANE]	
(888888) Pa konnen [PA LI REpons LA] (988888) Pa reponn [PA LI REpons LA]	
LS3. Pou komanse, jeneralman, eske w satisfè ak lavi w? Eske w ta di ke w ...[Li repons yo] (1) Trè satisfè (2) On ti jan satisfè (3) On ti jan pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (888888) Pa konnen [PA LI REpons LA] (988888) Pa reponn [PA LI REpons LA]	

A4. Dapre ou menm, ki saw panse ki pi gwo pwoblèm peyi a? [Pa Li repons yo, ekri yon sèl repons]			
Anlèvman, kidnapi	31	Ogmantasyon popilasyon an	20
Chomaj/Pa gen travay	3	Pa gen elektrisite (Kouwan EDH)	24
Debwasman/Pwoblèm sou keksyon anvironman	10	Pa gen kay	55
Deplasman pa lafòs	32	Pa gen kredi	9
Dèt ak lòt peyi	26	Pa gen ledikasyon, move kalite ledikasyon	21
Diskriminasyon	25	Pa gen sekirite	27
Dwòg	11	Pa gen tè pou plante	7
Enpinite	61	Pa genyen dlo	19
Gang, chimè	14	Politisyen yo	59
Koripsyon	13	Povrete/lamizè	4
Krim, ensekirite, vyolans	5	Pran swen moun ki blese nan tranbleman tè a	63
Lagè	30	Pwoblèm ekonomik, kriz ekonomik	1
Lagè kont teroris	17	Pwoblèm transpò	60
Lavi chè, enflasyon	2	Pwotestasyon popilè (manifestasyon, grèv, e latrize.)	6
Linegalite sosyal	58	Rekonstwi peyi a apre tranbleman tè a	62
Malnitrisyon	23	Trafik dwòg	12
Manke sèvis lasante	22	Vyolans	57
Migrasyon	16	Vyolasyon dwa moun	56
Move gouvènman, absans leta	15	Zak teroris	33
Move wout	18	Lòt bagay	70
Pa reponn [PA LI REpons LA]	888888	Pa konnen [PA LI REpons LA]	988888

SOCT2. Eske w konsidere sitiyasyon ekonomik peyi a nan moman sa a vin: pi bon, menm jan oswa pi mal pa rapò a 12 mwa ki fèk sot pase yo? (1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal (888888) Pa konnen [PA LI REpons LA] (988888) Pa reponn [PA LI REpons LA]	
--	--



IDIO2. Eske w konsidere **pwòp** sitiyasyon ekonomik pa w nan moman sa a pi bon, menm jan oswa pi mal pa rapò a 12 mwa ki fèk sot pase yo?

(1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal

(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]** (988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**

An nou pale de lakomin...

NP1. Eske w te patisipe nan yon asanble kominal oswa reyinyon majistra yo te fè nan 12 mwa ki fèk sot pase yo?

(1) Wi (2) Non

(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]** (988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**

HAINP1A. Eske gen kèk moun kap viv nan kay la ki te patisipe nan devlopman bidgè lakomin bò isit la nan 12 mwa ki sot pase yo?

(1) Wi (2) Non

(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]** (988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**

HAINP1B. Eske gen kèk moun kap viv nan kay la ki te patisipe nan preparasyon projè developman, osinon projè pou bay moun yo sèvis nan komin bò isit la, nan 12 mwa ki sot pase yo?

(1) Wi (2) Non

(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]** (988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**

Tanpri, eske w kapab di mwen ki sa ki ta dwe **3 gwo priyorite** ki pi enpòtan pou gouvènman lokal la nan pwosesis amelyorasyon nan kominote w la.

	Premye repons HAIMUNI8A	Dezyèm repons HAIMUNI8B	Twazèm repons HAIMUNI8C
Konstwi Lekòl	12	12	12
Sekirite nan katye	2	2	2
Kreye jòb	3	3	3
Konstwi wout	4	4	4
Dlo potab	5	5	5
Elèktrisite ak enèji renouvlab	6	6	6
Lasante	7	7	7
Lojman	8	8	8
Rebati anviwònman	9	9	9
Ranfòse kapasite leta santral	13	13	13
Ranfòse kapasite lameri oubyen gouvènman lokal	11	11	11
Lòt priyorite	77	77	77
Pa konnen [PA LI REPONS LA]	888888	888888	888888
Pa reponn [PA LI REPONS LA]	988888	988888	988888

Kounya, ann pale de kèk sèvis an Ayiti

Jeneralman, kijan w ta di sèvis sa yo ye nan peyi d Ayiti? Ou ta di: yo pi bon, yo bon, yo pa pi mal, yo mal osinon yo pi mal?	Li pi bon	Li bon	Li pa pi mal	Li Mal	Li Pi mal	Pa konnen [PA LI REPONS LA]	Pa reponn [PA LI REPONS LA]
HAIACS1. Sistèm transpò a. Ou ta di sèvis la... [Li repons]	1	2	3	4	5	888888	988888
HAIACS2. Sistèm edikasyon an. Ou ta di sèvis la... [Li repons]	1	2	3	4	5	888888	988888
HAIACS3. Sante piblik. Ou ta di sèvis la... [Li repons]	1	2	3	4	5	888888	988888
HAIACS4. Elèktrisite. Ou ta di sèvis la... [Li repons]	1	2	3	4	5	888888	988888
HAIACS5. Dlo potab. Ou ta di sèvis la... [Li repons]	1	2	3	4	5	888888	988888

Kounya, ann pale de kèk sèvis an Ayiti								
Jeneralman, kijan w ta di sèvis sa yo ye nan peyi d Ayiti? Ou ta di: yo pi bon, yo bon, yo pa pi mal, yo mal osinon yo pi mal?	Li pi bon	Li bon	Li pa pi mal	Li Mal	Li Pi mal	Pa konnen [PA LI REPONS LA]	Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
HAIACS6. Ranmase fatra. Ou ta di sèvis la... [Li repons]	1	2	3	4	5	888888	988888	
HAIACS7. Sèvis lakomin ap bay nan kominote a. Ou ta di sèvis la... [Li repons]	1	2	3	4	5	888888	988888	

Kounya, mwen pral bay yon lis gwoup ak òganizasyon. Tranpri, eske w kapab di mwen chak ki lè ou te asiste nan reyinyon òganizasyon sa yo: youn fwa pa semèn, youn oswa de fwa pa mwa, youn oswa de fwa pa lane ou byen ou pa janm fè sa. **[Repete “youn fwa pa semen”, “Youn oswa de fwa pa mwa”, “youn oswa de fwa pa lane”, oswa “pa janm fè sa” pou ede moun nan reponn keksyon yo]**

	Youn fwa pa semèn	Youn oswa de fwa pa mwa	Youn oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK [PA LI REPONS LA]	PR [PA LI REPONS LA]	PA [PA LI REPONS LA]
CP6. Reyinyon gwoup legliz ou byen òganizasyon relijye? Eske w te asiste...	1	2	3	4	888888	988888	
CP7. Reyinyon asosyasyon paran nan lekòl ou byen kolèj? Eske w te asiste...	1	2	3	4	888888	988888	
CP8. Reyinyon komite amelyorasyon pou kominote a (Komite Katye oswa asosyasyon Kominotè)? Eske w te asiste...	1 [Konti nye]	2 [Konti nye]	3 [Konti nye]	4 [Ale nan CP13]	888888 [Ale nan CP13]	988888 [Ale nan CP13]	

HAICP8A. Pandan ou te nan reyinyon sa ou te pran la paròl pou **[Li repons yo epi si moun nan ba ou plis ke yon repons ekri yo tout]**

- (1) Pou te bay lide pa w
(2) Mande yon kesyon
(3) Bay kèk sijesyon
(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]**
(988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**
(999999) Pa aplike **[PA LI REPONS LA]**

[NOTE: this variable is coded in the dataset as: HAICP8A_# - with number of variables equal to number of response categories-. If respondent selected option #, the variable is coded 1, 0 if respondent did not select that option. If respondent said Don't know/No answer, then all variables are coded as Don't know/No answer.

For interviews carried out using paper questionnaires, just one alternative was selected/asked, the variable for these interviews is coded HAICP8A_p].

HAICP8B. Apre ou te finn patisipe nan reyinyon sa ou santi ou konprann pi byen sa kap pase nan kominote a osinon nan katye a?

- (1) Wi (2) Non
(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]**
(988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**
(999999) Pa aplike **[PA LI REPONS LA]**

	Yon fwa pa semèn	Youn oswa de fwa pa mwa	Youn oswa de fwa pa lane	Pa janm fè sa	PK [PA LI REPONS LA]	PR [PA LI REPONS LA]	PA [PA LI REPONS LA]
CP13. Reyinyon pati politik ou byen mouvman politik? Eske w te asiste...	1	2	3	4	888888	988888	
CP20. [Sèlman pou fanm] Reyinyon gwoup oswa òganizasyon fanm oswa fanm lakay? Eske w te asiste...	1	2	3	4	888888	988888	999999

IT1. Kounya, ann pale de moun nan katye kote w rete, eske w ka di m si w genyen anpil konfyans, konfyans, pa anpil konfyans, osinon ankenn konfyans nan moun nan zòn nan...? (1) Anpil konfyans (2) Konfyans (3) Pa anpil konfyans (4) Ankenn konfyans (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
--	--

[Bay li kat "A"]

L1. Ann pale lòt koze.... Nan paj sa a genyen yon nechèl 1-10 ki soti lagòch pou ale ladwat. 1 vle di "lagòch" epi 10 vle di "ladwat". Nan jou sa yo, lè moun yo pale de tandans politik, yo pale de moun ki gen plis panchan pou lagòch ak moun ki gen plis panchan pou ladwat. Daprè w ki sa mo lagòch ak ladwat vle di pou ou lè w panse ak tandans politik pa ou, ki bò ou tap mete tèt ou sou nechèl la? Montre nimewo ki pi prè posisyon w lan.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
Lagòch										Ladwat	

[PRAN KAT "A"]

PROT3. Nan 12 mwa ki fèk sot pase yo, eske w te patisipe nan yon manifestasyon oswa pwotestasyon piblik? (1) Wi (2) Non (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
--	--

Konnye a, ann pale lòt bagay. Gen kèk moun ki di nan kèk sikonstans, ta gen rezon sifizan pou lapolis nasyonal pran pouvwa a pa yon koudeta. Daprè ou menm, eske ta gen rezon pou yon koudeta pa lapolis nan sikonstans sa yo? **[Li repons yo]**

JC10. Lè gen anpil krim.	(1) Li ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(2) Li pa ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)	
JC13. Lè gen anpil koripsyon.	(1) Li ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	(2) Li pa ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)	

JC15A. Eske w kwè ke lè peyi a ap fè fas ak yon moman trè difisil kapab genyen rezon sifizan pou Prezidan an fèmen Lachann ak Sena a epi gouvènè san Lachann ak Sena a?	(1) Wi, kapab genyen rezon	(2) Non, pa kapab genyen rezon	Pa konnen [PA LI REpons LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REpons LA] (988888)
--	----------------------------	--------------------------------	---	---

VIC1EXT. Konnye a, ann pale lòt bagay, èske w te viktim kèk zak kriminel nan 12 mwa ki sot pase yo? Sa vle di, eske w te viktim yon vòl, kase kay, agresyon, fwod, chantaj, kraponnay, eskokri, anlèvman oswa kidnapin, menas vyolan oswa nenpòt lòt kalite krim nan 12 mwa ki sot pase yo? (1) Wi [Kontinye] (2) Non [Ale nan AOJ11] (888888) Pa konnen [PA LI REpons LA] [Ale nan AOJ11] (988888) Pa reponn [PA LI REpons LA] [Ale nan AOJ11]	
VIC1EXTA. Konbyen fwa ou te viktim yon zak kriminel nan 12 mwa ki sot pase yo? [Ekri konbyen fwa] [Asepte pou pi plis 20] (888888) Pa konnen [PA LI REpons LA] (988888) Pa reponn [PA LI REpons LA] (999999) Pa aplike (pat viktim) [PA LI REpons LA]	

AOJ11. Ann pale de kote oswa zòn wap viv la. Ann panse ki posiblite pou w ta viktim yon zak kriminel, eske w santi w: toujou an sekirite, preske toujou an sekirite, pa toujou an sekirite, osinon pa janm an sekirite? (1) Toujou an sekirite (2) Preske toujou an sekirite (3) Pa toujou an sekirite (4) Pa janm an sekirite (888888) Pa konnen [PA LI REpons LA] (988888) Pa reponn [PA LI REpons LA]	
--	--

AOJ12. Si w ta viktim yon agresyon oswa vol, nan ki nivo ou genyen konfyans sistèm lajistis la kapab pini koupab la? [Li repons yo] (1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa tèlman (4) Pa di tou (888888) Pa konnen [PA LI REpons LA] (988888) Pa reponn [PA LI REpons LA]	
---	--

[Bay li kat “B”]

Kounya, nou pral itilize kat B... Kat sa a genyen yon nechèl 7 pwen depi 1 ki vle di “PA DI TOU” rive 7 ki vle di “ANPIL”. Tankou, si mwen mande w nan ki nivo ou renmen gade televizyon, ou kapab chwazi 1 si ou pa renmen gade televizyon di tou osinon ou kapab di 7 si ou renmen gade televizyon anpil. Men si ou panse “on ti jan” oswa “pa tèlman”, ou kapab chwazi yon nimewo ant 1 ak 7. Kounya, nan ki nivo ou renmen gade televizyon? Li nimewo a. [Gade si moun nan konprann byen jan pou li reponn].									
1	2	3	4	5	6	7	888888	988888	
Pa di tou						Anpil	Pa konnen [PA LI REpons LA]	Pa reponn [PA LI REpons LA]	
[Ekri nimewo 1-7, 888888=Pa konnen 988888=Pa reponn]									
Mwen pral poze w kèk kesyon. Mwen pral mande w pou w itilize nimewo yo bay nan nechèl la pou reponn. Sonje, ou ka itilize nenpòt nimewo.									
B1. Nan ki nivo w kwè tribinal jistis an Ayiti bay yon bon jijman? (Tyèke: Si w kwè tribinal yo pa bay bon jijman di tou, chwazi nimewo 1; si ou kwè yo bay anpil bon jijman, chwazi nimewo 7 oswa yon nimewo ant 1 ak 7.)									
B2. Nan ki nivo ou genyen respè pou enstitisyon politik peyi d Ayiti?									
B3. Nan ki nivo ou kwè dwa fondamantal sitwayen yo byen pwoteje nan sistèm politik peyi d Ayiti?									
B4. Nan ki nivo ou fyè pou viv anba sistèm politik gouvènman peyi d Ayiti?									
B6. Nan ki nivo ou panse ke moun dwe sipòte sistèm politik gouvènman peyi d Ayiti?									



B43. Nan ki nivo ou santi ou fyè dèske w se Ayisyen?	
B13. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Palman an?	
B18. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Polis Nasyonal Ayisyen (PNH) an?	
B21. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Pati Politik yo?	
B21A. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Prezidan an?	
B32. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan konsèy minisipal yo (majistra yo)?	
B37. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan laprès?	
B47A. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan eleksyon nan peyi a?	

Toujou, nan menm nechèl la, kote 1 vle di pa di tou e 7 anpil	Ekri 1-7, 888888= Pa konnen 988888= Pa reponn [PA LI REPONS LA]
PR3DN. Si on moun kap viv nan zòn bò lakay ou ta deside konstwi osinon fe renovasyon nan kay li, san li pa gen pemi pou sa, Ki posibilite ke li ka resevwa pinisyon otorite yo?	
PR3EN. Si on moun kap viv nan zòn bò lakay ou ta deside konstwi osinon fe renovasyon nan kay li, nan ki nivo ou panse yo ta ka mandel fe yon woulman pou yo kapab bali pemi pou konstwi osinon pou yo pa voye je sou konstriksyon ?	

[PRAN KAT “B”]

M1. Ann pale de gouvènman ki sou pouvwa a, eske w ta di travay Jovenel Moise ap fè a: [Li repons yo] (1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
M2. Ann pale de Palman an epi ann panse ak tout depite yo ak senatè yo san nou pa konsidere nan ki pati politik yo ye, eske w ta di depite yo ak senatè yo ap fè travay yo trè byen, byen, pa pi mal, mal oswa pi mal? (1) Trè byen (2) Byen (3) Pa pi mal (4) Mal (5) Pi mal (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	

An pale de vil oswa zòn kote ou rete,

SD2NEW2. Nan zòn sa a oswa vil sa a, èske ou satisfè nèt, satisfè, pa satisfè oswa pa satisfè tou ak kondisyon lari, wout, ak otowout yo? (1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa aplike (Pa itilize sèvis la) [PA LI REPONS LA]	
SD3NEW2. Ak kalite lekòl piblik yo? [Li repons yo] (1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa aplike (Pa itilize sèvis la) [PA LI REPONS LA]	
SD6NEW2. Ak kalite sèvis sante piblik yo? [Li repons yo] (1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa aplike (Pa itilize sèvis la) [PA LI REPONS LA]	

<p>INFRA3. An sipoze ke on moun antre lakay ou pou vòlè epi ou rele lapolis, konbyen tan ou panse la polis ap pran pou rive lakay ou, nan nimpòt jou vè midi konsa? [Li repons yo]</p> <p>(1) Mwens ke 10 minit (2) Ant 10 e 30 minit (3) Plis pase 30 minit jiska 1 èd tan (4) Plis pase 1 èd tan jiska 3 èd tan (5) Plis pase 3 èd tan (6) [PA LI REPONS LA] Pagen polis/ yo pap janm vini (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>INFRA3. An sipoze ke ou lakay ou epi gen yon gwo malè ki rive ou epi ou bezwen ke on dokte wè ou byen vit. Konbyen tan ou panse lap pran ou, si ou itilize mwayen transpò ki pi rapid ou ka jwenn, pou ka rive nan sant medikal osinon lopital (piblik oubyen prive) ki pi pre lakay ou? [Li Repons yo]</p> <p>(1) Mwens ke 10 minit (2) Ant 10 e 30 minit (3) Plis pase 30 minit jiska 1 èd tan (4) Plis pase 1 èd tan jiska 3 èd tan (5) Plis pase 3 èd tan (6) [PA LI REPONS LA] Pa gen sevis medikal/ M patap ale kay doctè (888888) Pa Konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	

[BAY LI KAT “C”]

Konnye a, ann itilize yon nechèl ki sanble ak lòt la, men nimewo 1 vle di “Pa dakò di tou” epi nimewo 7 vle di ou “Dakò nè”. Yon nimewo ki ant 1 ak 7 vle di ke w on ti jan pa dakò oswa w pa tèlman dakò.								
1	2	3	4	5	6	7	888888	988888
Pa dakò di tou							Pa konnen [PA LI REPONS LA]	Pa reponn [PA LI REPONS LA]
Dakò nè								
[Ekri nimewo 1-7, 888888=Pa konnen 988888=Pa reponn]								

Konnye a, mwen pral li kèk pawòl sou wòl leta. Tanpri souple di mwen si ou dakò osinon ou pa dakò ak pawòl sa yo. Ann itilize nèchel 7 pwen an	
ROS1. Se pa sektè prive a, se leta peyi D Ayiti ki ta dwe mèt tout antrepriz ki pi enpòtan nan peyi a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
ROS4. Leta peyi D Ayiti dwe menmen politik fèm ki pou diminye inegalite ant moun rich ak moun pòv yo. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
ING4. Ann chanje sijè ankò, Demokrasi kapab genyen pwoblèm men li pi bon pase nenpòt kèk lòt fòm gouvènman. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
EFF1. Moun kap gouvène peyi a enterese ak sa ou menm ou panse. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò?	
EFF2. Daprè ou menm, ou santi w konprann byen koze politik ki pi enpòtan pou peyi a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò?	
AOJ22NEW. Pou diminye krim nan yon peyi tankou pa nou, se pou yo ogmante pinisyon pou kriminel yo. Nan ki nivo ou dakò ou pa dakò ak pawòl sa yo?	

An chanje koze

[Kontinye itilize Kat “C”] [1-7, 888888= Pa Konnen 988888= Pa reponn]	
MEDIA3. Infòmasyon ke medya yo bay an Ayiti reprezante panse tout moun ki nan sosyete a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	
MEDIA4. Se yon ti gwoup moun ki gen lajan ki kontrole medya kap bay nouvel an Ayiti. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?	



<p>[PRAN KAT C]</p> <p>[BAY LIT KAT “N”]</p> <p>Kounye a nou pral itilize nouvo kat sa</p> <p>[Ekri 1-7, 888888= Pa Konen 988888= Pa reponn]</p> <p>ENV1C. Gen moun ki panse pwoteksyon anvironman an pi enpòtan ke kwasans ekonomik; gen lòt ki panse kwasans ekonomik pi enpòtan ke pwoteksyon anvironman an. Nan yon nechèl de 1 a 7, kote 1 vle di anvironman pi enpòtan 7 vle di kwasans ekonomik pi enpòtan, ki bo ou kanpe ou menm?</p>	
<p>[PRAN KAT “N”]</p> <p>ENV2B. Si anyen pa fèt pou diminye chanjman klimatic nan ane kap vini yo, eske w panse sa ka vini yon pwoblèm serye pou Ayiti? [Li repons yo]</p> <p>(1) Serye anpil (2) On tijan serye (3) Pa telman serye (4) Pa serye ditou (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>[BA MOUN NAN KAT “C”]</p> <p>Nap itilize kat sa ankò li kòmanse an 1 ki vle di “pa dakò ditou ” li rive nan 7 ki vle di ou “dakò nèt”</p> <p>[Ekri 1-7, 888888= Pa konen , 988888 = Pa reponn]</p> <p>DST1B. Gouvènman an ta dwe depanse plis lajan poul ka fè moun yo respekte nòm/lwa sou konstriksyon pou ke kay yo ka bay plis proteksyon si gen yon tranbleman tè, menm si sa ta vle di ke li dwe depanse mwens nan lòt bagay. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo?</p>	
<p>[PRAN KAT C]</p> <p>DRK1. Ki posibilite ou panse ke yon fanmi prè ou an Ayiti ka mouri osinon andomaje nan yon dezaz natirèl, tankou inondasyon osinon ouragan nan 25 ane kap vini yo? Eske w panse... [Li repons yo]</p> <p>(1) Li pa posib (2) On tijan posib (3) Li posib (4) Li posib anpil (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>PN4. Jeneralman, jan demokrasi ap fonksyone an Ayiti, eske w ta di w: trè satisfè, on ti jan satisfè, on ti jan pa satisfè, pa satisfè di tou?</p> <p>(1) Trè satisfè (2) On ti jan satisfè (3) On ti jan pa satisfè (4) Pa satisfè di tou (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p> <p>W14A. Konnye a, ann pale de lòt bagay. Èske ou panse ta gen rezon pou entèwonp yon gwosès, sa vle di, pou fè avòtman lè sante manman an an danje?</p> <p>(1) Wi, ta gen rezon (2) Non, pa ta gen rezon (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	

[BAY LI KAT “D”]

Konnye a, an nou chanje Kat la. Kat tou nèf sa a genyen yon nechèl 10 pwen, ki soti nan 1 rive nan 10. Nimewo 1 vle di ke ou pa dakò di tou epi nimewo 10 ou dakò nèt. Mwen pral site yon lis bagay ak aksyon moun konn fè pou rive nan objektif politik yo. Tanpri souple di mwen si ou dakò osinon ou pa dakò moun kapab fè aksyon sa yo.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	888888 Pa Konnen [PA LI REPONS LA]	988888 Pa Reponn [PA LI REPONS LA]
Pa dakò di tou										Dakò nèt	
[Ekri 1-10, 888888= Pa konnen; 988888= Pa reponn]											
E5. Moun yo patisipe nan manifestasyon ke lalwa pèmèt. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò?											
D1. Genyen moun ki toujou pale mal de fòm gouvènmnan peyi d Ayiti, pa sèlman de gouvènmnan ki sou pouvwa kounye a, men de fòm gouvènmnan an. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò ak dwa pou moun sa yo vote? Tanpri souple li nimewo nan nechèl la [Eseye: nan ki nivo?]											
D2. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo patisipe nan manifestasyon (san dezòd) pasifik pou yo kapab fè tande sa yo panse? Tanpri souple li nimewo a.											
D3. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo vinn kandida pou yon pòs piblik (politik)?											
D4. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo sòti nan televizyon ap bay yon diskou?											
D5. Kounya, ann pale lòt bagay, ann panse ak omoseksyèl yo (gason ak gason, fi ak fi), nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou yo vinn kandida pou yon pòs piblik (politik)?											
D6. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou koup ki genyen menm sèks (gason ak gason, fi ak fi) ta gen dwa pou marye?											

[PRAN KAT “D”]

	Tou piti	Ase	Twòp	Pa konnen [PA LI REPONS LA]	Pa reponn [PA LI REPONS LA]
LIB1. Eske ou panse ke aktyèlman nan peyi nou, laprès genyen tou piti, ase osinon twòp libete?	1	2	3	888888	988888
LIB2B. Libete pou moun pale sal vle. Eske w panse nou gen tou piti, ase osinon twop?	1	2	3	888888	988888
LIB2C. Libete pou moun di opinyon politik yo san yo pa pè anyen. Eske w panse nou gen tou piti, ase osinon twop?	1	2	3	888888	988888
LIB4. Pwoteksyon dwa moun. Eske w panse nou gen tou piti, ase osinon twop?	1	2	3	888888	988888

	PA Pat eseye osinon pate gen kontak	Non	Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA]	Pa reponn [PA LI REPONS LA]
Konnye a, ann pale de eksperyans pa w ak bagay ki					

	PA Pat eseye osinon pate gen kontak	Non	Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA]	Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
konn rive w nan lavi a.						
EXC2. Eske yon polisye te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a?		0	1	888888	988888	
EXC6. Eske yon anplwaye leta/piblik te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a?		0	1	888888	988888	
EXC18. Eske w kwè, jan bagay yo ye la a, gen de lè gen rezon pou w fè yon woulman (bay yon ti bagay anba tab)?		0	1	888888	988888	

EXC7NEW. An panse sou politisyen ayisyen. Konbyen nan yo ou panse ki nan zak koripsyon [Li repons yo] (1) Okenn nan yo (2) Pi piti ke mwatye nan yo (3) Mwatye nan yo (4) Plis ke mwatye nan yo (5) Yo tout (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
---	--

VB1. Èske w genyen yon kat idantifikasyon nasyonal? (1) Wi (2) Non (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
VB2. Eske w te vote nan premye tou dènye eleksyon prezidansyèl 2016 la? (1) Wi, li te vote [Kontinye] (2) Non, li pat vote [Ale nan VB4NEW2] (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] [Ale nan VB10] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS] [Ale nan VB10]	

VB3N. Pou ki moun ou te vote nan premye tou pou prezidan nan dènye eleksyon prezidansyèl 2016 la? [PA LI REPONS YO] (00) Ankenn moun (Vòt blan) [Ale nan VB10] (97) Ankenn (li te anile vòt li a) [Ale nan VB10] (2201) Jovenel Moïse (Pati Ayisyen Tèt Kale) [Ale nan VB10] (2202) Jude Célestin (Ligue Alternative pour le Progrès et l'Emancipation Haitienne) [Ale nan VB10] (2203) Jean-Charles Moïse (Platfom Pitit Desalin) [Ale nan VB10] (2204) Maryse Narcisse (Fanmi Lavalas) [Ale nan VB10] (2205) Eric Jean Baptiste (Mouvement Action Socialiste) [Ale nan VB10] (2206) Jean Henry Céant (Renmen Ayiti) [Ale nan VB10] (2277) Lòt moun [Ale nan VB10] (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] [Ale nan VB10] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] [Ale nan VB10] (999999) Pa aplike (Li pat vote) [PA LI REPONS LA] [Ale nan VB4NEW2]	
--	--

VB4NEW2. [Pou moun ki reponn ankenn moun. PA LI LIST LA] [Si moun lan di m pat vote paske m pat vle vote, mande li pou ki sa li pat vle vote] Pou ki sa ou pat vote nan dènye eleksyon prezidansyèl la? [Ekri yon sel repons] (1) M te gen konfizyon sou kandida yo (9) M te gen konfizyon sou sa yo te vle fè pou peyi a (2) M pat renmen ankenn nan kandida yo, m pat renmen kanpay la (3) M pa gen konfyans nan eleksyon, m pa gen konfyans nan otorite ki òganize eleksyon yo (4) M pa gen konfyans nan demokrasi (5) M te gen pwoblèm enrejistremant non mwen (pwoblèm biyokratik) (6) M te gen pwoblèm pou laj mwen (twò jenn, twò vye) (7) M te nan yon lòt zòn, m te twò lwen lakay mwen (8) Politik pa enteresem (10) M pat konnen ke te gen eleksyon	
---	--

<p>(11) M pat gen kat idantifikasyon (77) Lòt rezon (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa aplike (li te vote) [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>VB10. Kounya la, eske w genyen panchan pou yon pati politik? (1) Wi [Kontinye] (2) Non [Ale nan POL1] (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] [Ale nan POL1] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] [Ale nan POL1]</p>	
<p>VB11. Pou ki pati politik ou genyen panchan? [PA LI list la]</p> <p>(2201) Fwon Lespwa (2202) RDNP (2203) Respè (2204) Repons Peyizan (2205) MPH (2206) Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne (2207) Oganizasyon Pèp Kap Litè (2208) Alyans/Alliance Démocratique (2209) Renmen Ayiti (2210) Ansanm nou Fo (2211) Lavalas (2212) Unité (2213) PHTK (Pati Tèt Kale) (2214) Pitit Desalinn (2215) LA PEH (2216) Verite (2277) Lòt pati politik (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa aplike [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>POL1. Nan ki nivo ou enterese nan politik: anpil, on ti jan, pa anpil oswa pa di tou? (1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di tou (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>VB20. Si pwochèn eleksyon prezidansyèl yo ta nan semèn sa a, ki sa ou ta fè? [Li repons yo] (1) Ou pa tap vote (2) Ou ta vote pou kandida oubyen pati ki sou pouvwa kounya (3) Ou ta vote pou kandida oubyen pati ki pa sou pouvwa kounya (4) Ou ta vote men ou ta vote blan ou byen ou ta anile vòt ou a (888888) Pa konen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	

[BA LI KAT “H”]

<p>Konye a, ann chanje koze...</p> <p>FOR5N. Daprè ou menm, kilès nan peyi sa yo ki ta dwe yon modèl pou devlopman ki gen pou fèt nan lavni peyi nou? [Li repons yo]</p> <p>(1) Lachin (7) Kore di Sid</p> <p>(2) Japon (10) Brezil</p> <p>(3) Lend (11) Venezyela</p> <p>(4) Letazini (12) Meksik</p> <p>(5) Singapour</p> <p>(6) Larisi</p> <p>(13) [PA LI REPONS LA] Okenn/nou dwe swiv pwop model pa nou</p> <p>(14) [PA LI REPONS LA] Lèt</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]</p> <p>(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
[PRAN KAT “H”]	

Konnya, eske w ka di mwen ki valè konfyans ou genyen nan **kek òganizasyon intenasyonanl**. Pou chak òganizasyon, daprè ou menm, eske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa?

	Anpil konfyans	On ti jan konfyans	Pa anpil konfyans	Annkenn konfyans	Pa konnen / Pa gen Opinyon	Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
<p>MIL10OAS.</p> <p>Oganizasyon Eta Ameriken (OEA). Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans, oubyen ou pa gen opinyon sou sa?</p>	1	2	3	4	888888	988888	
<p>MIL10UN.</p> <p>Oganizasyon Nasyon Zini (ONU). Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans, oubyen ou pa gen opinyon sou sa?</p>	1	2	3	4	888888	988888	
An pale de gouvènman kek peyi...							
<p>MIL10A. Gouvènman peyi Lachinn. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans, oubyen ou pa gen opinyon sou sa?</p>	1	2	3	4	888888	988888	
<p>MIL10E. Gouvènman peyi Letazini. Èske ou</p>	1	2	3	4	888888	988888	

gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans, oubyen ou pa gen opinyon sou sa?							
--	--	--	--	--	--	--	--

Kounye a nou pral pale de lòt bagay. Nou pral pale de nòm pou konstwi kay ak bilding.

CCQ1. Dapre sa ou konnen osinon konn tande, ou ta di **genyen** nòm, lwa sou kijan pou yo konstwi kay ak bilding nan zon kote ou rete?

(1) Wi [**Kontinye**]

(2) Non [**Ale nan CCQ3**]

(888888) Pa Konnen [**PA LI REPONS LA**] [**Ale nan CCQ3**]

(988888) Pa reponn [**PA LI REPONS LA**] [**Ale nan CCQ3**]

CCQ2. Dapre sa ou konn wè ou tande, ou ta di ke nòm osinon lwa sa yo respekte? [**Li repons yo**]

(1) Toujou

(2) Preske toujou

(3) Pafwa

(4) Raman

(5) Jamè

(888888) Pa konnen [**PA LI REPONS LA**]

(988888) Pa reponn [**PA LI REPONS LA**]

(999999) Pa aplike [**PA LI REPONS LA**]

CCQ3. **Genyen** nòm/lwa sou kijan yo ta dwe itilize sol oubyen latè nan zòn kote ou rete a?

(1) Wi [**Kontinye**]

(2) Non [**Ale nan WF1**]

(888888) Pa Konnen [**PA LI REPONS LA**] [**Ale nan WF1**]

(988888) Pa reponn [**PA LI REPONS LA**] [**Ale nan WF1**]

CCQ4. Dapre sa ou konn wè ou tande, ou ta di ke nòm osinon lwa sa o respekte? [**Li repons yo**]

(1) Toujou

(2) Preske toujou

(3) Pafwa

(4) Raman

(5) Jamè

(888888) Pa konnen [**PA LI REPONS LA**]

(988888) Pa reponn [**PA LI REPONS LA**]

(999999) Pa aplike [**PA LI REPONS LA**]

WF1. Eske ou menm oswa kek lòt moun kap viv nan kay sa resevwa regilyèman èd tankou lajan, manje osinon lòt pwodui nan men gouvènman a, ki diferan de pansion osinon sekirite sosyal?

(1) Wi (2) Non

(888888) Pa konnen [**PA LI REPONS LA**] (988888) Pa reponn [**PA LI REPONS LA**]

ED. Ki dènye klas ou te gen chans fè lekòl?

-----Ane----- (Primè, Segondè, Inivèsité) -----Total Ane

[**Itilize tab ki parèt anba pou ka jwenn kòd la**]

00. Ankenn nivo

Primè	Segondè	Inivèsité
01 Preskolè	08 Sizyèm / 7 A.F.	15 Inivèsité 1
02 Preparatwa 1 / 1 A.F.	09 Senkyèm / 8 A.F.	16 Inivèsité 2
03 Preparatwa 2 / 2 A.F.	10 Katryèm / 9 A.F.	17 Inivèsité 3
04 Elemanntè 1 / 3 A.F.	11 Twazyèm	18+ (plis ke 4 lane)
05 Elemanntè 2 / 4 A.F.	12 Segonn	
06 Mwayen 1 / 5 A.F.	13 Reto	
07 Mwayen 2 / 6 A.F.	14 Filo	
(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]	(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	



<p>ED2. Ki pi wo nivo manman w te rive nan lekòl? [PA LI REPONS YO]</p> <p>(00) Ankenn nivo (01) Primè enkonplè (pa rive nan sètifika) (02) Primè konplè (fè sètifika) (03) Segondè enkonplè (pa rive nan filo) (04) Segondè konplè (ki fè filo) (05) Lekòl teknik enkonplè (06) Lekòl teknik konplè (07) Inivèsite enkonplè (08) Inivèsite konplè (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q5A. Chak kilè w ale nan yon sèvis relijye? [Li repons yo]</p> <p>(1) Pi plis pase yon fwa pa semèn (2) Yon fwa pa semen (3) Yon fwa pa mwa (4) Youn oswa de fwa pa lane (5) Pa janm fè sa/yon lè konsa (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q5B. Ki enpòtans relijyon genyen nan lavi w? [Li repons yo]</p> <p>(1) Trè enpòtan anpil (2) On ti jan enpòtan (3) On ti jan pa enpòtan (4) Pa enpòtan di tou (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>PS1. Ki bò dlo yo itilize lakay ou sòti? [Li repons yo]</p> <p>(1) Tiyo ki rive jouk nan kay la [Kontinye] (2) Tiyo nan lakou a [Kontinye] (3) Tiyo nan lakou vwazen ou [Kontinye] (4) Fontèn piblik [Kontinye] (5) Pwi nan lakou a [Ale nan PS3] (6) Pwi nan zòn nan [Ale nan PS3] (7) Achte kamyon dlo [Ale nan PS3] (8) Achte bokit dlo [Ale nan PS3] (9) Pran dlo lapli [Ale nan PS3] (10) Sous, rivyè [Ale nan PS3] (11) Lòt [Ale nan PS3] (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] [Ale nan PS3] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] [Ale nan PS3]</p>	
<p>PS2. Chak kilè w jwenn dlo nan kay sa a? [Li repons yo]</p> <p>(1) Chak jou (2) Chak 2 jou (3) Chak 3 jou (4) Yon fwa pa semen (5) Yon fwa chak 2 semen oswa yon lè konsa (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa Aplike [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>PS3. Eske kay la genyen kouran elektrik?</p> <p>(1) Wi (2) Non (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>PS4. A pe prè, konbyen èdtan kouran ou te jwenn chak jou nan 3 mwa ki fèk sot pase yo?</p> <p>È de tan pa jou (00-24) _____ (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa Aplike [PA LI REPONS LA]</p>	

<p>[Itilize Kat “Q3C” pouw a ka ede tet ou. PA MONTRE MOUN NAN KAT LA] Q3C. Ki relijyon w? [Pa li repons yo] [Si li di li pa genyen relijyon, gade si li ta dwe nan kategori 4 oswa 11] [Si li di w “Kreyen osinon Evanjelik, ese mandel si se katolik (opsyon 1), Pannkotis (opsyon 5) osinon pwotestan tradisyonèl (opsyon 2). Si mounn nan pa si, chwazi opsyon (2)] (1) Katolik (2) Pwotestan tradisyonèl, pwotestan ki pa evanjelik (kreyen, kalvinis, Literyen, Metodis, Presbyteryen, Disip Kris la, Episkopal, anglican, merov). (3) Relijyon peyi lès yo ki pa kreyen (Mizilman, Boudis, Relijyon endou; Taoist; Konfisyenis; baai). (5) Evangelik ak Pannkotis (Pannkotis, Legliz Bondye; Asanble Bondye; Inivèsèl Legliz Wayòm Bondye a; Entènasyonal Legliz Foursquare pawòl Bondye a; Legliz pentkotist Kris la; kongregasyon kreyen; menonit; Brethren; Kreyen Legliz freeform; Karismatik ki pa katolik, Lumières du monde, Corps de Christ, Batis, Nazareyen, lame di sali, Advantis, Advantis Setyèm Jou, Sara Nossa Terra;). (6) Mòmòn (7) Relijyon tradisyonèl ak natif natal (kandonblé, Vodouyizan, Rasta, Relijyon Maya yo, Umbanda; Maria Lonza; Inti; Kardecista, Santo Daime, Esoterik). (10) Jwif (òtodòks, Konsevatè, Refomist) (12) Temwen Jeova (4) Okenn (li kwe nan yon antite siprèm men li pa genyen okenn relijyon) (11) Agnostik, ate (li pa kwè nan Bondye). (77) Lòt relijyon (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>OCUP4A. Aktyèlman, kisa wap fè? [Li repons yo] (1) Wap travay? [Kontinye] (2) Ou nan konje men ou gen travay? [Kontinye] (3) W ap chèche travay tankou mèt janjak? [Ale nan Q10NEW] (4) W ap etidye? [Ale nan Q10NEW] (5) W ap okipe kay la sèlman? [Ale nan Q10NEW] (6) Ou se retirete, pansyonè, enkapasite pèmanan (pa nan eta pou li travay)? [Ale nan Q10G] (7) Ou pap travay epi ou pap chèche travay? [Ale nan Q10NEW] (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] [Ale nan Q10NEW] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] [Ale nan Q10NEW]</p>	
<p>OCUP1A. Nan travay sa, eskew se: [Li repons yo] (1) Amplwaye kap touche nan biwo leta? (2) Amplwaye kap touche nan biznis prive? (3) Patwon oswa asosye nan yon biznis? (4) Travay pou tèt pa w? (5) Travay san touche nan biznis lafanmi an (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA] (999999) Pa Aplike [PA LI REPONS LA]</p>	

[BAY LI KAT “F”]

[PA POZE KEKSYON SA A SI MOUN NAN PAP TRAVAY OSWA LI SE YON RETRETE, PANSYONÈ, ENKAPASITE PÈMANAN (VERIFYE OCUP4A)]

Q10G. Konbyen kòb ou touche pèsònèlman chak mwa nan travay ou? **[Si moun nan pa konprann: Konbyen kòb ou touche tankou salè san konte transfè lajan fanmi nan peyi letranje voye fè kado ak lajan lòt moun kap travay nan kay la?]**

- (00) Ankenn revni
- (01) Pa plis pase 5,000 goud
- (02) 5,000 – 9,000 goud
- (03) 9,001 – 11,000 goud
- (04) 11,001 – 12,500 goud
- (05) 12,501 – 14,000 goud
- (06) 14,001 – 15,000 goud
- (07) 15,001 – 16,000 goud
- (08) 16,001 – 17,500 goud
- (09) 17,501 – 19,500 goud
- (10) 19,501 – 23,000 goud
- (11) 23,001 – 28,000 goud
- (12) 28,001 – 36,500 goud
- (13) 36,501 – 45,500 goud
- (14) 45,501 – 55,500 goud
- (15) 55,501 – 70,000 goud
- (16) Plis pase 70,000 goud
- (888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]**
- (988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**
- (999999) Pa Aplike (li pap travay epi li pa retirete) **[PA LI REPONS LA]**

Q10NEW. An tou, konbyen kòb moun lakay ou fè pa mwa, lèw konte transfè lajan fanmi nan peyi letranje voye fè kado ak lajan tout moun kap travay nan kay la?

[Si moun nan pa konprann mande li, konbyen montan total sale ki rantre nan kay la nan yon mwa]

- (00) Ankenn revini
- (01) Pa plis pase 5,000 goud
- (02) 5,000 – 9,000 goud
- (03) 9,001 – 11,000 goud
- (04) 11,001 – 12,500 goud
- (05) 12,501 – 14,000 goud
- (06) 14,001 – 15,000 goud
- (07) 15,001 – 16,000 goud
- (08) 16,001 – 17,500 goud
- (09) 17,501 – 19,500 goud
- (10) 19,501 – 23,000 goud
- (11) 23,001 – 28,000 goud
- (12) 28,001 – 36,500 goud
- (13) 36,501 – 45,500 goud
- (14) 45,501 – 55,500 goud
- (15) 55,501 – 70,000 goud
- (16) Plis pase 70,000 goud
- (888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]**
- (988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**

[Pran kat “F”]

<p>Q10A. Eske ou menm osinon yon lòt moun ki ap viv nan kay sa resevwa transfè lajan oswa sipò ekonomik ki sòti nan peyi letranje?</p> <p>(1) Wi (2) Non</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]</p> <p>(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q14. Eske w genyen lide ale viv osinon travay nan peyi letranje nan twa lane kap vini yo?</p> <p>(1) Wi (2) Non</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]</p> <p>(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q10D. Lajan yo peye nan travay la ak lajan tout moun nan kay la resevwa, eske: [Li respons yo]</p> <p>(1) Li kont pou nou viv, nou genyen lajan sere</p> <p>(2) Li kont pou nou viv, nou pa genyen pwoblèm</p> <p>(3) Li pa kont, nou genyen pwoblèm</p> <p>(4) Li pa kont, nou genyen anpil pwoblèm/nou pa ka manje</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]</p> <p>(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q10E. Nan 2 lane ki fèk sot pase yo, èske moun lakay ou fè: [Li repons yo]</p> <p>(1) Plis kòb?</p> <p>(2) Menm valè kòb?</p> <p>(3) Mwens kòb?</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q11N. Ki kondisyon matrimonyal ou? Eske w : [Li repons yo]</p> <p>(1) Selibatè</p> <p>(2) Marye</p> <p>(3) Plase (map viv ansanm ak moun nan)</p> <p>(4) Divòse</p> <p>(5) Kite apre maryaj/plasaj</p> <p>(6) Mari/madanm mouri</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q12C. Konbyen moun kap viv nan kay la nan moman sa a? _____</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q12BN. Konbyen timoun ki gen mwens ke 13 lane kap viv nan kay la nan moman sa a? _____</p> <p>00 = ankenn,</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>Q12. Eske ou genyen pitit, Konbyen pitit ou genyen? [Sa Inkli tout pitit moun nan genyen]</p> <p>_____ [Asepte pou pi plis 20]</p> <p>00 = Oken [Ale nan VAC1]</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p> <p>Konbyen pitit fi ak gason ou genyen?</p> <p>Q12M [Ekri kantite pitit gason] _____</p> <p>Q12F [Ekri kantite pitit fi] _____</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]</p> <p>(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p> <p>(99999) Pa aplike (Moun nan pa gen pitit) [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>VAC1. An palan de manman, papa osinon moun ki gen timoun sou kont yo nan katye a, ou panse ke yo enterese pou ke timoun resevwa vaksin yo a tan?</p> <p>(1) Wi</p> <p>(2) Non</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]</p> <p>(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	
<p>ETID. Eske w ka di w se: Nwa, milat oswa blan? [Si moun nan di Afwo Ayisyen Make (4) Nwa]</p> <p>(1) Blan (4) Nwa (5) Milat (7) Lòt</p> <p>(888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA]</p> <p>(988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]</p>	



WWW1. Ann pale lòt bagay, chak kilè ou itilize entènèt? [Li repons yo] (1) Chak jou oswa prèske chak jou (2) Kèk fwa pa semen (3) Kèk fwa pa mwa (4) Yon lè konsa (5) Pa janm fè sa (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
G10. Chak kilè w tande nouvell nan radyo, gade nouvell nan televizyon, oswa li nouvell nan jounal oswa sou entènèt? [Li repons yo]: (1) Chak jou (2) Kèk fwa pa semen (3) Kèk fwa pa mwa (4) Yon lè konsa (5) Pa janm fè sa (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
PR1. Eske kay kote ou rete a... [Li repons yo] (1) Se lwe wap lwe (2) Se pou ou [Si moun nan gen dout di li: ou fin peyel osinon ou peye bank chak mwa pou li] (3) Se prete osinon wap patage ak lòt moun (4) Yon lòt sityasyon (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	
HAITAX1. Leta mande moun ki gen kay pou yo peye empo sou kay la. Nan ki nivo ou panse ke si yon moun peye enpo sa amelyore kalite sevis ke zòn kotel rete resevwa? [Li repons yo] (1) Anpil (2) Kek (3) Yon ti kras (4) Okenn (888888) Pa konnen [PA LI REPONS LA] (988888) Pa reponn [PA LI REPONS LA]	

Pou nou fini, eske ou genyen aparèy oswa bagay sa yo lakay ou a: **[Li repons yo]**

R3. Frijidè (Refrijeratè)	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R4. Telefòn fiks	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R4A. Telefòn potab, selilè (Asepte Telefòn entèlijan)	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R5. Machin oswa kamyon [Si moun nan pa di konbyen make yon (1)]	(0) Non	(1) Yon	(2) De	(3) Twa oswa plis pase twa	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R6. Machin pou lave rad	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R7. Fou micro-onde	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R8. Motosiklèt	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R12. Dlo potab (tiyo) anndan kay la	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)
R14. Douch anndan kay la	(0) Non			(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)

R15. Òdinatè (Asepte tablet)	(0) Non	(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)	
R18. Entenèt nan kay la (Sa inkli entenet nan telefòn li osinon nan Tablet)	(0) Non	(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)	
R1. Televizyon	(0) Non [Skip to FORMATQ]	(1) Wi [Continue]	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)	
R16. Televizyon Flat panel ouswa figi plat	(0) Non	(1) Wi	Pa konnen [PA LI REPONS LA] (888888)	Pa reponn [PA LI REPONS LA] (988888)	Pa aplike [PA LI REPONS LA] (999999)

Se tout keksyon mwen te genyen. Mèsi anpil pou kolaborasyon w.

FORMATQ. Souple di nan ki foma ankèt sa te fèt (1) Papyè (2) ADGYS (3) Windows PDA (4) STG	
---	--

COLORR. [Lè ankèt la fini, san ou pa mande moun nan, tranpri itilize kat pou koulè yo epi ekri nimewo ki pi sanble ak koulè figi moun] _____ (97) Pa kapab klase moun nan [Ekri (97) Sèlman si pou nimpòt rezon ou pa kapab wè figi moun nan]	
TIB. Lè antrevia a fini: _____ : _____	

[Lè ou fini ankèt la, san ou pa mande moun lan anyen, reponn kesyon sa yo] CONOCIM. Itilize nechel sa. Di dapre ou nivo konesans politik moun ou sot fè ankèt la avel la. (1) Nivo ro anpil (2) Nivo ro (3) Nivo mwayen (4) Nivo ba (5) Nivo ba anpil
--

DESOD FYZYK Nan ki nivo ou ta di zon lakay moun ou sot fè ankèt la avel la genyen...?	Pa genyen	Ti kras	Yon ti jan	Anpil
IAEA1. Fatra na la ri osinon nan kanivo yo	(1)	(2)	(3)	(4)
IAEA2. Trou na la ria a	(1)	(2)	(3)	(4)
IAEA3. Kay ki genyen fenèt en fè fòge (potay en fe, fil de fè nan alantou)	(1)	(2)	(3)	(4)

DEZOD SOSYAL Nan ki nivo ou ta di zon lakay moun ou sot fè anket la avel la genyen...?	Pa genyen	Ti kras	Yon ti jan	Anpil
IAEA4. Jen moun ak timoun nan lari ki pap regle anyen e kap fe vire tounen	(1)	(2)	(3)	(4)
IAEA6. Moun ki sou osinon kap pran dròg nan lari?	(1)	(2)	(3)	(4)
IAEA7. Moun kap fe gwo diskisyon vyolan osinon ki agresif nan lari a?	(1)	(2)	(3)	(4)

TI. Konbyen tan ankèt la te dire [minit, gade nan paj # 1] _____	
INTID. [Nimewo Identifikasyonl anketè a]: _____	



SEXI. Ekri seks ou: (1) Gason (2) Fanm	
COLORI. Itilize kat pou koulè yo, ekri nimewo koulè ki pi sanble ak koulè pa ou a.	

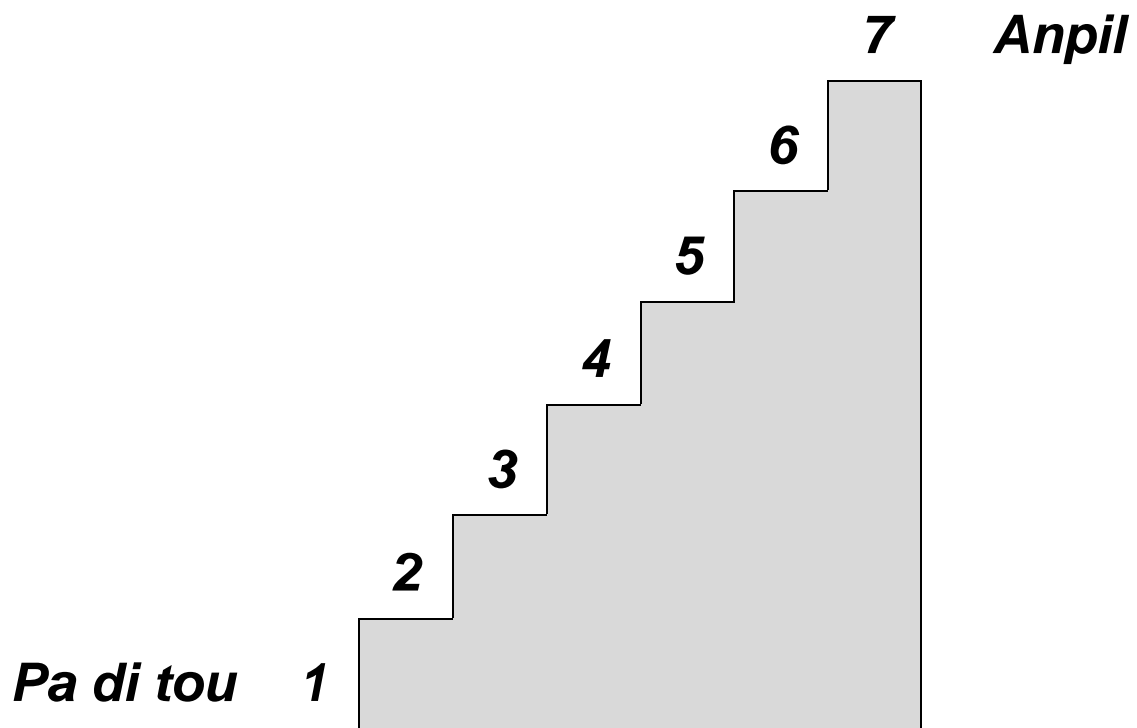
<p><i>Mwen deklare ke ankèt sa sa te fèt ak moun mwen di a.</i></p> <p><i>Siyati anketè a _____ Dat ____ / ____ / ____</i></p> <p><i>Siyati sipèvisè a _____</i></p> <p><i>Komantè: _____</i></p> <p><i>[Pa pou PDA/Android] Siyati moun ki antre done yo _____</i></p> <p><i>[Pa pou PDA/Android] Siyati moun ki te verifye done yo _____</i></p>
--

Kat “A” (L1)

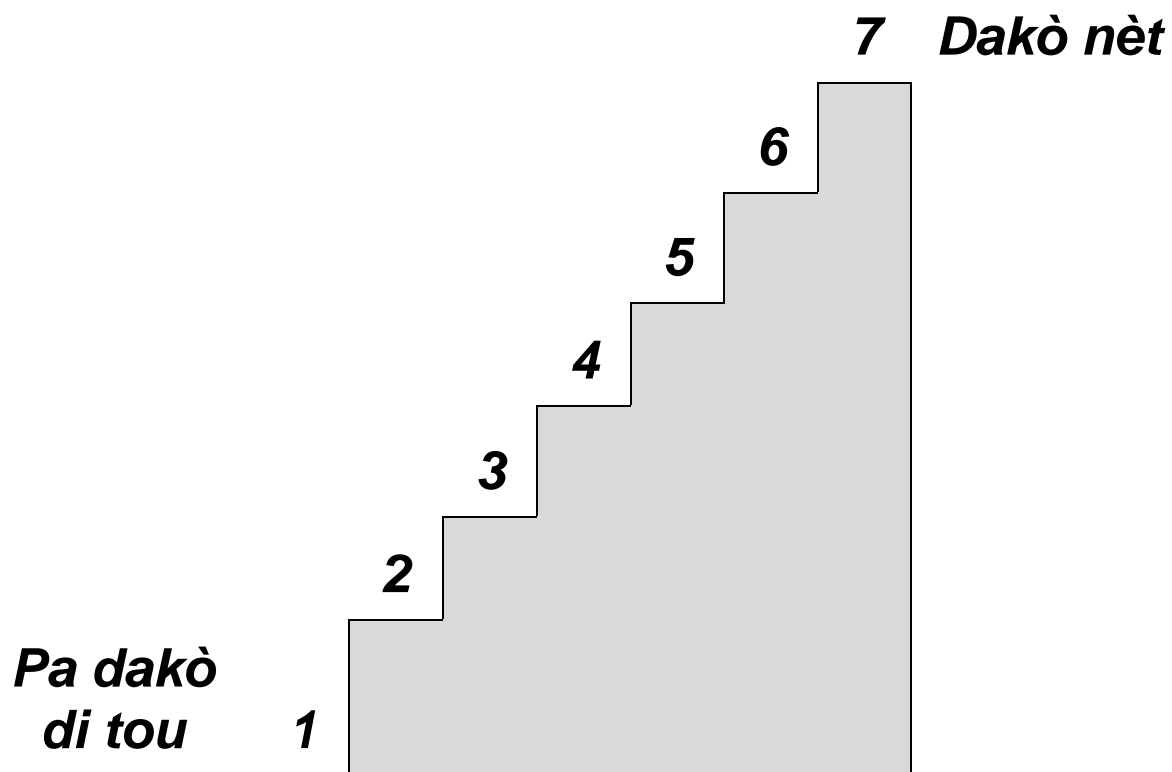
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>8</i>	<i>9</i>	<i>10</i>
<i>Gòch</i>					<i>Dwat</i>				



KAT "B"



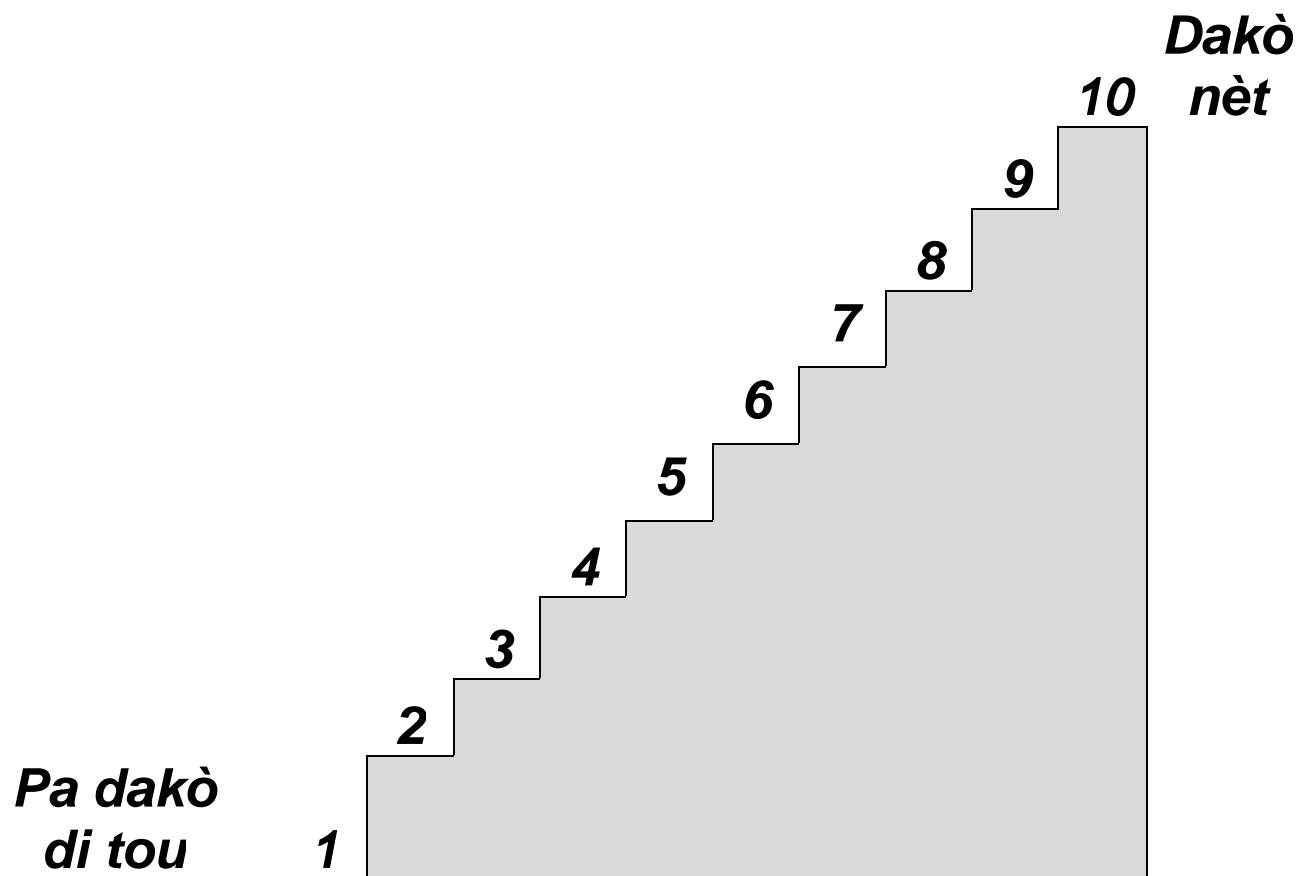
Kat “C”



***Kat “N”***

1	2	3	4	5	6	7
Anvironman Pi enpòtan					Kwasans Ekonomik pi enpòtan	

Kat “D”





Kat “H”

Brezil

Lachin

Kore di Sid

Letazini

Lend

Japon

Meksik

Larisi

Singapou

Venezyela

Kat “F”

- (00) Ankenn revni
- (01) Pa plis pase 5,000 goud
- (02) 5,000 – 9,000 goud
- (03) 9,001 – 11,000 goud
- (04) 11,001 – 12,500 goud
- (05) 12,501 – 14,000 goud
- (06) 14,001 – 15,000 goud
- (07) 15,001 – 16,000 goud
- (08) 16,001 – 17,500 goud
- (09) 17,501 – 19,500 goud
- (10) 19,501 – 23,000 goud
- (11) 23,001 – 28,000 goud
- (12) 28,001 – 36,500 goud
- (13) 36,501 – 45,500 goud
- (14) 45,501 - 55,500 goud
- (15) 55,501 – 70,000 goud
- (16) Plis pase 70,000 goud



Kat ED

[PA MONTRE MOUN KAP BA OU ANTREVI A KAT SA]

ED. Ki dènye klas ou te gen chans fè lekòl?

-----Ane----- (Primè, Segondè, Inivèsité) -----Total Ane

[Itilize tab ki parèt anba pou ka jwenn kòd la]

00. Ankenn nivo

Primè	Segondè	Inivèsité
01 Preskolè	08 Sizyèm / 7 A.F.	15 Inivèsité 1
02 Preparatwa 1 / 1 A.F.	09 Senkyèm / 8 A.F.	16 Inivèsité 2
03 Preparatwa 2 / 2 A.F.	10 Katryèm / 9 A.F.	17 Inivèsité 3
04 Elemantè 1 / 3 A.F.	11 Twazyèm	18+ (plis ke 4 lane)
05 Elemantè 2 / 4 A.F.	12 Segonn	
06 Mwayen 1 / 5 A.F.	13 Reto	
07 Mwayen 2 / 6 A.F.	14 Filo	

(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]**

(98) PR

Kat Q3C

[PA MONTRE MOUN KAP BA OU ANTREVI A KAT SA]

[Itilize Kat “Q3C” pouw a ka ede tet ou. PA MONTRE MOUN NAN KAT LA]
Q3C. Ki relijyon w? [Pa li repons yo] [Si li di li pa genyen relijyon, gade si li ta dwe nan kategori 4 oswa 11]

[Si li di w “Kretyen osinon Evanjelik, ese mandel si se katolik (opsyon 1), Pannkotis (opsyon 5) osinon pwotestan tradisyonèl (opsyon 2). Si mounn nan pa si, chwazi opsyon (2)]

(1) Katolik

(2) Pwotestan tradisyonèl, pwotestan ki pa evanjelik (kretyen, kalvinis, Literyen, Metodis, Presbyteryen, Disip Kris la, Episkopal, anglican, merov).

(3) Relijyon peyi lès yo ki pa kretyen (Mizilman, Boudis, Relijyon endou; Taoist; Konfisyenis; baai).

(5) Evangelik ak Pannkotis (Pannkotis, Legliz Bondye; Asanble Bondye; Inivèsèl Legliz Wayòm Bondye a; Entènasyonal Legliz Foursquare pawòl Bondye a; Legliz pentkotist Kris la; kongregasyon kretyen; menonit; Brethren; Kretyen Legliz freeform; Karismatik ki pa katolik, Lumières du monde, Corps de Christ, Batis, Nazareyen, lame di sali, Advantis, Advantis Setyèm Jou, Sara Nossa Terra;).

(6) Mòmòn

(7) Relijyon tradisyonèl ak natif natal (kandonblé, Vodouyizan, Rasta, Relijyon Maya yo, Umbanda; Maria Lonza; Inti; Kardecista, Santo Daime, Esoterik).

(10) Jwif (òtodòks, Konsevatè, Refomist)

(12) Temwen Jeova

(4) Okenn (li kwe nan yon antite siprèm men li pa genyen okenn relijyon)

(11) Agnostik, ate (li pa kwè nan Bondye).

(77) Lòt relijyon

(888888) Pa konnen **[PA LI REPONS LA]**

(988888) Pa reponn **[PA LI REPONS LA]**



Palèt koulè



Le Baromètre des Amériques

Le Baromètre des Amériques est une enquête régionale réalisée par Le Project d'Opinion Publique d'Amérique Latine (LAPOP). LAPOP a des racines profondes dans la région d'Amérique Latine et du Caraïbe qui remonte à plus de quatre décennies via la recherche d'opinion publique. Son siège social se trouve à l'Université de Vanderbilt aux États-Unis. Le Baromètre des Amériques est possible grâce aux activités et grâce au soutien d'un consortium d'institutions situées dans les Amériques. Pour réaliser chaque cycle de l'enquête, LAPOP établit des partenariats avec des individus locaux, des entreprises, des universités, des organisations de développement, et d'autres entités dans 34 pays de l'hémisphère occidentale. Ces efforts ont trois objectifs principaux : de produire des études d'opinion publique qui sont objectives, non-partisanes, et scientifiquement fiables ; d'augmenter la capacité et de renforcer les relations internationales ; et de diffuser les résultats importants concernant les expériences, les évaluations, et l'engagement des citoyens à l'égard des formes démocratiques du gouvernement.

Depuis 2004, le Baromètre des Amériques a reçu du soutien généreux de la part de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) et de l'Université de Vanderbilt. Ciudadanía, Environics, la Banque de Développement Inter-Américain, la Fondation Tinker, et le Programme de Développement des Nations Unies sont parmi les autres institutions qui ont contribué à plusieurs cycles du projet d'enquête. Le projet a également bénéficié de subventions de la part de la Fondation de Science Nationale des États-Unis, du Centre National de Recherche au Brésil (CNPq), et de la Fondation Open Society. Les collaborations avec les partenaires universitaires qui parrainent des articles sur l'enquête soutiennent également le projet. Dans le cycle le plus récent, Dartmouth, l'Université Internationale de Floride, l'Université d'Illinois, la Pontificia Universidad Católica de Chile, la Universidad Católica Andrés Bello au Venezuela, et plusieurs centres à l'Université de Vanderbilt sont parmi les contributeurs.

Le Baromètre des Amériques 2016/17 a été réalisé via des entretiens en personne dans 27 pays en Amérique Latine et au Caraïbe, et via l'internet au Canada et aux États-Unis. Tous les échantillons sont conçus pour être représentatifs des adultes en âge de voter au niveau national, et des appareils électroniques ont été utilisés pour la saisie données dans tous les pays. Au total, plus de 43,000 ont participé aux entretiens dans ce dernier cycle de l'enquête. La base de données complète du Baromètre des Amériques de 2004-2016/17 contient les réponses de plus de 250,000 individus dans la région. Les modules de base commun, les techniques standardisées, et de rigoureux contrôles de qualité permettent de bonnes comparaisons entre les individus, les sous-groupes, certaines zones sous-nationales, les pays, les supra-régions, et le temps.

Les données et les rapports du Baromètre des Amériques sont téléchargeables gratuitement à partir du site-web du projet : www.LapopSurveys.org . Les données du projet peuvent être accédées également via « data repositories » et par les institutions et les universités qui sont abonnées aux États-Unis. Grâce à ces pratiques d'accès ouvert et à ces collaborations, LAPOP œuvre pour contribuer à l'excellence de la recherche d'opinion publique et aux discussions continues sur la manière dont les programmes et les politiques concernant la gouvernance démocratique peuvent améliorer la qualité de vie des individus aux Amériques et au-delà.

USAID/Haiti
Tabarre 41
Route de Tabarre
Port-au-Prince, Haiti
Téléphone: (509) 2229-8000



VANDERBILT